

# LE MONDE

## diplomatique

MAI 1976 N° 266 - 23<sup>e</sup> année

LES CHRÉTIENS  
EN AMÉRIQUE  
LATINE

(Pages 15 à 20)

Prix : 5 F  
Algérie : 5,00 DA  
Canada : 1,50 \$  
Espagne : 60 pes.  
Italie : 650 lire  
Maroc : 5,00 dir.  
Royaume-Uni : 80 p.  
Suisse : 3,75 S.  
Tunisie : 500 mil.  
Abonnements : voir tarif page 11

Publication mensuelle  
5, rue des Italiens, 75227 Paris Cedex 09

## Nord-Sud

Par CLAUDE JULIEN

Le dialogue entre pays industrialisés et pays en voie de développement n'est pas un dialogue d'égal à égal. Les Nations unies ont bien posé de nouveaux principes, mais ils n'ont pas force exécutoire. De nouveaux organismes ont bien été créés, mais ils butent sur la volonté des puissances de préserver les avantages acquis. Et, au bout du compte, le « nouvel ordre économique international » ressemble étrangement à l'ancien, dont il occulterait plutôt les disparités.

Il faudrait beaucoup de volonté pour s'en étonner. Tel n'est pas le cas des pays en voie de développement qui, à Paris, participent au dialogue Nord-Sud. Ils reprochent à leurs partenaires industrialisés de ne pas accueillir favorablement les propositions qui leur sont soumises, et de ne pas présenter de contre-propositions constructives. On ne saurait mieux définir le blocage d'une négociation qui se perd dans les manœuvres dilatoires.

La réunion de Paris ne pouvait pourtant avoir qu'une raison d'être : mettre à profit le nombre restreint de délégations pour élaborer des solutions qui, autorisant un espoir, enlèveraient une part de sa virulence à la conférence de la CNUCED qui vient de s'ouvrir à Nairobi avec la participation de tous les gouvernements concernés. Cette chance, on n'a pas voulu ou pas su la saisir. Ce qui semble confirmer un soupçon déjà ancien : des problèmes de même nature étant débattus dans deux arènes différentes, les véritables meneurs de jeu ont toujours la possibilité de freiner le mouvement en renvoyant de l'une à l'autre les questions les plus délicates. C'est ce jeu que les pays sous-développés ont voulu arrêter en proclamant le 28 avril que l'absence de résultats à la CNUCED compromettrait l'avenir de la conférence de Paris.

Pour les nantis comme pour les plus démunis, la situation appelle pourtant des mesures drastiques. La dette des pays en voie de développement dépasse 120 milliards de dollars, et le service de cette dette absorbe chaque année la presque totalité de l'aide qu'ils reçoivent. Aussi les pays du tiers-monde cherchent-ils le salut dans d'autres directions, notamment la transformation du marché des produits de base et l'accroissement de leur part dans le commerce des produits manufacturés, tout en réclamant un pouvoir d'intervention dans la réorganisation du système monétaire international.

Mais, en dépit des discours officiels, les pays industrialisés savent que la timide reprise qui se manifeste est étroitement liée à l'approche de l'élection présidentielle aux États-Unis et que, passé le seuil des indicateurs économiques retrouvant leur sève et leur vigueur, il n'est donc pas question, pour eux, de renoncer aux avantages qu'ils retirent du désordre monétaire et du contrôle qu'ils exercent sur les marchés aussi bien des produits de base que des produits manufacturés.

UNE telle politique à court terme peut-elle être abandonnée au profit de l'élaboration d'un ordre économique mondial vraiment nouveau ? Celui-ci supposerait de ne plus considérer les pays du tiers-monde comme des réservoirs de main-d'œuvre pour les succursales des firmes transnationales, comme des fournisseurs de matières premières, comme des clients pour des brevets livrés au prix fort, comme déversoir d'une inflation exportée plus généralement que ne l'est la technologie. Il s'agirait de voir en eux des partenaires offrant à l'Occident la seule possibilité d'une véritable relance économique. Car eux seuls ont des besoins assez vastes pour permettre à l'industrie capitaliste de tourner au plein de sa capacité.

Mais cette nouvelle approche remettrait en question les conceptions actuelles de la production et les secteurs qu'elle privilégie. Elle irait à l'encontre du grand dessein qu'analysa plus loin Noam Chomsky. Elle entraînerait une réforme fiscale plus audacieuse que les prudents projets de taxation des plus-values, pourtant si mal accueillis. Elle ne saurait s'accommoder de la véritable hémorragie que constituent les sorties de capitaux vers la Suisse (voir page 4 l'article de Jacques Attali).

Ce serait bouleverser trop d'habitudes. Les responsables préfèrent rester sur les chemins connus et fermer les yeux sur les catastrophes auxquelles ils conduisent. Cela permet au moins à certains de s'indigner des mesures draconiennes prises en Inde et au Bangladesh pour freiner la courbe démographique (voir page 21). Ils savent pourtant que leur imprévoyance ne leur épargnera pas des épreuves de force : ils les envisagent sans trop d'inquiétude, car la nouvelle idéologie qu'ils élaborent (voir page 4) leur donnera les moyens de maintenir l'ordre.

## Incertain Portugal

Les Portugais ont élu, le 25 avril, les deux cent soixante-trois membres de l'Assemblée de la République. Ce jour, pour eux hautement symbolique, était aussi celui de l'entrée en vigueur de la Constitution élaborée par l'Assemblée élue en un an auparavant, et qui remplace la charte salazariste de 1933. Le nouveau texte prévoit l'élection au suffrage universel d'un président de la République doté de grands pouvoirs. Cet événement doit avoir lieu le 31 juin prochain. A l'heure où nous écrivons, c'est le général Ramalho Eanes qui semble avoir le plus de chance de recueillir l'appui des principaux partis et le soutien de la majorité des militaires. Si le chef d'état-major de l'armée de terre renouait à brigner la magistrature suprême, le général Pires Veloso, commandant la région du Nord, serait susceptible de se porter candidat. L'amiral Pinheiro de Azevedo, actuel premier ministre, a déjà indiqué qu'il participerait vraisemblablement à la compétition. Plusieurs autres officiers ont également déclaré qu'ils ne se déroberaient pas s'ils étaient

appelés. Si aucune autre personnalité militaire ne parvenait à s'imposer, le général Costa Gomes, président de la République, pourrait être pressenti pour se succéder à lui-même au palais de Belem. Des formations d'extrême gauche, d'autre part, ont déjà annoncé qu'elles soutiendraient la candidature de l'ex-général Otelo de Carvalho, ancien chef du Copcon. La droite, pour sa part, pourrait faire appel au général Galvão de Melo, proche du Centre démocratique et social. Si, enfin, contre la préférence formellement exprimée par les quatre grandes formations — parti socialiste, parti communiste, parti populaire démocratique (P.P.D.) et Centre démocratique et social (C.D.S.) — devait s'imposer l'idée d'une candidature civile, on estime, à Lisbonne, que MM. Mario Soares, secrétaire général du P.S.; Henrique de Barros, ancien président, socialiste, de l'Assemblée constituante, ou Magalhães Godinho, ministre de l'Éducation des deuxièmes et troisièmes gouvernements provisoires, auraient les meilleures chances.

## Les socialistes maîtres du jeu ?

Par JEAN-PIERRE CLERC

Premier parti avec 35% des voix, devançant le P.P.D. (24%), le C.D.S. (16%) et le P.C. (14,5%), le parti socialiste, bien qu'en recul, est maître du jeu au Portugal. Il peut théoriquement faire alliance avec l'une quelconque des trois autres grandes formations représentées à l'Assemblée et former avec elle une équipe majoritaire : front populaire (avec le P.P.D.), coalition social-démocrate (avec le P.P.D.), accord pour un « contrat de progrès » (avec le C.D.S.), ou « gouvernement de salut national » (avec le P.P.D. et le C.D.S.). Toutes ces solutions ont été suggérées, et continuent de l'être, à M. Mario Soares.

Mais le P.S. avait axé sa campagne électorale sur le slogan : « Nous gouvernerons seuls, ou nous passerons dans l'opposition. » Ce choix stratégique avait été

dicté aux dirigeants socialistes par une constatation : rassemblant des tenants de la social-démocratie et des partisans d'un socialisme « à la française », leur parti est d'une extrême hétérogénéité. Dans ces conditions, toute alliance est susceptible de mettre en cause une cohésion fondée bien plus sur la prééminence d'un homme — M. Mario Soares — et l'existence de deux « repoussoirs » — le capitalisme et, surtout, le communisme — que sur une idéologie fermement définie et largement partagée.

L'alliance avec le P.C. était, de toute façon, à peu près exclue dès le départ, compte tenu de la profondeur du sentiment anticommuniste dans la plus grande

## LE BOURBIER LIBANAIS

Par GEORGES CORMAN

Comment la désignation d'un nouveau président de la République libanaise, en libanais, a-t-elle été une crise qui s'est encore exacerbée ces dernières semaines, après la mise en cause directe du président Frangieh ? En réalité, le sort de ce pays — qui obtient une large fraction du peuple palestinien, avec ses dirigeants — est trop directement lié au conflit israélo-arabe pour qu'il soit permis d'envisager son avenir hors de ce plus vaste contexte. Les articles de Sélim Turku et Arthur Rabab, publiés pages 12 et 13, complètent l'analyse de Georges Corm sur la situation intérieure libanaise et le rôle de la Syrie.

La guerre civile libanaise n'en finit plus de rebondir. Chaque fois qu'un précaire équilibre est trouvé entre les parties en présence, surgit un impondérable qui remet tout en cause et fait sombrer le pays un degré plus bas dans l'anarchie et la désintégration.

C'est ainsi que la tentative de coup d'État du général Ahdab, le 11 mars, destinée au départ à accélérer un début de normalisation, avait en réalité eu pour conséquence une reprise des combats sur une plus grande échelle qu'auparavant, la désintégration définitive de l'armée, enfin une évolution apparemment paradoxale de la position syrienne en faveur des forces de droite libanaises. Cette évolution, à son tour, a compliqué la crise libanaise, entraînant des interventions extérieures plus marquées qui tendent à l'internationaliser ou à l'arabiser : la médiation américaine s'inscrit dans ce contexte, de même que les appels de la gauche libanaise à la Ligue arabe pour mettre fin à l'intervention syrienne.

En réalité, à la veille du coup manqué du général Ahdab, la situation, apparemment en voie de règlement, était explosive. La médiation syrienne, qui avait débouché sur le discours constitutionnel du président de la République au mois de février, n'avait pas réussi à régler les données de base du conflit interne.

Les réformes contenues dans le discours résident dans la plus pure logique du système confessionnel, notamment sur le plan de la répartition des trois premières magistratures de l'État : les trois premières présidences de la République, présidence de la République aux maronites, avec des pouvoirs constitutionnels quelque peu rognés ; présidence du conseil aux sunnites, avec renforcement des pouvoirs du premier ministre ; présidence de la Chambre des députés aux chiites. Cette répartition, consacrant la pratique politique issue du pacte national de 1943, maintient l'exclusion des druzes, dont M. Jomblatt, chef de la

gauche, est un des leaders prestigieux par ses assises familiales et territoriales (1).

Sur le plan économique et social, le discours présidentiel ne contenait rien de marquant, sinon des principes nominatifs de justice sociale et la création d'un conseil économique et social. Il faut dire aussi que le programme de la gauche libanaise dans ce domaine est caractérisé par une très grande timidité, le but recherché n'étant que la mise en place d'un régime de capitalisme national rationnel.

Enfin, sur le terrain, la « médiation » de la Syrie n'avait rien apporté, se contentant de geler les positions militaires mais faisant pénétrer ses troupes dans les régions tenues par les milices de gauche par le biais de la Selka (mouvement de libération palestinien d'obédience syrienne) ou de régiments de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) sous contrôle de l'armée syrienne. En revanche, les régions chrétiennes, tenues par la droite, conservaient intactes leurs structures militaires, qui leur assuraient une quasi-autonomie de fait par rapport au reste du pays. C'est dire qu'en réalité la division du pays sur le terrain restait effective, les commissions mixtes de surveillance du cessez-le-feu n'ayant aucun moyen réel de dissuasion sur les milices, notamment dans les zones aux mains des milices de droite.

Les négociations sur la composition d'un nouveau gouvernement, qui devaient redonner l'équilibre politique entre la droite et la gauche, ont amené l'une et l'autre parties à tenter par diverses pressions de renforcer leurs positions politiques. En fait, il semble

bien encore une fois que l'extrême droite ait essayé d'éviter de payer les conséquences de ses erreurs cumulées. En favorisant la rébellion parmi les officiers chrétiens des casernes de Yonich, voulant porter secours à un village maronite de l'Akkar encerclé par des combattants de villages musulmans voisins à la suite d'incidents obscurs, l'extrême droite cherchait en réalité à faire pendant à la rébellion du lieutenant Khattib dans la Bega, favorable aux forces de gauche. Face à une nouvelle dégradation de la situation, les Syriens exerçaient une pression encore plus grande sur la gauche, qui réclamait la moitié des sièges du nouveau gouvernement aux fins de l'amener à faire des concessions sur ce plan.

Le résultat de cette action fut une spectaculaire extension de la rébellion du lieutenant Khattib dans la Bega, le nord et le sud du pays. Le coup manqué du général Ahdab, de confession sunnite, réclamant la démission du président de la République, devait être l'ultime sursaut d'un régime politique en plein effondrement. Appuyé par les officiers supérieurs du haut commandement de l'armée et jouissant de l'appui tacite des phalangistes et du soutien ouvert de la Ligue maronite et des Gardiens du cèdre (autres groupes d'extrême droite), le mouvement du général, qui ne disposait déjà plus de troupes, n'a fait qu'accroître la montée en flèche du lieutenant Khattib dans l'ombre protectrice du leader de la gauche, Kamal Jomblatt. Ainsi, l'armée libanaise, dernière institution nationale, achevait de s'écrouler avec le contre-mouvement du général Barakat, inconditionnel du président Frangieh et originaire de la même région. Le haut commandement de l'armée était désormais sans troupes, même pour garder les bâtiments du ministère de la défense.

### L'énigme syrienne

DANS le même temps, les manœuvres incessantes du ministre de l'Intérieur, M. Camille Chamoun, véritable chef d'orchestre de la droite, parvenaient à ramener au bercail les phalangistes, qui redonnaient leur soutien à la « légitimité » du président Frangieh, faisant fi de l'opinion de la base populaire qui avait accueilli avec enthousiasme le mouvement « correctif » du général Ahdab. Face à une nouvelle dégradation de la situation sur le terrain, notamment à Beyrouth, où les phalangistes reprenaient possession des grands hôtels, Kamal Jomblatt, fort de l'appui des troupes du lieutenant Khattib, décidait de mener une offensive militaire généralisée destinée à briser la droite au cœur de ses bastions, c'est-à-dire en pleine montagne maronite, ce qui provoqua une nouvelle extension de l'aire des combats et un rétrécissement supplémentaire des zones de sécurité dans le pays.

C'est à ce stade qu'intervient l'« énigme » de l'attitude syrienne. Ayant d'abord dirigé ses coups dres contre le gouvernement du général Ahdab, la Syrie devait ensuite prendre de plus en plus violemment à partie la gauche libanaise et, en fait, soutenir le président de la République en cherchant à lui assurer une sortie « honorable ». Ce dernier, en refusant de tenir compte du vœu de la majorité de la Chambre réclamant sa démission à la suite du mouvement du général Ahdab et en s'obstinant contre vents et marées à maintenir

une « légalité » depuis longtemps disparue dans le tracés des armes, a bel et bien encouragé sur le terrain la cohésion de la droite dans ses positions extrémistes, cohésion que l'on aurait pu croire entamée par le coup du 11 mars.

(Lire la suite page 12.)

### Dans ce numéro :

NOAM CHOMSKY :  
la dé de voûte  
du système américain  
(Pages 2 et 3.)

< Croyez-vous  
que la Grande-Bretagne  
soit un pays libre ? >  
(Pages 5 et 6.)

Le Tchad, pays divisé  
(Pages 10 et 11.)

# RLVES

la grande maroquinerie  
de Paris



Tous les styles dans le reptile

156, rue de Rivoli métro : Louvre



## Un projet mûri de longue date

# LA CLEF DE VOÛTE DU SYSTÈME AMÉRICAIN

L'article publié ici met en lumière la continuité de la politique étrangère des Etats-Unis. Les récentes déclarations de M.M. Kissinger et Sonnenfeld sur l'Europe apparaissent ainsi dans la logique du grand dessein que l'Amerique, avant même son entrée dans la seconde guerre mondiale, s'appliquait à mettre au point pour assurer son hégémonie sur de vastes régions (1).

**A**u mois d'avril 1973, M. Henry Kissinger, qui proclamait avec fierté la pompe de l'année de l'Europe — La Société Internationale allait être remise en ordre sur la base de certaines « réalités nouvelles ». Ces réalités nouvelles, fruits de la réussite de la politique menée par la génération précédente, posaient un certain nombre de problèmes qu'il allait falloir affronter. Aux termes de l'exposé de M. Kissinger sur les « problèmes des relations atlantiques », les Etats-Unis avaient espéré qu'« une Europe unie travaillant en coopération avec [eux] dans le cadre de la Communauté Economique Européenne » allait leur offrir « l'appui décisif d'une bonne part de [leurs] partenaires internationaux », mais leurs espoirs n'avaient pas abouti.

plus profondément enraciné, d'autres problèmes sont apparus. L'un d'eux est la grande inégalité fondamentale entre les rôles des partenaires atlantiques. « Les Etats-Unis ont des responsabilités et des intérêts globaux », explique M. Kissinger, tandis que leurs alliés n'ont que des responsabilités et des intérêts régionaux. Alors même que, « dans les relations économiques, la Communauté européenne met de plus en plus l'accent sur sa personnalité régionale », les Etats-Unis ne cessent de vouloir jouer un rôle différent dans les affaires mondiales : en particulier, ils doivent agir comme « partie constituante et responsable d'un système commercial et monétaire du plus grande envergure ». Notre tâche, pendant la réunion de la conférence, est de « réconcilier ces deux perspectives », ajoutait-il.

Cinq ans auparavant, M. Kissinger développait déjà une thèse analogue. Dans sa conception, « les blocs régionaux soutenus par les Etats-Unis devront prendre en charge la responsabilité de leurs périmètres immédiats, les Etats-Unis étant plus soucieux de l'édifice d'ensemble de l'ordre mondial que de la gestion de chaque entreprise régionale ». De même qu'on ne saurait attendre du conseil d'administration de

## Le tribut des importateurs de pétrole à la prospérité américaine

plus grande envelopure ». Il failait que le pétrole restent sous la contrôle des « énergies, basées pour la plupart sur le nucléaire, cette dernière ayant contribué à assurer la domination se voyaient d'ailleurs émettre qu'aucune tolérance dans ce système.

La crise pétrolière fut largement utilisée pour résoudre les problèmes des relations atlantiques qui inquiétaient tant M. Kissinger. En effet, à mesure que le prix du pétrole augmentait, l'Europe et le Japon se voyaient contraints par la force des choses à se tourner vers les ressources de l'industrie américaine. Les trusts de l'énergie en bénéficiaient directement, si bien que, dès le début de 1975, les Etats-Unis jouissaient d'une balance commerciale favorable avec l'ensemble des pays du Proche-Orient à l'exception de l'Iran, qui représentait un progrès substantiel par rapport aux résultats déjà satisfaisants de 1974.

Les principaux pays producteurs de pétrole restent des Etats-clients loyaux. Le monde des affaires amé-

**GROSPIRON**  
**RAOULT GROSPIRON SUC'**

DÉMÉNAGEMENTS  
 EMBALLAGE  
 GARDE-MEUBLES  
 EXPÉDITIONS

49, Rue de la Fédération XV<sup>e</sup>  
**734-02-66**

Davis Administratifs

General Motors qu'il intervienne dans les querelles d'atelier d'une petite usine fabriquant des bougles pour Chevrolet... Voilà ce qu'on appelle la « multipolarité » ! Par ailleurs, il fallait éviter que la structure - bipolaire - Etats-Unis/U.R.S.S. - qui sous-tend tout cela, ne soit réellement symétrique. Il valait mieux faire comprendre aux associés subalternes que toute marque d'« intrinséquence » de leur part serait « pénalisée ». Toute autre attitude - ne servirait guère la cause de la paix - (2).

En fait, en 1973, la faillite de l'Europe à nous « soulagier » de nos **tardeaux internationaux** — commençait à poser un sérieux problème. La réticence dont l'Europe avait fait preuve pour partager le poids du maintien au pouvoir du régime-client des Etats-Unis au Vietnam du Sud était à cet égard une portée particulière. Les coûts aussi énormes qu'imprévus des guerres américaines en Asie du Sud-Est contribuaient au déclin relatif de la puissance des Etats-Unis, et donc à la décadence des capitalistes. C'est là le facteur décisif qui amena les milieux dirigeants américains à opérer leur revirement contre la guerre ou, plus exactement, contre les tactiques employées.

Cela devint spécialement vrai au début de 1968, après que l'offensive du Têt eut fait tomber d'un coup la toile d'illusions tissée par les propagandistes. La réussite historique du mouvement américain pour la paix aura été d'avoir rendu la nation une véritable mobilisation nationale. Elle a permis de faire les coûts réels de la guerre et, la résistance vietnamienne ayant miraculeusement tenu le choc, la défaite finit par tomber, déclenchant une crise économique. A date de 1968, l'Europe ne consentit plus à coopérer avec les Etats-Unis et l'Amérique en Asie du Sud-Est. Ce fut le moins de l'année. Le choc eut pour encore plus importante du fardeau que lui assignait la doctrine Nixon-Kissinger. Un des objectifs de l'« année de l'Europe » était de faire du genre de relations fonctionnelles dans les « relations scientifiques ».

l'anne de l'Europe » s'est échoué. Le pétrolier qui suivit la première guerre mondiale, les puissances européennes et le Japon se disputèrent la possibilité d'antéposer des accords bilatéraux avec les pays producteurs de pétrole, mais ils furent rappelés à l'ordre, et avinés qu'il leur fallait constituer un « front uni » sous l'égide des Etats-Unis, forts de leurs possibilités, de leurs intérêts « globaux » et de la position unique que leur avait fait écho les gérants d'« un monde commercial et monétaire de libre distribution et le marché de masse des sociétés multinationales de l'Etat-Unis. Depuis le déclenchement de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont lancé ailleurs, lesquels se transforme majeure ne serait

rien lui juble devant les immenses perspectives que lui offrent l'Iran et le monde arabe y compris l'Iraq dont le comportement ne différencie guère selon des mêmes milieux de celui de ses voisins plus orthodoxes. Tout dans la région promet un avenir doré à l'industrie américaine, qu'il s'agisse du commerce, de la construction, des investissements ou des services. Les Américains ont en Iran et le Japon qui, comme l'écrit l'*hebdomadaire Business Week* : « payent la plus grande partie des frais de la prospérité de ce secteur », tandis que « les pétroliers qui reviennent aux Etats-Unis pour le biais des échanges commerciaux avec les pays du Golfe ont des cordes de devises consacrées au soutien du pétrole en Proche-Orient ». Les hommes d'affaires américains notent « une préférence marquée pour les produits américains » dans cette région, qui est « un des rares points du globe où l'entreprise privée est prête d'opérer un retour », et, au premier chef, l'entreprise américaine.

Pendant ce temps-là, les profits pétroliers arabes vont alimenter des institutions économiques qui continuent, comme autrefois, à travailler à l'édification d'un monde ouvert à la pénétration économique des Etats-Unis et à leur contrôle politique. En effet, l'augmentation des tarifs pétroliers revient à une espèce de taxation forcée imposée aux pays importateurs, qui sont ainsi contraints de payer un tribut aux institutions

### Internationales dominées par les Américains.

On assiste actuellement à la naissance d'un nouvel ordre économique, au sein duquel les Etats-Unis espèrent bien être en mesure de restaurer une hégémonie que la débâcle indochinoise a sévèrement entamée, tandis que leurs associés subalternes se verront à nouveau confinés au développement de leur « personnalité régionale ».

Bref, l' - année de l'Europe - s'est soldée par un succès de taille.

Le concept de « multipolarité » formulé par M. Kissinger définit les Etats-Unis comme la puissance dominante à l'échelon mondial, à cela près qu'elle se voit désormais contrainte d'accepter la « détente » avec les grandes masses ou l'U.R.S.S. et avec les nations moyennes.

D'après les premières études de M. Kissinger, les Etats-Unis ont manqué l'occasion d'édifier à leur guise un ordre mondial stable à la fois par manque d'audace et parce qu'ils ont été trop préoccupés de leurs propres intérêts moraux déplacés, alimentés par la propagande communiste. Il ne reste plus maintenant qu'à se composer avec les réalités qui se sont formées à partir de là. La diplomatie américaine doit donc se réinventer, représenter une rupture avec le passé dans la mesure où elle admettait enfin ces réalités déplacées.

« Exercer  
un pouvoir  
incontesté »  
dans le monde

le déclarait Harry Truman en octobre 1945, « nous avons appris une  
amère leçon, que tout est en jeu de notre grande République  
incite des hommes sans scrupules à menacer fondamentalement  
de la civilisation dans le monde entier ». Quant à savoir de quelle  
nature était la « civilisation » que les Etats-Unis se proposaient de  
préserver par la force, les événements ultérieurs allaient le montrer —  
quoique on ait déjà pu en trouver des exemples édifiants dans l'histoire  
des Philippines et de l'Amérique latine.

Mais il ne faudrait pas croire que ces événements aient sérieusement entamé le système de propagande institué par les universités et les médias. Au contraire, au plus fort de la guerre du Vietnam, l'éditeur d'un recueil intitulé *La guerre de chasses aux sciences sociales* a pu, pour pouvoir expliciter dans sa préface que l'application des méthodes des sciences sociales au « jeu de la domination mondiale » allait amplifier les capacités de décision des gouvernements et des législateurs, de sorte que « les guerres de tous les jours, les guerres de tous les jours qui dirigent la politique étrangère des Etats-Unis et de nombreuses autres nations » (3). Les bilans rétrospectifs de la guerre du Vietnam dressés par les analystes libéraux s'écarteront guère de ce dogme fondamental du système idéologique.

Les procès-verbaux des délibérations du Conseil des relations étrangères (1941-1945 et 1945-1946) apparaissent instructifs de la vision que les Américains avaient alors du monde de l'après-guerre. Un mémorandum de 1944 esquisse les grandes lignes de la politique que les Etats-Unis se devaient d'adopter « dans un monde où ils attendent exercer un pouvoir incontesté... ». Il définit sommairement « les composantes d'une politique intégrée qui permettra aux Etats-Unis d'assurer leur honorable économie, militarisée sur l'ensemble du monde non allemand », c'est-à-dire tout l'hémisphère occidental, l'Empire britannique et l'Extrême-Orient.

Ce monde non allemand dominé  
 par les Etats-Unis, auquel on devait  
 donner plus tard le nom de « grande  
 zone » ( - Grand Area - ), n'était  
 pas considéré par le groupe comme  
 plus souhaitable que l'instauration  
 d'une économie mondiale, pas  
 même comme un substitut entièrement  
 satisfaisant - (1941). Toutefois,  
 il fallait que la « grande zone » se  
 développe pour elle-même, en même  
 temps que comme noyau à partir  
 duquel devait se constituer l'éco-  
 nomie mondiale de l'après-guerre à  
 laquelle on espérait que la défaite  
 des puissances de l'Axe allait don-  
 ner naissance. Plus spécifiquement  
 on espérait que « les institutions

santes. On a abandonné l'espoir de « libérer » l'Europe orientale afin qu'elle puisse accéder au statut bénédict de nouvelle Amérique latine. La poigne de fer du totalitarisme russe y est dorénavant enterrée de façon explicite, comme l'avaient exigé Staline et ses successeurs.

Les stratèges du département d'Etat ont également — et non sans réticence — renoncé, au moins provisoirement, à leur rêve de voir un jour la Chine à nouveau gouvernée par le Kuomintang. En revanche, les Américains cherchent à tirer parti de la rivalité sino-soviétique. Ils attendent de la Chine qu'elle joue dans les affaires mondiales un rôle conservateur, en apportant son soutien à des régimes-clients des Etats-Unis comme ceux de M. Marcos aux Philippines ou de Reza Pahlvi en Iran. Et jusqu'à présent, la Chine ne les a pas déçus.

Bien entendu, ce n'est pas tout à fait ainsi que M. Kissinger formule les choses. L'interprétation qu'il préfère en donner est que la Russie et la Chine ont fini par comprendre, sous la tutelle des conseils de M. Kissinger, qu'elles devaient tempérer les attitudes « révolutionnaires » et « belliqueuses » qui mettaient en péril depuis vingt ans l'équilibre mondial (c'est du moins ce que dit l'historiographie officielle), et rejoindre les partisans de la paix groupés sous la houlette des Etats-Unis.

mine si les ambitions des Etats-Unis  
 ont tant soit peu prises en val-  
 leur les principes qui dirigent actuel-  
 lement leur politique étrangère relevant  
 de la conception d'ensemble de  
 l'architecture de la société internationale  
 et élaborée au cours de la  
 première guerre mondiale. Les planifi-  
 cations américaines étaient sûrs que  
 la victoire leur donnerait le conser-  
 vance dominante à l'échelle  
 mondiale. A partir de quoi les Etats-Unis  
 étaient dorénavant se poser en « gar-  
 de de la paix mondiale » car, comme  
 en 1945, « nous avons appris une  
 leçon de notre grande République  
 à menacer les fondements mêmes  
 de l'humanité ». Quant à savoir de quelle  
 manière les Etats-Unis ont pu se  
 débarrasser des tentatives de  
 la suite ultérieures allaient le montrer  
 par les exemples édifiants dans l'histoire  
 humaine.

mises en place afin de réaliser l'intégration de la « grande zone » fournissant une expérience pouvant contribuer utilement au règlement des problèmes de l'Europe, au point qu'il suffirait peut-être de relâcher purement et simplement les économies des pays européens à l'économie globale de la « grande zone », celle-ci devenant ainsi « décentralisée » et devant être entièrement dominée par les Etats-Unis et organisée en fonction des intérêts économiques et stratégiques des Américains. De longs débats sont par ailleurs consacrés au problème de la garantie du libre-échange aux marchés et aux matières premières, sorte que le modèle économique américain, qui n'est pas réservé sans modifications notables en tant que système dominant à l'échelle mondiale.

Les experts du Conseil des relations étrangères soulignaient que l'objectif essentiel, en plaçant cette grande conférence « *sur le monde* » *sur la marge d'absence* du « *monde américain* » était de « *surmonter* » la « *marque d'absence* » du monde américain afin de basculer pour subsister sans réajustements majeurs ». Mais les groupes d'experts reconnaissent pourtant, en avril 1941, que la proclamation des buts de guerre « *aurait un meilleur effet de propagande* » si elle insistait sur « *les intérêts d'autres peuples* » au lieu d'apparaître comme « *unique- ment attachée à ceux de l'impérialisme anglo-américain* ». Quelques mois plus tard, la charte de l'Atlantique était promulguée.

Un point extrêmement important de tous ces projets était qu'il ne fallait pas laisser l'Europe devenir une puissance économique indépendante d'une stature comparable à celle des États-Unis. De même, il fallait que les systèmes impérialux américains soient renversés, sans que l'économie mondiale ne se réduisât à la « grande zone » d'après-guerre, les États-Unis ayant soigneusement mesuré leur aide financière à la Grande-Bretagne, sous forme de prêts à terme, de telle façon que les réserves britanniques oscillent constamment entre 100 et 200 milliards de dollars. Ce qui est en fait (et l'on peut s'en convaincre) un système

voulu et permettre à ce pays de rester en guerre sans toutefois disposer de la puissance nécessaire au maintien de son indépendance et de son statut impérial. Les Etats-Unis parvinrent à s'emparer une position dominante dans toutes les zones-clés où prédominaient auparavant la puissance et l'influence britanniques, en Amérique latine et au Proche-Orient, ce qui représentait pour eux un pas en avant vers la création sous leur égide de la « grande zone » ou, mieux encore, vers l'instauration d'une économie mondiale vraiment globale.

La diplomatie de l'ère Nixon-Kissinger est plus réaliste, et marque l'abandon de fait du rêve d'une économie mondiale en faveur de son substitut moins glorieux, la « grande zone » sous contrôle américain (dont la Chine sera malheureusement absente). La Grande-Bretagne a effectivement été réduite, sur le plan matériel et partielle-

# Washington et Moscou contre un socialisme authentique

mettre l'accent sur les grandes de  
meilleur effet de propagande », con  
des Etats-Unis aux « principes wi  
todétermination.

Il y a bien des historiens un peu plus réalistes que les autres pour relever le fait que c'est dans la rhétorique sur les pays situés au-delà du rideau de fer que ces principes s'expriment le plus clairement, alors qu'ils sont systématiquement foulés au pied partout où prévaut la puissance américaine. Mais ce détail est alors présenté comme une « ironie du sort », car, bien entendu, ce ne sont pas de simples faits qui peuvent ébranler les dogmes fondamentaux de la religion d'Etat, tels que les formule le clergé séculier des intellectuels serviles.

Etant données la volonté des Américains de créer une économie mondiale dominée par les Etats-Unis et celle des Russes de maintenir au pouvoir des régimes-clients (ou « amis ») dans les pays conquis par l'armée rouge, il était plus ou moins inévitable que l'Europe finisse par décoller en un système à deux colonnes russes et des Etats-Unis. La solution optimale aurait été d'incorporer à la « grande zone » une Europe unie exclusivement préoccupée de sa « personnalité régionale ». Puisque c'est impossible, il préfèrent une Europe divisée à une région indépendante et unifiée qui risquerait fort de devenir un véritable rival au sein du système global.

Il n'est donc pas étonnant que les velléités qu'avaient manifestées les Soviétiques d'envahir massivement 50 pour cent la possibilité d'un dialogue européen uni et indépendant aient été traitées par l'indifférence ou une fin de non recevoir : ainsi, par exemple, leur proposition de procéder à la réunification des deux Allemagnes en dehors du cadre de l'OTAN. De toute manière, il est peu probable que les Soviétiques puissent éduire des suites concrètes. La Russie soviétique vous a l'idée d'une Europe indépendante une antipathie aussi fondamentale que celle que lui portent les Etats-Unis, quelle que puisse être la structure politique et sociale de cette Europe unie. Le fait est que les Etats-Unis d'Europe qu'elle se dote d'institutions suffisamment socialistes et forme une société libre, par exemple en instaurant le contrôle ouvrier sous un régime de libertés intellectuelles et culturelles et de démocratie politique au moins relative. Perspective qui réjouit au moins autant à l'U.R.S.S. qu'aux Etats-Unis.

Quand une société parvient à s'évader de la « grande zone » et que les Etats-Unis n'ont pas les moyens de l'y intégrer de force, ils chercheront à entraver comme ils pourront le développement de son économie. On soumettra donc à

ment aussi sur le plan culturel, à la dimension d'un satellite. L'Europe occidentale prise dans son ensemble a cédé aux Etats-Unis une part non négligeable de sa souveraineté, notamment par le biais de la pénétration économique. En Amérique latine, malgré la perte de Cuba, le contrôle instauré par le général Pinochet est instable. Le Proche-Orient est instable, mais la majeure partie de ses ressources énergétiques sont aux mains de régimes d'«ents : les principales puissances militaires, Israël et Egypte, sont de plus en plus inféodées aux Etats-Unis, tandis que l'Iran demeure le fidèle allié. L'Indochine s'est séparée de l'Indonésie, et les Etats-Unis ont dû abandonner », et les Etats-Unis ont dû abandonner que la contagion ne gagne d'autres « dominions ».

Mais, bien que le monde de 1976 ne corresponde pas exactement à la vision qu'en avaient les théoriciens des années 40, il n'en reste pas moins qu'il existe aujourd'hui quelque chose qui ressemble fort à leur « grande zone » étendue à l'Europe occidentale, au sein de laquelle les firmes américaines ont prospéré, les investissements étrangers s'étant multipliés par dix et qu'une économie globale intégrée s'est instaurée, contrôlée dans une large mesure par des sociétés multinationales ayant leur siège aux Etats-Unis.

ans les memorandums et les études du Conseil des relations étrangères et des autres organismes représentatifs des Etats, la nécessité d'une réflexion globale répondant aux besoins de l'économie et des milieux sociaux américains revient comme un leitmotiv constant et invariable. Il en va de même, en général, des rapports du président national de sécurité et d'autres organismes importantes de l'exécutif. Par ailleurs, les considérations de ce genre sont régulièrement évoquées de l'historiographie universitaire, où l'on prétend énoncer des principes « qui ont un sens par exemple la prétendue fidélité des Américains » de non-ingérence et d'au-

harèlement des pays comme la Chine, Cuba, le Chili d'Attende et, aujourd'hui, l'Indochine, dans l'espoir que leur économie s'écroulera et qu'un régime dur et autoritaire s'installera au pouvoir. Les superpuissances sont unies dans la même crainte de voir apparaître quelque part un régime authentiquement socialiste, capable de servir de modèle à d'autres sociétés et de remporter ce que les théoriciens du Pentagone nomment des « succès idéologiques ».

La diatribe des «guérilles», «ou moins d'une version simpliste, était d'origine partie d'une rationalisation de cette crûte. Le Pentagone ne croyait pas vraiment que le Vietnam allait envahir le Thaïlande ou débâter en Indonésie ou à San-Francisco. — Il s'agissait simplement d'histoires fabriquées de toutes pièces qui n'évalent d'autre objet que de terroriser l'opinion publique américaine. Par contre, et non sans raison d'ailleurs, il craignait que les nationalistes révolutionnaires d'Indochine ne favorisent des progrès de la «guerre» qui paraître impressionnants à d'autres pays. Les paysannes assuetaient au modèle de développement dit «du goute à goute», qui détournes leurs ressources au profit du monde du capitalisme industriel.

(1) Ce texte est constitué de très larges extraits de la préface que le grand écrivain américain a rédigée pour son ouvrage "L'Effet parasite" prochainement aux éditions Maspéro. Les auteurs de cet ouvrage — Pierre Pean, André Farhi et Jean-Pierre Vigier — analysent notamment les moyens par lesquels les Etats-Unis ont établi leur influence sur l'Europe occidentale et les perspectives qui s'ouvrent à eux dans une période de crise dont le terme ne saurait être annoncé par les premières indications d'une récession que nous ne semble pas devoir être durable.

(2) Henry A. Kissinger, *American Foreign Policy*, édition augmentée, Norton, New-York, 1974.

(3) Walter Isard (sous la direction de): *Vietnam: Some Basic Issues and Alternatives*, Peace Research Society (International), Schenkman, Cambridge (Massachusetts), 1969.

(4) Citées par Lawrence H. Shoup dans « *Shaping the Post War World* », *The International Sociologist*, 1961, n° 1, p. 19. Shoup paraît être le premier chercheur avoir entrepris une étude systématique et détaillée des célébrations de la guerre de 1914-1918, dans un organisme consultatif formé d'experts extrêmement influents, calqué sur le modèle du Royal Institute of International Affairs britannique. Une caractéristique de la littérature universitaire (et cela n'a rien de surprenant) est d'ignorer que Shoup a été l'un des hommes qui jouèrent un rôle crucial dans la mise au point de notre actuelle politique étrangère, comme l'indiquent les citations de Shoup, des monopoles et de leurs porte-paroles.



Il arrive parfois que les principes de base de la politique américaine — le maintien de l'ordre et de la stabilité — soient exprimés assez franchement. Ainsi, une étude, réalisée en 1965 sous l'égide de la Fondation Woodrow Wilson et de l'Association nationale de planification, situe le danger principal du communisme dans la transformation économique des pays communistes « suivant des modalités qui restreignent leur désir et leur capacité à jouer un rôle complémentaire par rapport aux économies industrielles des pays occidentaux ». Autrement dit, le danger réside dans le refus des pays en cause à jouer le rôle qui leur est assigné dans l'économie mondiale. P.S. encore, l'apparition d'un socialisme authentique pourrait bien faire passer des menaces sur l'ordre et la stabilité au sein même de la puissance impériale. Car il est possible, après tout, de soulever certaines questions sur l'usage et le contrôle des forces productives ou sur la redistribution des richesses dans une société où il reste encore beaucoup de sous-

alimentés chroniques. Pour des raisons idéologiques, l'U.R.S.S. ne peut tolérer l'apparition en Tchécoslovaquie de ferment socialiste infiniment plus dangereux que ne le serait, par exemple, un mouvement fasciste soutenu de l'étranger. C'est la deuxième guerre mondiale qui a permis aux Etats-Unis d'organiser une « grande zone » étendue, et de se rapprocher, sans jamais véritablement l'atteindre, de son rêve d'une économie capitaliste à l'échelle planétaire. C'est elle aussi qui a mis fin à la grande dépression. Les mesures du New Deal n'avaient pas suffi, même si elles avaient pu arrêter certains angles. Les administrateurs des grandes sociétés rassemblées à Washington pour prendre en main la gestion de l'économie de guerre ont appris quelque chose que les Allemands et les Japonais avaient compris sans avoir jamais lu Keynes : que la production massive d'armements, encouragée par l'Etat, peut résoudre, au moins provisoirement, une crise des institutions capitalistes.

faibles céderont le pas aux puissances monopolistiques : ce processus même droit à ce que l'hebdomadaire *Business Week* décrit comme un système de *Zaibatsu* : une poignée d'énormes conglomérats associés à un Etat fort. Pour garantir les investissements, l'Etat doit trouver un moyen de contourner les services et d'imposer de force une compression des salaires (ce qu'il fera par le biais de l'inflation si c'est l'unique recours qui lui reste). L'attitude adoptée par le gouvernement fédéral dans la crise de la ville de New-York est fort instructive à cet égard. Contrairement à certains Etats, comme le Texas ou la Californie (qui ont bénéficié, eux, de la recherche spatiale et de la production d'armements stimulées par le gouvernement), la ville de New-York verse au gouvernement fédéral une masse d'impôts nettement supérieure au volume des services qu'elle reçoit en échange. Or le gouvernement fédéral ne fait montre d'aucune velléité de compenser ce déséquilibre : le président se borne à annoncer une intervention fédérale pour soutenir les « services essentiels » — c'est-à-dire la police et le corps des pompiers. On ne sait jamais, après tout : accoutée au désespoir, la population de New-York serait bien capable de se mettre à piller les banques. Par contre, la santé et l'instruction publique ne sont pas considérées comme « essentielles », pas plus que la possibilité de trouver un travail gratifiant — ou du travail tout court. New-York s'effondre petit à petit, en même temps que le cours des obligations émises par la municipalité, et les charges des autres grandes villes vont augmenter en conséquence. Les grands monopoles et leurs représentants au gouvernement n'entendent pas, en effet, tolérer une diminution sérieuse du budget fédéral d'armements ; par contre, ils considèrent que les problèmes des services municipaux et des collectivités locales ne sont pas de leur ressort.

Aujourd'hui, on a largement admis la nécessité d'instituer une planification centrale sur une échelle beaucoup plus étendue que jadis. Puisque nous assistons à l'émergence d'un système de *Zaibatsu*, cela ne peut vouloir dire qu'une chose : que les gens qui contrôlent les institutions économiques centrales, et monopolisent par là même les fonctions de planification, useront de leur pouvoir pour manipuler d'une manière encore plus systématique l'exécution d'Etat et l'utiliser à leur seul profit. La crise que traversait avant la guerre les institutions capitalistes a abouti à la montée du fascisme dans une partie du monde industriel et

au renforcement des institutions capitalistes d'Etat dans le reste. La crise actuelle mène ce processus à un stade supérieur, surtout dans une société aussi atomisée et (c'est très important) aussi dépolitisée que la société américaine. Il n'existe pas aux Etats-Unis de partis réformistes de masse pour défendre les droits des travailleurs et ceux de la « sous-classe » des sans-emploi. Ce qui pourrait entraîner (beaucoup le prévient déjà) l'apparition d'une sorte de « fascisme bénin » — c'est-à-dire des structures institutionnelles de type fasciste, mais sans les excès de terreur de l'Etat policier.

de volée de l'ordre international édité par les Etats-Unis — la stabilité est de plus en plus menacée ; il s'agit, évidemment, d'une allusion au manque de coopération manifesté par les pays européens au moment de la crise du pétrole. On pouvait également craindre, à l'époque, que le mal qui ronge le Portugal ne contaminât l'Espagne. A cette série de « coups de massue » venait s'ajouter un problème potentiel : celui qui surgissait « si le Japon ne pouvait continuer à écouler le tiers de sa production en Asie du Sud-Est ».

## D'énormes conglomérats associés à un Etat fort

programme spatial fantasmatiquement onéreux et absolument inutile. Dans le même temps, la production des biens utiles était graduellement transférée en d'autres lieux de la « grande zone » où les salaires étaient plus bas, les problèmes « secondaires » (comme la pollution) plus faciles à ignorer, et la force de travail plus aisément contrôlable.

Aux Etats-Unis, cela entraînait, parmi d'autres conséquences, une détérioration inexorable de la base matérielle indispensable à la bonne marche d'une société industrielle ; ainsi, par exemple, du déclin progressif de l'industrie des machines-outils. En même temps, l'aide accordée par le gouvernement à l'« agri-business » et à la mécanisation agricole aboutissait à un phénomène massif d'exode rural. Dans une économie réglée sur une production à haute technologie, cette « immigration de l'intérieur » ne pouvait être absorbée comme l'avaient été précédemment les vagues successives d'immigrants venus d'Europe. Les conséquences durables en sont le problème racial, qui affecte toujours les zones urbaines, et la crise gé-

ralisée des villes, qui doivent fournir des services mais ne peuvent offrir des emplois. La presse économique nous en avertit constamment, les Etats-Unis souffrent d'une grave crise de liquidité. Le gouvernement fédéral dispose de capitaux gigantesques, dont une bonne partie est allégrement engloutie dans des entreprises hasardeuses qui visent au maintien « de nos réserves » et de nos intérêts globaux », comme en Asie du Sud-Est. Les grandes sociétés sont accablées de dettes et commencent à se ressentir du manque de capitaux à investir. Tout cela aura fatalement pour conséquence une accélération du processus de concentration industrielle, au fur et à mesure que les secteurs les plus

riches des villes, qui doivent fournir des services mais ne peuvent offrir des emplois. La presse économique nous en avertit constamment, les Etats-Unis souffrent d'une grave crise de liquidité. Le gouvernement fédéral dispose de capitaux gigantesques, dont une bonne partie est allégrement engloutie dans des entreprises hasardeuses qui visent au maintien « de nos réserves » et de nos intérêts globaux », comme en Asie du Sud-Est. Les grandes sociétés sont accablées de dettes et commencent à se ressentir du manque de capitaux à investir. Tout cela aura fatalement pour conséquence une accélération du processus de concentration industrielle, au fur et à mesure que les secteurs les plus

## Un ordre stable favorable à la prospérité

quelque part au fin fond de l'Asie du Sud-Est, et c'est pour cette raison que l'Etat d'ailleurs tout à fait juste à ce que l'on en revint à des perspectives un peu plus réalistes dans les affaires globales.

La « multipolarité » s'avère donc n'être rien de plus que la même mouture d'une doctrine déjà bien familière. Les Etats-Unis vont s'efforcer de mettre sur pied une économie globale organisée de manière à satisfaire les besoins du capitalisme international dont ils restent la base principale. La concentration économique va se poursuivre, et l'Etat se mettra de plus en plus au service de ses exigences, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Ainsi, dans son éditorial du 7 avril 1975, l'hebdomadaire *Business Week* parlait des « terribles bévues de notre politique étrangère dont le pays est en train de subir les conséquences » et constatait avec inquiétude « l'apparente impuissance du président Ford et du secrétaire d'Etat Henry Kissinger face à un désordre mondial dévastateur ». Le même éditorial décrivait ensuite, succinctement, et avec beaucoup de justesse, « la structure économique internationale au sein de laquelle les firmes américaines ont prospéré depuis la fin de la seconde guerre mondiale », structure qui est aujourd'hui « mise en péril » :

« Alimentée à ses débuts par les dollars du plan Marshall, l'entreprise américaine a prospéré et s'est agrandie en tirant principalement sur les commandes étrangères, malgré la « guerre froide », malgré la décolonisation, malgré la création de nouvelles nations militantes et souvent anticapitalistes. Aussi négatif que pouvait être tel ou tel phénomène, le « parapluie » de la puissance américaine parvenait toujours à le contenir (...). La progression des firmes multinationales n'est que l'expression économique de la structure politique du monde de l'après-guerre. »

Mais, à présent, « cet ordre mondial stable et si propice aux opérations commerciales est en voie d'écroulement ».

L'éditorial passe alors en revue certains des problèmes qui concourent à la dérive. « Même en Europe occidentale — qui constitue le ciel

Ces craintes n'étaient guère fondées. Ce serait bien mal comprendre le système politique américain que de penser que le Congrès pourrait adopter une attitude de nature à saper dans ses fondements « la structure économique internationale au sein de laquelle les firmes américaines » ont si bien « prospéré ». Ou d'envisager de quelque manière que ce soit la puissance américaine, qui doit être toujours prête à se déployer pour « contenir les phénomènes négatifs ». Une fois le premier choc passé, le Congrès se montrera aussi coopératif qu'il l'a toujours été. Il ne saurait en être autrement, étant donnée la répartition du pouvoir au sein de la société américaine.

Le monde n'est pas devenu ingouvernable à la suite des échecs subis par les Etats-Unis en Asie du Sud-Est. L'ordre mondial stable si propice aux opérations commerciales n'est pas en voie d'écroulement. D'immenses réserves de puissance économique et militaire sont là pour sauvegarder les intérêts des milieux d'affaires américains dans le monde entier (5), malgré les périls qui menacent de toute part l'« ordre » et la « civilisation ».

NOAM CHOMSKY.

(5) Chomsky utilise en anglais la formule « to make the world safe for American business », parodiant de la formule du président Wilson « to make the world safe for democracy ».

## UNION SOVIÉTIQUE

## Critiqué à l'Ouest et par les contestataires de l'Est

### Le bilan de la « détente » au cœur de nouvelles polémiques

La « détente » a fini par engendrer à l'Ouest un certain sentiment de désillusion qui apparaît notamment à l'occasion de la campagne électorale aux Etats-Unis. Plusieurs candidats à l'investiture, par exemple MM. Reagan chez les démocrates, accusent l'administration en place d'avoir capitulé devant les Soviétiques. Ils répondent à une inquiétude diffuse lorsqu'ils promettent de mettre fin au recul de l'Occident. Un sentiment comparable est perceptible dans certains milieux dirigeants d'Europe orientale : les communistes les plus militants reprochent à leurs leaders de ne pas profiter, autant qu'ils pourraient le faire, de la crise économique et morale qui frappe le monde capitaliste depuis plusieurs années.

A l'Ouest, un document a permis de cristalliser le malaise. Il s'agit de l'exposé fait en décembre dernier par M. Sonnenfeldt devant les ambassadeurs américains en Europe réunis à Londres. Sans doute le conseiller de M. Kissinger se serait-il exprimé autrement s'il avait su que le contenu de son rapport serait divulgué. En faisant quelques constatations qui peuvent paraître banales, il va à contre-courant des aspirations d'une partie de l'opinion. Qui peut nier pourtant que l'Union soviétique soit devenue et doit apparemment rester pendant une période indéterminée une superpuissance dont l'influence est reconnue en Europe orientale ? C'est à partir de cette réalité que le secrétaire d'Etat construit sa politique. Son conseiller souhaite alors « une évolution susceptible d'institutionnaliser les relations entre l'Europe orientale et l'Union soviétique ».

Une telle appréciation ne pouvait que choquer des millions de citoyens américains originaires de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, qui n'ont pas abandonné l'espoir d'assister à l'effacement des régimes imposés après la guerre aux pays d'Europe de l'Est. Ils retiennent de l'exposé de M. Sonnenfeldt ce qui les scandalise et oublient la justification qui en est donnée : « Répondre aux aspirations orientales de l'Europe orientale à une existence plus autonome au sein d'une zone de forte influence géopolitique ». Il faut donc éviter les « excès de zèle » qui provoquent des résultats contraires à l'objectif visé.

A thèse de M. Sonnenfeldt a au moins le mérite de rendre compte non de tout ce qui a été dit, mais de ce qui s'est fait depuis trois décennies.

Au début des années 50, les hommes politiques américains se partageaient en deux écoles en ce qui concerne la conduite à tenir à l'égard de l'U.R.S.S. Les uns disaient avec George Kennan qu'il importait avant tout d'empêcher une nouvelle expansion de l'Union soviétique. C'était la doctrine de l'« endiguement », qui trouva son illustration lors de la guerre de Corée. Le président Truman engagea de longues opérations militaires avec pour seul résultat, mais c'était pour lui ce qui comptait, de ramener les Nord-Coréens à leur point de départ. Le pont aérien organisé pour annuler les effets du blocus de Berlin-Ouest décidé par Staline constituait une autre application de la doctrine de l'« endiguement ».

A cette époque, des républicains, alors dans l'opposition, fustigeaient la propagande pour une autre doctrine défendue par Burnham, celle du « refoulement ». Le partage admis à Yalta était immoral ; il fallait obliger les Soviétiques à abandonner ce qu'ils avaient conquis. Cette doctrine inspira des discours lointains mais une fois parvenus au pouvoir, les hommes d'Etat qui en chantaient les vertus se gardèrent bien de la mettre en pratique. Le décalage apparut vite entre une propagande qui annonçait de prochaines libérations et une politique beaucoup plus mesurée. L'expérience de 1956 est instructive. Les Polonais et les Hongrois s'élevaient contre les gouvernements staliniens en place, mais ne bénéficièrent pas des concours qui avaient été inconditionnellement promis aux révoltes. Les grands Etats ne voulaient absolument pas passer de la « guerre froide » à la guerre thermonucléaire.

La cause devait être entendue. D'ailleurs quand, en 1968, les Tchécoslovaques essayèrent de donner un « visage humain » au socialisme, ils ne firent jamais entrer en ligne de compte une intervention des « démocrates bourgeois ». Seuls les Soviétiques affirmèrent, pour justifier l'action des troupes du pacte de Varsovie, que les imperialistes s'apprêtaient à détruire le socialisme à Prague.

De ces précédents de 1956 et 1968, on ne peut guère tirer que des leçons négatives. Le premier à faire fierté, jamais entré en ligne de compte une intervention des « démocrates bourgeois ». Seuls les Soviétiques affirmèrent, pour justifier l'action des troupes du pacte de Varsovie, que les imperialistes s'apprêtaient à détruire le socialisme à Prague.

de l'U.R.S.S. ; ils ont donné un appui à la Yougoslavie lorsque le schisme a été consommé, mais ils n'avaient pas été mêlés à la querelle Tito-Staline. Le second cas, celui de 1968, prouve que, contrairement à certains espoirs, la « détente » internationale ne provoque pas nécessairement la détente à l'intérieur du camp socialiste. Les dirigeants soviétiques ont même affirmé à maintes reprises que la coopération avec le monde capitaliste exigeait un surcroît de vigilance. Ceci explique dans une certaine mesure la désillusion d'une partie de l'opinion publique.

Le malaise est d'autant plus aigu que beaucoup ont eu depuis un an le sentiment que le communisme inter-

national étendait son empire. Il y eut en Indochine la déroute des protégés des Etats-Unis. L'Angola est considéré comme une nouvelle démocratie populaire. L'an dernier, de nombreux Américains croyaient que M. Chumal allait conquérir le Portugal. Ils redoutent de voir une partie de l'Europe occidentale, l'Italie demain peut-être, l'Espagne et la France après-demain, passer sous le contrôle des « rouges ».

Les mieux informés font sans doute une distinction entre M. Berlinguer et M. Husak par exemple, mais au bout du compte un succès des communistes « libéraux » serait, à leur point de vue, un désastre. M. Kissinger disait en décembre aux ambassadeurs américains en Europe : il importe que les Etats-Unis suivent la ligne de Moscou, « ce n'est pas uniquement parce que Chumal est stalinien que nous sommes contre une telle évolution au Portugal ; même l'impact d'un parti communiste italien qui a offert l'apparence de gouverner de façon efficace serait désastreux en France et dans l'OTAN aussi ».

Le secrétaire d'Etat s'en tient à une politique qui a également la faveur d'une partie de la direction soviétique. Il faut maintenir le statu quo et organiser la coopération nécessaire de superpuissance à superpuissance ou de bloc à bloc. Les gouvernements en place à Washington et à Moscou ont le même intérêt à conserver l'état de choses dans la zone de l'autre superpuissance — en Europe — pour n'être

pas troublés dans leur propre zone. Ce n'est pas une nouveauté : on s'est déjà rendu compte lors de la campagne pour l'élection présidentielle en France que le Kremlin ne souhaitait guère la victoire de l'union de la gauche. Et il a suivi avec quelque appréhension les progrès du P.C. italien, qui, s'il se confirmait, risqueraient de bouleverser toutes les règles du jeu.

Mais aux Etats-Unis, M. Kissinger doit rendre des comptes à un public mal préparé à suivre sa diplomatie des « petits pas ». Il attache la plus grande importance à des accords de désarmement dont la complexité rebute une opinion très sensibilisée par les informations qui font état d'un renforcement constant de l'armée et de la marine soviétiques. Le secrétaire d'Etat a même été accusé d'avoir, par excès de confiance en soi ou par défaut de compétence, fait aux Soviétiques des concessions trop grosses. On craint que les concessions faites aux Soviétiques ne s'agissent de la « détente ».

Solennitayne apporte sa caution puissante à ceux qui dénoncent les méfaits de l'apaisement. Rappelons : vous, bientôt il sera trop tard, répète-t-il. Avec Sakharov, il reproche à l'Occident de n'avoir pas su profiter de ses succès pour obliger les dirigeants du Kremlin à céder. L'U.R.S.S. a besoin d'une aide technique et économique. En échange de matériel, de crédits, il faut exiger de son gouvernement qu'il respecte tous les droits de l'homme, dit le prix Nobel de la paix. Quand l'U.R.S.S. se sera enrichie au détriment de l'Ouest capitaliste, elle n'aura plus à offrir quoi que ce soit puisqu'elle n'aura plus rien à demander. L'académicien, qui, en 1968, croyait encore à la convergence des deux systèmes, redoute maintenant que les contestataires soviétiques ne fassent les frais de la « détente ».

Ses craintes ne sont pas tout à fait irréelles. Dans son livre sur la vie quotidienne des Russes, M. Eder Smith, ancien correspondant du *New York Times* à Moscou (1), montre comment le gouvernement soviétique sait profiter de la multiplication des contacts avec l'étranger pour réduire la dissidence à l'intérieur. Les membres de l'intelligentsia ont de plus en plus l'occasion de voyager, mais, pour

obtenir le visa de sortie ou pour être nommés dans une délégation, ils doivent faire preuve d'un loyalisme total. Dans l'espoir de faire le déplacement dont ils rêvent, ils laissent leurs descendants s'isoler en ont. Par un mélange de répression et de récompenses, les autorités étouffent le mouvement de contestation. Ainsi Sakharov est-il actuellement plus isolé dans son pays qu'il ne le fut dans le passé.

Le bilan n'est cependant pas complètement négatif. La répression est réelle, mais tempérée par la nécessité de ne pas faire trop de bruit. Le Kremlin se soucierait-il autant d'éviter les scandales s'il ne recherchait les crédits de l'Occident ? Aurait-il accordé à une centaine de milliers de juifs l'autorisation d'émigrer s'il n'avait été engagé dans une série de négociations avec Washington ? L'insouciance prônée par le sénateur Jackson aurait-elle permis d'obtenir davantage ?

Au début de 1975, le Kremlin a renoncé à l'application du traité de commerce soviéto-américain parce qu'il ne voulait pas se soumettre — pour l'émigration des juifs — au jugement du Congrès. Le gouvernement est sûr d'avoir l'appui de la majorité de la population quand il se fait le champion de la fierté nationale. Sa réaction était prévisible. Mais, trop souvent, ceux qui distribuent recommandations et mises en demeure sur la politique à suivre à l'égard de l'U.R.S.S. ignorent tout, ou à peu près tout, de la mentalité des habitants de ce pays.

A ses lecteurs qui vivent hors de France

**Le Monde**

présente une

**Sélection hebdomadaire**

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

Numéro spécimen sur demande.

(1) Les Russes : la vie de tous les jours en Union soviétique, Ed. Pierre Belin, Paris, 1976.

مكتبة الشامل



## « Crise » économique « crise » des démocraties

# LA NOUVELLE IDÉOLOGIE

« Une Suisse au-dessus de tout soupçon », de Jean Ziegler

## LA FORME LA PLUS ACHEVÉE DE SOCIÉTÉ CAPITALISTE

La violence peut être sans clameur, le pillage sans soldats et l'injustice couverte par l'honorabilité. Parce qu'elle est aujourd'hui passée maître dans l'usage de ces nouvelles techniques de domination, la Suisse est en avance sur son temps. Elle est même, en un sens, le modèle prémonitoire de la future organisation rationalisée, aséptisée du capitalisme où le pouvoir se fonde sur l'usage de dissuasion plus que sur la force, où il se camoufle derrière des « fondés » (de pouvoir) qui séduisent, convainquent, extorquent sans canonniers, ni « marines », ni chars dans les rues de villes victimes. Le pouvoir invisible des comptes sera le grand pouvoir des machines abstraites de demain. C'est dire l'importance de l'analyse clinique de Jean Ziegler (1) : elle va bien au-delà de ce qu'il nous rappelle de la puissance de la Suisse et de son rôle dans la structure complexe et mou-

vante des impérialismes modernes. Elle est en fait pour lui, et devrait être pour ses lecteurs, l'occasion d'une réflexion sur la nouvelle stratégie des pouvoirs financiers et la forme moderne de la réplique qui s'impose.

Quelques chiffres expriment ce pouvoir : six millions d'habitants, dix millions de comptes en banque, quatre mille banques dont cinq contrôlent un bilan supérieur au produit national brut du pays. A Lugano, ville de vingt-cinq mille habitants, il y a trois cents banques et 15 milliards de francs déposés !

Mais la Suisse, montre Jean Ziegler, n'est pas cela. C'est aussi un pays dont le bilan commercial avec le tiers monde est excédentaire de 86 milliards de francs, un pays qui a deux fois plus d'avoirs à l'étranger (166 milliards) qu'il n'y a d'avoirs étrangers dans ses banques. Un pays tout entier tourné

Par JACQUES ATTALI \*

vers le recyclage rentable des fonds qui viennent s'y refaire une virginité par le biais de ses firmes ou des firmes qui ont des filiales. Un pays où l'émigration entre le pouvoir d'Etat et le pouvoir du capital est partout, au point où l'on ne sait plus qui supporte l'autre, qui fonde l'autre, qui sert l'autre.

JEAN ZIEGLER décrit avec une minutie passionnante la fonction de ce pouvoir, la récupération et la circulation des élites politiques par les grandes instances financières. Le plus intéressant lien de convergence ne semble être le « département du commerce », far de lance de l'administration économique internationale suisse, dont les similitudes

\* Directeur de l'Institut de recherche et d'information socio-économique.

formes — abaissement de la majorité, libéralisation de la législation sur l'avortement — n'ont pourtant pu voir le jour que grâce aux voix de l'opposition, alors que ses autres projets — réforme fiscale, réforme de l'entreprise — sont contestés d'abord dans sa propre majorité électorale. Non, la ressource est due, une fois de plus, au professeur Huntington, principal théoricien d'un néo-conservatisme, qui songe non seulement au président Ford, dont nul ne sait encore s'il dispose d'une majorité électorale, mais aussi à ses prédécesseurs à la Maison Blanche.

L'une des principales causes du malaise réside pourtant là : conduite sans rigueur aucune la compétition électorale porte les candidats à multiplier des promesses contradictoires que, de toute évidence, ils ne pourront tenir. Pour conquérir le pouvoir, ils courtisent des groupes — citadins et ruraux, cadres supérieurs et petits salariés, jeunes et vieux, etc. — bien incapables de constituer l'assise d'une harmonieuse majorité de gouvernement. Ce démagogisme racolé de suffrages souvent antagonistes fonctionnant tant bien que mal dans des sociétés relativement stables ou en lente évolution. Mais les sociétés qui ont connu de brutales mutations économiques, sociales, culturelles, et qui voient s'exacerber les contradictions d'intérêts, appellent des réformes profondes que des « majorités » aussi hétérogènes, dépourvues d'une définition de l'intérêt général, ont beaucoup de mal à faire adopter. Dans une société « en miettes », une stratégie électorale tous azimuts ne peut fournir qu'une « majorité » numériquement faible et fragile dans sa cohésion. Divisée sur les solutions à apporter aux problèmes les plus pressants, elle s'affirme plus volontiers contre l'opposition, accusée des plus noirs déshonneur, qu'elle convient de tenir en échec par un autoritarisme de plus en plus affirmé.

### Deux boucs-émissaires

POUR expliquer leurs difficultés à mettre en œuvre les grandes transformations annoncées en période électorale, mais peu prises par certains groupes d'intérêts qui les soutiennent, les hommes au pouvoir — Richard Nixon en fut un exemple éclatant — rejettent le blâme sur deux boucs émissaires :

— Les opposants : il est en effet plus facile de maintenir ou de regrouper une majorité contre un adversaire auquel on attribue les pires intentions que pour un programme de transformations sociales qui, visant l'intérêt général, suppose nécessairement des sacrifices de la part des groupes privilégiés. Dès lors, l'action du gouvernement, tout comme la campagne électorale elle-même, devient essentiellement un exer-

cice de relations publiques ; l'action psychologique prime l'action proprement politique ou économique ; on gouverne moins par des actes que par signes et par symboles. Les efforts sont dirigés moins vers les problèmes concrets que contre l'opposition et les solutions qu'elle préconise. Dans ce jeu publicitaire, les véritables questions sont ou paraissent reléguées au second plan. Des groupes extrêmement minoritaires, plus bruyants qu'efficaces, y trouvent une incitation à recourir à des méthodes illégales. Ils offrent ainsi à l'autorité l'occasion de brandir le slogan *law and order*, puis de prendre des mesures soit illégales (et c'est le cambriolage du Watergate), soit formellement légales mais qui violent la légitimité démocratique (et c'est une forme larvée de « chasse aux sorcières » comme celle qui sévit en Allemagne fédérale) (2) ;

— Les institutions : l'inefficacité des hommes au pouvoir, ne provenant ni de leurs limites personnelles ni de l'incohérence de la majorité qui les soutient, découle nécessairement de l'inadéquation des structures aux problèmes des sociétés modernes. Il convient donc de renforcer — en droit ou de fait — les pouvoirs de l'exécutif, et d'accroître les moyens dont il dispose, notamment pour assurer le maintien de l'ordre : augmentation des effectifs policiers, perfectionnement de l'arsenal scientifique de répression, prolongation de la garde à vue, restriction, comme en Allemagne, des droits de la défense. Parallèlement, on accuse une « dégénérescence » non seulement des institutions politiques, mais aussi d'institutions telles que l'Eglise (elle faillit à sa mission et intervient dans des domaines qui ne sont pas de son ressort), l'armée (elle perd le sens de la discipline), l'Université (elle se sépare de la justice (elle se départit de sa sérénité), l'administration (elle se sépare, abuse de ses pouvoirs, se syndicalise, répond mal aux impulsions qui lui sont données), etc.

Si cette « dégénérescence » est patente, ses causes restent mystérieuses. Elle ne peut s'expliquer que par l'action subversive, et, en tout cas, les gouvernements successifs sont innocents d'une telle détérioration d'institutions qui constituent autant de piliers de la société. Ils n'ont jamais sollicité l'autorité spirituelle, jamais imposé à l'armée d'impossibles missions, sources de malaise et de rancœur ; ils ont toujours prévu en temps utile l'évolution de l'enseignement, toujours respecté l'indépendance et l'impartialité de la justice, toujours traité l'administration comme il convenait.

Et pourtant la texture sociale se relâche. Il devient de plus en plus difficile de réaliser un consensus et donc de gouverner efficacement. Les auteurs de *The Crisis of Democracy* laissent percer leur nostalgie de la belle époque de la guerre mondiale et de la « guerre froide », où il était relativement facile de créer un consensus par la mobilisa-

de comportement avec un commerce d'Etat sont considérables, sinon que, dans son rôle d'organisation des échanges extérieurs, elle est dominée par quelques grandes firmes pesant dans les moindres détails sur ses décisions. Le livre de J. Ziegler est à la fois brutal et nuancé. Il montre qu'il est impossible de considérer seulement la Suisse comme le « cerveau du monde », simple relais dans une hiérarchie pyramidale du capitalisme mondial inscrit dans une logique d'ensemble où la révolution serait particulièrement significative et efficace. Elle est en fait beaucoup plus sous le couvert de la démocratie la plus traditionnelle, la plus bonhomme ; elle est la forme la plus achevée de société capitaliste, tel qu'on peut prévoir que deviendront les pays européens dans les vingt ans à venir.

Un pays sans beaucoup d'industrie lourde, où s'organise la technologie et

la conception de ce qui est produit ailleurs au profit de capitalistes suisses. Un lieu où viennent s'accumuler les compétences et les institutions financières, où se développe une rente par la production et la manipulation de signes comptables, où la violence interne et externe a pris une forme symbolique. Une violence propre, clinique. Comme on commence à l'observer dans les formes modernes de politique ou d'écoute sociale.

Un tel lieu de concentration du savoir et de la technologie est un obstacle majeur à toute tentative d'indépendance efficace pour les pays n'ayant pas atteint ce niveau de développement, et la Suisse est devenue la forme moderne du développement inégal. Qu'il s'agisse des pays du tiers monde, mis en coupe réglée par des grandes firmes dont le déshonneur tache l'emblème de la Croix-Rouge. Ou des pays voisins de la Suisse dont le patrimoine se réfugie dans ses coffres. Quand, selon les estimations les moins incertaines (mais encore, à mon avis, très approximatives), 400 milliards de francs suisses se trouvent dans les banques suisses, le problème n'est plus seulement d'empêcher la fuite des capitaux. Il est de les faire rentrer. Ces 400 milliards sont la production de quatre mois, le dixième du patrimoine national. On ne pardonnait de ne pas entrer ici dans plus de détails : des mesures techniques et judiciaires peuvent et seront prises. Les révéler serait les rendre obsolètes : le secret est une arme que les banquiers ne sont plus les seuls à utiliser.

Enfin, il y a dans le livre de Ziegler un acte d'espérance un peu fou, et qui peut être pour un sociologue l'aspect le plus passionnant de sa recherche.

Il porte, en fait, non pas de son pays, mais à son pays, avec un courage admirable et avec, au bout du compte, beaucoup d'amour pour ce qu'il pourrait devenir. Car, enfin, qui oserait écrire : « Une Allemagne » ou « Une France au-dessus de tout soupçon » ? On y verrait sans doute au bout du compte que la violence n'y serait pas que symbolique. On trouverait, derrière la même collusion des pouvoirs publics et privés, derrière la même pillage cynique et méthodique du tiers monde, derrière la même complexité des réseaux de pouvoirs et de secret, beaucoup plus de sang et surtout d'urgence d'un changement radical.

(1) *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, de Jean Ziegler, édité du Seuil coll. « Combats », Paris, 1976, 192 p., 25 F.

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

**CHILI**  
(8 mars 1976)  
Président de la République : général Pinochet ; ministre de l'Intérieur : général César Benavides Escobar ; affaires étrangères : vice-amiral Patricio Carrasco Prado ; défense nationale : général Herman Brady Roche ; économie, développement et reconstruction : M. Sergio de Castro Spilhaus ; finances : M. Jorge Casas Lama ; éducation : contre-amiral Arturo Trompado Doroch ; justice : M. Miguel Solovetter Speizing ; travaux publics : M. Hugo Leon Puelma ; agriculture : général Tucapel Vallejos Regalado ; terres : général Mario Mac-Isaac Jarquenda ; travail et prévoyance sociale : M. Sergio Fernandez Fernandez ; santé publique : général Fernando Walthel Aubel ; mines : M. Enrique Valenzuela Blanquero ; logement et urbanisme :

**Calendrier des fêtes nationales**  
17 NORVEGE 16-31 MAI  
Fête de la Constitution  
25 ARGENTINE Fête nationale (anniversaire de la révolution de 1810)  
27 JORDANIE Fête de l'indépendance  
27 AFGHANISTAN Fête de l'indépendance  
31 AFRIQUE DU SUD Fête nationale  
1 TUNISIE 1er-15 JUIN  
Fête nationale  
2 ITALIE Anniversaire de la proclamation de la République  
4 TONGA Fête nationale  
12 PHILIPPINES Anniversaire de la proclamation de l'indépendance  
13 GRANDE-BRETAGNE Fête nationale

M. Carlos Granja Harms ; transports : général Raul Vargas Miquel.  
**REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO**  
(18 décembre 1975)  
Président de la République : président du Conseil d'Etat : commandant Marien Ngouabi ; premier ministre, chef du gouvernement : commandant Louis-Sylvain Goma ; ministre des affaires étrangères : M. Théophile Obenga ; ministre délégué à la présidence du conseil des ministres, chargé du plan : M. Diop Mamadou ; mines et énergie : M. Alphonse Boudou-Nou ; information et sports : M. Abel Wilson Ndzabekhe ; administration du territoire, chargé des postes et télécommunications : M. Louis Zizonga ; commerce et industrie, chargé du tourisme : M. Saturnin Okabe ; finances : M. Alphonse Posty ; santé et affaires sociales : M. Daniel Kouka-Ndamba ; économie rurale : M. Marius Mouambenge ; justice et travail : M. Pierre Njoroge ; enseignement primaire et secondaire : M. François Okoba ; travaux publics, transports, urbanisme, habitats et environnement : M. Jean-Jacques Onisa-Onisa ; enseignement supérieur, chargé de la culture et des arts : M. Jean-Baptiste Teli-Loup.

**GRANDE-BRETAGNE**  
(8 avril 1976)  
Premier ministre : M. James Callaghan ; lord président du conseil, vice-premier ministre : M. Michael Foot ; lord chancelier (justice et chambre des lords) : lord Elton-Jones ; intérieur : M. Roy Jenkins ; chancelier de l'Echiquier : M. Denis Healey ; secrétaire au Foreign Office : M. Anthony Croxall ; secrétaire aux prix et à la consommation, trésorier-pagier général : Mme Margaret Thatcher ; énergie : M. Anthony Wedgwood Benn ; industrie : M. Eric Varley ; environnement : M. Peter Shore ; défense : M. Roy Mason ; affaires écologiques : M. Bruce Milner ; secrétaire pour le pays de Galles : M. John Morris ; secrétaire pour l'Irlande du Nord : M. Merlyn Rees ; agriculture et

pêcheries : M. Frederick Peart ; emploi : M. Albert Booth ; commerce : M. Edmund Dell ; affaires sociales : M. David Evans ; chancelier du duché de Lancastre : M. Harold Lever ; lord du sceau privé : lord Shepherd ; éducation et sciences : M. Frederick Muller ; développement : M. Reginald Prentice ; plan et administration locale : M. John Silkin.

**KAMPUCHÉA**  
(16 avril 1976)  
Président du préidium : M. Khieu Samphan ; premier vice-président : M. So Phum ; deuxième vice-président : M. Nhim Nhim ; premier ministre : M. Pol Pot ; vice-premier ministre : M. Ieng Sary (chargé des affaires étrangères), Van Vet (chargé de l'économie) et Son Sen (chargé de la défense nationale) ; information et propagande : M. Hu Nim ; travail : M. Thionk Thionk ; affaires sociales : Mme Ieng Thirith ; travaux publics : M. Toek Phocan ; culture, éducation et enseignement : Mme Yea Yea.

**MALAYSIE**  
(3 mars 1976)  
Premier ministre et ministre de la défense : M. Datuk Hussein bin Onn ; vice-premier ministre et ministre de l'éducation : M. Mahathir bin Mohamad ; ministres sans portefeuille : M. Datuk Abdul Samad bin Isah, Datuk Athi Nohappan et Tan Sri Chong Hon Nyan ; intérieur : M. Tan Sri Abdul Rahman bin Yusoff ; justice : M. Tan Sri Haji Muhammad Ghazali bin Shafie ; affaires étrangères : M. Tan Sri Datuk Haji Abdul Kadir bin Yusoff ; commerce et industrie : M. Datuk Haji Hamzah bin Datuk Semah ; travail et main-d'œuvre : M. Datuk Lee San Choon ; industries minières : M. Datuk Musa bin Hilim ; mines : M. Peter Show ; défense : M. Mohamad bin Yazcob ; terres et développement régional : M. Datuk Haji Mohamed Ali bin Haji Abdul ; science, technologie et environnement : M. Tan

Sri Ong Kae Hui ; santé : M. Tan Sri Lee Sook Yew ; bien-être social : M. Puan Huijiah Ashah binti Haji Abdul Ghani ; culture, jeunesse et sports : M. Datuk Ali bin Haji Ahmad ; information : M. Datuk Amar Haji Abdul Taib bin Mahmud ; gouvernement local et territoire fédéral : M. Tuan Haji Hassan Adli bin Haji Arshad ; logement et développement des villages : M. Ewok Michael Chen Wing Sum ; communications : M. Tan Sri Y. Manikavasagam ; travaux publics : M. Datuk Haji Abdul Chami Ghazali ; affaires étrangères : M. Tengku Datuk Ahmad Rithandeen Ali Haji bin Tengku Ismail.

At 30 avril, le titulaire du portefeuille de l'agriculture n'avait toujours pas été désigné.

**REPUBLIQUE MALGACHE**  
(11 janvier 1976)  
Premier ministre, ministre de la défense colonel Joli Rakotonirainy ; ministre de l'Intérieur : lieutenant-colonel Jaona Mantadia ; ministre du travail et de la fonction publique : M. Jean Marius Randrianjo ; postes et télécommunications : M. Andrianjani Rakotonirainy ; ministre conseiller à la présidence de la République, chargé de l'information, de l'orientation idéologique et des recherches : M. Rasoanabona Rakotonirainy ; économie et commerce : M. Rasoanabona Rakotonirainy ; travaux publics : M. Odestin Rado ; éducation : M. Justin Rakotonirainy ; développement rural et réformes agraires : M. Pierre Rasoanah ; recherche scientifique : M. Rami Randrianjo ; transports : M. Jean-Jacques Saraphin ; santé : M. Pierre Rasoanah ; culture : M. Rami Randrianjo ; condition sociale : M. Georges Thomas Randrianjo ; jeunesse : M. Richard Christian Rami ; justice : M. Rami Randrianjo ; affaires étrangères : M. Jean Rasoanah ; arts et culture révolutionnaires : M. Gaston Loka.

مجلس الشعب



D'un pays à l'autre, ce tableau général appelle donc des remarques particulières. Par exemple, un gouvernement français a pu redouter, comme le gouvernement américain, une télévision indépendante, sans laquelle le dévouement du Watergate, crime de lèse-majesté, n'était pas concevable. En revanche, il doit affronter une coalition des partis d'extrême gauche, du parti communiste, des socialistes, des communistes, des socialistes, phénomènes qu'imposait le succès de la « guerre froide » et que la « détente » a au contraire rendus naturels et possibles. C'est donc pour des causes différentes que les « moyens traditionnels » de la démocratie ont perdu d'un pays à l'autre un bon nombre de leur efficacité. Mais, partout, l'autorité a plus de chances d'exercer. Pourquoi ne pas la renforcer ? Tel est l'ultime service que les hommes au pouvoir peuvent rendre à la démocratie, faute de quoi elle se laisserait peu à peu disparaître dans le chaos d'un anarchoïsme frayant la voie à une solution totalitaire.

## Prétexte démocratique enjeu économique

De fait, par une étrange connivence, dans les deux camps le développement économique est devenu prioritaire. L'Ouest a connu un essor extraordinaire, mais au détriment de principes démocratiques violés par l'inégale répartition des fruits de la croissance, par la

La réaction émue en honneur en Occident ne s'est guère encombée de telles subtilités. Elle a cherché — et sans doute réussi — à attribuer à une démocratie qui pourtant s'annéait les réussites matérielles d'un capitalisme en pleine expansion qui affermissait sans cesse son emprise sur le pouvoir politique au point de faire régresser la démocratie dont on vantait les mérites. Rien de plus dangereux que cette confusion entre démocratie et capitalisme : une sérieuse crise du second risque d'annoncer l'agonie de la première.

Parce que les deux systèmes ont cohabité depuis deux siècles, la confusion entre démocratie et capitalisme reste enracinée dans les esprits. Ce n'est pourtant pas la démocratie, mais le capitalisme, qui a besoin d'exploiter les Noirs et les « Chicanos » aux Etats-Unis, ou la main-d'œuvre immigrée en Europe. Ce n'est pourtant pas la démocratie, mais le capitalisme qui trouvait intérêt dans les guerres coloniales ou dans l'instauration de dictatures dans les pays dont il exploite avec profit les ressources naturelles.

trâque. Le problème majeur des sociétés occidentales, tel qu'il apparaît dans l'importance que lui accordent les discours officiels, est donc de résoudre leurs difficultés économiques, ce qui vaut bien une sourdine aux droits des citoyens. Dans une phase difficile, le gouvernement n'a aucune chance de ramener la prospérité si des individus et des groupes s'acharnent à faire passer leurs intérêts particuliers devant ceux de la communauté. La garde-niée d'une richesse matérielle sans laquelle les libertés perdent leur sens concret. En poussant le raisonnement jusqu'à l'absurde, on arrive à justifier la dictature au nom de son efficacité économique supposée, et l'économie technique indifférente à la démocratie. C'est ce que fait Samuel P. Huntington.

Le professeur de Harvard ne porte ainsi aucun jugement de valeur sur la dictature militaire et sur ses moyens, ferme les yeux sur la misère des trois quarts de la population brésilienne, oublie les difficultés économiques que le Brésil connaît du fait de la crise mondiale. Il ne dit rien non plus de la notoire inefficacité économique de la dictature au Chili. Son jugement est rejoint par celui d'un Européen, qui constate avec satisfaction que les pays « qui ont adopté le régime de la libre entreprise ont des capitaux d'éléver de manière significative le niveau de vie de leurs populations ; cela vaut pour la Corée du Sud, pour Taïwan, pour le Brésil... » (5). Le libre entreprise serait la garante de la démocratie politique...

## Le néo-conservatisme

Le soutien donné par l'Occident aux régimes dictatoriaux qui s'accommodent de la « libre » entreprise confirme que les objectifs poursuivis par le capitalisme transcendent les objectifs démocratiques, qui, de toute façon, ne peuvent être réalisés que dans un

Il existe entre elles et entre les conditions objectives de leurs pays respectifs une différence au moins de degré. Sans donc promettre aux pays industrialisés, en vue d'assurer la prospérité, un régime de fer et de sang, il convient tout de même d'inciter leurs peuples à plus de modération dans l'usage de leurs libertés, à plus de respect pour une autorité qui, au besoin, sera renforcée.

Ce n'est pas un extrémiste de droite, un « fasciste » plus ou moins inconscient, qui conclut ainsi sa réflexion sur le devenir des démocraties. C'est un politologue respecté, auteur de nombreux ouvrages faisant autorité, ancien professeur à Oxford, président de l'University College à Buckingham, Max Belinfante.

C-1.

(2) Cf. les articles du professeur Gruenwald dans le *Monde diplomatique* de décembre 1975, et de Daniel Vernet dans le numéro d'avril 1976.

(3) Robert L. Heilbroner, président du département économique de la *New School for Social Research*, à New-York, dans *U.S. News and World Report*, 11 août 1975.

# « Croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre ? »

Par CHRISTIAN MARTIN

**Par CHRISTIAN MARTIN**

On observe, dans la période de crise actuelle, la même évolution dans tous les pays libéraux : apparition de législations répressives nouvelles, développement des appareils policiers, multiplications des abus (1). C'est en Espagne et en Italie que les pays les plus traditionnellement libéraux nous ont fait les plus touchants par la crise ? L'affaire irlandaise et la situation économique (près de 24 % d'inflation en 1975 et 5 % de la population active au chômage) menacent-elles les libertés ? La presse conservatrice a pris l'habitude de lancer des appels en faveur d'un gouvernement autoritaire qui saurait se faire obéir des travailleurs et des Irlandais en colère. Ces incitations ne font que renforcer les craintes de la gauche quant aux menaces qui pèsent, selon elle, sur les libertés. Cette situation internationale, cependant, ne nous a-t-elle pas fait ouvrir les yeux ? Le Conseil national pour la défense des libertés citées. Cette organisation choisit d'ouvrir l'émission en posant aux téléspectateurs une question : « Croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre ? »

La troisième et dernière partie de la loi permet à la police de détenir un suspect pendant quarante-huit heures afin de l'interroger. Après autorisation du ministre, ces quarante-huit heures peuvent être prolongées d'un nouveau décalé de cinq jours. Près d'un millier de personnes ont été ainsi détenues dans des postes de police ou aux frontières. Cinq pour cent d'entre elles se sont violemment insurgées, finalement, pour des délits n'ayant, le plus souvent, aucun rapport avec le terrorisme. Une seule personne a été accusée et condamnée pour appartenance à l'O.R.A.

depuis l'après-guerre, les Irlandais ont quasi-totalement des journées avaient fait campagne pour le maintien des pouvoirs exceptionnels et, si l'on en croit les congeles, dans sa forte majorité l'opinion publique, exaspérée par les attentats, n'aurait pas admis son abrogation. En 1975, les actes de terrorisme ont fait six morts et plus de deux cents blessés. En Grande-Bretagne, les Irlandais anglais ne vivent certes pas dans un état de terreur permanente mais les fréquents attentats sont là pour rappeler que l'homme de la rue peut être la victime d'une action aveugle dans un bar, un restaurant, un magasin ou le métro. Les Britanniques méritent tolérants semblerait même être le mot adéquat à qualifier cette réputation lorsqu'il s'agit de l'IRA ou même de la communauté irlandaise en général.

Autre preuve du libéralisme de la société britannique : l'acquiescement par un tribunal d'Old Bailey, après un procès qui a duré près de deux mois fin 1975, des quatorze pacifistes membres d'un groupe qui menait campagne pour le désarmement des groupes paramilitaires d'Irlande du Nord. L'accusation : leur soupçon d'avoir pris part à une conspiration (conspiracy) (5) incitant des soldats à désertir et, plus précisément, d'avoir été en possession d'un trac intitulé : « *Quelques informations à l'usage des soldats mécontents* ». Ce trac expliquait aux soldats comment abandonner le service armé. La peine maximale encourue pour la possession de tels tracts est de deux ans de prison ou 200 livres d'amende, mais la loi prévoit que la prison est impossible de peines infligées. Deux des pacifistes ont été condamnés à des amendes après avoir reconnu qu'ils avaient « *été des déserteurs* » en leur fournissant un refuge, de l'argent et de faux papiers. Il n'a fallu que quatre-vingt-dix minutes au jury pour rejeter l'accusation de conspiration. La défense a fait valoir que les tracts distribués se contentaient d'énumérer les droits des soldats et d'indiquer comment ils pouvaient en faire usage sans avoir à quitter l'armée.

(Lire la suite page 6.)

La loi sur la prévention du terrorisme se divise en trois parties. La première autorise le ministre de l'intérieur à interdire toute organisation impliquée ou encourageant les actes de terrorisme en Grande-Bretagne, en rapport avec les affaires d'Irlande du Nord. L'IRA, nommément désignée, est désormais une organisation proscrite, la seule jusqu'à maintenant. Il est interdit de lui appartenir mais aussi de la soutenir d'une quelconque manière, par exemple en collec-

Dans sa deuxième partie, la forme permet d'expulser de grande-Bretagne tout suspect d'exception des personnes qui y sont nées ou qui y ont résidé pendant plus de vingt ans. La police peut demander au ministre de l'intérieur l'autorisation d'expulser un suspect si elle n'a pas les preuves nécessaires à son arrestation. Le ministre et lui seul — le pouvoir judiciaire n'a aucun droit de regard, — décide du bien-fondé de cette mesure. Un suspect frappé de mesure d'expulsion peut faire appel. Mais il ne peut déposer une nouvelle demande d'asile pendant six mois. A la fin du mois de novembre 1975, soixante-sept personnes avaient été invitées à quitter le territoire, dont seize avaient jall appelé auprès d'une

Le N.G.C.C. reconnaît pourtant que, jusqu'à maintenant, l'application de la loi de novembre 1974 n'a pas eu des conséquences aussi redoutables que l'on pouvait le craindre lors de son entrée en vigueur. L'année 1975 a pu apporter la preuve que la société britannique reste libérale. Le 11 décembre, la Chambre des communes a repoussé une nouvelle fois,

(1) Cf. l'article de Gérard Soulié dans le *Monde diplomatique* de décembre 1978.

(2) On ne traitera ici que des répercussions de l'affaire irlandaise sur les libertés en Grande-Bretagne même. Les normes britanniques en matière de libertés n'ayant jamais été appliquées en Irlande du Nord.

(3) Compter 8, aux termes de la loi anglaise, signifie 68 mètres d'accord pour l'aire qu'elle classe

Le N.C.C.L. constitue un groupe de pression dans la plus classique tradition britannique. L'efficacité de son action repose notamment sur le soutien qu'il trouve auprès des hommes de loi, des journalistes et des députés. Son secrétaire général, M<sup>me</sup> Patricia Hewitt depuis 1974, joue un rôle crucial; c'est elle qui décide des questions prioritaires à soulever et à long terme.



(Suite de la page 5.)

D'autres cas similaires restent pourtant en instance. Une commission de juristes a été chargée de réexaminer les lois sur la trahison, la sédition et l'incitation à la mutinerie et à la désertion maintenues entre-temps en vigueur. La loi sur l'incitation à désertir, qui date de 1934, a été révisée en 1972 lorsque Michael Tobin a été condamné à deux ans d'emprisonnement pour avoir été en possession — sans les avoir distribués — de tracts essayant de persuader les soldats à désertir. En 1974, Pat Arrowsmith était, à son tour, condamné à dix-huit mois de prison pour avoir, elle, effectivement, distribué des tracts à des soldats. La cour d'appel a finalement décidé sa mise en liberté afin d'éviter que ne se développe une polémique d'ordre politique.

Pour le Conseil national de défense des libertés civiles, la loi de 1934 représente une entrave directe à la liberté d'expression. Définie en termes vagues, elle peut être utilisée pour essayer de museler toute propagande à l'égard des forces militaires et du rôle qu'on leur fait jouer. Le simple fait de détenir des matériaux de propagande de cette nature est considéré comme un délit si l'accusation parvient à prouver — ce qui n'est pas difficile — l'intention de les utiliser à des fins subversives.

La présence de l'armée britannique en Irlande du Nord a coïncidé avec un accroissement du nombre des soldats qui

s'absentent sans permission et aussi avec un déclin des chiffres de recrutement. Lorsque le service militaire obligatoire est aboli, en 1963, le gouvernement britannique décide, afin de pouvoir disposer du temps nécessaire à la formation de hauts techniciens, d'imposer aux recrues des contrats à long terme. De très jeunes garçons, engagés alors qu'ils viennent de quitter l'école, se trouvent ainsi pris dans une espèce de piège. Le gouvernement accepte finalement, en 1970, de permettre aux recrues de quitter l'armée à l'âge de vingt et un ans en les dispensant, dans certains cas, de rembourser les frais de leur formation. La décision continue pourtant d'appartenir à la hiérarchie militaire qui perçoit, par ailleurs, dans son refus de reconnaître aux soldats le droit de se syndiquer.

C'est sans doute à l'occasion de la crise irlandaise qu'ont eu lieu les plus sérieuses tentatives de censure politique en Grande-Bretagne. En 1971, la B.B.C. institue une sorte de « code maison » qui revient à interdire l'IRA d'écran en dehors des journaux télévisés. La N.C.C.L. estime alors que la B.B.C. tend ainsi à confondre l'intérêt national avec celui du gouvernement et que « la télévision britannique risque fort de ressembler à la télévision française qui est sous contrôle gouvernemental ». Les protestations des journalistes aboutissent finalement à l'abandon de cette pratique. Pourtant, aujourd'hui encore, l'Irlande reste un sujet périlleux, dont tout journaliste de la B.B.C. se méfie.

### Les effets de la crise irlandaise

À gauche et à l'extrême gauche redoutent que les affaires irlandaises n'aient déjà corrompu les institutions, l'armée et les forces de sécurité, mais aussi, dans une certaine mesure, la presse et le Parlement. Dans un livre sur les libertés en Grande-Bretagne (4), Barry Cox se demande dans quelle mesure le pouvoir n'a pas intégré dans son idéologie les théories de contre-guérilla élaborées par certains militaires, tel le général Kitson, et qui reviennent à attribuer à l'autorité militaire d'importantes fonctions de supervision dans la vie civile. Un député travailliste a précisé ces orales dans une interview accordée au magazine *Time* out. D'abord partisan de la loi de 1974, M. Robin Corbett lui est maintenant hostile, et il explique qu'il a, en fait, été la victime d'une manœuvre gouvernementale consistant à faire croire que cette loi n'était que provisoire. Or, elle est délibérément conçue pour être permanente. Et ce n'est pas tout. L'Irlande du Nord constitue un terrain d'entraînement pour l'armée, dans le cadre de ses opérations contre une population insurgée. Tout cela fait partie de plans de confrontation avec les travailleurs organisés.

Depuis le début des attentats en Grande-Bretagne, on assiste au développement des appareils policiers. L'IRA Squad a doublé d'effectifs. La Bomb Squad, créée de toutes pièces avec des officiers de la Special Branch, a acquis à la fois des techniques policières traditionnelles et une grande sensibilité politique. Par ailleurs, en cas d'incident majeur, mais aussi de catastrophe ou de grève incontrôlable par la police, le ministère de la défense peut désormais invoquer la procédure d'aide militaire au pouvoir civil. Après avis favorable du conseil des ministres ou d'une commission de hauts fonctionnaires, une unité spéciale de l'armée de l'air quitterait alors sa base d'Hareford afin d'aider la police. Cette procédure n'a jamais été utilisée, mais l'accroissement des activités de la Bomb Squad et de la Special

Branch, ainsi que la prorogation de la loi sur la prévention du terrorisme signifient qu'en cas d'agitation sociale majeure tout ministre de l'Intérieur, travailliste ou conservateur, disposerait d'un instrument répressif fin prêt et d'une organisation de police politique perfectionnée pour l'utiliser.

Les autorités britanniques ont d'ores et déjà montré, depuis le début des années 60, qu'elles savent inventer de nouveaux délits, ressusciter d'anciennes lois et utiliser les lois sur la censure pour répondre à l'usage — devenu, à leurs yeux, trop fréquent — du droit de manifester. Le processus parlementaire bipartite a perdu beaucoup de son sens pour une minorité active, et, s'il n'y a eu, depuis le début du siècle, aucun exemple de véritable violence insurrectionnelle, certaines formes d'expression de la contestation, utilisées de ce côté-ci de la Manche, sont devenues courantes en Grande-Bretagne : *sit-in*, *asat*, occupations de locaux ou d'usines.

Un groupe d'habitants d'une banlieue de Londres décide, en mars 1974, de mener une campagne contre l'agence immobilière Prebble, à laquelle ils reprochent ses opérations de spéculation ainsi que des évictions de locataires. Un piquet est formé devant l'agence qui, au bout de quelques mois, fait appel à la police. Sept manifestants sont arrêtés. L'un d'eux passe un mois en prison. En mai 1975, la cour d'appel confirme l'illégalité du piquet, estimant que le préjudice que cette affaire porte à l'agence est plus grave que celui qu'elle fait subir à la liberté d'expression. Aujourd'hui encore, Prebble continue de poursuivre les manifestants en justice pour « diffamation, dommages, infamie et conspiration ». L'accusation fait valoir qu'aucune loi n'autorise les rassemblements sur la voie publique, même si ces rassemblements sont non violents, et même s'ils n'obstruent pas la circulation. La défense remarque, en revanche, que, dans une société démocratique, chacun a le droit

inaliénable d'organiser un piquet pour exprimer son mécontentement et attirer l'attention du public.

En 1973, des ouvriers du bâtiment en grève manifestent contre l'emploi de personnel extérieur à leur entreprise. Ils essaient, par des arguments pacifiques, de dissuader ces travailleurs de prendre leur poste sur le chantier de construction. Les autorités décident de donner une leçon à ces militants : six des grévistes sont accusés de « conspiration visant à intimider ». Le jury de Shrewsbury condamne trois des accusés à des peines de prison allant jusqu'à trois ans. La cour d'appel confirme cette sentence un an plus tard.

La loi sur les piquets de grève est extrêmement confuse. Sur un plan strictement légal, le droit de piquet est pratiquement limité à une action symbolique. Lorsque des grévistes utilisent le piquet pour exercer des pressions sur d'autres travailleurs, ils ne se fondent pas sur la loi mais sur un éventuel soutien du

public. En 1972, les mineurs qui avaient, eux aussi, organisé des piquets de grève jouissaient de ce soutien et le tribunal les acquitta. Un an plus tard, les ouvriers du bâtiment étaient isolés et ils furent condamnés.

La commission des lois a récemment proposé la définition de deux nouveaux délits possibles d'emprisonnement : pénétrer de force dans une propriété privée ; s'y installer et refuser d'obtempérer aux ordres d'évacuation du propriétaire. Des travailleurs occupant leur usine, des étudiants leur faculté, pourraient tomber sous le coup d'une loi dont un des objectifs est la lutte contre le squatting. Cette technique, qui consiste à s'installer dans une maison inoccupée, est née à la fin de la seconde guerre mondiale et a été reprise en 1969 pour dramatiser le problème du logement. On compte aujourd'hui quelque cinquante mille squatters dans l'ensemble de la Grande-Bretagne, dont trente mille à Londres. Jusqu'à maintenant, la loi considère que les squatters sont coupables d'une violation de propriété, ce qui n'est pas possible d'emprisonnement. Certains squatters obtiennent même des municipalités leur logement après s'être longuement battus contre des ordres d'expulsion.

D'ores et déjà, les charges de conspiration sont de plus en plus utilisées dans les affaires d'occupation. En effet, si l'occupation illégale d'un local n'est pas une violation de la loi, la « conspiration visant à occuper » est passible d'emprisonnement. Un groupe d'étudiants du Sierra-Leone occupent, en 1972, le haut commissariat de leur pays, à Londres.

La police, dont une très faible minorité (deux cent trente-cinq en 1969) a bouté à des poursuites. Jusqu'à maintenant, seule la police a le pouvoir d'enquêter et de juger les plaintes qui sont déposées contre elle. L'impartialité de cette procédure ayant été mise en doute, M. Jenkins, ministre de l'Intérieur, a annoncé, en 1974, qu'il se proposait de créer une commission officielle pour superviser les enquêtes. En 1976, cet élément indépendant n'existe toujours pas.

Les policiers britanniques font rarement preuve de la même brutalité que leurs confrères de certains autres pays. Pour-



### La lutte contre la discrimination raciale

Si le racisme ne prend généralement pas en Grande-Bretagne, les formes violentes qu'on a pu déplorer en France, la discrimination raciale n'en est pas pour autant absente. C'est en 1965 que le Parlement britannique vote le premier texte destiné à la combattre : la loi sur les relations raciales (*Race Relations Act*) pour objet de répondre à la situation sociale nouvelle créée par l'arrivée de nombreux immigrants du Commonwealth. Cette loi de 1965, qui rend illégale la discrimination dans les lieux publics (bars, restaurants, etc.), ne met fin qu'à quelques formes de discrimination les plus flagrantes. En 1968, elle est remplacée par un nouvel instrument qui couvre également la discrimination dans l'emploi, le logement, le commerce et les services. En 1976, la loi sur les relations raciales est modifiée pour continuer à exercer les mêmes droits les plus ingrats et les moins bien rémunérés et à vivre dans les logements les plus médiocres. Des formes de discrimination, certes plus subtiles que dans le passé, persistent. Le taux de chômage parmi la communauté de couleur est deux fois plus élevé que parmi les Blancs. Le gouvernement a donc décidé de présenter un nouveau projet de loi destiné, en principe, à accélérer au million et demi de personnes (40 % d'entre eux sont nés en Grande-Bretagne) les mêmes droits qu'aux Britanniques. Cette nouvelle loi définit de manière plus précise et plus complète ce qui constitue une discrimination. Elle réunit les deux organismes officiels auprès desquels sont déposées les plaintes en une seule : *Race Relations Commission* afin d'accélérer les procédures.

Le N.C.C.L. a fait remarquer que ce nouvel organisme s'occupe de la question générale de la discrimination raciale mais pas des plaintes des particuliers. Ceux-ci devront désormais s'adresser aux tribunaux industriels (au niveau de l'emploi) ou de comté (pour les autres cas). Or, constate le N.C.C.L., la justice continue de représenter, pour de nombreux immigrants, un territoire inconnu, sinon hostile. Les dommages et intérêts versés à la suite de plaintes ont, par ailleurs, été jusqu'à maintenant si modestes que l'on peut craindre que la très grande majorité des victimes de discriminations raciales ne préfèrent s'abstenir d'entreprendre de telles démarches.

Le Conseil national pour la défense des libertés civiles se demande enfin s'il n'est pas paradoxal de prendre des mesures pour réduire la discrimination à l'intérieur du pays alors que les lois sur l'immigration sont discriminatoires à l'égard des membres de groupes ethniques minoritaires qui demandent à entrer en Grande-Bretagne.

Malgré cela, quatre-vingt-neuf mille immigrants de couleur sont arrivés en Grande-Bretagne en 1974 (contre cinquante-trois mille en 1964). L'annonce récente de ce chiffre a permis à M. Enoch Powell, champion de l'extrême droite nationaliste, de relancer sa campagne contre l'immigration des gens de couleur qu'il « submerge la population britannique » et « risque de faire couler une rivière de sang dans les rues de ses villes ».

tant, à deux occasions et sous le gouvernement travailliste de M. Wilson, l'attitude de la police britannique a été mise en cause. En juin 1974, elle disperse violemment une manifestation d'extrême gauche organisée pour protester contre une marche du Front national d'extrême droite, à Londres. Cette intervention provoque la mort d'un manifestant. Deux mois plus tard, la police interrompt, de manière tout aussi brutale, un Festival de musique pop à Windsor, deux cents personnes sont arrêtées en une seule journée. De nombreux spectateurs sont maltraités. On ne comprend pas la raison de cette intervention si on ne se réfère pas aux déclarations d'un des policiers qui y ont participé, le commissaire Holdsworth : « Le Festival de Windsor n'est apparu comme étant une manifestation contre l'Establishment et toutes formes d'autorité... La société « permissive » a ses limites... »

Jusqu'à preuve du contraire, de tels incidents demeurent pourtant l'exception plutôt que la règle. En revanche, les abus de pouvoir tendent à devenir de plus en plus fréquents dans la police. Depuis 1967, elle peut fouiller sans mandat des personnes ou des locaux, à condition d'avoir des motifs « raisonnables » de penser qu'elle peut ainsi découvrir des armes, de la drogue ou des objets volés. On a déjà évoqué les raids dont les sympathisants de l'IRA sont les victimes depuis la loi de 1974. Mais la détention pour interrogatoire est devenue pratique courante dès les premiers attentats de l'IRA à Londres, entre 1970 et 1973, alors que la loi de 1974 n'existait pas et que la mesure était illégale. En 1973, trente mille personnes — en majorité des jeunes gens — ont été interpellées dans la rue aux termes des lois contre la drogue. Un quart seulement d'entre elles ont été arrêtées.

Enfin, selon le Conseil national pour la défense des libertés civiles, « une partie significative de la communauté noire estime qu'elle est mal traitée par la police et que celle-ci fait preuve de davantage de témérité lorsqu'il s'agit de pénétrer dans un domicile appartenant à un Noir ». En octobre 1974, la police effectue une descente au « Carib Club », un club pour Noirs, sous prétexte d'y chercher un voleur de voiture qui s'y était réfugié. Des combats éclatent : cent quarante policiers interviennent, quarante personnes sont arrêtées. Onze seulement sont poursuivies en justice. Huit sont acquittées et le jury ne parvient pas à rendre un verdict sur les trois autres cas. C'est, en fait, la police qu'on accuse d'avoir utilisé inhumainement la force et d'avoir « fabriqué » des preuves.

Jusqu'il y a deux ans, la loi de 1971 sur l'immigration représentait aussi un des plus flagrants exemples de discrimination sexuelle. Seul, le citoyen britannique de sexe masculin avait le droit de faire venir dans son pays son conjoint étranger. Comme le remarqua alors le N.C.C.L., « cela revenait à traiter les femmes comme de simples appendices de l'homme ». Le ministre de l'Intérieur devait pourtant décider, en 1974, d'amender cette loi et d'autoriser les maris étrangers de femmes britanniques à rejoindre leurs épouses. L'année suivante apporte une nouvelle victoire sur le front de la lutte pour les droits des femmes : dans cette société britannique traditionnelle mais, une forte majorité de parlementaires se joignent en faveur d'un projet de loi contre la discrimination sexuelle. Le texte, entré en vigueur le 29 décembre dernier, interdit toute forme de discrimination dans l'éducation, l'emploi, le logement et les services. La femme a désormais le droit de suivre n'importe quel type d'enseignement, d'exercer le métier de son choix, d'avoir un salaire égal à celui de l'homme. Mariée ou non, elle a droit aux prêts hypothécaires et aux mêmes facilités de crédit. Accompagnée ou non, elle a le droit de se faire servir dans n'importe quel bar. La nouvelle législation prévoit divers recours contre les cas de discrimination : plaintes auprès des tribunaux ou du ministère de l'éducation. La commission pour le respect de l'égalité entre les sexes, créée pour assurer le respect des nouvelles dispositions, reçoit plus de deux mille cinq cents appels dès ses quinze premiers jours de fonctionnement.

« Croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre ? » Certes, la tradition libérale continue de se manifester : refus de la peine de mort, même pour les terroristes ; acquittement de pacifiques ; vote de lois contre la discrimination sexuelle ou raciale.

La loi de novembre 1974 sur la prévention du terrorisme prouve pourtant que, dans une situation « exceptionnelle », de fortes pressions politiques peuvent menacer les libertés et la suprématie du pouvoir judiciaire sur l'action policière. L'invention de nouvelles lois, la réécriture de vieux textes législatifs ainsi que l'attitude de la police montrent que le pouvoir est décidé à se défendre contre le recours croissant à de nouvelles formes de manifestation et d'expression de déviance. La loi sur l'immigration indique, quant à elle, qu'en période de chômage les autorités n'hésitent pas à prendre des mesures qui porte atteinte à la liberté de mouvement et aux principes humanitaires.

Comme les autres démocraties, la Grande-Bretagne se met à l'heure de la crise. Mais si les difficultés doivent favoriser l'avènement de l'Etat policier, la société britannique est mieux armée pour se défendre grâce à ses traditions plus anciennes et mieux ancrées, grâce aussi à l'action du Conseil national pour la défense des libertés civiles.

CHRISTIAN MARTIN.

(4) *Civil Liberties in British*, Penguin Books, Harmondsworth.

## « APOLITISME » ET COLLABORATION « Chantons sous l'occupation »

« Je veux qu'on ne tourne actuellement pour les Français que des films légers, superficiels, divertissants, mais stupides. Le peuple français s'en contentera probablement. »

J. Goebbels, le 15 mai 1942.

Pour l'Etat nazi, les productions culturelles (théâtre, beaux-arts, littérature, cinéma, chanson, presse, publicité, vitrines...) précèdent Hitler dans *Mein Kampf* constituent des instruments politiques de propagande au service de l'idéologie national-socialiste. En France occupée, les bureaux de la *Propagandastaffel*, installés dans un hôtel des Champs-Élysées, contrôlaient et censurent l'information et la vie artistique du pays. Cela, le film de André Halimi, pudiquement, ne le rappelle pas ; il le suppose connu, comme l'expulsion brutale de tous les artistes chassés par le nazisme pour des raisons ethniques, politiques ou esthétiques. Les Juifs surtout, du monde des spectacles, qui vivent leurs affaires et leurs places occupées sans remords par toutes sortes de « charognards ».

C'est sur cette double constatation (politisation de toute la vie culturelle par les nazis et répartition impudique des vides créés par les persécutions nazies) que s'édifie *Chantons sous l'occupation* et que prennent sens les matériaux dispersés qui l'organisent : presse filmée d'époque, extraits de films, témoignages d'aujourd'hui. Le montage parallèle d'images de la vie insouciance, triviale (cabarets, chansons, réceptions, cinémas...) que poursuivait le monde des « artistes », et de celles des réalités politiques (discours de Pétain, rafles antisémites, rationnement, travail obligatoire...) que connaissait le pays, souligne la fonction distrayante (au sens fort du terme), aliénante, des spectacles sous l'occupation.

Halimi dénonce ainsi (au grand scandale de certains) une des zones d'apolitisme les plus protégées : celle de la chanson, des variétés, du music-hall — préservée jusqu'à présent de l'analyse idéologique. Il ruine l'illusion d'innocence, d'irresponsabilité qui protège les actes trivistes des artistes mondains et démontre que les comportements de « gens publics », lorsqu'ils sont montrés à tout le pays (au moyen des Actualités mondiales, filiale de la Deutsche Wochenschau, qui avaient le monopole de l'information filmée mais devaient être projetées dans des salles à demi délaissées pour dissuader les protestations des spectateurs) possèdent une indéniable portée politique : ils permettaient aux nazis de faire

croire que la vie était « normale », que la répression n'était qu'un épiphénomène.

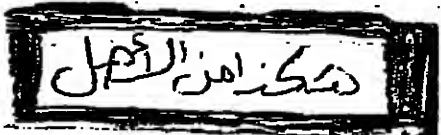
En poursuivant leurs activités, les artistes favorisaient le dessein hitlerien de faire de Paris la capitale des plaisirs de l'Europe nouvelle, son lupanar, repos du quartier aryen, arrière doré de tous les fronts. « Plus de 50 % des spectateurs étaient des Allemands », confirme un témoin dans ce film. Prétendre alors que ce fut pour la France une manière de sauvegarder sa culture, c'est oublier que d'autres manières plus dignes s'enrichissaient mieux, comme le prouve l'admirable exemple de Vercoors écrivant et éditant dans la clandestinité *Le Silence de la mer*.

AINSI, en s'en prenant aux cigales de l'occupation, la tourmi Halimi soulève le problème des complicités entre l'art et le pouvoir, non plus, comme Sartre l'avait fait à la libération, à propos des écrivains, mais à propos des chanteurs, des comédiens, des danseurs et de tous ces « amuseurs publics » dont la profession est de faire partie du Tout-Paris en toutes circonstances. Par ce biais, le film peut se lire comme une parabole sur la sexualité plus récente incitant à s'interroger sur le comportement des gens du spectacle durant la guerre d'Indochine ou celle d'Algérie.

Et, même aujourd'hui, alors que les programmes de télévision font l'objet de choix conscients, déterminés, d'exclusions admises, tolérées, que certains chanteurs et certaines personnalités ne sont jamais invités, des producteurs déçus, des émissions supprimées, nous pourrions nous demander si le prétendu apolitisme des variétés (qui sont les émissions dominantes) ne sert pas trop bien les desseins des gouvernants.

C'est cela aussi que dévoile le film de Halimi : tout pouvoir voulant limiter l'exercice des libertés démocratiques intensifie les entreprises idéologiques d'abaissement : les salimbanques modernes (chanteurs, cinéastes, comédiens) lui fournissent, souvent inconsciemment, les moyens. Mais le film pourrait leur ouvrir les yeux : déjà François Truffaut y contribue en demandant : « Aujourd'hui, en 1976, quand nous faisons financer nos films par des banques étrangères liées aux fabricants de navires, quand nous acceptons d'aller les présenter dans des pays où des prisonniers politiques sont exécutés par pendaison, ne sommes-nous pas, à notre tour, des collaborateurs ? » (1).

L. R.

(1) *Partecop*, n° 414 au 23 avril 1976, page 7.



## VIETNAM

Dans le désir de ne pas renouveler les erreurs de 1954

### Les catholiques dialoguent avec le pouvoir révolutionnaire

Le grave incident qui, à Saigon en février dernier, eut pour théâtre l'église de Vinh-Son, et au cours duquel un groupe contre-révolutionnaire armé fut arrêté par les forces de sécurité, revêt sans doute une importance plus politique que religieuse. Mais qu'un prêtre ait été mêlé à l'équipée rebelle et que son église ait pu servir de dernier retranchement — sinon de quartier général — au réseau a frappé de stupeur les milieux confessionnels qui commencent à se sentir à l'aise dans le nouveau régime. L'archevêque de Saigon, en particulier, restait étonné qu'on ait pu « profiter de la religion et de l'établissement religieux pour opposer à la révolution et la saboter ».

Cette présence symbolique de catholiques dans l'activité subversive s'inscrit pourtant dans la droite ligne de la politique suivie au Vietnam par l'Eglise jusqu'à la victoire des révolutionnaires en avril 1975 : né il y a cinquante-trois ans à Hanoi, ordonné prêtre en 1930, fuyant le Nord en 1954 à la tête de ses paroissiens, Nguyen Quang Minh, le curé de Vinh-Son, est issu de cette époque où l'épiscopat opta pour la guerre coloniale et lançait les chrétiens dans la « croisade anti-communiste ».

Les centaines de milliers de catholiques nationalistes descendus au Sud après les accords de Genève n'ont pas pour autant, aujourd'hui, basculé en bloc dans la contre-révolution : il est significatif que, devant les murs de l'église encadrée, c'étaient les forces de sécurité, d'autres prêtres aient appelé le groupe rebelle à se rendre, comme le Père Nguyen Huy Lich, provincial des dominicains du Vietnam du Sud, lui aussi originaire du Nord.

Minoritaires — ils sont trois millions pour quarante-cinq millions d'habitants — les catholiques sont également dispersés, déracinés souvent : de l'exode de 1954, la chrétienté vietnamienne a conservé une répartition déséquilibrée, proportionnellement deux fois plus nombreuse au Sud qu'au Nord ; sur le tissu lâche des vieilles paroisses méridionales, s'ancrent toujours les noyaux serrés des paroisses nordistes.

L'Eglise vietnamienne, née avec les premières missions du sécularisme siècle, est devenue puissante à l'ombre du drapeau tricolore, recouvrant principalement chez les paysans pauvres et les divers « latitudes-pour-compte » de la société. Prise globalement, elle garde les traits forts de l'Eglise coloniale, où la pratique religieuse n'élimine pas les superstitions et se mêle d'un anticommunisme sans partage — ne prie-t-on pas encore parfois pour la « conversion de la Russie » ?

La communauté catholique était le plus sûr soutien de l'ancien régime seigneurial et lui fournissait les plus anticomunistes de ses cadres. « L'obstacle principal de la paix au Vietnam est l'Eglise catholique », écrivait en 1970 un groupe de chrétiens du Sud, dans une lettre ouverte au pape. Eglise en mutation aussi : les courants nouveaux qui l'animent au Sud y contrastent vigoureusement avec la fixité des communautés nordistes, où le concours annuel de récitation du catéchisme n'est pas rare ; maintenant que « les puissances de l'argent et de l'impérialisme ont été délayées de notre pays », soulignait un document publié par huit groupes catholiques au lendemain de la libération, « l'Eglise catholique doit montrer qu'elle est capable de se renouveler » pour s'adapter à la situation.

Les conséquences de la victoire révolutionnaire au Sud se sont déjà fait sentir dans l'Eglise du Nord, comme en témoignent trois prêtres de Saigon, dont le Père Lich, à l'issue d'un séjour à Hanoi à l'occasion des fêtes du 2 septembre. Ils contribuèrent à effacer l'image d'une Eglise persécutée par le régime.

« Les catholiques ont été traités comme tout le monde » par le gouvernement, reconnaît aujourd'hui le vicaire général de Hanoi, Mgr Trinh Nhu Khue. Forte d'environ un million deux cent mille âmes, cette Eglise conserve sans doute sa vigueur, mais paraît aussi figée : le drapage du Vatican II n'est encore, ici et là, sur les paroisses rurales alors que, dans la « prière universelle », le prêtre demande toujours — à Dieu de détruire l'ennemi de l'Eglise —.

L'intégration progressive des catholiques du Nord à la communauté nationale est cependant amorcée depuis plusieurs années : les citoyens du Sud ont constaté avec surprise, dans les rangs de l'armée de libération, la présence de jeunes combattants catholiques originaires du Nord ; surtout, l'épiscopat comme le clergé paraissent avoir oublié la résistance qu'ils opposaient à la construction du socialisme, en interdisant notamment aux croyants la fréquentation des coopératives lorsque ces dernières furent mises sur pied ; l'Eglise du Nord se persécute elle-même en s'excluant de l'effort de développement.

Le « déblocage » s'est surtout effectué à partir de la libération du Sud : pour la première fois depuis 1954, après avoir « rélé » pendant vingt ans, l'archevêque de Hanoi s'est rendu à un bureau officiel de la capitale, pour y présenter ses félicitations au régime et au Parti des travailleurs. Pourquoi un tel revirement du gouvernement, lui, n'a pas modifié son attitude ? « Car avant », répondit Mgr Khue au Père Lich étonné, nous n'étions pas sûrs que les communistes pouvaient gagner. Maintenant, nous le sommes ».

L'évêque de Thai-Binh, qui était et réside devant les églises « catholiques » du Père Tran Tam Tinh, relevant de son diocèse, veut aujourd'hui faire un pèlerinage sur le tombeau de Ho Chi Minh et demande à rencontrer les autorités. La petite minorité de prêtres politisés existant au Nord s'est réconciliée avec ses évêques... La hiérarchie du Nord, sans doute, ne participe guère encore à l'édification du socialisme : elle commence tout juste à se sentir à l'aise.

MAIS, au Sud, que deviennent les centaines de milliers de catholiques nordistes qui ont migré en 1954 ? Rien aujourd'hui ne distingue, en apparence, leurs villages ou leurs quartiers : pourtant, « c'est eux qui pratiquent le plus de la guerre », dit un intellectuel du Sud, et maintenant celle-ci est finie, c'est eux qui ont le plus à perdre ».

Implantés par leurs curés en bordure des grandes bases militaires, ou sur les principales voies d'« infiltration » de la résistance — Saigon paraissait verrouillée par une ceinture de paroisses nordistes, — les « réfugiés de 1954 » qui ne se sont pas fondus dans la masse anonyme des citoyens, soit la grande majorité, se voient aujourd'hui menacés dans leurs revenus. Ainsi, au nord de Ville-Ho-Chi-Minh, ils se pressent par dizaines de milliers en paroisses érigées, qui ont gardé les noms d'origine — Phat-Diem, Bu-Chu, etc. — autour d'un édifice souvent vaste et clinquant : l'église. Coincés entre le périmètre militaire de l'aéroport de Tan-Son-Nhut et le centre de Saigon, ils tirent surtout leurs richesses des divers trafics possibles entre les deux, depuis la contrebande jusqu'à la prostitution. Cette population ne s'est jamais intégrée au Sud, seulement à la guerre, et à la guerre américaine.

Maintenant que la guerre n'est plus qu'un souvenir, les difficultés croissent vite, auxquelles s'ajoutent de multiples incompréhensions : le curé tout-puissant, chef jadis incontesté dans sa paroisse, formé lui-même à l'ancienne école, s'y

retrouve mal dans la nouvelle réalité. Menacés dans leur pouvoir temporel par l'émergence des « comités populaires révolutionnaires » dans les quartiers, ces hommes perçoivent de façon quasi magique leur rapport avec les autorités : « Dans leur esprit, note un jeune prêtre saigonais, tout ce qui vient du gouvernement est une tactique pour les persécuter ».

Les signes de renouveau ne manquent cependant pas, du fait souvent de prêtres faisant bon accueil au régime. Sous l'impulsion du R.P. Phan Khac Tu, aujourd'hui vice-président de la Fédération des syndicats de libération de Ville-Ho-Chi-Minh, des coopératives se sont montées chez ces anciens réfugiés : ainsi la coopérative « Thanh Can », qui fabrique depuis juillet 1975 divers objets métalliques à partir des rebuts de métaux.

Caisse de résonance aux nombreux plus folles — ne disait-on pas, à la

Par HUGUES TERTRAIS

veille de la prise de Saigon, que l'évêque de Ban-Me-Thuot, Mgr Mai, avait été coupé en trois morceaux ? — la population catholique du Sud, surtout celle qui est venue du Nord, ne s'est pas toujours bien remise de la psychose qui régnait à la veille de la victoire révolutionnaire : « On ne peut pas vivre avec les communistes », s'obstinent-ils à répéter au mépris de tous événements. Les « communistes » n'ont-ils pas été « sympathiques » ? « Ce sont des diables déguisés en anges ».

Dans les premiers mois du nouveau régime, une sorte de fièvre religieuse s'était en outre développée : prêtres ordonnés presque en cachette, à des heures discrètes — une centaine pour le Sud —, comme si cela allait être bientôt interdit : couples unis à la hâte, souvent cinq par cinq : les jeunes filles ne réussissent pas d'être mariées aux invalides de guerre ? A l'origine de cette petite panique, il n'y a pas que les rumeurs : une vieille lutte contre les révolutionnaires avait, de longue date, forgé les formules destinées à couper court à toute déclaration apaisante.

L'action catholique vietnamienne pouvait par exemple écrire en 1965 : « Nous n'oublions pas que le communisme se déclare le champion de la justice sociale. Nous savons que ce principe est une illusion, car, dans la réalité, le communisme établit un régime cruel et inhumain ».

L'affrontement avec le régime révolutionnaire aura cependant été évité au Sud, malgré certains responsables catholiques qui semblaient se préparer à de chaudes résistances : leurs derniers combats n'ont pas été totalement oubliés : alors que s'approchait, en avril 1975, l'année populaire de libération, un vicaire général de recettes était réélu à Saigon pour « résister aux communistes », intitulé : « Vivre sa foi » ; parallèlement, un « second » était adjoint à chaque évêque, à titre préventif ; en tout cas, dans le diocèse de Saigon, la nomination de Mgr Thuan comme « évêque coadjuteur avec droit de succession », rendue publique après la libération, paraît spécialement « opportune » à de nombreux prêtres : « Il est impossible de trouver quelqu'un de plus anticomuniste pour ce poste », commentait un professeur de séminaire. Enfin, subitement, le nombre de paroisses augmenta, par promotion de diverses chapelles d'appoint ; l'administration religieuse d'éparillait, s'atomisait, comme si elle prenait le maquis.

La tension resta vive quelques mois, puis, au printemps, qu'à l'automne, entre d'une part les groupes catholiques pro-

gressistes et, d'autre part, le délégué apostolique, Mgr Henri Lemaire, et Mgr Thuan. Les deux prêtres furent finalement quittes le 15 mai : le premier regagna l'Europe ; le second, non reconnu par le gouvernement, fut reconcompté dans son diocèse de Nha-Trang.

« Pourquoi vous, délégué l'Eglise quand elle n'est pas menacée ? », demandait un jeune prêtre. Il semble qu'assez rapidement l'archevêque de Saigon, se soit posé la même question, en appelant les catholiques à s'unir avec leurs compatriotes pour reconstruire le pays. Après avoir laissé des prêtres organiser de larges rencontres avec des représentants du P.V. et Mgr Binh prit lui-même de nombreuses initiatives : en novembre 1975, il organisa un séminaire élargi sur les questions du travail et de la production, puis un meeting pour saluer l'annonce de la réunification : il fit lire dans toutes les églises une lettre pastorale qui se terminait par une « note optimiste ».

« La réunification sur la base du socialisme réunit le Nord et le Sud, donne au pays la prospérité, à tous et à chacun le bonheur et le respect : et là où régnait la justice et l'amour, c'est le Seigneur ». La hiérarchie du Sud revêtit de l'ordre. Déjà, cependant, les prêtres des écoles secondaires avaient été rendus publics, Mgr Binh avait cédé aux autorités — à leur grande surprise — la propriété de l'ensemble des écoles catholiques.

Aujourd'hui, les derniers bastions se situent dans les « zones rouges » : les galeries étrangères et les paroisses de Mgr Binh ont été rendues publiques, déjà expulsées de Chine, réelles de reconstruire à Saigon les réseaux anticomunistes du Changhai de 1949 : à l'exception de certains religieux, la plupart vivent dans les banlieues ou s'isolent dans de nombreux termitières.

Des missionnaires, certes, ont déjà été expulsés, en septembre 1975 principalement, et il ne reste plus un étranger en dehors de la région saigonaise : mesure globale touchant aussi bien ceux ou celles qui conservent l'esprit des Vietnamiens que des hommes d'Eglise jugés dangereux : à Mgr Seib, par exemple, ancien évêque de Kontum, les autorités reprochaient l'annonce de persécution en cas de victoire révolutionnaire et surtout le renvoi au Nord, « à pied et à marche forcée », des réfugiés de 1954. Cela signifiait, disait-il en 1963, « un million et demi de morts avant d'arriver au but ».

« Enfant, allez prêcher la bonne nouvelle dans tous les coins du monde. Mais Dieu ne vous a pas dit d'y rester et d'y gouverner les Eglises... », écrivait à cette époque et non sans malice un intellectuel catholique dans l'hebdomadaire les Catholiques et la Nation. Dans ces mêmes milieux, on ne cachait pas que le meilleur service que les étrangers pouvaient encore rendre à l'Eglise du Vietnam était de partir. Mais certains de ces missionnaires répètent qu'« il vaut mieux se laisser expulser, ainsi le monde verra qu'il n'y a pas de liberté religieuse ».

A la vérité, estime l'un des prêtres responsables de l'hebdomadaire, « les catholiques sont trop longtemps restés un corps étranger dans le pays » ; alors que le marxisme a été introduit au Vietnam par des Vietnamiens, « le christianisme l'a été par des étrangers. Nous étions des catholiques vietnamiens, nous devons devenir des Vietnamiens catholiques ».

Le courant progressiste de l'Eglise du Sud, qui s'élargit maintenant de jour en jour, est une réalité déjà ancienne. Animé par des prêtres, des intellectuels, des militants et des militants issus de la J.O.C. comme de l'Université, il s'est constitué sur des solides bases théologiques, à la différence sans doute de ce qui s'est passé au Nord, où l'Eglise n'a

pas fait l'expérience du néo-colonialisme américain et n'a pas été touchée par les crises des Eglises occidentales.

Le concile Vatican II ? Certains prêtres voudraient en faire un point central de recherche ; d'autres font valoir que, sans mouvement révolutionnaire du progrès dans le tiers-monde, le concile n'aurait jamais vu le jour. « Ce que nous pensons possible de réaliser aujourd'hui, estime l'un de ces prêtres, nous le devons avant au mouvement révolutionnaire vietnamien qu'au concile Vatican II ; les deux marchent ensemble, c'est un mouvement historique qui nous a conduits là. » Mais « nous ne voulons absolument pas constituer une Eglise séparée », insiste un autre, répondant d'avance à une accusation qui leur est souvent portée.

Dans l'hebdomadaire Cong Giao va Dan Toc (les Catholiques et la Nation), il a reçu la seconde autorisation de paraître, après l'ancien mensuel catholique Dai Dan, devenu Dung Day, l'on retrouve chaque semaine, à côté d'une lecture de l'Evangile dominical, nouvelles et reportages sur l'actualité nationale et internationale, religieuse ou non.

Du côté des dirigeants révolutionnaires, il semble que l'on ait dépassé le simple principe de la liberté religieuse, qui était rappelé à Saigon à l'occasion de l'arrivée de l'Eglise de Vinh-Son : « A présent, comme par le passé, soulève le communiqué, le Front national de libération et le pouvoir révolutionnaire respectent et défendent la liberté de croyance, veulent de tout cœur et à tous égards la vie des religieux en général et des chrétiens en particulier. » Pour la fête de Noël, le comité de gestion militaire de Ville-Ho-Chi-Minh levait la coupe, alors que cette date ne signifie rien dans le calendrier traditionnel.

Comme les autres religions, l'Eglise catholique est représentée dans les comités du Front national de libération : le R.P. Trung Ba Can, ancien supérieur national de la J.O.C., en est l'un des vice-présidents pour Ville-Ho-Chi-Minh ; la même politique est suivie au Nord et au Sud.

Aujourd'hui, on se préoccupe cependant de la question religieuse dans des termes nouveaux. A l'endroit des catholiques, certains dirigeants s'intéressent notamment aux contradictions qui existent entre l'Eglise comme appareil, avec tout ce qu'il peut véhiculer au Vietnam, et l'Evangile comme approche. De leur côté, des prêtres écrivent, se référant précisément à l'Evangile : « Si la révolution est un renversement du capitalisme, de l'injustice, pour bâtir une société plus juste dans laquelle personne n'aura ni l'occasion ni les moyens d'exploiter son prochain, la révolution n'a rien de contraire à la religion ».

C'est une voie nouvelle que cherche le Vietnam. Pragmatiques, les révolutionnaires veulent innover, sur des chemins non défrichés en U.R.S.S. ou en Chine. Du côté de l'Eglise, les problèmes à résoudre sont multiples : elle est encore culturellement marquée par des superstitions, économiquement souvent en contradiction avec le régime, politiquement liée aux étrangers... Il s'y ajoute les déséquilibres produits par l'histoire, comme le manque de prêtres au Nord — les séminaires reprennent de l'activité — et, par contre, l'inflation de prêtres au Sud, génératrice de chômage.

La réduction approfondie engagée de part et d'autre pourrait fournir un apport original. S'il est encore trop tôt pour dire que la voie vietnamienne n'est pas seulement militaire ou économique, mais aussi culturelle et, pourquoi pas ? religieuse, le problème subsiste : comment définir « le mode d'existence de l'Evangile » dans une société du tiers-monde sortie de la colonisation et accomplissant la révolution socialiste ?

### Dans les revues...

■ LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE ouvre un dossier sur le tiers-monde, plus largement consacré à l'Amérique du Sud, au conflit israélo-arabe, à la « crise post-vietnamienne » en Asie, et à Madagascar. Ces études particulières sont précédées d'un double exposé général : sur la position des socialistes français à l'égard du tiers-monde ; sur un projet d'une nouvelle organisation mondiale. (N° 19, mensuel, 22 F. - 12, rue Malherbe, Paris-9.)

■ C'est un « nouvel ordre économique », plus précisément : ses espoirs et ses dangers, qu'expose dans un livre le groupe de recherche d'ECONOMIE ET HUMANISME : nouvel ordre qui paraît lui-même à la fois éphémère et séculaire. (N° 23, mars-avril, bimestriel, 15 F. - 56, rue de Valenciennes, 63000 Caluire.)

■ Dans FUTURIBLES, les auteurs de « L'environnement, Europe et tiers-monde », paru dans le numéro précédent, apportent une conclusion — provisoire — à leur étude. Dans le même cahier, G.-L. Kuhn, directeur de recherche à l'École des hautes études, s'interroge sur le Portugal. (N° 5, hiver 1976, trimestriel, 22 F. - 10, rue Cornu, Paris-17.)

■ LA NOUVELLE CRITIQUE a réuni une intéressante « table ronde » avec des spécialistes qui font un bilan de l'actuelle situation linguistique en Afrique et examinent l'avenir des langues africaines. (N° 83, avril, mensuel, 18 F. - 2, pl. du Colonel-Fabien, Paris-19.)

■ ETUDES, par la plume de P. Gérard s.l., ancien rédacteur en chef d'un hebdomadaire satirique, actuellement responsable des programmes radiodiffusés en français par Radio-Vatican, publie un exposé approfondi sur les perspectives politiques de l'île et les structures de la société malgache. En outre, deux études parallèles sur les P.C. italien et français. (N° 87, avril, mensuel, 10 F. - 15, rue Montmartre, Paris-2.)

■ L'EUROPE EN FORMATION publie un important numéro où il est fait un large relevé des « repères » pour un fédéralisme européen. Les auteurs sont : J.-J. Delors, directeur de l'Institut d'études européennes, et J.-J. Delors, directeur de l'Institut d'études européennes. (N° 100-102, janvier-mars 1976, dix numéros par an, ce n° triple : 30 F. - 4, bd Casabianca, Paris-14.)

■ LA REVUE FRANÇAISE DES SCIENCES POLITIQUES publie avec son deuxième numéro. Contribution au bicentenaire des Etats-Unis : à propos du Watergate et des réactions des plus milieux et religieux que politiques, qu'il a provoqués. Hubert Gouinon écrit une maîtrise de « Dieu et l'Amérique ». Une étude de J.-P. Boivin sur l'Angleterre et l'Europe, autour du référendum britannique. (N° 2, avril, 26 F. - Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 27, rue Saint-Guillaume, Paris-7.)

■ Dans REPÈRES, cahiers du CEREIS : le schéma jouglaire et les multinationales françaises, première étude du CEREIS sur la place de la France dans le champ de l'impérialisme mondial. (Mars, mensuel, 8 F. - Edit. J. Mandrin, 5, rue Payenne, Paris-3.)

■ ESPRIT donne la première d'importantes extraits de l'Age de l'Antropogène, de P. Rousseton (à paraître au Seuil). Une contribution de E. Vincent au débat sur la « neutralité ou la culpabilité » de la science et de la technologie. Un exposé de G. Thull sur le débat nucléaire de Bruxelles : « Science, politique, foi ». (N° 4, avril, mensuel, 14,40 F. - 15, rue Jacob, Paris-6.)

■ Le n° 4 de la revue RELATIONS INTERNATIONALES, que dirige J. Freymond et J.-B. Duroselle, est entièrement consacré aux relations entre la politique intérieure et la politique extérieure. On remarque notamment les articles intitulés : « 1981 : l'année de la Tunisie » et « 1981 : l'année du Maroc », ainsi qu'une étude d'Edouard Noelle sur le reflet de l'opinion publique américaine dans la politique étrangère de Roosevelt à l'égard de l'U.R.S.S. entre 1941 et 1945. Cette revue est destinée à ceux qui ne manquent pas de lecture et d'attention : « Diplomatique ouverte et diplomatique ouverte », « l'impérialisme », et « l'Europe dans le monde ». Cette publication franco-anglaise est due à l'initiative de la Société d'études historiques des relations internationales (Genève) et de l'Institut d'études des relations internationales contemporaines (Paris-Neuilly-Sur-Seine). (Décembre 1975, quatre numéros par an, 22 F. - Librairie Solis, 1, rue de Médicis, 75006 Paris.)

■ Dans la perspective des élections présidentielles aux Etats-Unis, Alexander Cockburn et James Ridgeway esquissent dans la NEW YORK REVIEW OF BOOKS les grandes lignes de la nouvelle politique de l'énergie qui est en train de se mettre en place aux Etats-Unis et soulignent les avantages des candidats à la présidence à la lumière de leurs initiatives ou de leurs déclarations publiques. Brochant le débat en cours sur le prix du gaz naturel, les auteurs montrent que les grandes compagnies pétrolières, en faisant pression pour augmenter le prix du marché intérieur afin de rentabiliser la production de gaz synthétique à partir du charbon, ne se comportent pas différemment à l'égard des consommateurs américains qu'ils ne le font à l'étranger. (Vol. XXXI, n° 6, 15 avril, bimensuel, 75 cts. - 250 West 37 Street, New-York, N.Y. 10018.)

■ ISRAËL & PALESTINE annonce l'abandon de la publication de son édition en français, pour des raisons économiques. Elle sera remplacée par une « Lettre d'Israël et de Palestine » en français, couvrant chaque mois les principaux événements. L'édition internationale (en anglais) continuera de paraître régulièrement. Dans son dernier numéro, l'édition française consacre un long article à la politique américaine en Proche-Orient, faisant état d'un plan inspiré par la C.I.A. et visant à redéfinir les cartes au Moyen-Orient et à prélever l'éclatement du Liban. (N° 10-11-12, avril, mensuel, 22 F. - 130-140, 75003 Paris cedex 10.)

■ L'IMPACT, publié par l'UNESCO, a choisi pour thème de sa dernière livraison « Science et guerre », où divers auteurs envisagent la question dans la perspective d'un hypothétique désarmement. (Vol. 26, n° 1/2, janvier-avril, 22 F. - 2, place de Fontenay, 75006 Paris.)

■ La réforme des politiques traditionnelles de santé, pour les adapter aux besoins des populations du tiers-monde, est le thème principal des derniers CARTELS DE L'UNESCO, revue de l'UNICEF. (N° 33, janvier-mars, trimestriel, 6 F. - Palais Wilson, C.P. 11, 1201 Genève 14.)

■ RAISON PRESENTE publie les exposés et discussions d'un colloque sur le thème : « Marxisme et nationalisme ». (N° 37, trimestre 1976, trimestriel, 15 F. - 16, rue de l'Ecole-Polytechnique, Paris-6.)

■ LES CAHIERS DU GRIF consacrent un numéro au travail des femmes, où est dénoncé le mythe de l'égalité : salaire, condition, promotion, etc. Point de vue : « Les femmes, colonie intérieure ». (N° 11, avril, cinq numéros par an, 12 F. - 14, rue du Musée, 1000 Bruxelles. A Paris : « Parallèle », 17, rue Saint-Henri, 10.)

■ Un numéro de POLITIQUE ADJOUE-DT, présenté par Madeleine Rebérioux qui y a, par ailleurs, largement contribué : les « Antimilitarismes » — au pluriel. Des études, dans une histoire de trois quarts

de siècle — et davantage, avec les changements, vieille « tradition populaire » — débouchant de façon diffuse sur l'actualité qu'on suit. (N° de Janvier-Février, bimestriel, 17 F. - 14-16, rue des Petits-Bôtels, Paris-10.)

■ LES CAHIERS DE LA CINEMA-THEATRE consacrent un important numéro spécial à l'analyse de l'œuvre du cinéaste américain David Wark Griffith avec, en particulier, des textes de Guido Aristarco, Barthélémy Amigou, Marcel Oms et une minutieuse filmographie établie par Jean Mitry. (N° 17, trimestriel, 15 F. - Palais des Congrès, 65000 Perpignan.)

■ LES CAHIERS DU CINEMA proposent une perspective lecture du film « Jaws » (« Les Dents de la mer ») et des analyses de quelques films politiques récents : « La Cité », « L'Olivier », « Bonne chance la France », « La Spirale » et « Nationalité immigrée », suivies d'un riche entretien avec le réalisateur de ce dernier film : Sidney Rothman. (N° 285, avril 1976, mensuel, 10 F. - Passage de la Seine-Blanche, 75011 Paris.)

■ CA CINEMA publie, entre autres, une étude sur l'économie de la « nouvelle vague », une analyse très fouillée du film palestinien de J.-L. Godard « Ici et ailleurs », des réflexions sur l'œuvre de J.-M. Straub, et deux entretiens avec quatre cinéastes du désaccord : Technic, Bietz, Jaquet et Smilg. (N° 8, trimestre, 16 F. - 14, rue de l'Académie, 75015 Paris.)

■ FEUILLE FOLDE : à propos du film « Les Derniers Jours de la cavalerie », les rédacteurs de la revue se demandent s'il faut intervenir ou critiquer et expliquent longuement pourquoi, en définitive, ils choisissent l'intervention. Ils proposent des critiques négatives des films « Alouatta » et « Le Voyage des condamnés » et présentent une première description d'un film sur la Résistance réalisé par le collectif de la revue. (N° 3, trimestriel, 4,50 F. - Boite postale 16, 94001 177.)



# INCERTAIN PORTUGAL

(Suite de la première page.)

Mais, pour « gouverner seul » en toute tranquillité, il fallait que les socialistes aient la majorité à l'Assemblée de la République. Compte tenu du système électoral, ils devaient, pour ce faire, recueillir au moins 42 1/2 % des voix. Ils n'en ont eu que 35 %.

Si, comme il est vraisemblable, M. Mario Soares est désigné par le prochain président de la République pour former le gouvernement, il devra pratiquer, devant l'Assemblée législative, le difficile système des « majorités circonstancielles ». Le gouvernement « homogène » qu'il devrait former — et qui pourrait comprendre, à gauche, outre des ministres socialistes, des indépendants, situés à gauche et à droite du P.S., et, peut-être, des militaires — sera contraint de négocier en permanence. Il devra quérir tantôt à sa droite, tantôt à sa gauche, les voix supplémentaires qui lui seront nécessaires pour faire approuver son programme, pour faire passer les lois et voter le budget et, enfin, pour éviter les motions de censure.

M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C.P., a déjà annoncé que, pour sa part, il ne jouerait pas ce jeu-là. « Les socialistes vont-ils, les jours pairs, faire approuver les textes par le P.P.D., et les jours impairs par le P.C.P. ? », a-t-il ironiquement interrogé. Le P.P.D. et le C.D.S., pour leur part, ont annoncé leur opposition à un « gouvernement minoritaire », qu'ils considéraient antidémocratique par essence, et très dangereux dans le cas d'une démocratie aussi jeune et fragile que celle du Portugal. « Vous avez su ne pas être Kewanski, Sachaz, n'avez pas été Aliépé », a dit M. Freitas do Amaral au secrétaire général du P.S. Mais le leader du C.D.S.

a également annoncé qu'il pratiquerait une « opposition civilisée ».

M. Soares a annoncé, durant la campagne électorale, que les quatre années à venir ne seraient pas consacrées à « édifier le socialisme » au Portugal, mais à résoudre les problèmes concrets du pays. De leur côté, les leaders du P.P.D. et du C.D.S. ont assuré qu'ils n'entendaient pas remettre en cause, dans leur principe, les « acquis fondamentaux de la révolution » : la réforme agraire et les nationalisations. M. Freitas do Amaral a même déclaré qu'il ne souhaitait pas restaurer au Portugal un capitalisme qui y avait « fait faillite ». Le secrétaire général du P.S. devrait donc, théoriquement, avoir une certaine marge de manœuvre.

## La droite en progrès

En attendant, les états-majors ont commencé à éluder à l'ouïe les résultats des élections législatives. Imprévisible Portugal ! Après la tourmente qui, l'été et l'automne derniers, l'avait conduit au bord de la guerre civile, ce pays vient d'être une Assemblée législative qui ressemble beaucoup à la Constituante qu'il avait désignée une année auparavant pour le jour. Avant toute étude détaillée des résultats par parti ou par région, par-delà toute analyse prospective des solutions ouvertes par le scrutin, c'est en effet, la relative stabilité du corps électoral qui force l'attention.

Les deux principales formations du pays, qui sont également celles qui se situent au centre de l'échiquier politique — le parti socialiste et le parti populaire démocratique — gardent, et de loin, la première et la deuxième place. Elles ont enregistré l'une et l'autre un léger recul, de l'ordre respectivement de 3 et de 2,5 %.

Il estime que ses adversaires n'ont pas le choix. Le P.C. prendra-t-il le risque de s'illier au P.P.D. et au C.D.S. pour renverser les socialistes ? Ces trois partis formeront-ils, ensuite, un gouvernement commun ? A narquoisement demandé le secrétaire général du parti socialiste. Mais, dans ces conditions, le P.S. ne serait-il pas poussé à gouverner plus à droite qu'il ne le voudrait ? Et le parti communiste ne serait-il pas tenté de faire sentir dans les usines et dans la rue un poids qui ne lui serait pas reconnu au Parlement ? Ces questions ne viendront au premier plan de l'actualité qu'au début de l'été, lorsque sera formé le gouvernement. Elles n'en restent pas moins, d'ores et déjà, sur la solution des problèmes les plus immédiats, tels que le choix d'un candidat à la présidence de la République.

Si l'on admet qu'il y a actuellement deux camps au Portugal, il s'avère que 53 % des Portugais environ ont voté à gauche, soit, à peu près, 5 % de moins que l'année dernière.

On peut admettre, en première analyse qu'il y a eu un glissement de proche en proche. Un nombre appréciable de voix gauchistes, tout d'abord, se sont portées vers le P.S. pour « voter utile contre la réaction ». Même en tenant compte de ce phénomène conjoncturel, le nombre de révolutionnaires (P.C.P. et extrême gauche) a diminué depuis l'an dernier. C'est la traduction électorale de la réaction « anti-gauchiste » qui a culminé en juillet-août derniers parmi la population, et le 25 novembre sur le plan militaire.

Des calculs plus raffinés — tenant compte de la diminution du nombre de suffrages exprimés, mais aussi des votes blancs et nuls — montreraient que le P.S. et le P.P.D. ont, en réalité, perdu environ 10 % de leurs électeurs de 1975. En ce qui concerne le parti communiste, la situation est plus complexe. Il est en progression apparente de 2 % par rapport à l'an dernier. Si l'on effectue les corrections indiquées ci-dessus, ses gains sont un peu plus élevés. Mais un phénomène supplémentaire a joué : l'abstention. A ce scrutin, du Mouvement démocratique populaire héritier des anciennes commissions démocratiques électorales antifascistes, qui a appelé à voter pour le P.C. Les trois grands partis non communistes ont aussi assuré que les deux cent trente-cinq mille voix recueillies en 1975 par le M.D.P.-C.D.E. (soit 4,12 % des suffrages exprimés) devaient, en bonne logique, être décomptées de celles obtenues par le P.C.P.

Or de nombreux indices permettent de penser que dans plusieurs circonscriptions — et notamment à Braga, au nord, et à Faro, à l'extrême sud — le P.S. a bénéficié d'une bonne partie des voix du M.D.P.-C.D.E. Au parti communiste, un interlocuteur a admis devant nous que sa formation avait sans doute recueilli au moins la moitié des voix du M.D.P.-C.D.E. Ainsi le « courant communiste » aurait effectivement perdu un petit nombre d'électeurs depuis le 25 avril 1975. Symétriquement, les socialistes auraient perdu un peu plus de leurs électeurs de 1975 que ce que suggère une analyse superficielle des chiffres.

La lecture des résultats montre qu'il y a un certain glissement du centre de gravité politique du pays vers la droite. Mais le « raz de marée » conservateur, voire réactionnaire, que la plupart des observateurs avaient pronostiqué ne s'est pas produit. M. Freitas do Amaral a d'ailleurs lui-même reconnu — rare franchise ! — que les résultats de son parti, le C.D.S., n'étaient pas conformes à ce qu'il attendait.

Si l'on admet qu'il y a actuellement deux camps au Portugal, il s'avère que 53 % des Portugais environ ont voté à gauche, soit, à peu près, 5 % de moins que l'année dernière.

On peut admettre, en première analyse qu'il y a eu un glissement de proche en proche. Un nombre appréciable de voix gauchistes, tout d'abord, se sont portées vers le P.S. pour « voter utile contre la réaction ». Même en tenant compte de ce phénomène conjoncturel, le nombre de révolutionnaires (P.C.P. et extrême gauche) a diminué depuis l'an dernier. C'est la traduction électorale de la réaction « anti-gauchiste » qui a culminé en juillet-août derniers parmi la population, et le 25 novembre sur le plan militaire.

Un nombre important d'électeurs socialistes, d'autre part, ont voté pour le P.P.D. ou pour le C.D.S. Ce phénomène était attendu. L'année dernière, beaucoup de Portugais avaient, contre leurs sentiments conservateurs, voté socialiste. Ils y avaient vu le moyen le plus efficace de « barrer la route au communisme ». Ils ont, simplement, retrouvé cette année leurs familles naturelles. Enfin, de nombreux électeurs du P.P.D., dans le nord du pays notamment, ont voté pour le C.D.S. Ils ont affirmé ainsi qu'ils tiennent le parti populaire démocratique — membre de la coalition gouvernementale — pour responsable des difficultés actuelles du pays, dans le domaine économique notamment. En outre, tout permet de penser que la majorité de cent cinquante mille rapatriés du Mozambique et de l'Angola, qui s'étaient inscrits sur les registres électoraux depuis l'an dernier ont voté pour le C.D.S., seul parti qu'ils ne pouvaient pas considérer comme responsable de leurs malheurs, puisqu'il n'a participé à aucun gouvernement depuis la « révolution des œillets ».

## Un fossé entre le Nord et le Sud

UNE analyse plus détaillée des résultats permet de nuancer l'impression selon laquelle les Portugais ont, dans leur ensemble, manifesté un certain désenchantement envers le « processus révolutionnaire » engagé deux années auparavant. En effet, les électeurs se sont comportés de façon totalement différente selon qu'ils vivaient dans des zones où la « révolution » s'était traduite par des mesures concrètes, ou bien dans des régions qui, pour tout changement, n'avaient connu qu'un redoublement de la traditionnelle propagande menée par l'Eglise et les notables contre les rouges. Ainsi, l'Alentejo — cette grande plaine située au sud du Tage, où les immenses domaines appartenant à des propriétaires plus ou moins absents avaient été occupés et transformés en coopératives — a massivement voté pour le parti communiste. Ainsi encore, les habitants de la circonscription de Setúbal, dont la ranga septentrionale fait partie intégrante de la ceinture industrielle de Lisbonne — avec en particulier les chantiers navals de la Lisnave et de Setenave — ont également, cette année, donné la majorité au P.C.P.

Dans les deux cas, ce sont d'importantes « conquêtes révolutionnaires » qui étaient ainsi célébrées : le « régime agraire » et les nationalisations. Dépassant désormais le parti socialiste dans trois grandes circonscriptions où le prolétariat, rural et urbain, est majoritaire (Beja, Évora et Setúbal), le P.C.P. peut se présenter comme le parti ouvrier du Portugal. Il conteste ainsi les prétentions du P.S. sinon à lui ravir ce titre du moins à le partager avec lui. Un cadre du parti communiste a tiré pour nous cette conclusion : « Notre avance s'est surtout manifestée là où la révolution s'était concrétisée ». M. Marcelo Curto, secrétaire national du P.S., secrétaire d'Etat au travail, a confirmé, à sa façon, cette analyse. Il a, en effet, déclaré que l'avance du P.C.P.

s'expliquait par la « position cohérente de défense de la réforme agraire assumée par ce parti », alors que le P.S., emporté dans la coalition gouvernementale, n'avait pas appuyé ouvertement cette réforme.

Dans les circonscriptions du Nord, au contraire, où deux années de « processus révolutionnaire » n'ont pratiquement pas changé la vie quotidienne des Portugais, on constate une avance quasi générale de la droite la plus conservatrice. Dans cette région de minuscules exploitations agricoles, assez isolée du reste du pays, où l'Eglise catholique conserve une grande influence, le C.D.S. est partout en progrès. Ses gains par rapport à l'année dernière vont de 7 à 14 %, selon les circonscriptions. En revanche, le P.S. qui dans le Nord, est nettement le parti de la gauche, voit son score diminuer dans toutes les circonscriptions, sauf dans celles de Viseu, de Viana-do-Castelo, à l'extrême nord, et, curieusement, à Braga, capitale de l'intégrisme catholique portugais.

Ainsi le fossé qui sépare le nord du pays — où le P.C. a partout moins de 10 % des voix — du sud — où, sauf dans l'Algarve, le P.P.D. et le C.D.S. recueillent, chacun, également moins de 10 % des suffrages — s'est plutôt creusé à l'occasion de ces dernières élections. Lisbonne, située au centre du pays, et qui est l'endroit où se sont joués les épisodes politiques les plus « chauds » de la révolution, enregistre deux mouvements contradictoires : le P.C. y a gagné plus de trois points, et le C.D.S. plus de huit. Le P.S., en revanche, y est en baisse de 8 %. Néanmoins, comme dans les deux autres circonscriptions centrales, celles de Santarém et de Portalegre, les résultats obtenus par les quatre grands partis y sont plus équilibrés que dans le reste du pays, avec une sensible prédominance du parti socialiste.

A ce phénomène inquiétant pour l'unité nationale, les dernières élections ont apporté deux compensations. D'une part, le vote des « lies adjacentes » a été moins « autonomiste » que celui de l'année précédente. Le P.P.D., qui était l'agent de propagation du séparatisme aux Açores et à Madère, a subi une sévère défaite dans les deux archipels, perdant de 9 à 11 % de ses voix. Il demeure le premier parti dans les quatre circonscriptions insulaires. Mais le P.S., qui arrive en seconde position partout, a progressé de 5 à 12 %. Le mouvement autonomiste s'y était formé, en 1975, au fur et à mesure que le Portugal semblait évoluer vers l'extrême gauche, ce dont les habitants des îles portugaises de l'Atlantique — qui vivent du tourisme et, pour les Açores, des revenus que leur procurent les bases étrangères — craignent de supporter les conséquences. La « normalisation » du pays après le 25 novembre constitue l'explication la plus plausible du recul du mouvement enregistré aux Açores et à Madère le 25 avril dernier.

Il existe un autre facteur favorable à une meilleure cohésion du pays : la bonne implantation du P.S., malgré son recul dans les deux tiers des circonscriptions. Ce parti arrive encore en tête dans huit des dix-huit circonscriptions « continentales » — essentiellement dans le centre du pays — et notamment à Lisbonne. Il enregistre, en revanche, des progrès dans certaines zones septentrionales où il était assez mal représenté. Alors que les communistes le Centre démocratique et social et le Parti populaire démocratique enregistrent, dans leurs scores, des amplitudes considérables — de 1,5 % à 44,3 % pour le P.C., de 4,2 % à 32,1 % pour le C.D.S. et de 6,2 % à 57 % pour le P.P.D. — le P.S. obtient partout des résultats honorables, recueillant de 22,6 % à 44,7 % des voix. La formation de M. Mario Soares n'est pas devenue « le grand parti majoritaire » qu'elle ambitionnait d'être. Elle n'en demeure pas moins, dans les circonstances présentes, le meilleur ciment de l'unité nationale portugaise.

JEAN-PIERRE CLERC.

## A PERPIGNAN

## Les Amériques latines dans le miroir du cinéma

L'AVÈNEMENT du cinéma latino-américain comme élément spécifique du combat culturel pour la revendication d'une identité latino-américaine coïncide avec l'épanouissement du cinéma cubain dès 1963 et avec l'éclosion du cinéma novo brésilien. Des films nouveaux rejoignent soudain à l'arrière-plan la plupart des fictions précédentes : les prolifères cinématographies mexicaines et argentines qui dominaient le marché sud-américain se voient définitivement discréditées à cause de leur démarche folkloriste et de leur goût du compromis.

Le mérite principal du Festival de Perpignan aura été de le souligner. Il nous rappelle par ailleurs que de nombreux films étrangers, ayant l'Amérique latine pour objet, ont réconcilié dans le monde une image faussée de la réalité sud-américaine. En particulier, les réalisateurs de Hollywood considéraient généralement l'Amérique latine comme un décor exotique du cadre aventureux où ils installaient habituellement leurs fictions. Dès 1916, David W. Griffith établit dans *The Americano* le modèle narratif de bien des films qui abordent la vie politique en Amérique du Sud : un ingénieur des mines nord-américain (Douglas Fairbanks), dans une République tropicale d'opacité, contribue à renverser une dictature militaire abusive épousée par la fille du nouveau président et devient ministre de l'armée.

D'autres fictions hollywoodiennes attribuent aux hommes d'Amérique du Sud un comportement psychologique primaire : ils sont instinctifs, cruels, « machistes », superstitieux... Même lorsque des films illustrent des combats politiques importants, c'est pour mieux insister sur l'aspect anecdotique, folklorique, et réduire leur portée, leur sérieux. Dans *Viva Villa* de Jack Conway (1935), *Viva Zapata* de Elia Kazan (1932) et *Cauchio* (de Jacques Tourneur - 1932), le rôle des héros tient davantage à des raisons d'ordre sentimental, à un conflit amoureux, qu'à une prise de conscience politique. Les femmes sont d'ailleurs présentées comme des freins au progrès, ne rêvant que d'intégration sociale et d'ordre bourgeois ; les masses servent de prétexte à la fiction, elles sont méprisées sous-estimées, prêtes à suivre aveuglément des chefs charismatiques au projet politique confus.

Un seul film hollywoodien a su donner des combattants politiques sud-américains une description favorable. celui de John Huston, les *Insurgés* (1949), qui sacrifie aux règles du thriller, mais présente avec sympathie la préparation d'un attentat contre le dictateur de Cuba, Machado (1932), par un réseau clandestin de militants cubains.

Le festival permet de mesurer l'influence que ces films ont exercée sur le regard que les cinéastes américains allaient longtemps porter sur leur propre réalité ; il distingue toutefois l'impressionnisme positif que le travail de S.M. Eisenstein et de son opérateur Edouard Tissé dans *Que Viva Mexico* (1932) (œuvre inachevée dont nous vîmes les montages appropriés réalisés par Sol Lesser — Triomphe sur le Mexique, 1933 — et par Marie Seston — *Time in the Sun*, 1939) laissa sur le réalisateur mexicain Emilio Fernandez et son photographe Gabriel Figueroa, qui imitèrent les cadrages et le montage des Soviétiques dans des œuvres baroques comme *Maria Candela* (1943) ou *Economía* (1947).

C'est contre toute influence, contre l'impérialisme culturel, que le nouveau cinéma latino-américain semble se définir. Des œuvres comme Lucia

(de H. Solas - 1968), le *Sang du Condor* (J. Saulnier - 1968). Trois tristes tigres (de R. Ruiz - 1969), les *Dieux et les Morts* (de R. Guerra - 1970), la *Terre promise* (de M. Littin - 1971) ou *l'Esprit principal* (de J. Saulnier - 1974) contribuent à éliminer une dramaturgie nouvelle normée des traditions narratives vernaculaires, attentive aux mentalités populaires et à la mémoire collective. Ils élaborent en commun une autre histoire de leur continent qui tient compte du courage du peuple, de sa culture et de ses luttes.

Les cinéastes européens, surtout après la mort de Che Guevara et les événements chiliens, se sont intéressés à la problématique latino-américaine dans des films froidement politiques (*État de siège* de J. Sautou - 1974) ou à l'histoire de leur continent qui tient compte du courage du peuple, de sa culture et de ses luttes.

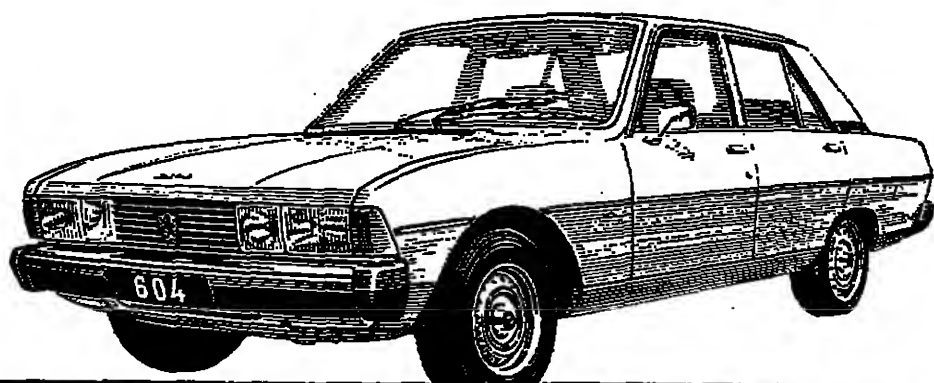
En filigrane, au cours des journées, l'œuvre du réalisateur classique argentin Leopoldo Torre-Nilsson, présent à Perpignan, était projetée et analysée. Elle illustre les modes de confrontation des autres films ayant déjà fait ressortir, que jusqu'en 1963-1965 les cinéastes sud-américains poursuivaient une carrière d'auteur, captivés par des modèles étrangers (dans le cas de Torre-Nilsson : Welles, Visconti et Bardem), faisant des problèmes psychologiques de quelques personnages en huis clos (*La Chute* de 1968, et *Solitaire* dix fois sept - 1962) sont caractéristiques de cette veine ; l'essentiel de leurs préoccupations. Si des problèmes directement politiques sont abordés (dans *Fin de fête* - 1968) ils sont traités dans les limites des mentalités d'une démocratie traditionnelle, propres à une mentalité citadine.

L'impact des nouveaux films latino-américains les tire cependant de leur tour d'ivoire ; Torre-Nilsson réalise alors des œuvres qui apparemment coïncident avec les préoccupations (soit historiques, personnages populaires, lottés pour l'indépendance, esthétique de la violence...) des auteurs de la nouvelle génération. Mais ses films (*Martin Pierre* - 1968, *La Tierra en armas* - 1976) reprennent en fait, en les aggravant, les structures des fictions d'aventures américaines : héros coupé du peuple ou conduisant le peuple, personnalisation de l'intrigue, narration à effets, goût du spectaculaire, racisme... et démontrent qu'en Amérique latine, comme ailleurs, le cinéma politique doit prendre source dans le militantisme de ses auteurs et leur culture populaire ; il ne relève jamais des opportunités carriéristes.

Il faut savoir gré aux organisateurs de ce premier Festival de Perpignan d'avoir présenté un programme dont la vocation anti-impérialiste n'étouffait ni l'humour ni la tolérance : ils ont osé présenter des œuvres entraînantes et nationales (parmi lesquelles l'incroyable canotier film anti-carriste *Commando à Cuba* de A.C. Gannaway - 1954), confiant à la maturité du public. Ils rappellent enfin que l'idéologie de l'impérialisme imprègne tous ses produits culturels, même les plus anodins comme les dessins animés, les documentaires ou les reportages. Ils sont de la sorte parvenus à faire d'un festival de cinéma un passionnant forum d'initiation à la lecture politique de tous les films.

I. R.

## automobiles PEUGEOT

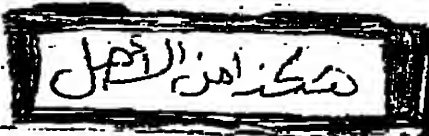


# SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :  
• aux Membres du Corps Diplomatique  
et des Organisations Internationales  
• aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT

26, RUE CAMBACÉRÈS • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peujoxa 280.426





## AFRIQUE DU SUD

Ayant dilapidé les fruits de sa politique de «détente»

### Pretoria doit s'efforcer de briser son encerclement par des régimes progressistes

**A** Kinshasa, le dernier carré des dirigeants du F.N.I.A. boucle ses valises. Le président du Front, M. Helden Roberto, se prépare à partir pour la Tunisie. Les dernières troupes de l'UNITA, qui continuent à recevoir une aide matérielle de l'Afrique du Sud et de certaines puissances occidentales, en particulier via la Zambie, sont adossées à la frontière zambienne dans l'extrême sud-est du pays. Mais on voit pas comment l'UNITA pourrait s'appuyer sur un appui populaire qui lui permettrait de sortir de son ghetto. La victoire du M.P.I.A. est acquise. De son côté, le Front de libération du Mozambique tient fermement la situation. L'accession au pouvoir de ces deux régimes progressistes à l'intérieur et anti-imperialistes à l'extérieur place l'Afrique du Sud dans une situation délicate.

Depuis 1973, Pretoria savait que les jours du colonialisme portugais étaient comptés. Ce facteur contribuait à lacer le gouvernement Vorster dans sa politique de «détente» qui n'était rien d'autre que l'adaptation de la politique étrangère sud-africaine à la nouvelle orientation de sa politique intérieure. Parlant des Bantoustans, M. John Vorster souhaitait établir avec eux «une politique de bon voisinage basée sur deux principes : l'indépendance politique et l'interdépendance économique». L'Afrique du Sud voulait appliquer les mêmes principes à ses relations avec les Etats voisins. Elle devait s'engager dans cette voie parce que le glacié portugais en Angola allait disparaître. Pretoria a toujours considéré le Zambie comme sa ligne de défense naturelle et le rio Save, qui traverse le sud du Mozambique, comme sa ligne de défense avancée. D'autre part, le maintien du système de l'apartheid limite le marché intérieur et subordonne la croissance économique sud-africaine à la conquête de marchés extérieurs.

Très vite, les Etats africains «modérés» ont saisi la main tendue par Pretoria. Puisque l'armée sud-africaine est invincible, estimait-on, il fallait éviter avec Pretoria toute confrontation armée qui, de toute façon, précipiterait l'Afrique australe dans le champ de l'effondrement des grandes puissances. En fait, la séduction qu'exerçait la force de l'économie sud-africaine auprès de ces régimes, tous intéressés au système économique occidental, étouffait leur opposition au régime de Pretoria, surtout si elle était d'abord justifiée par une solidarité raciale. Les succès de cette poli-

tique ont été tels que l'Afrique du Sud, peu à peu, gagnait son pari : diviser suffisamment l'Afrique pour paralyser toute menace sérieuse et pour élargir son espace économique.

Sous la pression de l'alle droite du parti nationaliste, fort de promesses américaines qui ne seront pas tenues, surestimant la force politique et le potentiel militaire du F.N.I.A. et de l'UNITA, Pretoria s'est lancée dans l'intervention en Angola parce que sa politique de «détente» lui paraissait suffisamment avancée pour bloquer toute riposte africaine. Avant même que cette dernière ne s'organise, l'intervention des troupes cubaines transformait en déroute l'expédition angolaise. La politique de «détente» a sans doute sombré dans ce fiasco.

**L**e mythe de l'invincibilité de l'armée sud-africaine s'est ainsi effondré, même si l'appui des troupes cubaines a joué un rôle primordial pour empêcher vite la déroute militaire. L'image que l'Afrique du Sud souhaitait donner d'elle-même — un pays africain comme les autres, désireux d'établir des relations normales avec les autres Etats de l'Afrique — a disparu pour révéler une puissance agressive et expansionniste. A tel point que tous les chefs de file de la coopération avec l'Afrique du Sud, dans les pays phoebés-Botswana, Bongo, Senghor, Tomba, Kaunda — ont affirmé que la «détente» ne pourrait survivre au désastre angolais. La position diplomatique de Pretoria est encore plus mauvaise qu'au début des années 70. Sa situation stratégique a elle aussi empiré.

La faiblesse des intérêts économiques sud-africains en Angola ne peut pousser Kaunda à modifier son hostilité à l'encontre de Pretoria. Par contre, la République populaire du Mozambique est obligée de tenir compte de sa dépendance, héritée de la période coloniale, à l'égard de l'Afrique du Sud. Mais les dirigeants du Frelimo ne cachent pas que la reconstruction nationale vise aussi à une indépendance complète par rapport aux circuits économiques occidentaux, et donc par rapport à leur centre le plus puissant en Afrique : Pretoria.

A l'est comme à l'ouest, l'Afrique du Sud est donc adossée à deux Etats qui lui sont résolument hostiles et qui veulent bloquer son expansion économique. La seule brèche par laquelle Pretoria peut éviter un encerclement total s'ouvre vers le nord à travers

la Rhodésie et la Zambie. Or les chances d'une solution négociée, donc de l'installation en Rhodésie d'un régime qui accepterait de négocier avec Pretoria, sont très faibles.

Quel que soit l'interlocuteur avec lequel le régime de M. Smith ou un quelconque des représentants de la minorité blanche conclurait un accord, aucune solution durable ne peut être trouvée sans l'aval du commandement militaire unifié de l'A.N.C. Les quatre chefs historiques du mouvement nationaliste — M.M. Nkomo, Sithole, Muzorewa et Chubbena — ont perdu la confiance des quinze mille combattants qui ont choisi une nouvelle stratégie : la guerre populaire prolongée. Ils veulent désormais une véritable révolution dont les méthodes et les objectifs sont très proches de ceux du Frelimo.

Cette évolution du conflit rhodésien illustre la conséquence principale de la déroute sud-africaine en Angola : la stratégie face aux régimes blancs

Par RENE LEFORT

d'Afrique a basculé. Les partisans des solutions négociées rangent leurs dossiers. A l'inverse, les partisans de la lutte armée intensifient leurs préparatifs quand ils ne sont pas déjà passés à l'action. Il leur est maintenant possible de s'infiltrer à travers 1 500 kilomètres de frontières communales avec un Angola dont le président Neto démolirait récemment : «Nous sommes désormais en mesure de contribuer à l'indépendance d'Afrique». Le Frelimo, l'A.N.C. et le F.P.M. sud-africain affirment : «Les victoires de l'Angola et du Mozambique commencent à sortir nos militants de l'impasse où les avait conduits la répression de ces dernières années». Il révèle aussi que l'entraînement des combattants s'intensifie et que le déclenchement de la lutte armée est proche.

An contraire, la Zambie et le Zaïre, qui étaient en Afrique australe les plus fervents partisans de la politique de «détente», sont acculés à la défensive. Après le «sommet» de Lusaka, le président Kaunda a été pour la première fois admis à la seule perspective qui s'ouvrait aux nationalistes rhodésiens était l'intensification de la lutte armée. L'Angola n'avait pas hésité un an plus tôt à recevoir officiellement en Zambie même le Dr Vorster pour arracher au régime de M. Smith des concessions qui

permettraient l'accession au pouvoir en Rhodésie des représentants de la bourgeoisie noire. Pourtant la prépondérance dans le mouvement nationaliste rhodésien de l'alle militaire de l'A.N.C., qu'une guerre prolongée ne peut qu'accroître, isolerait encore plus la Zambie de son futur économique sud-africain. Par contre, la Zambie a cédé aux pressions sud-africaines en continuant à soutenir l'UNITA, retardant ainsi une normalisation de ses relations avec l'Angola, qui conditions l'exportation du cuivre zambien. Le président Kaunda ne semble même plus avoir les moyens de s'en tenir à une politique cohérente.

**P**OUR la première fois depuis son accession au pouvoir, le président Mobutu a dû passer officiellement toute aide au F.N.I.A. et admettre que le seul mouvement représentatif du peuple angolais est le M.P.I.A. L'effondrement de l'économie zambienne, largement imputable aux dépenses que Kaunda a engagées dans ses opérations militaires en Angola et à la fermeture du chemin de fer de Benguela, ne laissait pas de toute façon une quelconque marge de manœuvre au régime de M. Mobutu. En échange de la Zambie, Kaunda s'est engagé à empêcher l'armée des opposants katangais réfugiés au nord-est de l'Angola de s'infiltrer au Zaïre. Mais déjà la guérilla s'étend dans les régions frontalières avec le Soudan et la Tanzanie. En fait, malgré une aide américaine accrue, le président Mobutu aura beaucoup de mal à se défendre de sa défaite dans l'opération angolaise, où il avait jeté tout son poids. Seule l'accession au pouvoir de personnalités «modérées» pourrait bloquer la radicalisation de l'opposition actuelle.

La division du continent africain face au régime de Pretoria pourrait être dépassée. La crise angolaise a démontré une fois de plus que, dans un conflit majeur, l'O.A.S. est incapable de surmonter ses divisions. Les régimes progressistes d'Afrique semblent donc avoir perdu leurs dernières illusions sur les capacités offensives de l'organisation africaine. Autour des anciennes colonies portugaises, les seules à avoir conquis leur indépendance par une guerre populaire prolongée, un front des pays africains pourrait se constituer. Une confrontation armée viendrait à bout du régime de Pretoria et en train de se constituer. Les premiers jalons en ont été posés lors de la rencontre de Conakry

où M. Fidel Castro a déclaré : «Si l'Afrique noire organise une armée multi-africaine pour régler une fois pour toutes son compte avec l'apartheid, la responsabilité en reviendra entièrement aux Sud-Africains». Cuba semble devoir jouer un rôle essentiel dans cette offensive, et pourrait être, au moins sur le plan matériel, l'intermédiaire indispensable du soutien des pays du bloc soviétique. La base arrière de cette offensive serait l'Angola, où rien ne laisse prévoir un départ rapide des forces cubaines qui y stationnent. On assiste donc à la renaissance d'une sorte d'O.S.P.A. (1) qui, après la fin des conflits dans le Sud-Est asiatique et la stabilisation en Amérique du Sud, concentrerait ses activités sur l'Afrique. Mais les différents Etats qui la composeraient ne semblent pas être d'accord sur la place respective qu'occuperaient dans ses luttes de libération nationale les forces intérieures et les aides extérieures.

L'Afrique du Sud a donc anéanti par son intervention angolaise l'acquis patiemment gagné dans sa politique de «détente». La crise politique interne va s'y aggraver entre les tenants d'un assouplissement de l'apartheid et les «durs» du régime dont l'intransigeance depuis vingt-cinq ans ne fait que s'accroître. L'inflation, aggravée par la baisse du prix de l'or et la hausse des dépenses militaires, va s'accroître. Pendant des marches limitées et des voies de communication, la production devrait continuer à décroître.

Pretoria, ayant perdu la manche militaire, va maintenant essayer d'influencer l'évolution en Angola et au Mozambique ; il s'agit de chercher d'abord à provoquer l'effondrement de l'économie, espérant ainsi déstabiliser le M.P.I.A. et le Frelimo une population qui dans sa majorité n'a découvert que très récemment les mouvements de libération. La crise atteignant son point culminant, Pretoria s'apprête alors un grand coup pour renverser ou diviser ces régimes radicaux et favoriser l'accession au pouvoir de factions plus modérées. Comptant sur l'énorme capacité d'intégration du système impérialiste, l'Afrique du Sud pense qu'elle pourrait alors, peu à peu, trouver des accommodements avec ces nouvelles autorités et regagner les positions qu'elle a perdues en Afrique australe.

(1) O.S.P.A. : Organisation de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, créée à l'initiative des autorités cubaines.

## UNE ETUDE SUR LA LITTÉRATURE ALGÉRIENNE DE LANGUE FRANÇAISE

### Textes profanes et parole sacrée

**A**LORS qu'à peine douze ans nous séparent de l'accession de l'Algérie à l'indépendance, il n'est pas facile de parler de la littérature algérienne. C'est pourtant cette gazerne qu'a tenté Charles Bonn dans un ouvrage qui propose une intéressante approche de cette littérature au triple plan de ses structures profondes, de ses rapports avec la politique et enfin de la relation qu'elle entretient avec ses lecteurs réels ou potentiels (1).

Prise entre ces trois pôles, la littérature doit trouver ce que Michel Foucault appelle son «existence éscarpée», et c'est sans doute au niveau de l'imaginaire que se déchiffrent le mieux les intentions réelles des écrivains algériens. C'est la raison pour laquelle l'auteur s'attache en premier lieu à définir, sous l'idéologie du discours social, les structures profondes de l'imaginaire créées articulées autour d'un certain nombre d'obsessions fondamentales : l'enfance, l'effacement de la terre et de la cité, la trahison des pères et enfin le combat contre la ville.

«Chez nous, l'enfance est un monde privilégié, remarque Kateb Yacine. Nous baignons dans un univers féminin. Les femmes se souvenant pas sont coupées du temps et racontent des histoires. Elles sont portées d'un monde éphémère fermé aux hommes à partir de douze à treize ans... Et pourtant, en dépit de cet attachement au jardin clos de l'enfance, la littérature algérienne est tout entière une littérature de l'effacement et du déracinement dans laquelle s'affrontent impitoyablement la fascinante cité des Européens et l'obsédante terre des ancêtres. A la terre, l'homme, le voyageur ou le passager clandestin associant au général l'homme de la mère et surtout d'une unité fermée sur elle-même, tandis que la cité irrégulière et étrangère devient le lieu de la quête problématique d'un père toujours fuyant et toujours absent.

Dérivée en refus, hostile ou familière, la ville est en effet l'une des dimensions essentielles du roman algérien, et l'approche que fait d'elle le colonisé est toujours lourde de condescendance : «Rêves de possession : d'occuper le lit, la table des colons, toucher dans le lit du colon, avec sa femme si possible» (Fanon). Mais en tant que lieu privilégié du regard étranger, la ville fou-

donne à la manière d'un piège dont il faut se méfier : «Se trouver face à une multitude de foules bruyantes aux ordres de la particularité, réjouissant, comme Kateb Yacine, s'il déjà été pris au piège quatre ou cinq fois, et à chaque fois le n'ai pas donné cher de ma peau».

A cet espace de la cité s'oppose celui de la mère, maison-caverne, ombre et silence. Mais la

grotte est aussi le séjour des ancêtres, et si la ville demeure toujours le lieu de l'altérité, l'espace maternel constitue par excellence le lieu de l'unité et de la paix des origines. Il faut bien cependant sortir de la caverne et basculer dans la lumière et la désorientation. Ce brusque franchissement qu'accompagne toujours la tentation de la fuite constitue pour le héros une des hantises les plus fortes de la littérature algérienne, car il s'agit d'un moment décisif qui prend les dimensions d'un véritable rite de passage après lequel tout retour est impossible. Au cours de son entreprise, le héros trouve appui auprès des vieillards dont la sagesse et la sérénité le conduisent à la rencontre des terribles ancêtres fondateurs qui, dans leur affrontement à la cité, atteignent parfois à la dimension tragique des dieux anciens immoies sur la scène urbaine.

**T**OUTEFOIS, si dans son passage de l'espace maternel vers l'espace ouvert des adultes l'adolescent des romans algériens entre parfois en contact avec l'ancêtre, jamais il ne rencontre le père. Pourtant la quête du père est l'une des constantes de cette littérature. Toute l'histoire de Medjah est celle d'une quête éperdue des pères par les quatre amis condamnés à une perpétuelle errance, comme des ombres sans racine. Mais, de même qu'ils nient l'identité des pères, les autres (c'est-à-dire les Européens) ont supprimé le père, quand ils ne l'ont pas réduit à une existence humiliante : «Du jour où le Français est entré dans ce pays, plus aucun de

nous n'a eu de vrai père. C'était lui qui avait pris sa place, c'était lui le maître. En les pères nous n'avons plus eu que des reproducteurs. Ils n'ont plus été que les violateurs et les engrosses de nos mères, et ce pays n'a plus été qu'un pays de bâtards».

Ainsi la quête du père est-elle le plus souvent vaine, car, ou bien il est absent, ou bien il a trahi. A l'époque coloniale, c'est surtout ce

deuxième aspect que l'on retiendra : «Les hélières des preux se vengeaient dans les bras des demi-mondaines ; ce furent des agapes, des fradaines de vaincus, des tables de jeu et des passages en première classe en direction de la métropole...» Ainsi, quand les fils se révoltent, leur première victoire est souvent remportée sur le père : les pères de Medjah se réfugient à la mort, «garage de la mort lente», ou Lakhdar vient les angars. Souvent même les fils ont tué le père et se sont adonnés à l'écriture, à l'écriture-fondateur : grâce à cette création de l'imaginaire collectif, la communauté peut en effet s'inventer une revanche fictive, transformant en victoire mythique un échec réel. L'écriture ajoute à cette création mythique une dimension supplémentaire, celle d'une réponse possible à sa quête d'identité alors que le père fait défaut : «Il peut désormais se regarder comme un enfant trouvé ou adopté, auquel on vraie famille, royale bien entendu, ou noble, ou puissante en quelque façon, se révèle un jour avec éclat pour le mettre enfin à son rang».

Mais, pour les écrivains exilés, pour ceux que l'indépendance n'a pas satisfait, ceux qui créent à la révolution conquise, le fondateur lui-même a trahi une fois sa vocation : «Le fondateur, notre chef clandestin ? Le voleur qui bombe le tonne et narque les sorciers», disait déjà Kateb Yacine en 1956. Ainsi le père, l'ancêtre ou Dieu lui-même se débrouille au moment où on croyait les rejoindre. Et la longue marche vers la caverne, la longue vie en creux des fils dans l'attente du père s'effrite lentement et même culpabilisante. Allé soumettant le père, quand il ne l'a pas tué, les villages des apothésis : «L'époque héroïque de la chevalerie est définitivement révolue ; celle des technocrates, des comptables et des marchands de tapis commence».

**C**EPENDANT, si l'écriture a pour fonction de traduire l'imaginaire, il est aussi amené à une position, à se définir par rapport à l'idéologie et même à en élaborer les grandes lignes, soit pour lutter contre le colonialisme, soit pour prendre part au processus révolutionnaire déclenché par la guerre de libération nationale. La littérature algérienne de langue française a d'abord été en effet une arme, conçue sous la forme d'une réponse à la phraséologie négative du colonialisme, et c'est donc tout naturellement que, l'indépendance une fois acquise, elle a continué à exercer un rôle idéologique. Toutefois, dans son sonnet d'efficacité,

l'idéologie a trop souvent tendance à se transformer en discours social, c'est-à-dire en norme. Elle suscite alors des textes en général médiocres et cherche à récupérer toute la littérature qui s'est faite à son insu ou avant son apparition.

Il est hors de doute que, comme dans la plupart des pays du tiers-monde, la littérature algérienne traverse une crise dont une des causes fondamentales doit être recherchée dans une série de malentendus cristallisés autour de la notion ambiguë d'engagement. S'il est normal en effet que la littérature se prononce sur les problèmes de l'heure ou combatte contre eux, il n'est pas normal, à l'heure des dirigeants, de confondre l'engagement personnel de l'écrivain avec la pure et simple propagande. D'où la bonade déshabillée de Kateb Yacine : «Quant aux artistes, nous n'en avons pas vu un seul».

Reste à déterminer malgré tout quel est l'impact réel de la littérature algérienne sur le public auquel elle s'adresse désormais en priorité. Question difficile dans la mesure où l'acte de lecture se laisse difficilement réduire à des explications rationnelles, mais à laquelle une enquête approfondie permet cependant d'apporter d'appréciables éléments de réponse. Les analyses auxquelles se livre l'auteur ne pouvant trouver place ici, nous retiendrons de cette enquête cinq conclusions :

- 1) La littérature algérienne de langue française touche une minorité de «classe», en majorité citadins ;
- 2) Les femmes sont peu concernées par le problème ;
- 3) Le choix de la langue française apparaît lié au désir de modernité et de liberté individuelle ;
- 4) La lecture est perçue comme un acte sévère ;
- 5) Les lecteurs réclament une littérature authentiquement nationale qui aborderait les problèmes politiques, les problèmes de la femme et de la famille et enfin le problème du couple et la situation de la femme dans l'Algérie et le Maghreb d'aujourd'hui.

Si l'on en croit l'auteur de cette étude, la littérature algérienne reste un phénomène marginal en raison de son caractère sévère et élitiste, mais surtout dans la mesure où l'idéologie actuelle semble vouloir la restreindre et l'enfermer dans une fonction commémorative et ethnographique. Or le public est avide de nouveauté ; il attend de l'écrivain qu'il désigne ce qui est confusément ressenti comme une force dont il est dangereux de parler.

En réalité, il est permis de penser que, par-delà le contenu de la littérature, c'est l'objet littéraire lui-même qui fait problème dans un pays à forte tradition orale comme l'Algérie. On peut donc se demander, ainsi que le suggère Jean Duviols, si le refus des écrivains de nommer certains états ne provient pas du fait que la langue française reste le lien par excellence de la laïcité, dans un monde où la Parole appartient encore pour une grande part au registre du sacré.

(1) Charles Bonn, *La Littérature algérienne de langue française et ses lectures*, Ed. Beaumont, Sherbrooke, Québec, 1974, 256 pages, 7 dollars.

**ETUDIANTS ET ADULTES**  
**« DISCOVER THE AMERICAN WAY OF LIFE »**  
 4 SEMAINES DANS UNE UNIVERSITE AMERICAINE  
 1<sup>er</sup> juillet - 29 juillet  
 An Intensive English Programme  
 Socio-Cultural and Socio-Economic Studies  
 Activités récréatives et sportives sur le campus.  
**INSTITUT DE RECHERCHE EN EDUCATION**  
 80, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS.  
 Tél. : 548-10-94 ou 548-20-03 (le soir).



# LE TCHAD, PAYS DIVISÉ

## Une "indépendance" qui se conquiert

Éleveurs et paysans ont payé un lourd tribut à l'administration néocoloniale. Leur révolte coïncide souvent avec les objectifs du FROLINAT.

Reportage de DIDIER BAUSSY \*



COMBATTANT DU FROLINAT DANS L'ENNEMI  
Un terrain propice à la guérilla.

LE 21 avril 1974, Mme Claustre, une archéologue française, M. Marc Combe, un agent de la Mission de réforme administrative (organisme créé par la France pour réorganiser l'appareil administratif tchadien et dont le directeur, M. Pierre Claustre, est le mari de l'archéologue), le docteur Shawen, un médecin allemand, neveu par alliance de l'ancien président Heine- mann, sont enlevés à Bardai dans le Tibesti, dans l'extrême nord du Tchad, par un groupe de rebelles. Au cours de l'attaque de la mission dirigée par le médecin allemand, l'épouse de ce dernier et deux officiers tchadiens sont tués.

Un peu plus d'un mois et demi plus tard, le 12 juin, le docteur Shawen est libéré après que des négociateurs envoyés par le gouvernement de Bonn eurent versé aux rebelles une rançon de 5 millions de francs et accepté de faire diffuser un communiqué dans lequel ils exposaient leurs revendications.

Mme Françoise Claustre et M. Marc Combe, citoyens français, subirent un autre sort. Considérés par leurs ravisseurs comme « prisonniers de guerre », ils vont être l'objet d'une négociation beaucoup plus compliquée. Un an plus tard, les deux Français étaient toujours prisonniers au Tibesti, l'« affaire Claustre » éclate au grand jour, à l'initiative du mari de l'archéologue. Ce qui n'aurait pu rester qu'un « fait divers » devient une affaire politique qui met en lumière la nature des relations entre la France et l'une de ses anciennes colonies.

En négociant directement avec les rebelles du Tibesti, le gouvernement français a fait peu de cas de la souveraineté d'un État dont les frontières avaient été dessinées par la France (1) et qui avait reçu sa Constitution de la France. En refusant de livrer des armes à Missène Habré, ce même gouvernement a cherché à ménager son système d'alliances avec ses anciennes colonies. Son attitude ne fut tempérée que par le souci de préserver les avantages qu'il retire de sa politique dans cette partie de l'Afrique.

Les résultats de cette politique furent lourds de conséquences. N'Djamena dénonça les accords de coopération avec la France et demanda le départ des troupes françaises qui stationnaient au Tchad. La France se voyait ainsi imposer des limites à l'utilisation de bases militaires qui lui étaient surtout indispensables pour le ravitaillement de Djibouti.

Les négociations reprises par les Tchadiens pour la libération de Mme Claustre (M. Marc Combe avait pu fuir accompagné de ses ravisseurs début juin 1975) n'eurent pas plus de succès que celles qui avaient été conduites par les Français. Et le véritable problème qui se posait aux dirigeants tchadiens n'était pas celui de la libération de Mme Claustre, mais celui de la libération du territoire du Tchad, et dont les rebelles du Tibesti n'étaient qu'une faction dissidente.

Depuis dix ans, le Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) lutte contre le pouvoir issu de la décolonisation et de l'« indépendance » pour faire aboutir un programme politique qui s'oppose à toutes les formes du néo-colonialisme et qui prévoit l'édification d'une société socialiste.

Le FROLINAT est né le 22 juin 1966 à Nyala, au Soudan, de la réunion, dans une organisation politique et militaire, d'un certain nombre de mouvements et de partis d'opposition au régime du président Tombalbaye. Le premier secrétaire général du Front, Ibrahim Abatcha, représente l'Union nationale tchadienne (U.N.T.), le parti progressiste qui avait, en 1958, préconisé le « non » au référendum constitutionnel proposé par le général de Gaulle. L'U.N.T. avait été interdite en 1962 et ses dirigeants emprisonnés par le président Tombalbaye.

### Premières dissensions

PEU de temps après la formation du Front, la direction d'Ibrahim Abatcha est contestée par le représentant du Mouvement national de libé-

ration du Tchad (M.N.L.T.), Mahamat Moussa, qui estime que la direction du Front doit lui revenir, sous prétexte que sa formation est numériquement plus importante et qu'il a déjà organisé au Ouaddaï un foyer de lutte armée.

Ainsi, aux premières heures de son existence, se manifestent à l'intérieur du FROLINAT des tensions entre les différentes tendances qui s'étaient réunies dans le but de renverser le régime de Fort-Lamy. Aux nationalistes progressistes qui veulent étendre la lutte de libération à tout le pays en combattant le néo-colonialisme s'opposent les représentants de tendances qui font valoir un point de vue régionaliste ou religieux. Mahamat Moussa se retire du Front quelques mois après sa formation. Jusqu'à son ralliement au régime de N'Djamena, en octobre 1975, il combattait épisodiquement les forces gouvernementales, mais aussi parfois les combattants du FROLINAT ; son action, cependant, ne dépassera jamais les frontières du Ouaddaï et ses forces seront toujours limitées à quelques petits groupes armés. Quelques années plus tard, après la mort, au cours d'un accrochage, d'Ibrahim Abatcha en 1968, Abba Siddick étant devenu secrétaire général du Front, l'éviction de Baghalani, un chef musulman qui avait été, lui aussi, un des fondateurs du Front et qui combattait pour des motifs essentiellement religieux, signifie bien la volonté des dirigeants du FROLINAT de ne pas se laisser déborder par des éléments fanatiques.

Ces dissensions furent exploitées par les autorités françaises et tchadiennes. En effet, en leur donnant une importance qu'elles n'avaient pas, elles purent affirmer que la rébellion était le fait de « soulèvements de tribus », de « voleurs de bétail » ou encore de « fanatiques religieux armés par l'étranger », et surtout pas d'une organisation politique qui combattait pour renverser non seulement le régime de Fort-Lamy, mais aussi le système néo-colonial qui le soutenait.

L'intervention française et son inefficacité démentiront ces assertions.

Idriss, le chef d'état-major des F.P.L., qui fit pour nous le point de la situation militaire du FROLINAT :

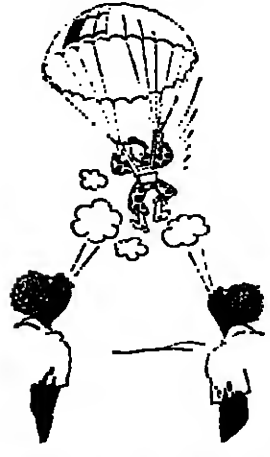
« Au nord, nous a-t-il dit, nous contrôlons l'Ennedi et la plupart des zones qui l'entourent, ainsi que les provinces du Biline et du Ouaddaï, jusqu'à Salamet. Au centre, les provinces du Batha et du Guera. À l'ouest, l'essentiel du territoire du Chari-Baguirmi, à l'exception de la capitale. Au sud, nous ne contrôlons pas la Lagone occidentale, ni la Lagone orientale, ni la Mayo-Kebbi. Dans le Sud, nous ne possédons pas de camps dans toutes les régions, mais nous avons de nombreux agents qui préparent le terrain sur le plan politique. Il se fait peu à peu qu'on y trouve de nombreuses bases militaires françaises. Il se va de même pour le Kanem, pour lequel nous avons établi un plan militaire en vue d'y étendre notre contrôle et de faire communiquer avec les régions qui nous sont acquises.

— Qu'entendez-vous par « contrôler » une région ?

« Nous ne disposons pas d'installations fixes à proprement parler, mais, dans chaque région, nos forces armées s'installent dans des camps qui ne restent jamais plus de trois ou quatre mois à la même place. Cette mobilité est commandée par notre tactique militaire, mais elle permet aussi un brassage des combattants et des populations.

Le FROLINAT contrôle-t-il ainsi plus de la moitié du territoire et près de 40 % de la population du Tchad ? Plusieurs indices donnent crédit à ces affirmations. Tout d'abord, les dirigeants du Front et Mahamat Idriss ont proposé de faire accompagner des observateurs dans les zones contrôlées, invitation que nous-même avons déclinée pour des raisons d'emploi du temps. Ensuite, dans les camps que nous avons visités dans l'Ennedi, nous avons rencontré des combattants qui venaient de la plupart des régions du Tchad. Presque tous nous ont dit s'être engagés dans les rangs du FROLINAT après avoir rencontré des bandes rebelles qui opéraient près de leurs villages. Enfin, tous les témoignages de voyageurs qui se sont rendus ces dernières années au Tchad concordent pour affirmer qu'en dehors des régions de la zone cotonnière à l'ouest du Chari, des environs immédiats de la capitale et du Kanem, il est impossible de circuler dans le pays sans escorte militaire.

En progressant dans son contrôle politique du pays, le FROLINAT vise un objectif que ni le colonisateur ni le régime post-colonial n'ont atteint : réaliser au Tchad l'unité nationale. Y arrivera-t-il dans ce pays artificiellement façonné par la colonisation et qui reste fortement divisé ?



En 1969, l'armée française intervenait donc pour liquider les rebelles tandis que, pour supprimer les « causes de la rébellion », des experts français (pour la plupart d'anciens militaires) développaient un programme de réformes administratives, surtout destiné à rallier les chefs tradition-

nels dont l'autorité avait été supprimée par le président Tombalbaye. L'intervention française sous cette double forme fut un échec : les quatre mille hommes du corps expéditionnaire, malgré leur équipement de lutte antiguérilla, n'arrivèrent pas à enrayer la rébellion. Bien sûr, le FROLINAT fut durement touché, ses camps fixes furent détruits par les raids aériens, et il subit de nombreuses pertes. Mais la présence étrangère ranima les souvenirs de la colonisation et poussa de nombreux paysans à rejoindre ses rangs, donnant à ses dirigeants de meilleurs arguments pour faire valoir leur cause auprès des pays qui étaient susceptibles de les aider. Ainsi, le gouvernement algérien, qui savait par expérience ce que représentait une intervention armée de la France, et les pays qui avaient soutenu le F.L.N. renforcèrent-ils leur soutien au FROLINAT.

Quant à la Mission pour la réforme administrative (M.R.A.) (2), si elle put opérer dans les zones où la rébellion n'agissait pas encore, elle eut beaucoup de difficultés à travailler dans les zones touchées.

En 1971, l'intervention militaire française cessait « officiellement ». Malgré les démentis des autorités, on peut affirmer que l'armée française est intervenue directement par la suite, surtout en apportant l'aide de son aviation à l'armée tchadienne, dans laquelle servaient par ailleurs, « sous uniforme tchadien », deux cent cinquante militaires français. Faut-il rappeler que la garde nationale et les services de renseignements tchadiens étaient commandés par un officier français, le commandant Gouvenot ?

Un groupe de combattants du FROLINAT nous a mené jusqu'à Am-Djarras, dans le Biline, où se déroulèrent encore en novembre 1974 de vic-

\* Réalisateur du film *Le Tchad des rebelles* (Agence française d'images, 26, rue de l'Étoile, Paris).

## La persistance de la rébellion

lents combats entre l'aviation française et les troupes du Front. Les parois de la montagne, creusées dans cette région d'innombrables grottes, laissent voir en de nombreux points des traces de mitrailleurs aériens. On nous a montré des éclats d'obus, de roquettes et aussi une bombe qui n'avait pas explosé.



Géographiquement, le Tchad est divisé en quatre régions d'innombrables grottes, laissent voir en de nombreux points des traces de mitrailleurs aériens. On nous a montré des éclats d'obus, de roquettes et aussi une bombe qui n'avait pas explosé.

lents combats entre l'aviation française et les troupes du Front. Les parois de la montagne, creusées dans cette région d'innombrables grottes, laissent voir en de nombreux points des traces de mitrailleurs aériens. On nous a montré des éclats d'obus, de roquettes et aussi une bombe qui n'avait pas explosé.

lents combats entre l'aviation française et les troupes du Front. Les parois de la montagne, creusées dans cette région d'innombrables grottes, laissent voir en de nombreux points des traces de mitrailleurs aériens. On nous a montré des éclats d'obus, de roquettes et aussi une bombe qui n'avait pas explosé.

lents combats entre l'aviation française et les troupes du Front. Les parois de la montagne, creusées dans cette région d'innombrables grottes, laissent voir en de nombreux points des traces de mitrailleurs aériens. On nous a montré des éclats d'obus, de roquettes et aussi une bombe qui n'avait pas explosé.

lents combats entre l'aviation française et les troupes du Front. Les parois de la montagne, creusées dans cette région d'innombrables grottes, laissent voir en de nombreux points des traces de mitrailleurs aériens. On nous a montré des éclats d'obus, de roquettes et aussi une bombe qui n'avait pas explosé.

lents combats entre l'aviation française et les troupes du Front. Les parois de la montagne, creusées dans cette région d'innombrables grottes, laissent voir en de nombreux points des traces de mitrailleurs aériens. On nous a montré des éclats d'obus, de roquettes et aussi une bombe qui n'avait pas explosé.

L'objectif visé par les troupes gouvernementales aidées par l'aviation française était le camp où se trouvait l'état-major des Forces populaires de libération (F.P.L.), l'armée du FROLINAT.

Quelques mois après ces combats, nous rencontrâmes dans un camp de l'Ennedi, où s'entraînaient près de trois cents hommes, Mahamat

## Une mosaïque d'ethnies

C'est la région traversée par les grands nomades sahariens. Dans les oasis du Tibesti et de l'Ennedi, quelques populations ajoutent au nomadisme des activités semi-sédentaires. Ainsi, les Toubaux vivent une partie de l'année d'une agriculture essentiellement axée sur le palmier dattier et d'un petit élevage de moutons et de chèvres.

Sur ce découpage en régions climatiques, il faut superposer un découpage selon les groupes ethniques, bien plus complexe. Plus d'une centaine de langues sont parlées au Tchad, et cela rend bien compte des particularités culturelles et ethniques qui font de ce pays une mosaïque de micro-sociétés souvent très indépendantes les unes des autres.

Cependant, l'implantation de l'islam sur la plus grande partie du territoire a eu pour conséquence la diffusion de l'arabe comme langue véhiculaire. Aujourd'hui, sans aucun doute, l'arabe tchadien est la langue la plus répandue dans le pays. Cette diffusion de l'arabe véhiculaire explique la pénétration relativement modeste du français, qui n'a pu servir d'outil centralisateur et unificateur au service du nouvel État. Ainsi, bien que le français soit la langue officielle, moins de 10 % de la population peut l'employer pour s'exprimer (3).

### Éleveurs et agriculteurs

LA population du Tchad peut donc être partagée en deux groupes sensiblement d'égale importance. D'un côté, les populations islamisées et, de l'autre, les ethnies animistes, parmi lesquelles la colonisation a fait de nombreux chrétiens.

Les deux groupes se distinguent aussi par leurs activités économiques. Si les islamisés de la région sahélienne sont à la fois agriculteurs et éleveurs, en général, dans les autres régions où ils vivent, l'activité principale de leur groupe est l'élevage (4). Les animistes, quant à eux, sont, dans leur immense majorité, des agriculteurs. L'élevage

d'ailleurs leur est interdit par la trypanosomiose qui sévit dans la plus grande partie des territoires qu'ils occupent.

Il existait traditionnellement entre les éleveurs et les agriculteurs des liens fondés sur l'échange de leurs produits. Ces relations n'étaient pas toujours pacifiques, surtout à l'époque où la capture des esclaves était une entreprise très rentable. Cela peut expliquer en partie l'attitude différente de chaque groupe face au colonisateur : les agriculteurs, en général, acceptèrent avec une relative docilité la présence de l'étranger, et nombreux furent même parmi eux ceux qui adoptèrent la religion de l'homme blanc. Au contraire, les nomades et les agriculteurs-éleveurs islamisés, surtout quand ils étaient organisés en fédérations, opposèrent une résistance farouche à la pénétration coloniale, et il fallut une succession de campagnes très meurtrières pour que l'ensemble du pays fut enfin pacifié en 1920 (5). Une fois terminée la pacification, la « mise en valeur » du pays pour le compte de la puissance coloniale allait pouvoir commencer. Les agriculteurs en furent les premiers bénéficiaires — ou plutôt les premières victimes — quand il fut décidé que le Tchad serait producteur de coton.

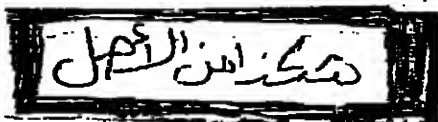
(1) A la suite de la convention franco-anglaise du 21 mars 1890 (un an après Fachoda), qui établissait la souveraineté française sur le Kanem, le Baguirmi et le Tibesti.

(2) M. Pierre Claustre en a été le directeur de 1972 à mars 1974. Son dernier représentant a quitté le Tchad en janvier 1976.

(3) Ce fait a d'ailleurs fini par être admis par le pouvoir central quand, en février 1975, il a été décidé que le passeport tchadien ne serait plus seulement rédigé en français mais aussi en arabe.

(4) Il faut aussi signaler l'existence, dans les villes du Sud, de colonies importantes d'artisans et de commerçants musulmans qui tiennent une place importante dans la vie économique.

(5) Le BET restera sous administration militaire française jusqu'en 1965, c'est-à-dire cinq ans après l'indépendance du Tchad.







## Les ravages de la culture du coton

L'introduction de la culture commerciale du coton au Tchad (comme, dans d'autres pays d'Afrique, l'introduction de l'arachide, du café ou du cacao) permettait de monétiser le système d'échanges qui, traditionnellement, fonctionnait sur le principe du troc, et de transformer le paysan en contributeur tout en ouvrant le marché africain aux produits européens. La vie de la plus grande partie de la population en fut dramatiquement transformée, car très vite les cultures commerciales se sont trouvées en concurrence directe, pour le même sol, avec les cultures vivrières. Plus la culture du coton s'étendait, et plus il était difficile pour les populations de s'approvisionner en produits vivriers, à tel point que lorsque la sécheresse atteignait la zone sahélienne (1969-1974), les populations ne purent pas s'approvisionner dans les régions du Sud qui, elles, n'avaient pas été atteintes. Et la disette se transforma en famine (6).

L'introduction de la culture du coton a ainsi progressivement accentué la division entre agriculteurs et éleveurs en les classant dans leurs types d'activité et en supprimant les échanges économiques qui les reliaient. Elle a aussi procuré à l'Etat nouvellement formé une classe politique liée aux intérêts de la puissance coloniale.

Venue au pouvoir après l'indépendance, cette classe politique, née dans les écoles primaires des régions cotonnières (7), a continué docilement la politique économique de l'ex-colonisateur, toujours pour le profit de ce dernier. Bien sûr, elle en a tiré pour son propre compte de nombreux avantages et l'assurance d'être protégée, tandis que le sort de l'immense majorité de la population subissait la pression de plus en plus intolérable de l'impôt et avait de plus en plus à craindre les abus d'une administration qui s'identifiait à la classe dirigeante.

### Le rôle de l'impôt

CETTE dégradation de la condition des paysans apparaît d'une façon éclatante lorsque l'on rapproche l'évolution du prix du coton, payé au producteur par la COTONFRAN, puis par la COTONCHAD, de celle du montant de l'impôt de capitation exigé pour les adultes de plus de quinze ans. Ainsi, en 1929, le prix payé au producteur de coton était de 1 franc par kilo et le montant de l'impôt de 5 à 10 francs par an : il était donc nécessaire de produire entre 5 et 10 kilos de coton pour payer l'impôt d'un individu. En 1944-1945, le prix d'achat du coton était passé à 2,25 francs et le montant de l'impôt à 55 francs : il était donc nécessaire de produire 25 kilos de coton pour payer l'impôt. En 1960, le producteur recevait 25 F par kilo de coton mais devait payer 1.000 F d'impôt, soit produire 40 kilos de coton. En trente ans (de 1930 à 1960), si le prix payé au producteur a été multiplié par 25, le montant de la pression fiscale a été multiplié par 100. Après l'indépendance, l'augmentation de la pression fiscale par rapport au prix du coton payé au producteur s'est poursuivie. Et, en 1970, l'agriculteur devait payer 1.250 F d'impôt, alors que le kilo de coton lui était payé 26 F par la COTONFRAN (8).

L'impôt est bien le moteur du système d'exploitation du paysan : le seul moyen dont ce dernier dispose pour se procurer l'argent d'un impôt qui sans cesse augmente est d'augmenter sans cesse sa production de coton. Pour ce faire, il doit délaisser ses cultures de subsistance et se procurer, en les achetant, les vivres qui lui sont nécessaires et qu'il ne peut plus produire. Il devient alors la proie de tous ceux qui, spéculateurs et usuriers, détiennent le pouvoir de l'argent.

L'impôt était étendu aux agriculteurs ne produisant pas de coton et aux éleveurs. De ce fait, ces derniers furent encore plus exploités dans la mesure où pour eux s'ajoutait à l'impôt de capitation une taxe sur les bovins et les ovins (9).

### La résistance ou la fuite

CETTE mesure touche l'activité traditionnelle la plus importante du pays et frappe près de la moitié de sa population. Mais les éleveurs n'acceptèrent pas passivement cette contrainte imposée par un pouvoir qu'ils avaient toujours refusé, qu'il soit colonial ou issu de l'indépendance. Ils furent ou résistèrent en prenant les armes. Les nomades arrivaient tout bien que mal à échapper aux contrôles des fonctionnaires. Les éleveurs, qui étaient également des agriculteurs fixés à la terre, s'opposèrent sur place aux envoyés du pouvoir central chargés de les recenser et de collecter l'impôt, et qui se signalèrent souvent par leurs maladroites et leur cupidité.

Car les mœurs de l'autorité administrative avaient bien changé depuis l'indépendance. L'administration française, au temps de la colonisation, assurait la collecte de l'impôt avec rigueur, mais aussi, la plupart du temps, avec équité. Les percepteurs de la nouvelle administration vont se livrer à d'innombrables abus, n'hésitant pas, par exemple, à percevoir l'impôt pour leur propre compte, plusieurs fois par an chez les mêmes contribuables, bien souvent avec la complicité des autorités locales et des forces de l'ordre. La révolte des éleveurs et des agriculteurs-éleveurs islamisés contre les collecteurs d'impôt venus pour la plupart des régions arabiques du Sud-Est pouvait, en se généralisant, se transformer en

une guerre à caractère tribal et religieux, comme ce fut le cas, à son début, pour la jacquerie des Maubis de la région de Mangalmé, en 1965. Mais le FROLINAT sut conférer à ces révoltes une autre dimension : la première mission que se donnèrent les quelques militants qui commencèrent l'action du Front fut, en effet, de fournir un contenu politique nationaliste à ces révoltes spontanées et d'étendre le combat contre l'administration tribalisée du président Tombalbaye à la lutte contre le néo-colonialisme français.

Et, progressivement, furent réunies les conditions nécessaires à la réussite de cette lutte : — Un soutien actif de l'étranger : le FROLINAT trouva une aide auprès d'un certain nombre de gouvernements, de pays arabes pour la plupart, surtout la Libye qui a une frontière commune avec le Tchad ;

— Un terrain propice à la guérilla : les régions du nord-est du Tchad furent utilisées comme des « sanctuaires » où pouvaient s'entraîner les combattants des F.P.L.

— L'appui de la population : l'importance du rôle des milices dans l'organisation de la lutte rend bien compte de la volonté de faire participer l'ensemble de la population à la libération du pays. En effet, l'influence du Front a pu s'étendre par la création, dans les villages des zones contrôlées, de comités de miliciens qui assurent la permanence du Front auprès des populations. Car si les miliciens jouent un rôle militaire en renseignant les F.P.L. sur les mouvements des troupes gouvernementales, ils sont également chargés auprès de la population d'appliquer la loi du FROLINAT et de collecter les cotisations. Souvent, les présidents des comités de miliciens sont d'anciens chefs traditionnels qui ont mis leur autorité au service de la rébellion. Par haine du pouvoir central, ou par conviction politique ? En fait, ils n'ont guère le choix car, pour eux, la loi du FROLINAT est impitoyable : les chefs qui ne se soumettent pas ou qui trahissent sont liquidés physiquement.

Le Front bénéficie aussi d'un soutien de la part des communautés tchadiennes qui vivent à l'étranger du pays. Bien implanté parmi elles, il en obtient des aides financières et des possibilités de refuge pour ses militants.

Le Front dispose alors de tous les moyens pour exercer une action de longue durée, au moment où le président Tombalbaye voit son pouvoir s'épuiser, surtout à partir de 1973.

### La chute de Tombalbaye

A cette époque, les relations entre les gouvernements français et tchadien sont très tendues. Il semble que la France ne veuille plus soutenir un homme compromettant et qui se tourne un peu trop vers d'autres partenaires ; en même temps, elle ne peut tolérer la victoire de la rébellion qui accroît son impact sur les populations décimées par la sécheresse. Elle continuera donc à aider l'armée tchadienne en attendant la venue au pouvoir d'un homme plus docile. Le président Tombalbaye réagit brutalement, comme un homme menacé. Il fait emprisonner ceux parmi ses proches qui pourraient prendre sa place avec le consentement (ou l'aide ?) de la France, tel le général Malloum, son chef d'état-major à la même époque, le docteur Oufé Bou, un opposant qui faisait figure de représentant de la troisième force entre le régime et le FROLINAT, est « mystérieusement » assassiné à Paris, puis il s'attaque aux institutions.

Il dissout la parti unique, qui d'ailleurs ne s'était jamais opposé à sa politique, et le remplace par le Mouvement pour une révolution culturelle et sociale (M.N.R.C.S.), chargé de véhiculer une propagande délinquante et de mettre en action un programme cotonnier parfaitement irréalisable (récolter, en 1975, 750 000 tonnes de coton graine, c'est-à-dire multiplier par 8, sans modifier les conditions d'exploitation, le tonnage d'une récolte habituelle), tout cela sur un fond d'« authenticité africaine ».

Les valeurs occidentales sont rejetées et remplacées par l'enseignement de la tradition et la pratique des rites de l'éthnie du président. C'est la politique du « yondo », le tribalisme devient ouvertement une méthode de gouvernement. Cette pseudo-africanisation — à la zairoise — de la vie politique va contre les intérêts et le confort de la clientèle la plus proche du président, en particulier l'armée. Quand le dictateur s'en prend directement à celle-ci en la critiquant publiquement, il s'engage dans une épreuve de force qui a toutes les chances de le conduire à sa perte. Et, le 13 avril 1975, il est abattu par un coup d'Etat militaire.

## «Du tombalbayisme sans Tombalbaye»



Le lendemain, le M.N.R.C.S. se dissout par les militaires et quelques personnalités trop compromises avec l'ancien chef d'Etat sont emprisonnées, comme Abdelouay Djouma. L'ancien responsable des approvisionnements pendant la sécheresse. Le 16 avril est constitué le Conseil supérieur

militaire, le nouvel exécutif, composé de neuf membres, dont la présidence est confiée au général Malloum, l'un des premiers détenus libérés des prisons du dictateur.

La politique des nouveaux dirigeants, jusqu'à la dénonciation des accords de coopération avec la France et la demande du départ des troupes françaises stationnées au Tchad, ne se distingue pas fondamentalement de celle du régime qu'ils ont renversé. En effet, si des mesures d'apaisement ont été prises pour « récupérer » la classe politique qui, après l'avoir soutenu, s'était détachée du précédent régime, il n'en reste pas moins que les tentatives de réaliser une « réconciliation nationale », c'est-à-dire de régler le problème posé par la rébellion, ont été bien timides, et les arguments utilisés bien peu crédibles.

S'adressant à leurs « frères de l'intérieur », les militaires se présentent eux aussi comme des rebelles qui ont combattu et vaincu la dictature. Le FROLINAT répond qu'une réconciliation nationale n'est possible que sur un programme politique qui conduirait le pays à « une indépendance nationale véritable et qui permettrait l'édification d'une société sociale » jusqu'à présent, la politique du Conseil supérieur militaire est du « tombalbayisme sans Tombalbaye ». Dans ses tracts, il rappelle aussi que les partis politiques et la principale fédération syndicale sont toujours interdits au Tchad et que le congrès des associations d'étudiants n'a pas reçu l'autorisation de se réunir à N'Djamena.

### L'accord secret avec la Libye

LES rebelles du Tibesti mettent d'autres conditions à toute négociation, conditions qui font apparaître d'ailleurs les principales raisons de leur opposition au FROLINAT.

Cette rébellion est le résultat d'une dissidence, une de plus, à l'intérieur du FROLINAT. M. Goukouni, un de ses chefs, avait commandé jusqu'en 1971 l'armée qui opérait dans les provinces du BET. Ses troupes étaient composées essentiellement de Touabous (groupe ethnique rassemblant les ethnies teda et daza) ; cette armée avait donc la particularité d'être structurée autour d'un groupe ethnique déterminé, qui opérait sur un territoire bien délimité et dont le commandant en chef était le fils d'un chef traditionnel, le dèrèl, exilé par le président Tombalbaye. Au Tibesti se retrouvait le problème posé par Mohamed Moussa dans l'Ouaddaï en 1966.

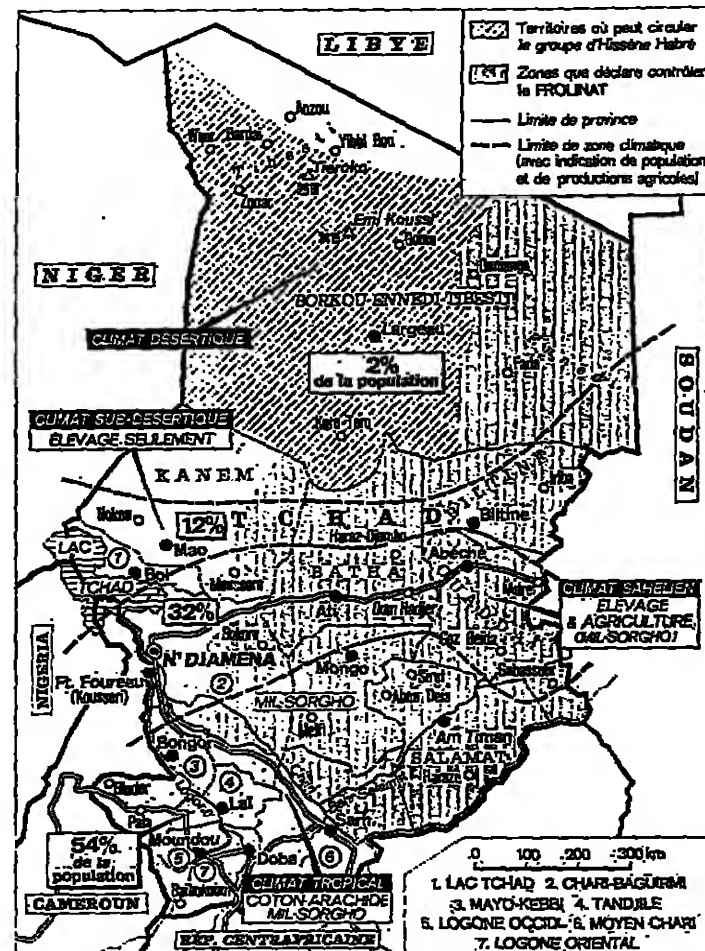
Comme ce dernier, M. Goukouni, en conflit avec la direction politique du Front, se retirait et restait dans le maquis du Tibesti avec un groupe de combattants teda.

Il s'agit alors d'affronter une situation nouvelle issue des manœuvres du président Tombalbaye. Celui-ci, en effet, dans un accord secret avec le colonel Khadafi, avait vendu une partie du Tibesti à la Libye. M. Goukouni et ses hommes se trouvaient en face d'un nouvel ennemi : l'armée libyenne qui, en 1973, occupait le poste tchadien d'Aouza. Or la FROLINAT était soutenu par la Libye et c'était de Libye que partaient les indispensables convois d'armes et de ravitaillement vers les maquis de l'intérieur.

Il était exclu pour le Front de rompre avec son principal soutien extérieur, encore moins

d'engager des combats pour reconquérir les territoires d'Aouza. Ce que MM. Goukouni et Isène Habré, un ancien sous-préfet qui l'avait rejoint, vont essayer de faire, mais avec des effectifs et des moyens extrêmement faibles.

L'enlèvement des otages devait leur permettre de se procurer des armes à bon compte (ils ne disposent d'aucun soutien extérieur). De plus, la notoriété qu'ils comptaient retirer de cette opération pouvait leur donner l'espoir d'attirer dans leur mouvement des combattants des F.P.L. Il ne semble pas qu'ils aient parvenus à leurs fins. Leur action, paradoxalement, va servir les intérêts du FROLINAT.



L'intervention française dans ce que les responsables tchadiens considéraient comme une question de politique intérieure faisait ressortir au grand jour la dépendance de l'Etat « souverain » du Tchad à l'égard de son ancienne métropole. Après l'échec des négociations conduites par les Français, le gouvernement tchadien, pour ne plus avoir à subir d'autres humiliations qui l'auraient encore affaibli auprès de l'opinion nationale et internationale, annonçait que désormais les négociations pour la libération de Mme Claustre ne se feraient que dans le cadre de celles qui doivent conduire à la « réconciliation nationale », et par conséquent sous sa seule responsabilité. Pour bien signifier à tout le monde cette volonté d'être maître chez soi, le Conseil supérieur militaire dénonçait les accords de coopération avec la France et exigeait le départ des troupes françaises du Tchad.

### Hypothétique négociation

LES nouveaux accords de coopération signés à N'Djamena par M. Chirac, premier ministre français, les 5 et 6 mars derniers, indiquent bien qu'une telle mesure, au demeurant approuvée

par la population tchadienne, ne pouvait être définitive. Par ces accords, en effet, le gouvernement tchadien permet officiellement aux avions militaires français d'utiliser la base de N'Djamena. En contrepartie, la France s'engage à former le plus rapidement possible les cadres militaires qui manquent encore à l'armée tchadienne, ce qui permettra sans doute d'augmenter le nombre de conseillers français qui servent « sous uniforme tchadien ». L'armée tchadienne reçoit en outre le matériel utilisé auparavant par les troupes françaises.

Cette décision de renforcer l'armée tchadienne, dans l'espoir de compenser le vide que laisse le

départ des troupes françaises, montre bien que ces dernières jouaient un rôle important dans la politique intérieure du Tchad. Leur départ pourrait avoir des conséquences importantes, même si les nouveaux accords de coopération tendent à en amortir les effets, quant à la stabilité du pouvoir de N'Djamena face au FROLINAT. En effet, le Front a toujours affirmé que seule la présence militaire française entravait sa progression dans les régions du Sud-Ouest et qu'elle était donc le seul obstacle à sa victoire dans l'ensemble du pays. Si cette analyse est exacte, le FROLINAT peut, à moyen terme, accéder au pouvoir pour la poursuite de la lutte armée qu'il entretient depuis presque dix ans. Cette hypothèse n'exclut pas les possibilités de négociation. Jusqu'à ce jour, le Conseil supérieur militaire n'a obtenu que le ralliement de M. Mahamat Moussa, mais il semble bien que l'ancien leader du F.L.T. ne représente que lui-même. D'autre part, les négociations avec MM. Isène Habré et Goukouni, par l'intermédiaire du père de ce dernier, le dèrèl, que l'on avait fait revenir de Libye, n'ont pas abouti. En face du FROLINAT, dont la position est renforcée par le départ des militaires français, le Conseil supérieur militaire, s'il n'arrive pas à trouver une force de remplacement, sera peut-être conduit finalement à proposer une négociation sur le terrain politique choisi par le Front. A moins que celui-ci, comme l'attentat à la grande mosquée de N'Djamena, le 13 avril dernier, n'indiquent à la détermination, n'estime qu'il est temps pour lui de passer à l'action dans les villes avant même d'avoir réussi à contrôler tout le territoire. L'action du FROLINAT peut encore, si elle n'entraîne pas une insurrection généralisée, aboutir à une révolution de palais : le Front aurait des alliés à l'intérieur du régime actuel.

(Copyright Didier Baussy et le Monde diplomatique.) (Destiné de FLANTU.)

(6) Voir Qui se nourrit de la famine en Afrique ? Comités d'information Sahel, Maspéro, 1974.  
(7) Ces dernières années, encore plus des trois quarts des écoles primaires du pays se trouvaient dans les régions de l'ouest du Tchad.  
(8) La COTONFRAN ne deviendra la COTONCHAD que le 14 avril 1975.  
(9) En 1970, cette taxe a été supprimée, les éleveurs ayant été considérablement appauvris par la sécheresse. A l'époque, il avait été prévu de la rétablir en 1976.

### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert SEUVE-MERY  
Directeur de la publication : JACQUES FAUVET  
Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN  
Rédactrices en chef adjointes : MICHELINE FAUVET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)  
France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie) ..... 50  
Etranger ..... 75

PAR AVION (abonnement et taxes)  
Europe (y compris Turquie d'Asie, Afrique du Nord, Grèce, Israël, Algérie, Maroc et Tunisie) ..... 87  
Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion ..... 96  
Comores, Madagascar, Laos, Vietnam du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles Hébrides, Polynésie française, Cameroun, Saint-Pierre et Miquelon, Wallis et Futuna ..... 116  
Arabie Saoudite, Iran, Irak, Liban, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie ..... 101  
Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Malaisie, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor, Thaïlande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie ..... 140  
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie ..... 121

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75001 PARIS CEDEX 09  
(Chèque postal : Paris 60 400-23)  
Tél. Rédaction : 316-72-23  
Tél. Abonnements : 320-63-03  
Tél. Téléphonique : 320-57-53  
Adm. Téléphonique : Journaux Paris

Edité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérant : Jacques Fauvet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimé par le Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 423



**CITE UNIVERSITAIRE**

**< PAVILLON DU LAC >**

*Rutres, Bouillabaisse,  
Poissons d'eau douce, Gâteaux.*

Ouvert tous les jours. Terrasse chauffée.  
22, rue Gassan (Parc Montsouris)  
588-32-52

Salle pour banquets, 10 à 40 couverts.



## et le conflit israélo-arabe

# LA LEVÉE PALESTINIENNE EN CISJORDANIE

Le 12 avril dernier, un événement est venu sanctionner l'importance de la poussée nationaliste palestinienne en Cisjordanie occupée.

A l'origine, les autorités israéliennes avaient voulu s'appuyer sur les élections municipales pour tenter de mettre sur pied, avec le concours des élus, un statut d'« autonomie interne » dans les territoires arabes s'étendant à l'ouest du Jourdain. Cette politique, qui avait le soutien du roi Hussein de Jordanie, visait à briser le projet poursuivi par l'O.L.P. d'établir un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Pour réussir, la manœuvre israélienne supposait que les dirigeants nationalistes se fassent battre aux élections ou, mieux encore, qu'ils refusent de s'y présenter sous prétexte qu'elles avaient lieu sous contrôle israélien. L'exemple des précédentes élections municipales, boycottées en 1972 par les nationalistes palestiniens, venait étayer cette hypothèse.

Mais, quatre ans plus tard, le climat a complètement changé dans les territoires occupés. En effet, c'est seulement depuis la guerre d'octobre 1973 que l'O.L.P. a travaillé dans l'optique de la « création d'une autorité nationale sur toute portion de territoire libérée par l'ennemi (1) ». De plus, ses victoires diplomatiques ont largement stimulé le mouvement nationaliste. La conscience d'appartenir au peuple palestinien et de vivre dans une région de Palestine, telle est la réalité première pour les habitants de « la rive ouest du Jourdain » qui préfèrent utiliser cette appellation géographique, politiquement neutre, pour désigner leur région.

Longtemps, ces Palestiniens de l'intérieur ont attendu de l'extérieur leur libération. Occupés par un Etat dont la puissance militaire est supérieure à celle de plusieurs pays arabes réunis, ils ne pensaient pas devoir jouer un rôle prépondérant dans le combat contre l'occupation. Même aujourd'hui, après des semaines de manifestations et d'agitation, ils savent que leurs seules forces ne suffiront pas. Mais, désormais, ils l'ont compris : qu'ils pourront, leur expérience récente

leur ayant appris qu'ils peuvent, plus qu'ils ne le pensaient. En grande partie grâce aux autorités d'occupation, ils se retrouvent plus unis qu'ils ne l'avaient jamais été.

Pourtant, au moment où s'ouvre la campagne électorale, la direction du mouvement nationaliste (2) donne l'impression d'hésiter. La population n'a pas de consigne précise, alors que l'échéance et les enjeux du scrutin sont connus de tous. Finalement, le Front national prend l'initiative de constituer des listes de large coalition et lance un appel à une participation massive aux élections. Par contre, le Front du refus (3), soucieux — pour des raisons opposées à celles des Israéliens — à éliminer la perspective d'un mini-Etat palestinien, lance un appel au boycottage. Enfin, jusqu'au dernier jour, l'O.L.P. elle-même reste dans l'expectative, multipliant les prises de position ambiguës (4). Pourtant, toute la campagne orchestrée par les « listes du bloc patriotique », dressées à l'initiative du Front national, s'articule autour de la reconnaissance de l'O.L.P. comme « représentant légitime du peuple palestinien ».

Cette fois encore, le scrutin devait être organisé sous l'égide de la loi jordanienne. Cependant, les autorités israéliennes l'ont modifiée dans un sens progressiste. Alors que, suivant cette loi, seuls les hommes possédant des propriétés avaient le droit de prendre part au vote, pour la première fois les élections du 12 avril ont été ouvertes à tous les hommes et à toutes les femmes de plus de vingt et un ans.

Cette modification a provoqué, au sein de la population, de nouvelles objections à la participation électorale. Pour les partisans (et surtout les partisans) du Front du refus, accepter la transformation de la loi jordanienne revenait à reconnaître l'autorité de l'occupant. Le Front national a adopté cette position de compromis, bancale mais efficace, qui consistait à demander aux femmes de participer au scrutin mais de renoncer volontairement à présenter leur candidature. Ainsi fut fait.

### La déconfiture des notables

Le 12 avril, tous les courants politiques hostiles à une collaboration avec Israël, à l'exception du Front du refus, se sont donc présentés sur les mêmes listes. En règle générale, les candidats étaient jeunes, instruits (médecins, ingénieurs ou professeurs), parfois commerçants et, autant que possible, militaires fraîchement libérés ou même encore emprisonnés. Dans le camp des adversaires, des listes du « bloc patriotique », la déroute était déjà sensible. Ceux que l'on appelle « les collaborateurs » avaient beaucoup de

mal à constituer des listes complètes et se retrouvaient, la plus souvent, contraincts de se présenter à titre individuel. Exemple significatif, le notable le plus connu pour ses accointances avec les autorités israéliennes et le royaume hachémite, le cheikh Jaabari, dont la famille assure sa domination sur la ville d'El-Khail (Hébron) depuis une cinquantaine d'années, renonça à faire acte de candidature. En un seul jour, le roi Hussein de Jordanie vit s'écrouler toute l'auto-

Par ARTHUR RABAB

rité qu'il s'était acquise sur les municipalités de Cisjordanie.

Les élections se déroulent dans une parfaite régularité, et la participation masculine et féminine est massive : 72,3 %. Le sens politique du résultat n'est pas moins clair : la rive ouest s'est

forte propagande nationaliste palestinienne, les autorités israéliennes avaient tenté de freiner le mouvement en imposant aux candidats de s'en tenir à des arguments strictement municipaux. Au lendemain des élections, s'abritant derrière le même argument — nous ne sommes, après tout, que des hommes d'affaires, après tout, disent en substance les élus, qu'un pouvoir municipal, — les nouvelles maires

gne plutôt sur les positions des « colonisés », favorables à une annexion partielle des territoires, englobant près de la moitié de la rive ouest, qui n'entrent pas dans toutes ces considérations, cette déclaration vient couronner l'attitude jugée provocatrice des dirigeants israéliens. Quant à l'opinion publique à l'intérieur



Les nouveaux élus n'entendent pas discuter de questions politiques avec les autorités israéliennes. (Photo Gamma.)

doles d'une administration municipale qui, à une exception près (celle de Bethléem), est favorable à l'O.L.P. Ces premières élections libres en Cisjordanie ont fourni son assise municipale à un éventuel Etat palestinien sur la rive ouest du Jourdain.

Au lendemain de la victoire nationale, quelle va être et quelle peut être l'attitude d'Israël ? Une tendance minoritaire s'est manifestée en faveur d'un dialogue constructif avec les nouveaux élus. Ce qu'il est convenu d'appeler la « gauche sioniste » a fait valoir que, les nouvelles autorités municipales étant réellement représentatives, il ne restait plus qu'à traiter avec elles. Mais, dans les faits, il devait en être autrement. Un mois plus tôt, au moment où la campagne électorale laissait percer une

ont fait savoir qu'elles n'entendent pas discuter de questions politiques avec Israël. Pour cela, ont-elles ajouté, Israël devra s'adresser à l'O.L.P.

Cela ne signifie pas pour autant que les maires vont s'en tenir exclusivement aux questions municipales. Elles entendent, par exemple, s'opposer à toute implantation de colonies de peuplement, demander que l'on mette fin aux difficultés de circulation sur les ponts reliant la rive ouest à la Jordanie, que l'on supprime les taxes imposées aux étudiants arabes et qu'on libère les prisonniers dits « administratifs » détenus sans inculpation ni jugement, comme le permet la loi britannique d'occupation, reprise et maintenue par Israël. Les sujets de confrontation ne manquent donc pas.

d'Israël, elle semble étrangère à toute cette agitation et paraît vivre dans un autre monde. Les plus lucides parmi les Israéliens comprennent que les Arabes se soulèvent contre l'occupation, mais estiment que leur gouvernement n'a pas d'autre choix que de réprimer la révolte. Les rares personnalités qui s'opposent à l'occupation et proposent une politique conciliatrice avouent que leur perspective a peu de chances d'être adoptée.

Neuf années d'occupation de la rive ouest du Jourdain se soldent donc par un échec. Aujourd'hui, la situation y est comparable à celle dans laquelle se sont trouvés nombre de pays colonisés au moment de l'éruption des mouvements de libération nationale. Ici et là, les populations ont passé des alliances de classes pour chasser l'occupant. Ici et là, celui-ci a tenté d'utiliser la manière forte pour mater la rébellion. Ici et là, la répression a nourri, uni et élargi le mouvement. Mais, dans le cas présent, la situation d'ensemble est bien plus explosive. Car les manifestations en Cisjordanie ne peuvent être dissociées de la lutte que mène à l'extérieur une fraction bien plus vaste du peuple palestinien.

### L'aboutissement de neuf ans d'occupation

L'ÉTINCELLE devait pourtant venir d'ailleurs. Cinq jours après le scrutin, un partisan de la liste victorieuse à Ramallah est assassiné par un riche notable, candidat malheureux aux élections. La manifestation de protestation qui se déroule aussitôt se heurte à l'armée. Celle-ci ouvre le feu et tue un enfant de six ans.

Au même moment, le départ est donné à une marche de deux jours à travers les territoires occupés, organisée par le Gush Emounim (le « bloc de la foi »), organisation israélienne regroupant les partisans d'une annexion totale des territoires sous contrôle israélien. Les placards publicitaires d'appel à la marche, publiés dans toute la presse israélienne, demandent aux participants d'apporter « leurs armes à feu et leurs instruments de musique (5) ». Protégée par l'armée, la marche réunit plus de vingt-cinq mille personnes, de souche populaire pour la plupart. Elle se déroule sans incidents majeurs.

Par contre, à cette occasion, toutes les villes de la rive ouest se mettent en grève. Des enfants et des jeunes gens attaquent les soldats israéliens à coups de pierres. Ceux-ci ripostent en ouvrant le feu de nouveau. Un homme de cinquante-cinq ans est abattu à Naplouse. Plus de dix blessés par balles sont dénombrés. Dans la plupart des villes, le couvre-feu est imposé.

A la vague nationaliste palestinienne

(1) Adoptée par le Conseil national palestinien, cette position a été endossée par le « sommet » arabe de Rabat, en octobre 1974. A la même réunion, les chefs d'Etat arabes ont enlevé au roi Hussein sa souveraineté sur la Cisjordanie pour la transmettre à l'O.L.P.

(2) Le Front du refus regroupe les organisations de la résistance palestinienne (notamment le F.P.L.P. dirigé par Georges Habbash) et le Front de libération arabe, pro-irakien, hostiles à la perspective de création d'un Etat palestinien dans les territoires occupés.

(3) A posteriori, l'O.L.P. se félicite d'avoir obtenu des résultats électoraux et de la poussée nationaliste en Cisjordanie.

(4) De telles annonces ont été publiées, par exemple, dans le numéro du *Jerusalem Post* paru dans la semaine précédant le 12 avril.

## Le Monde de l'éducation

Le numéro de mai est paru

### • M. HABY : « On est allé trop loin dans certaines réformes. »

Parlant des programmes de l'école élémentaire, le ministre de l'éducation estime qu'il faut « donner un coup de frein » à la réforme des mathématiques et à celles du français et des activités d'éveil, et réhabiliter la notion de « connaissances ».

Dans les collèges, M. Haby estime que les programmes actuels du premier cycle doivent être à la fois élargis à des domaines nouveaux (sciences économiques et humaines, sciences physiques et technologie) et rendus moins ambitieux dans leur contenu.

### • LES BONNES AFFAIRES DE L'ANGLAIS RAPIDE

Comment on peut faire de confortables bénéfices en promettant mants et merveilles aux apprentis managers désireux d'apprendre en quelques heures la langue du dollar.

également dans ce numéro :

La vie dans les lycées : débat avec les lecteurs. Allemagne de l'Est : une formation professionnelle pour tous les enfants. Suisse : l'allemand à la française. Animation culturelle dans le Nord. Philippe Soupault interviewé par des écoliers.

En France, un étudiant sur dix est étranger. Des professeurs jugent la réforme. La formation continue dans les entreprises belges. Comment s'inscrire en maternelle.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F - Etranger : 68 F

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

## LIBANAIS

blatt, secrétaire général du Front de soutien arabe à la résistance palestinienne.

Dans ces conditions, il est difficile de savoir si l'évolution de la crise libanaise se fera plus dans le sens d'une « balkanisation », qui pourrait se propager en d'autres pays, et notamment en Syrie, ou d'une « vietnamisation ». Les projets de fédération interne agités par la droite libanaise

favorisent la première hypothèse, cependant que la gauche s'y refuse à juste titre et que la résistance palestinienne semble encore garder espoir dans la reconstitution d'un Liban refuge pour son autonomie ; elle a d'ailleurs annoncé son intention de constituer, tout le monde le sait, une « unité » à l'unité du pays, ce qui implique la mise en place d'un processus de vietnamisation.

### Vers un « gel » provisoire du conflit ?

L'ESPOIR de voir le Liban retrouver sa stabilité, son autonomie et un minimum d'unité morale, dans l'immédiat, n'est pas utopique. On ne voit pas, en effet, comment l'élection d'un nouveau président de la République pourrait modifier les données de la situation libanaise, l'absence de toute force militaire à l'échelon national capable de s'opposer aux milices et de refaire l'unité du pays. Le Liban d'aujourd'hui est mort sous les coups répétés de l'extrême droite chrétienne qui a mis en route la dialectique de la violence confessionnelle et qui s'est acharnée à créer ou amplifier des contradictions entre l'Etat, qu'elle domine de concert avec la droite musulmane, et la résistance palestinienne. Il serait étonnant que les Phalanges, qui ont parfois essayé de tenir des positions centristes mais qui se sont toujours laissées déborder par les manœuvres de leurs alliés d'extrême droite, puissent maintenant ressortir de l'ornière. Le Liban de demain n'est pas encore conçu, semble-t-il, faute d'une tactique efficace de la gauche articulée sur une stratégie effectivement révolutionnaire, brisant le blocage politico-confessionnel et freinant la dégradation des conditions de vie des masses désertées, à quelque confession qu'elles appartiennent.

Les projets de fédération avec la Syrie, dont on parle de temps à autre, pourraient peut-être arrêter le cycle interminable de violence, mais trop de forces et d'intérêts contradictoires agitent les milices qui se battent sur le sol libanais et dont la puissance de feu augmente tous les jours. En fait, les deux logiques de la balkanisation et de la vietnamisation risquent de continuer de s'amplifier de concert. D'une côté, balkanisation, que la Syrie s'efforcera de récupérer, pour empêcher Israël d'en tirer avantage et pour assurer son emprise régionale en vue d'une négociation « satisfaisante » pour elle, en tant que force « centriste » ; de

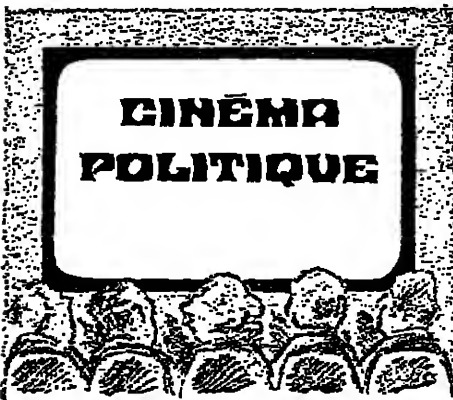
l'autre, vietnamisation, les événements du Liban renforçant la logique du Front du refus, pour qui le chemin de Tel-Aviv passe par les capitales arabes. Les deux processus paraissent extrêmement dangereux, puisque la Syrie elle-même risque d'être victime de la balkanisation, cependant que, dans le second cas, compte tenu de l'équilibre des forces régional et international et de l'absence de structuration et d'unité de la gauche arabe, l'issue de la lutte peut ne pas être favorable à la cause palestinienne. Ni, de façon plus générale, à celle de la libération du monde arabe de toutes les formes néocoloniales d'oppression, internes et externes.

C'est pourquoi la Syrie, qui a toujours cherché à empêcher le problème libanais de déborder du cadre syro-palestinien, sera peut-être amenée, dans le futur, à réclamer elle-même une intervention arabe dans un cadre « ouisien ». Ce serait une façon de « geler » provisoirement un conflit colonial insoluble dans le cadre actuel de l'équilibre des forces internationales, sans toutefois empêcher que les forces de l'histoire n'accomplissent leur lent cheminement souterrain. La situation libanaise, elle-même issue d'ambiguïtés coloniales dans son système confessionnel, est désormais intimement liée au conflit israélo-arabe.

Depuis 1968, les dirigeants libanais ont accepté de subir les menaces américano-israéliennes visant à les pousser à rééditer un second « septembre noir » contre la résistance palestinienne. De même, ils ont laissé les forces israéliennes dévaster le Sud-Liban sans jamais faire intervenir l'armée, qui, en revanche, était de plus en plus fréquemment appelée à réprimer les manifestations étudiantes, paysannes et ouvrières. Tout le pays paie aujourd'hui le prix de cette politique.

GEORGES CORM.





Des réalisations, peu nombreuses mais décisives, sont venues depuis exaucer ce souhait. En particulier, Milestones (1974), de Kramer Douglas, et Numéro deux (1975), de Jean-Luc Godard ; ces films opèrent aujourd'hui, dans un cinéma militant en crise d'identité, une coupure semblable à celle que produisit en 1968 la Hora de los hombres, le célèbre film péroniste de Octavio Getino et F. Ezequiel Salas.

Ce que minent désormais les œuvres de Kramer et de Godard,

Nous réclame-mions, il y a deux ans, dans cette même page (1), l'avènement d'un cinéma militant d'avant-garde et d'extrême gauche.

c'est l'arrogance friable des démonstrations militantes, ainsi que leur didactisme, leurs certitudes, le ton volontariste de leurs commentaires. Ni Godard ni Kramer ne s'opposent, sur le terrain de celui-ci, au pouvoir télévisuel. La télévision n'est pas leur ennemi. Ils déplacent l'ordre du discours militant, le font dériver vers d'autres fronts, vers d'autres rivages. Là où de nombreux cinéastes militants s'efforcent, sans aménité, et sans y parvenir, de nous faire « prendre conscience », Godard et Kramer y parviennent et nous font prendre plaisir. Ils parlent politiquement les thèmes que le film militant s'obstine à forcer : le corps, la sexualité, l'histoire, le couple... Ils utilisent et osent la fiction, l'artifice, le jeu, le discours politique, le fait, le trou, conscient des stratégies mais indifférent aux tactiques, non dogmatique, radicalement subversif. Ils élaborent, et sont les seuls aujourd'hui à le faire, un cinéma militant, non plus de la réalité ou du monde (pièces de toutes les normativités) mais du sujet. Ils réintroduisent surtout, dans une problématique militante obsédée par le didactisme, l'efficacité, l'impact, le prosélytisme (qui reposent sur la surélévation de l'influence du cinéma, piège où tombent, entre autres, tous les publicitaires), au débat vivant, fondamental, sur

l'art révolutionnaire. Ils se souviennent des paroles de Gramsci qui rappellent aux porteurs d'un art pédagogique : « Si l'art éduque, il le fait en tant qu'art et non pas en tant qu'art éducatif car, s'il est éducatif, il cesse d'être art, et un art qui se nie lui-même ne peut éduquer personne. »

L'exemple de Kramer et Godard, les problèmes de déontologie militante qu'ils posent rejoignent les préoccupations de cinéastes qui remettent de plus en plus en cause une certaine conception du film militant. De ceux-là, nous analysons les œuvres dans cette page : Bonne chance la France (1975) de Godard-Lutte, et Quand tu disais, Valéry (1975) de René Vautier, émanant des grèves ouvrières et permettant la circulation d'une parole née de la lutte, de corps épanouis dans une culture nouvelle. Les productions du Havre relèvent d'un autre registre, c'est l'arsenal rhétorique du discours — critique populaire qui les organise ; il permet la création d'œuvres gringantes, railleuses et justes, qui sont les seuls films populaires français d'aujourd'hui.

IGNACIO RAMONET.

(1) « Filmer en militant », Le Monde diplomatique, mai 1974.

« Quand tu disais, Valéry »

## L'intérieur du combat

DE l'anticonformisme au socialisme : les trois longs métrages que René Vautier a réalisés (avec le concours de Nicole Le Garrec pour les deux derniers) dans le cadre de l'unité de production Cinéma Bretagne illustrent bien le propos que s'est assigné ce collectif de cinéma militant. Tandis que *Quand tu disais, Valéry* dénonce la répression française en Algérie, la Folle de Teupse établissait une certaine relation entre la revendication nationaliste du Maghreb et la revendication régionaliste en Bretagne : *Quand tu disais, Valéry* s'attache maintenant à illustrer la lutte des classes en France en exaltant la détermination des mille ouvriers d'une usine de la zone de Saint-Nazaire, qui se sont battus durement pour conserver leur emploi.

Les faits : en 1967 avait commencé à Trignac la fabrication de caravanes Caravelair dont M. Trignac avait pris le contrôle en 1971. Se disant favorable à l'union de la gauche, ce « patron moderne » pratiquait dans son usine une politique jugée démocratique par nombre de ses ouvriers, qui consistait notamment en une décentralisation très poussée, au moins en apparence, de la responsabilité. Mais, en 1972, M. Trignac démissionnait du conseil d'administration de la S.E.M. et s'apprêtait à déplacer son entreprise afin, dit-on, de bénéficier dans une autre région des fructueuses primes d'installation. Dès lors, les travailleurs de l'usine amorcèrent une longue série de grèves pour protester contre les premiers licenciements. Leur mouvement, d'une persévérance étonnante, fut marqué par de nombreux rebondissements. C'est ainsi, par exemple, qu'en juin 1974, ateliers et personnels étaient « rachetés » tout uniment par un nouveau président-directeur général, M. Maury, qui manifestait l'intention de transformer l'usine en fabrique de matériel agricole sous le sigle SOTRIMEC. Une partie des ouvriers suivirent dans cette nouvelle perspective un stage adéquat de formation professionnelle : en vain, puisqu'en 1975 leur nouveau patron démissionnait à son tour...

C'EST en février de cette année-là que René Vautier et Nicole Le Garrec interviennent : pendant quatre mois, ils suivent de l'intérieur le déroulement de la lutte avec une caméra 16 millimètres. Pour le financement, ils renouvellent d'une certaine manière l'expérience de Jean Renoir avec la Marseillaise en 1938 : c'est-à-dire qu'ils sollicitent et obtiennent une souscrip-

tion anticipée de 10 francs des dix mille ouvriers qui sont membres du Centre de culture populaire de Saint-Nazaire (parmi lesquels les mille salariés de la S.E.M.-SOTRIMEC). C'est avec un premier budget de 100 000 francs qu'a donc été commencé *Quand tu disais, Valéry*.

Le titre du film donne une idée assez juste de son contenu : les auteurs, cinéastes et ouvriers, l'ont apparemment conçu comme une brutale apostrophe envers les responsables de la situation d'insécurité dans laquelle vit aujourd'hui une grande partie des salariés en France et, par-delà le patronat et l'administration locale, ils interpellent l'actuel président de la République sur les paroles d'une chanson dont le refrain accompagnait à l'époque d'été ainsi libellé : « Quand tu disais, Valéry, que tout changerait, Valéry, nous on savait qu'il était d'la ».

D'une durée initiale de 140 minutes, ce long métrage militant a été ramené à 2 heures afin de rendre sa projection plus facile. Les auteurs espèrent qu'il pourra sortir dans les circuits commerciaux en octobre prochain. En attendant, il a été déjà vu par quarante mille spectateurs dans de nombreuses usines (ainsi que dans plusieurs villes étrangères : Amsterdam, Alger, etc.). Pour faciliter sa présentation durant la pause de midi, il a été délibérément conçu en cinq parties, respectivement intitulées : « Vivre à Trignac », « Il n'y a pas de bon patron », « La Vie d'ouvrier », « Le Changement et la Continuité », « Nos libertés et leur justice ». Plusieurs sont d'une acuité assez surprenante : le choix du direct, par la vertu conjuguée d'un regard très quotidien et d'un montage rigoureux, se révèle ici particulièrement heureux. Tout en conférant à l'œuvre un ton d'authenticité sur le plan de la restitution du vécu des grévistes, il lui ménage, grâce aussi à une bande sonore très étudiée, un rythme alerte et incisif qui est souvent du meilleur effet. À l'exception de certains éléments qui paraissent escamotés pour des raisons de « ligne », sans doute, *Quand tu disais, Valéry* procure le sentiment de vivre de l'intérieur le combat mouvementé des ouvriers. À cet égard, la scène de la séquestration des syndicats fait figure de morceau de bravoure : la caméra y apparaît formidablement « du côté » des grévistes... à tel point qu'un tribunal de Saint-Nazaire a exigé la coupure de deux plans (ou total : 40 secondes) ou cours desquels était montrée une bousculade un peu violente entre séquestrés et séquestrés.

On peut ne pas partager la ligne politico-syndicale de ce film qui, à la différence du Coup par coup de Marin Karmilz, ou de Bonne chance, la France de Ciné-Lutte, se veut exemplaire d'un certain type de démarche et de stratégie (peut-être moins représentatif que les auteurs ne le laissent entendre) ; mais on ne peut pas ne pas reconnaître et saluer la valeur, esthétique et autre, du témoignage de René Vautier et Nicole Le Garrec sur un aspect important de la réalité d'aujourd'hui.

GUY HENNEBELLE.

« Bonne chance la France »

## Une double scène

BONNE chance la France est une œuvre collective du groupe Ciné-Lutte. C'est aussi un collectif de films, une collecte (militante) d'images, puisqu'en fait, sous ce titre, trois films nous sont proposés : un simple exemple (sur la grève à l'imprimerie Darboy au printemps 74), l'autre façon d'être une banque (grève au Crédit lyonnais à la même époque), et un court métrage sur l'activité militante d'un comité de soutien à la candidature de M. Gliscard d'Estaing à la présidence de la République. On voit que depuis le moment du tournage il s'est passé des choses.

Alors pourquoi réunir ces trois films en un seul programme ? Pourquoi l'intituler *Bonne chance la France* ? Tout simplement pour proposer un certain tableau de la société française, développer une certaine imagerie politique de la France au moment où celle-ci est en pleine fébrilité électorale, et l'on s'en tient à la scène politique, ou en pleine abnégation si l'on prend soin de regarder ce qui se passe, au même moment, du côté des travailleurs.

C'EST là le pari du film de Ciné-Lutte : mettre en scène une double scène, entre en scène deux fois des choses sinon contradictoires, du moins qui ne coïncident pas de façon automatique : comment, au moment même où un pays choisit un président, un régime, un type de société, ailleurs, dans la « France d'en bas », des gens, des travailleurs, hommes et femmes, s'interrogent sur la façon et les moyens de lutter, de s'organiser, de vivre. Et puis comment représenter cette interrogation, ce questionnement, avec des images et des sons, des images nouvelles qui apparaissent inédites à ceux pour qui et avec qui elles sont fabriquées ?

Cette opposition, cette nature différente des choses, on voit comment Eisenstein les aurait abordées de son temps, du point de vue du montage contradictoire, du montage alterné, saisissant, jouant des oppositions juxtaposées. Mais à l'époque du met. Aujourd'hui, il s'agit d'intégrer les sons. Et le cinéma militant français est en butte au son. Littéralement, il ne sait que faire du son, il hésite entre le son direct, le son parlé, brouillé (parce que les gens en lutte bredouillent, bégayent quant à leurs objectifs politiques, et c'est une situation dont il faut partir, tenir compte), et le son off, plaqué, qui s'impose aux images, de l'extérieur des luttes, des discours populaires, au nom d'un savoir scientifique, venu d'ailleurs.

Dans *Bonne chance la France*, ces difficultés, qu'on aurait crues presque inhérentes au cinéma militant, sont levées : on a une gamme plus riche de sons, d'enregistrements, de positions des parleurs. C'est là l'intérêt du film, sa profonde nouveauté. Il y a du son direct et il y a du son off. C'est peut-être assez courant, sauf que ce sont les mêmes qui parlent in et off : les gens concernés, les personnages qui sont dans l'image, sont aussi dans la bande son, ils sont filmés, mais ils sont aussi dans le studio d'enregistrement où ils commentent leurs images. C'est ce qui donne cette impression

assez forte de travail collectif. Les travailleurs filmés ont un pouvoir de commenter les images, ils sont mis en position de commenter les images et les sons, de commenter le cinéma. Ils passent du rang de sujets filmés, de sujets à filmer ou à faire parler, au rang de manipulateurs d'images — même inconscients. C'est là une chose capitale pour le cinéma militant, et le cinéma documentaire en général. Posons-nous la question : que deviendrait la télévision, ses documents filmés quotidiens, si la quantité innombrable de personnes filmées, interrogées, avaient le droit, le pouvoir de dire leur mot quant au montage, quant à la voix off, quant aux discours ? Ce principe démocratique — que seul le cinéma militant peut intégrer quand il n'est pas dogmatique — est un principe anti-media parce qu'il conçoit une information qui

est un vecteur à double sens : celui qui parle dans le réel est aussi celui qui peut parler dans le film, dans le media, et, inversement, celui qui tient une position dans le media, le cinéaste par exemple, est contraint de définir sa place dans le réel.

QUELLE est votre position en tant que cinéastes par rapport à nos luttes ? Telle est la question que semblent poser les travailleurs de l'imprimerie Darboy ou du Crédit lyonnais. A cette question, Ciné-Lutte répond : nous sommes avec vous dans la lutte, à condition que vous soyez avec nous dans le film. C'est là un simple exemple de partage démocratique des tâches, des savoirs, des responsabilités, dont on aimerait que le cinéma en général s'inspire.

SERGE TOUBIANA.

## AU HAVRE

### « Le langage riche et vivant des masses »

ON s'étonnera sans doute un jour de découvrir que des films de première importance, en ce qu'ils reflètent au plus juste la réalité française depuis 1968, aient été réalisés dans un atelier si modeste, mais si riche, loin des circuits classiques de production — information — diffusion. Sans avoir suscité cette réputation qui accompagne nombre de pseudo-événements cinématographiques, le collectif Ciné-Lutte est vrai que les Havrais ont le privilège de disposer, au sein de leur Maison de la culture, d'une unité de production 16 mm professionnelle et de la présence de deux animateurs-cinéastes : Christian Jariffian, réalisateur, et Vincent Pinel, responsable de l'unité Cinéma. Le principe de leur intervention culturelle est posé clairement dès 1969 : mettre leurs compétences de cinéastes professionnels et leur expérience du travail collectif à l'écoute, et au service de groupes constitués et relativement homogènes, car c'est toujours d'entreprises collectives qu'il s'agit avec des jeunes travailleurs pour *On voit bien qu'on est pas toi* (1969), avec une classe de lycéennes pour *A suivre* (1970), avec un groupe de jeunes travailleurs, broset et chômeurs pour *Moi j'ai qu'est-ce bien* (1973-1974).

Ces films-là, patiemment et sans éclats, mettent en place des jalons pour ce qui, jusqu'alors, était une alternative au cinéma classique comme cinéma d'auteur et de professionnels, sans rejoindre les rangs du cinéma militant comme cinéma de l'acmé des luttes. Ce qui les rendait si intéressants, au plus profond de l'institution du spectacle cinématographique, ce sont les rapports auteur-acteurs-spectateurs. Ici les acteurs ordinaires, objets connus de la fiction classique, sont le sujet moteur et énonciateur du film : c'est depuis leur inscription sociale et culturelle vivante, depuis leur situation historique concrète qu'ils occupent l'écran avec des paroles et des gestes que nul ne leur a dérobés et auxquels nul ne les a contraints, et sans jamais déléguer leur pouvoir de contrôle tout au long de l'élaboration et de la diffusion même du film. Ces bases de travail produisent un cinéma inconfortable, qui offre peu de prises à ces discours connus, répétitifs, codés qui avalent tant d'autres films, un cinéma difficile à tenir à distance, à maîtriser, à classer de façon rassurante. Sur un marché où la notoriété d'un film dépend si souvent du discours qui peut le prendre en charge pour le précéder (publicité), l'accompagner (critique) ou le signer (l'auteur), ces films provoquent souvent de la gêne, voire de l'agressivité, par leur manque de complaisance à entrer dans ce circuit langagier de la marchandise cinématographique.

C'EST que la parole qui se déploie dans un film comme *Moi j'ai qu'est-ce bien*, loin d'être soufflée ou volée, est une parole naissante, plus exactement inattendue, vivante et riche, celle d'une partie de la population, ici de jeunes ouvriers, qui n'a jamais eu pouvoir, à l'écran, de tenir son propre discours, frontalement, sans y être autorisé par la caution du réalisateur ou du discours directement politique.

Cette parole dérange en ce qu'elle ne prétend pas donner de leçon (contrairement, souvent, à la parole militante), elle ne cherche pas à se

farder pour séduire (une certaine vulgarité ne lui fait pas peur, mais vulgarité aux yeux de qui ?), elle ne se donne pas comme une parole désirable, elle ne s'autorise d'aucun prestige culturel emprunté, mais elle seule conviction de sa vérité. Ce qui fait la force de cette parole exemplaire, incontournable, d'une certaine façon irrefutable, c'est qu'elle est rarement déportée, contrairement à celle de la petite bourgeoisie, vers un ailleurs, vers d'autres modèles culturels, un autre espace social, un passé ou un futur mythiques ; elle est entièrement assumée comme présente ici et maintenant, à elle-même plus qu'aux prestiges des idéologies dominantes.

Dans ces films, et de ce fait ils ne relèvent pas du cinéma dit militant, il est peu question de luttes comme événements paroxystiques. C'est pourtant un cinéma de lutte, celle que même une culture et une idéologie populaires dominées pour frayer quelques traces témoignent de son existence quotidienne, et cela sur des écrans d'où elle a toujours été écartée, tout au moins recouverte par d'autres discours mieux intégrés ou plus prestigieux.

L'important, enfin, est que ces films du Havre ne soient plus tout à fait une exception unique et exemplaire dans d'autres ateliers de province. Des films collectifs, des bandes vidéo (1), pris en charge par d'autres groupes, commencent à préfigurer un événement plus important que bien des grands films, un autre usage social du cinéma.

ALAIN BERGALA.

(1) Dans le sillage direct de l'entreprise Havraise, signalons le *Dernier départ*, un film réalisé à Orléans autour de Dominique Fournier et *Montevideo*, une bande vidéo réalisée avec des élèves de G.E.T. à Rouen autour de Thierry Nouel.

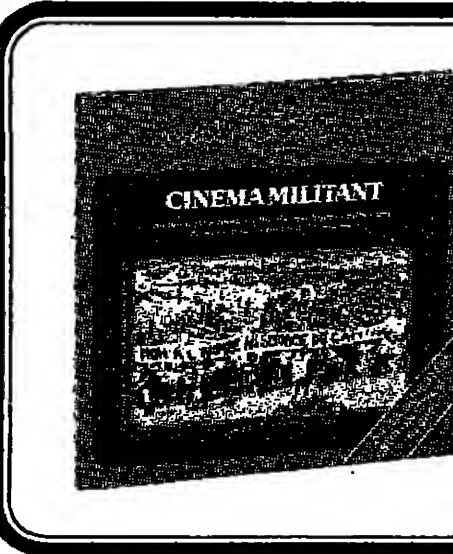
## BIBLIOGRAPHIE

### « Cinéma militant », de Guy Hennebelle

Une somme ! Le dossier établi par Guy Hennebelle aborde l'histoire, les structures, les méthodes, les idéologies et l'esthétique du cinéma militant (1). On y trouve toutes les adresses des groupes de cinéastes militants, et dix-huit d'entre eux s'expliquent dans des entretiens sur la conception qu'ils se font de leur labeur et sur leurs objectifs. La partie la plus riche est cependant celle qui étudie l'idéologie et l'esthétique du film militant avec, en particulier, un intéressant texte de J.-P. Fargier. L'index qui termine le livre est impressionnant par la précision, la finesse du classement et le nombre des films décrits et répertoriés. Le travail de Guy Hennebelle établit désormais le cinéma militant parmi les genres consacrés de l'histoire du cinéma.

(1) Numéro spécial de la revue *Cinéma d'aujourd'hui*, n° 5-6, Pierre Cherminier éditeur, Paris, 1976, 228 pages, 24 F.

vient de paraître



## CINÉMA D'AUJOURD'HUI

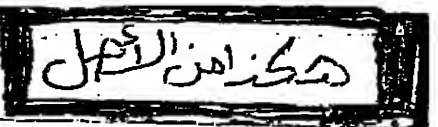
N° double 5-6. Mars-avril 1976

## Cinéma militant

un dossier exceptionnel réuni par Guy Hennebelle

TEXTES. ENTRETIENS. DÉBATS. NOTICES. INDEX  
228 pages, 100 photos - 24 F

1, rue de Metz, 75010 Paris  
C.C.P. La Source 34795 10 S







(Photo: Capelle-Jammy)

En Amérique latine

# LES CHRÉTIENS ENTRE LA DICTATURE ET LA RÉVOLUTION

Tué dans les maquis de Colombie en 1966, le Père Camilo Torres entendait servir non pas l'Eglise en tant qu'institution, mais un peuple écrasé par tout un système qui, estimait-il, ne pouvait être renversé que par la lutte armée. Prêtres ou non, d'autres chrétiens, sur le continent, se sont engagés dans la même voie et, aux côtés de marxistes, ont payé de leur vie le choix qu'ils avaient fait.

Au Brésil, des manifestations à caractère religieux, inspirées par le colonel (depuis général) Vernon Walters pour le compte de la C.I.A., avaient précédé et préparé le coup d'Etat qui, en 1964, instaura une dictature contre laquelle se dresse aujourd'hui une partie de l'épiscopat. Au Chili, la direction du parti démocrate-chrétien a harcelé le régime Allende puis s'est faite complice du putsch du général Pinochet, à l'égard

duquel M. Eduardo Frei, en accord avec Washington, semble vouloir aujourd'hui prendre ses distances. Ces quelques exemples suffisent à montrer qu'il était important de clarifier les positions, très diverses, souvent contradictoires, des chrétiens en Amérique latine. Quand les chrétiens auront le courage de donner un témoignage révolutionnaire intégral, la révolution latino-américaine sera

invincible», disait «Che» Guevara. Bien que ce dernier se soit lourdement trompé dans la confiance excessive qu'il plaçait en un certain type de lutte révolutionnaire, il avait raison de penser que, sur un continent profondément marqué par le christianisme, l'attitude des chrétiens serait décisive. Aussi déplore-t-il que «leur doctrine soit utilisée par les réactionnaires». De fait, on verra plus loin comment les dictatures et les services américains exploitent à leur profit certaines institutions religieuses.

Les articles réunis ici (1) n'épuisent certes pas le sujet. Leur seule ambition est d'introduire à la compréhension d'une situation complexe dont l'évolution aura des effets politiques déterminants.

(1) Avec le concours de DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris), association à but non lucratif fondée voilà cinq ans pour diffuser en traduction française des documents sur les divers aspects de l'actualité en Amérique latine.

Devant la misère  
l'injustice  
et l'oppression

## Du conservatisme à la recherche d'une authentique libération

Par YVES MATERNE \*

DEPUIS la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, l'Eglise catholique d'Amérique latine vit en régime d'autonomie administrative. Par la suppression de l'antique institution du «patronat», disparue avec les biens ecclésiastiques, le catholicisme n'est plus aujourd'hui considéré officiellement comme religion d'Etat dans pratiquement toutes les nations du continent.

Néanmoins, l'importance sociologique du catholicisme est telle que celui-ci bénéficie d'une considération particulière : certains Etats, comme la Colombie, le reconnaissent «comme un élément fondamental du bien commun et du développement intégral de la communauté nationale» (accordé de 1975). Les gouvernements ne peuvent négliger son poids

dans l'équilibre des forces politiques de la société. De ce fait, les institutions ecclésiastiques continuent de jouer un rôle négociable dans le jeu des institutions politiques, civiles ou militaires.

Pour la période qui va de 1959, date de la révolution cubaine, à 1973, année du coup d'Etat au Chili, le comportement de la hiérarchie catholique s'ordonne autour de deux motifs-clés, employés successivement au cours de ces quinze dernières années : «la transformation», comme fait social, économique et politique, et comme invitation à l'action ; «le pluralisme», comme norme dans la situation de division entre membres de l'Eglise, et comme doctrine unitaire. Ces dernières années voient naître un troisième mot-clé, celui des «droits de l'homme» et de leur défense.

La deuxième Conférence générale de l'épiscopat latino-américain. L'ouverture se fait en présence du pape Paul VI. «Moment décisif du processus historique du continent...» ; «Au seuil d'une nouvelle époque de notre histoire...» ; «Un engagement douloureux d'une civilisation...» : ces expressions émaillent le texte des conclusions de la rencontre. Elles traduisent un fait admis par les quel-

que six cents évêques titulaires du continent : l'Amérique latine est en pleine phase de «transformation». Ce phénomène ne peut laisser les catholiques indifférents, même si c'est pour des raisons diamétralement opposées. Le président de la Conférence de Medellin, le cardinal Landasuri, parle de la nécessité de «s'engager du côté des efforts d'émancipation», de «s'identifier aux pauvres du continent» et d'exercer «la fonction prophétique de l'amour : dénoncer ce qui opprime l'homme». Les objectifs sont clairs. Mais les moyens proposés ne le sont pas. Malgré un accord apparent, de graves divergences subsistent au sein des évêques. Elles ne vont pas tarder à se préciser.

L'épiscopat chilien. Sa déclaration de 1971 intitulée «Evangelio, politica et socialismo» demeure actuelle : «Le service de l'unité» rendu par l'Eglise est «un service capital à l'époque où nous vivons». L'unité des catholiques dans la divergence de leurs choix de société n'est possible que dans «le respect du pluralisme politique». Trois ans plus tard, les évêques chiliens arrivent à la même conclusion dans leur document sur «l'Eglise et la politique». Ainsi, sans renier l'acquis de Medellin, la hiérarchie catholique est amenée à tenir ouvertement compte de ses dissensions internes. Elle mesure les risques des tensions considé-

rables dont elle est le lieu : l'éclatement du bloc catholique. Le mot d'ordre du «pluralisme» est dans la logique de son comportement. Paradoxalement, malgré leur vives critiques envers le caractère artificiel d'une telle unité, les catholiques de gauche en mesurent l'importance pour eux-mêmes. Les évêques «chrétiens pour le socialisme», par exemple, savent qu'ils ont politiquement plus d'influence comme groupe dans la mouvance de l'Eglise que comme force d'appoint fondue dans un parti. C'est parce qu'ils introduisent dans l'Eglise un «acteur de déséquilibre favorable aux courants de gauche».

### Les droits de l'homme

POUR les secteurs d'Eglise sensibles à la problématique sociale, économique et politique du continent, le respect des droits de l'homme est devenu le nouveau centre de cristallisation des efforts pastoraux. C'est en effet, l'intensification et la généralisation de la répression, avec son cortège d'arbitraire, de tortures et d'assassinats, qui amène les évêques à définir comme essentielle la défense des droits de l'homme. Leur effort en ce sens est d'autant plus grand que des secteurs ecclésiastiques sont eux-mêmes plus directement touchés par la répression.

Mais c'est aussi la permanence de problèmes fondamentaux non résolus de la société latino-américaine qui autorise l'action des chrétiens : principalement le droit à la terre, à la santé et au travail. Loin de n'être préoccupée que d'elle-même et de ne défendre que ses droits, l'Eglise s'efforce, à travers ses éléments les plus lucides et les plus avancés, de défendre les droits des paysans et des ouvriers. En l'absence des médiations normales de la société que sont les syndicats et les partis, l'Eglise joue un rôle de «substitution politique», comme disent les politologues, ou «tâche prophétique», comme disent les théologiens.

Il faut ici souligner l'importance du travail irremplaçable effectué par ces organisations ecclésiastiques que sont les Commissions Justice et Paix du Brésil, d'El-Salvador et de Bolivie, pour ne citer que les plus connues ;

ou le Comité ecuménique de coopération pour la paix au Chili, aujourd'hui dissous sur ordre du général Pinochet, mais continuant sous d'autres dénominations.

En schématisant, on peut conclure que, considérée au niveau de sa hiérarchie, l'Eglise catholique n'apparaît pas révolutionnaire : elle refuse de reprendre à son compte l'analyse marxiste de la société. Elle n'apparaît pas non plus traditionnelle : au Chili, en son temps, elle n'a pas refusé de collaborer avec un régime socialiste ; au Pérou, elle supplée par certains côtés aux faillies idéologiques du régime ; au Brésil, elle tend à demeurer «la voix des hommes sans voix». Elle se veut, dans l'état actuel de l'évolution sud-américaine, le lieu d'une unité possible malgré les contradictions d'un pluralisme allant jusqu'aux choix politiques les plus extrêmes. Elle veut sauvegarder une unité au plan qui lui semble essentiel : celui des valeurs de la foi chrétienne. Elle estime qu'aux côtés de l'action politique, mais sans lui être forcément réductible, la foi vécue est aussi une force de libération.

L'avenir dira ce qu'il en est de cette analyse. En attendant, le fait que la répression politique épargne de moins en moins les milieux catholiques — et chrétiens en général — montre que les choix de Medellin ne sont pas, dans les faits, remis en question.

### L'avancée de Medellin

DE même que le siècle précédent avait vu la participation de clercs au mouvement d'émancipation coloniale, de formation des Etats nationaux et d'organisation de l'Etat libéral, de même aujourd'hui l'industrialisation et l'émancipation économique ne laissent pas indifférents certains milieux ecclésiastiques. Pour eux, Cuba est devenu un point obligé de référence, même s'il n'est pas cité explicitement.

Jean XXIII ne s'y est pas trompé. Sensible aux nouveaux équilibres mondiaux qui se cherchent, il écrit à plusieurs reprises aux différents évêques latino-américains pour, littéralement, les «réveiller». Le courant du concile Vatican II met quelque temps à arriver sur le continent ; mais, quand il le touche de ses remous, il trouve un milieu favorable.

préparé par le renouveau pastoral importé d'Europe. Fruit de cette maturation, l'évolution des mentalités en milieu catholique trouve son point d'aboutissement et son expression dans la tenue à Medellin (Colombie), en 1968, de

Le programme de Medellin était simple dans son énoncé : «La recherche d'un type de présence plus intense et renouvelée de l'Eglise dans l'actuelle transformation de l'Amérique latine.»

Ses retombées vont mettre à rude épreuve la hiérarchie catholique des différents pays du continent. Au cours des années suivantes, après 1968, les évêques sont en effet aux prises avec un double mouvement dont les contradictions vont s'amplifiant. C'est, d'une part, la prise de position politique de type socialiste par des chrétiens, plus spécialement des prêtres et des religieux se réclamant de l'«esprit de Medellin». Ce sont, d'autre part, les activités des groupes intégristes et la poussée des forces conservatrices de l'Eglise.

«Prêtres pour le tiers-monde» en Argentine, «Prêtres pour l'Amérique latine» en Colombie, «Prêtres pour le peuple» au Mexique, «Chrétiens pour la libération» en Equateur et en Argentine, «Chrétiens pour le socialisme» au Chili, «Eglise et Société en Amérique latine» en Bolivie, «Eglise solidaire» au Pérou : tous ces groupes, parmi d'autres, reprennent à leur compte l'analyse politique sous-jacente aux documents de Medellin. Le sous-développement n'est pas un retard dans le développement, mais un phénomène de dépendance ; l'action à mener passe donc par une modification structurelle des rapports de dépendance interne et externe. La «théologie de la libération» inspire ce courant de pensée et d'action qui se veut évangélique au plan de la foi, populaire quant au style de vie et socialiste du point de vue politique.

### De la division au pluralisme

C'est précisément la «théologie de la libération» qui donne l'occasion aux forces conservatrices de l'Eglise de se manifester fortement à partir de 1972. A cette date, le nouveau bureau du CELAM, organisme de coordination continentale des évêques, s'emploie à contrecarrer ce courant de pensée. Il est en cela parfaitement soutenu par le Vatican — en particulier par la Commission pontificale pour l'Amérique latine — inquiet de l'évolution des catholiques du continent. Le Colonel s'illustre particulièrement dans cette offensive en règle, dans la personne du père Veckemans, jésuite belge parti du Chili à l'arrivée d'Allende et accusé d'avoir reçu de l'argent de la C.I.A. pour son Centre d'études sociales.

Un côté des intégristes, l'activité de leurs divers mouvements n'est nullement négligeable dans la mesure où, au-delà des campagnes bruyantes de «Tradition, Famille et Propriété» issu du Brésil et ramifié en Argentine, au Chili et en Colombie, ce courant de pensée inspire directement un certain nombre de groupements. C'est le cas, en particulier, des «Hispanistes» au Chili, groupe issu de l'Université catholique et y a quelques dizaines d'années.

Soumis à de fortes pressions internes et sensibles aux nombreuses sollicitations des pouvoirs en place, les évêques latino-américains ne peuvent qu'enregistrer l'irréductible division des catholiques. Pour eux, la tâche prioritaire est donc de sauvegarder l'unité formelle de l'Eglise. Au temps d'Allende comme sous Pinochet, tel est l'effort constant de

### LIRE PAGES 16 A 20

P. 16-17. — Le rôle particulier des mouvements protestants populaires, Christian Lalive d'Épigny. — L'action idéologique et culturelle de l'Eglise, Gonzalo Arroyo. — Mystiques violentes et stratégie non violente, Michel de Certeau.

P. 18-19. — Suite de l'article de Gonzalo Arroyo sur l'Eglise. — La démocratie chrétienne chilienne et la Junta, Julio Silva Solar.

P. 20. — Espoirs et déceptions des démocrates-chrétiens au Venezuela, Luis Ugolde.

### FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE  
62, route de Chêne  
1208 GENEVE (Suisse)  
Tél. : 022-36.71.30

LA CHATAIGNERAIE  
1297 FOUNEX (Vaud)  
(Suisse)  
Tél. : 022-76.17.76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL  
Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français  
Internat et externat pour filles et garçons  
Sports d'été et d'hiver



### Apport d'une dignité et dépolitisation des masses

La population latino-américaine est, du point de vue numérique, la première fille de l'Eglise catholique. Les recensements de tous les pays indiquent que la population, pour au moins 80 %, se déclare catholique. Partout aussi — même au Mexique où le conflit entre l'Eglise et l'Etat provoque une guerre civile et religieuse (1) — la religion catholique jouit d'un statut privilégié, le plus souvent inscrit dans la Constitution elle-même.

Si le statut juridique et les recensements décennaux mettent en lumière le primauté de l'Eglise catholique, d'autres indices en marquent les limites. Par exemple, la très faible densité de prêtres, malgré le grand appoint fourni par les Eglises d'Europe et d'Amérique du Nord. Et ce clergé déjà clairsemé s'est vu décimé par une vague de laïcisation au cours des dernières années. Autre exemple : la fréquentation de la messe est très faible. Et si l'on adoptait ce critère de la pratique du culte pour établir un classement des diverses religions, alors, dans plusieurs pays du sous-continent — Brésil, Chili, Haïti dans tous les cas — ce ne serait plus le catholicisme qui occuperait le premier rang, mais l'expression chrétienne la plus récente, le pentecôtisme.

Son nom renvoie à la Pentecôte, la première Pentecôte telle qu'elle est décrite au chapitre 2 du livre des Actes des apôtres, jour de l'irruption de l'Esprit parmi les disciples du Christ. Cette irruption se traduit par des faits merveilleux : faculté de se faire entendre en des langues étrangères, don de prophétie, etc.

Vers la fin de la première décennie de ce siècle, presque simultanément sur divers points du globe, mais surtout et d'abord aux Etats-Unis, des communautés à la recherche d'un renouveau spirituel redécouvrent la lettre de ce texte des Actes ainsi que des grands textes prophétiques sur le pouvoir de l'Esprit (particulièrement le chapitre 2 du livre de Joel).

Cette orientation va démarquer le

(1) Cf. J. Meyer : *La Chrétienté, Paris, Payot, 1974.*

renouveau pentecôtiste des revivals qui, périodiquement, secouent la torpideur des grandes Eglises protestantes. L'Esprit est pouvoir : sa venue et sa présence dans la communauté sont immédiatement visibles, empiriquement constatables en ceci qu'une « *foie sacrée* » s'empare de l'assemblée et que plusieurs fidèles se révèlent porteurs de charismes — des dons — distribués par l'Esprit. Parmi la communauté en transe, certains témoignent en des langues étrangères (glossolalie), d'autres prophétisent ; certains dansent et d'autres imposent les mains aux malades. Parfois même se déroulent de très délicats simulacres d'actes chirurgicaux.

A la transe de la communauté réunie succède l'autre manifestation de l'Esprit-pouvoir : le témoignage de la communauté dispersée sous la forme d'un appel passionné à la conversion. « *Quand l'Esprit venait de tomber avec puissance, les personnes baptisées, enfants, hommes et femmes, se sentaient poussées à sortir dans la rue et à donner à haute voix leur expérience, à visiter leurs amis et leurs voisins, à voyager en d'autres lieux dans le seul but d'appeler les hommes à la repentance* », déclare un témoin de la première communauté pentecôtiste sud-américaine.

L'émancipation du pentecôtisme provoque au sein du christianisme une révolution dont on ne mesure pas encore toute la portée. Après deux millénaires de combat acharné pour les détroits, les rites de possession sont maintenant

Le monde, univers satanique

Le pentecôtisme a rencontré des succès très variables selon les pays. Mais, partout en Amérique latine, sa croissance est accentuée et il s'impose comme la principale minorité religieuse. Si l'on examine de près les données statistiques disponibles, on observe que, dans bien des cas, la « *conquête pentecôtiste* » (l'expression est de certains observateurs catholiques) démarre dans les années 30. Cette indication est importante : la crise de 1929-1931 se répercute avec une violence multipliée en Amérique latine ; elle y marque le début

## Le rôle particulier des mouvements protestants populaires

Par CHRISTIAN  
LALIVE D'EPINAY \*

placé au centre de la vie culturelle d'une des familles chrétiennes, où ils trouvent aussi une raison théologique. De plus, en faisant place aux modes d'expression non verbaux (ou para-verbaux) — balbutiement, danse, geste, délire, — le pentecôtisme mettrait ainsi en question toutes les hiérarchies établies, toutes les spécialisations codifiées, et ouvrirait toute grande la porte soit à ceux, si nombreux dans le tiers-monde, pour qui l'usage de la parole est difficile quand il s'agit de s'adresser à un aussi grand personnage que Dieu, soit à ceux, dont le volume croît constamment dans l'hémisphère nord, qui s'insurgent contre l'oppression exercée par la catégorie du « *raisonnel* » dans les sociétés industrielles avancées.

C'est d'ailleurs en invoquant ses aspects déraisonnables et irrationnels que les dirigeants des grandes Eglises protestantes excluent les adeptes de la nouvelle doctrine, les conduisant ainsi à se constituer en mouvements autonomes, les « *sectes de l'Esprit* », pour reprendre le mot de R. Bastide. Signalements enfin que, depuis les années 50, devant l'impact universel du phénomène, les Eglises chrétiennes — l'Eglise catholique en tête — révisent leur position et que l'on assiste aujourd'hui au développement d'un néo-pentecôtisme au sein même des grands corps religieux.

Le pentecôtisme propose aux masses la foi dans un Dieu d'amour, la certitude du salut, la venue du Royaume, la sécurité de la communauté fraternelle et la participation aux responsabilités d'une œuvre commune à accomplir. Par là même, il leur offre une humanité que la société leur refuse.

L'ensemble des croyances pentecôtistes compose un dualisme (conviction d'un conflit irréductible entre les forces divines et les pouvoirs sataniques, ces derniers contrôlant la terre) combiné avec l'attente impatiente du Royaume qui sera instauré par Dieu ou son fils. Cette vision s'accompagne d'un système d'action réel par deux réglementations principales : la rupture avec le « *monde* » (leitmotiv de la première épître de saint Jean). Le précepte, à lui seul, pourrait conduire à un retrait total de la société civile et politique, dénotant toute légitimité aux autorités de ce « *monde* », donc de l'univers de Satan. Un tel refus intrinsèque de la part d'une minorité significative conduirait sans doute à des situations explosives, les croyants se mettant ainsi hors du cadre de la loi. Mais cette première réglementation est tempérée par une seconde, celle que saint Paul adresse aux Romains (ch. 13) qui exhorte aux respects des « *autorités de ce monde* ». Cette mise en perspective de deux textes assez contradictoires oriente l'action socio-politique vers un conformisme le plus souvent passif et qui se prête à de nombreuses ambiguïtés, parfois même à l'opportunisme le plus cru.

L'univers social et politique est placé sous le signe du mal. La question n'est ni de le réformer, ni d'y faire la révolution, puisque Dieu annonce la venue abrupte de son règne dont l'imminence est attestée par tant de signes concrets : tremblements de terre et raz de marée (fréquents dans la zone andine), guerres et désordres sociaux (ces derniers presque ininterrompus dans l'un ou l'autre des pays latino-américains), scandales, ou encore ce congrès mondial des magiciens réuni à Bogota en septembre dernier. La conviction apocalyptique est entretenue par la répétition constante des « *signes* », qui déchaînent les pro-

phètes, réactivent la prédication, l'appel forcé à la conversion.

Ici apparaît la première implication politique évidente du pentecôtisme. En évacuant par l'espérance apocalyptique toute volonté d'engagement et de responsabilité socio-politiques, ce phénomène religieux — qui est en soi l'expression d'un puissant mécontentement social — désamorce le potentiel contestataire, voire insurrectionnel, que des siècles d'oppression ont accumulés dans les couches sociales populaires. On comprend alors que ces mouvements religieux soient particulièrement bien accueillis par les régimes dictatoriaux ou autoritaires d'Amérique latine, puisqu'ils catalysent le potentiel insurrectionnel vers une révolution toute symbolique. Et cela d'autant plus à une période où l'Eglise catholique cherche, elle, à se démarquer des dictatures. En Haïti, « *Papa Doc* » savait tirer les fils non seulement des cultes vaudou, mais aussi des mouvements pentecôtistes qui ont connu une croissance fulgurante sous son régime, pour englober le cinquième de la population environ en 1970. D'ailleurs, combien de missionnaires qui ont voulu ou dû quitter Cuba dans les années 60 se sont-ils recyclés à Haïti ?

Les photos abondent qui montrent les dirigeants pentecôtistes (mais aussi baptistes, etc.) en conférence avec tel président d'une République bananière — ou avec l'éternel Stroessner, dictateur du Paraguay, à la veille de lancer une grande campagne d'évangélisation. Généralement, de telles photos sont soigneusement encadrées et accrochées au mur des locaux du pasteur.

Ceci nous conduit à un deuxième aspect. Même si le feu sacré est préservé, le mouvement pentecôtiste vit une durée plus longue que celle qu'il prévoit. Le Royaume est sur le point de venir, tout l'indique, mais il n'a toujours pas atterri. Le grand oral pentecôtiste est proche, mais la vie quotidienne se poursuit. Et, avec elle, l'éveil d'appétits nouveaux. Les grands pasteurs pentecôtistes sont à la tête de communautés locales importantes, dont les fidèles — et il faut prendre ce mot dans le sens le plus fort — se chiffrent par milliers. Le pasteur dispose d'une autorité énorme

### Une activité proliférante

## MYSTIQUES VIOLENTES ET STRATÉGIE NON VIOLENTE

Par MICHEL DE CERTEAU \*

VIOLENCE ou non-violence : des positions idéologiques se décomposent entre chrétiens selon cette alternative. Sans doute ont-elles encore des implications pratiques, mais elles s'articulent de moins en moins sur l'efficacité des combats ou des débats. Les affirmations de principe (par exemple : « *Le christianisme condamne la violence* ») reçoivent leur force des groupes (politiques, ecclésiastiques, etc.) qui les portent et où elles jouent un rôle mobilisateur. Il en est ainsi (il en a été ainsi) dans les pays où l'institution ecclésiastique garde, par sa cohérence, la capacité d'organiser la crédibilité d'un combat (par exemple, pour l'ordre) et fournisse même à ses contestataires de l'intérieur ceux qui prônent la nécessité de l'action « *violente* » le point d'appui d'où leur opposition tire un effet politique. Mais, dans la plupart des pays d'Amérique latine (ce n'est pas vrai en Argentine ou en Bolivie), cette situation change avec l'amoindrissement des pouvoirs des institutions ecclésiastiques disposées, avec les divisions qu'y introduisent de plus en plus les différences nationales, les clivages entre classes et les divergences politiques, ou avec la lente dérive des unités religieuses d'origine européenne (catholiques, protestantes, etc.) vers des mouvements de type nationaliste comme l'Umbanda au Brésil (1), correspondant à ce que Robert Bellah appelle justement des « *religions civiles* » (2). Sur le sol fissuré et mouvant des Eglises, les déclarations doctrinales ont bien moins d'impact et d'intérêt.

Il en va de même pour les formations politiques de gauche quand, écartées par un pouvoir autocratique et/ou militaire, elles doivent aller de « *coup* » en « *coup* ». Leurs théories, programmes d'action ou les convictions chrétiennes ont longtemps joué un rôle décisif (3), se métamorphosent en mémorables symboliques ; privées de soutiens publics et organiques, elles s'effritent dans l'air pollué des mass media ou se retirent dans le secret des conversations privées. La théorie du *foco* (le *foe*), qui date de 1965, est de passé.

Des interventions ponctuelles se tiennent à distance d'un discours commun. Trop disséminées pour être contrôlables par le pouvoir (la répression d'un cas n'atteint pas les autres), elles constituent d'innombrables laboratoires socio-économiques où des hommes d'origines très diverses sont beaucoup moins déterminés par leur position de « *délégués* » de partis (et donc aussi de représentants de la coupure entre une avant-garde militante et les masses) que par des collaborations locales à la recherche de nouvelles formules. Fournille-

\* Anthropologue et historien à l'université de Paris VII.

ment sous l'herbe, cette proliférante activité enlève sans doute beaucoup de leur pertinence aux discussions d'antan sur la violence ou la non-violence. Il faut donc plutôt analyser quelles directions prend cette écriture multiple mais tracée dans l'époque complexe de terribles différents, épousant leurs replis, bousculant, presque illisible. Mureurs révolutionnaires aussi, à travers la pluralité indéfinie des « *contrats d'action* » entre travailleurs, paysans, notables ou intellectuels. Quelques sondages seulement peuvent l'évoquer.

### Le martyr guérillero

DU Père Camilo Torres, prêtre colombien tué le 15 février 1966 par l'armée nationale (4), ou du Père Héctor Lora, tué le 22 mars 1974 au cours d'un affrontement avec les troupes gouvernementales, une tradition s'est formée, celle de « *martyrs* » (5). Elle honore des clercs combattants. De ces morts, une littérature est née : des récits, des chants, des images. Le sang des héros morts a circonscrire une place de sens où se trouve symboliquement scellée l'olice entre la foi chrétienne et la révolution, et où se raconte en même temps le reflux des mouvements guérilleros déclinés par la répression. Ces chrétiens politiques font signe — un signe indissociable de leur écheu, qui prend donc valeur « *spirituelle* » beaucoup plus qu'exemplaire ou stratégique. Cette littérature « *évangélique* » n'enseigne pas des méthodes ou des tactiques ; elle est plutôt l'équivalent, lui aussi mobilisateur, des martyrologes qui habitaient jadis les communautés chrétiennes. Elle articule une foi — sa violence révolutionnaire — dans un champ politique. Elle constitue un nouveau discours chrétien.

Pas importe qu'il s'agisse d'être guérillero ou communiste, parce que, dans un monde dont les trois quarts des habitants meurent de faim, qu'importe la vie d'un simple homme comme moi ? Ce message, envoyé de Teoponte (Bolivie) par le Père José Pato en 1970 (6), désigne aussi bien les effets de ce discours : la misère populaire, ici, mais des chrétiens à ces deux communautés d'hier, la guérilla et la « *communisme* ». Une biographie valorise ces deux interdits. Les héros ne sont pas morts en vain. Une autre idéologie — une autre symbolique chrétienne — a été par eux signée et légitimée. A leur sujet, une journaliste brésilienne parlait d'un « *second vendredi saint* » (7).

Morts et martyrs chrétiens continuent de partir dans les guerilles montagnardes, comme jadis vers les déserts d'Egypte. Ainsi, le Père Domingo Lora, engagé dans « *l'armée de libération nationale* » et « *caravane* » de la guérilla colombienne depuis 1970 (8). Il déclara en 1970 : « *C'est maintenant que débute ma vraie consécration sacerdotale, qui exige le sacrifice total de soi afin que tous les hommes puissent vivre* ». En Colombie aussi, les Pères Laurentino Rueda, Pedro Duarte et José Eguerra, sans parler de prêtres accusés de servir de boîtes aux lettres et de soutiens aux guérilleros (9). En Bolivie, l'Argentin Nestor Paz ; à Panama, Colles, prêtre colombien, etc.

Ces prêtres « *délégues* » ont provoqué un débat public qui faisait écho à Javier Dario Restrepo, dans le très officiel « *El Tiempo* » de Bogota : « *Les cas des prêtres guérilleros tels que Camilo Torres ou Domingo Lora en*

Colombie ont servi à mettre tout le continent en garde contre ceux qui accusent l'Eglise d'être subversive. C'est un fait que les prêtres latino-américains sont parvenus à la conclusion que l'unique solution viable en vue du changement radical qu'exige le continent, c'est la lutte armée » (10). Même si, dans la plupart des pays, elle est devenue impossible ou de plus en plus risquée ; même si, dans le monde clercal, les grandes vagues réformatrices de Medellín (1968), tout comme celles de Vatican II en Europe, reculent aujourd'hui, apparaissent utopiques, voire aller aussi « *subversives* » (11), cette poétique de la guérilla (d'ailleurs orchestrée par la littérature réactionnaire qui en souligne les dangers) a fait vivre la mystique du côté de la révolution et créé une symbolique chrétienne. Elle reste habitée par la figure mythique de « *Ché* » Guevara. Elle a orienté bien des prêtres latino-américains vers les risques d'une tâche sociale chargée pour eux de sens, et les a détournés des bonheurs individuels et des sécurités professionnelles qui, en Europe occidentale, servent si souvent de portes de sortie aux déceptions engendrées par une idéologie surannée de la « *vocation* ». Fait plus important, la spiritualité instaurée par ces morts a créé l'espace d'un espoir ; elle a rendu croyable la révolution qui s'éloignait ; elle a force mystique au moment où elle perd une portée directement politique.

### « Impasses » et dépassements

#### de la religion populaire (12)

L'ECHEC de la politique du « *foco* » conjugué à une conception de la foi chrétienne a été aussi pour effet, par une massive orientation de la pastorale, de la pédagogie ou de la catéchèse vers les « *religions populaires* » (13). C'est une révision déchirante. Avant 1970, l'avant-garde militante critique assez violemment les religiosités « *folkloriques* », élitistes sociales, coupées d'insertion politique (et, de fait, les grands mouvements religieux spirituels populaires étaient souvent soutenus, de l'intérieur ou de l'extérieur, des Etats-Unis par exemple, comme des moyens de fermer la porte de la révolution en ouvrant celle du ciel). L'effondrement des organisations politiques démocratiques ramène aux vastes régions, apparemment immobiles, de l'expression religieuse populaire. On l'a constaté au Brésil depuis le coup d'Etat de fin 1968. Le fait est plus spectaculaire encore au Chili depuis l'installation de la junte en septembre 1973. Il faut pourtant déceler dans ce courant des éléments très divers, qui sont au moins à signaler :

1. Une importance plus grande est accordée à l'analyse économique de situations misérables qui, relevant d'un système pour le moment inextinguible (la révolution est loin !), appellent des opérations (coopératives, formation professionnelle, exploitations collectives). Il faut introduire localement, dans l'organisation actuelle (14), une autre expérience sociale (coopération) et des moyens techniques modestes (à la portée de tous). Cette activité promotionnelle, dans la mesure où elle veut passer par l'adhésion et la participation des paysans ou des travailleurs, rencontre leur « *mentalité* » comme un ensemble d'expériences fondamentales. Mais s'il s'agit de « *résistances* » à l'innovation, elles ont poids et sens. La recherche de moyens techniques mieux

ajustés à une action doit être associée aux longs cheminement fraternels de la compréhension et donc aussi à une autre intelligence de ce qui se dit en des langages religieux d'ailleurs souvent mixtes, stratifiés et complexes.

2. Dans l'étude des religions populaires s'aventure aussi une très ancienne nostalgie latino-américaine du « *pays de l'intérieur* », lieu d'un « *propre* » dominé et occulté par les réseaux de structures politiques et socio-économiques multinationales. La religion populaire, c'est, racontée en fables, la mémoire du peuple. Son histoire est cachée dans ces métaphores où se maintient un vouloir. Le folklore laisse entrevoir ce noir soleil qui ne se lève pas. Désormais, le retour prend une forme plus anthropologique et plus nationaliste. Il bénéficie de travaux plus techniques : l'activité scientifique en anthropologie, ethnologie ou sociologie se substitue souvent à des engagements politiques devenus marginaux ou impossibles (15). Mais, en chaque pays, se fait jour

(1) Cf. Renato Ortiz, *La Mort blanche du sorcier noir, Umbanda : intégration d'une religion dans une société de classe chère rotative*, Paris, 1973.

(2) Robert N. Bellah, *Beyond Belief, Essays on Religious Faith in a Post-traditional World*, New York, 1970, pp. 168-189 : « *Civil religion in America* ».

(3) Cf. M. de Certeau, « *Les chrétiens et la dictature militaire au Brésil* », in *Politique aujourd'hui*, nov. 1969, pp. 38-51. Sur les positions ecclésiastiques latino-américaines, cf. deux importants dossiers publiés à Lima par le CEP : *Signos de Renovación*, 1969 ; *Signos de Liberación*, Testimonios de la Iglesia en América Latina, 1969-1974.

(4) Cf. Walter Broderick, *Camilo Torres, A Biography of the priest-guerrilla*, Doubleday, New York, 1971. La meilleure biographie de O. Torres.

(5) Michael McKale, « *Nestor Paz : the mystic Christian guerrilla* », in *Radical Religion* (Berkeley, U.S.A.), vol. II (1975), n° 1, p. 36-44. Cf. Nestor Paz Zamora, *My Life for my Friends*, Orbis Press, Maryknoll, 1974.

(6) Noticias Aliadas (Lima), 25 juillet 1970. In *Estado de São Paulo*, 3 janv. 1971.

(7) Noticias Aliadas, 20 décembre 1973. Le P. Lora est l'auteur d'un appel à la révolution, adressé aux prêtres de Colombie (« *Texte in Nudo* », Lima, 8 sept. 1971) et d'une étude sur *El sacerdotado y la Revolución* (1973).

(8) P.O., « *De plus en plus de prêtres dans la guérilla* », in *Le Croix*, 11 janv. 1972.

(9) Cf. Ricardo Antonio, « *El tema de la liberación en Medellín y el Sincro de 1974* », dans la revue Medellín, 3, 1976.

(10) Cf. le titre d'un important dossier : *Pres Denio e os impasses da religião popular*, Recife, décembre 1971. Il y en a beaucoup d'autres analogues, constitués par des équipes réunissant chercheurs, militants, travailleurs, etc.

(11) Il y a toute une littérature du sujet depuis 1960-1970. Ainsi sur le catholicisme : A. Bantig, S. Gallies, J. Monast, etc., *Catholicismo popular*, Quito, 1969 ; F.A. Elbeiro de Oliveira, *Catholicismo popular na América Latina*, Rio (Brésil), 1971 (avec une importante bibliographie, pp. 77-79) ; S. Gallies et M. Gonzalez, *Catholicismo popular*, Quito, 1972 ; ITREX, *A Fé popular no Nordeste*, Salvador-Bahia, 1974, etc.

(12) Ainsi au Brésil, l'expérience du PUNDEPRAN (Programa de desenvolvimento integrado do São Francisco) dans la vallée du São Francisco, à Barra (Etat de Bahia) : cf. dossier des Cadernos do Ceres (Salvador), août 1972, et Freddy A.J. Servais, « *Un projet de développement au Brésil* », in *Devenir le Monde*, 18 février 1974. Ou bien, au Pérou, la CIPCA, à Piura.

(13) Exemplaires, à cet égard, les *Ensayos de Antropología estructural* de Roberto da Matta, Rio, 1973 (en particulier sur « *le carnaval comme rite de passage* », pp. 121-138), qui renouvellent les méthodes après les études classiques de Luis de Camara Caceres, *Folclore do Brasil* (Rio, 1967), *Tradição, Ciência do Povo* (Rio, 1971), *Cultura de massa e cultura popular* (Rio, 1973), etc.

سك ان الراس



suprême des stens, il est devenu une nouvelle étoile dans la constellation des pouvoirs locaux. Dans les pays à régime électoral (rare aujourd'hui, mais où le vote est alors obligatoire), il sera sans doute l'objet de sollicitations de la part de divers partis. Il sera fréquemment consulté avant les décisions affectant la collectivité. Cet homme, issu très souvent des milieux les plus populaires et dont l'accès au pouvoir ne doit rien aux études ou à la fortune, mais beaucoup à une capacité insoupçonnée de

meneur d'hommes (dans le langage pentecôtiste, on dira qu'il a le « don »), grand conscience des différentes dimensions de son pouvoir, et alors de puissants désirs de reconnaissance, voire de revanche sociale, peuvent se manifester. Ces photos que j'ai mentionnées plus haut ne sont-elles pas le témoin de l'imaginable réalisation des rêves enfants : pouvoir voir le président et lui parler ? A ce propos, passons en revue des événements récents survenus au Chili.

#### Pinochet chez les pentecôtistes

DEBUT septembre 1974, le chef de la Junta, le général A. Pinochet, déclare en hauteur à l'incompréhension de la part de l'Eglise catholique, mais qu'heureusement il n'en va pas de même dans toutes les Eglises chrétiennes.

15 décembre 1974. « Lors d'une cérémonie à laquelle assista le chef suprême de l'Etat, le général A. Pinochet, le

temple-cathédrale de l'Eglise méthodiste pentecôtiste de Santiago (...) fut solennellement inauguré (...). Assistent également à la cérémonie le ministre de l'Intérieur, le général C. Benavides, le commandant de la garnison de Santiago (...), le chef de l'état-major de la défense nationale... » (Mercurio, 18 décembre 1974).

19 décembre 1974. « Déclaration :

L'Eglise évangélique chilienne est aujourd'hui satisfaite, car pour la première fois dans ses cent années d'existence, un chef d'Etat reçoit officiellement ses autorités, pasteurs et dirigeants, mettant ainsi en valeur la force spirituelle constituée par 15% de la population chilienne. (...) Aujourd'hui, nous marquons le pas pour témoigner à Dieu notre gratitude de nous avoir libérés du marxisme grâce au prononcement des formes armées en qui nous reconnaissons le mur de protection que Dieu a établi contre l'impérialisme. Mais nous sommes convaincus que le marxisme ne peut être totalement mis en déroute que par Jésus-Christ, car lui seul change les cours. C'est pour cela que nous sommes ici, pour appuyer notre gouvernement dans sa lutte courageuse et décidée contre le marxisme et pour lui offrir notre concours spirituel. » (Mercurio, 19 décembre 1974).

Ce fragment d'une déclaration qui couvre une page entière du Mercurio (et qui cite explicitement le texte de saint Paul mentionné plus haut) est signé par les dirigeants des principales Eglises

pentecôtistes. Ces citations renvoient à des événements qui parlent d'eux-mêmes. Voilà le grand signe d'un nouveau statut social. Mais, en même temps, les chefs pentecôtistes perçoivent l'occasion unique qui leur est offerte dans le Chili de la dictature militaire. Alors que l'autre grande idéologie d'espérance, le marxisme, est prosaïque et ses adeptes persécutés, alors que la situation économique empire et va devenir insupportable pour les masses, le pentecôtisme reste seul avec son message de salut qui repart le blanc-seing de César — et de quel César !

Un élément qui transparaît dans la dernière citation est l'anticommunisme virulent. Il fait de tout temps partie d'une vision du monde dualiste qui oppose le spirituel au matériel, le message évangélique au « marxisme », expression maximum de la force satanique des ténements. L'anticommunisme du 19<sup>e</sup> siècle (1974). Après un temps de flottement sous l'Unité populaire (la légitimité était marxiste et, de plus, de nombreux fidèles approuvaient une politique favorable aux plus défavorisés, donc au peuple penta-

chiste), l'anticommunisme se durcit encore, sous l'influence d'ailleurs de nombreux conseillers spirituels nord-américains.

Le cas chilien est un bon révélateur de la tendance dominante au sein des mouvements pentecôtistes en Amérique latine. Certes, il existe des exceptions, mais elles sont de peu de poids. Les plus significatives sont peut-être l'Eglise « Brazil para Cristo » qui mène une action sociale décidée et, au Chili, la Iglesia Pentecostista Wesleyana, proche du parti socialiste, aujourd'hui déclinée par les persécutions. Mais dans l'ensemble, l'analyse des implications socio-politiques des « ecclésiastiques » aboutit à cette double conclusion : pour des millions d'hommes sans espoir ni matériel ni spirituel, le pentecôtisme a apporté et apporte concrètement un salut, une dignité humaine, une communauté ; mais en même temps ce mouvement renforce, en lui donnant une logique, la dépolitisation des masses populaires et soutient ainsi, plus indirectement que consciemment, le statu quo en Amérique latine.

CHRISTIAN LALIVE D'EPINAY.

#### Domination économique et retour aux sources

QUAND on examine la situation de l'Amérique latine, on ne peut qu'être frappé par la vague de répression, d'une ampleur jamais connue jusqu'à présent, qui s'abat aujourd'hui sur le continent. Dans le Sud, en particulier, cette vague de répression s'accompagne ou résulte d'une dégradation économique et politique particulièrement visible dans des pays naguère relativement prospères et politiquement stables, comme l'Argentine, le Chili ou l'Uruguay. Dans ces pays, la répression est dirigée non seulement contre les militants politiques, le mouvement ouvrier, les étudiants et les intellectuels, mais aussi, de façon systématique et répétitive, contre les Eglises de plusieurs pays, et cela dans le but de les neutraliser et d'éliminer leurs secteurs progressistes dans la mesure où ceux-ci, en prenant la défense des droits des classes dominées qui sont systématiquement violées, mettent des obstacles d'ordre politique devant les gouvernements répressifs, militaires ou non, qui sont à l'œuvre dans cette partie de l'Amérique.

Cette recrudescence de la répression — coups d'Etat, torture instituée, politique économique aboutissant quasiment au génocide, etc. — peut s'interpréter de plusieurs façons. L'interprétation obvie est que, à l'heure de la récession économique mondiale et de la crise plus ou moins profonde du capitalisme multinational — davantage encore lorsque la politique de « détente » envers le bloc des pays socialistes pourrait être remise en cause, — s'ouvre nécessairement une période de plus grande exploitation de la main-d'œuvre dans les pays dits du tiers-monde et, par conséquent, une période de renforcement des régimes militaires, y compris ceux, dans une Amérique latine considérée, jusqu'à maintenant, ainsi que l'affirme de fait la doctrine Monroe, comme « arrière-pensée » de l'impérialisme nord-américain.

Il ne nous appartient pas d'analyser ici comment la révolution cubaine de 1959 a probablement été, dans presque toute l'Amérique latine, le détonateur d'un soulèvement poli-

Par GONZALO ARROYO \*

renouveau de ses mouvements politiques. Il n'est pas non plus de notre ressort de voir comment les coups d'Etat successifs du moins ceux qui se sont produits au cours des années 70, sont pour une bonne part l'expression de la nouvelle politique « dure » que M. Kissinger et Nixon ont appliquée vers la fin des années 60 pour contenir l'avancée de la gauche en Amérique latine. Mais il est important de souligner que cette situation révèle surtout une crise de domination des classes nationales alliées au capitalisme international. Celles-ci ont perdu leur capacité de gouverner « démocratiquement » par manque de consensus social, consensus qui, auparavant, légitimait jusqu'à un certain point certains Etats latino-américains (pour lesquels l'Amérique était plus qu'un mot). Pour ne pas courir le risque d'une désintégration et d'une perte de leur

\* Professeur associé à l'université de Paris X.

hégémonie politique, elles se sont vu dans l'obligation de recourir aux forces armées et aux gouvernements qui utilisent la répression politique judiciaire et policière) contre les masses laborieuses. Mais cette vague de répression, qui affecte surtout le cône sud du continent, révèle aussi un autre fait : l'échec du système politique capitaliste sur un continent considéré comme partie intégrante de la civilisation occidentale.

Tels sont les faits qui s'imposent : aujourd'hui, la forme « normale » de gouvernement est la dictature, aux types divers ; l'« anormale » est le fonctionnement réel de la démocratie libérale limitée des pays capitalistes industrialisés, telle que la traduisent de nombreuses Constitutions, même si ces dernières restent pratiquement et toujours lettre morte. Un rapide tour d'horizon sur les dix nations d'Amérique du Sud montre qu'il n'en reste encore que deux ou trois cas qui ont un gouvernement élu au suffrage populaire. Parmi ces dernières, une seule, sans doute (le Venezuela), ne pratique pas les lois d'exception, qui sup-

priment, en fait, les garanties constitutionnelles. Cela veut dire, en d'autres termes, que le capitalisme pénètre en Amérique latine, mais qu'il ne se développe réellement que durant les années 60, sous l'égide des multinationales ; il domine évidemment le continent point de vue économique, mais il est incapable d'y établir son « hégémonie » au sens de Gramsci (1).

(Libre la suite page 18.)

(1) Pour Gramsci, l'Etat n'est pas seulement un appareil coercitif mais aussi hégémonique. « En politique, l'erreur provient d'une compréhension tronquée de l'Etat dans son sens intégral : dictature plus hégémonie. » Autrement dit, la bourgeoisie capitaliste ne se contente pas seulement au moyen de la contrainte, à travers l'appareil policier, judiciaire, etc., mais encore au moyen de son hégémonie (domination idéologique) par laquelle elle neutralise tout un ensemble de forces révolutionnaires. Cf. M. A. Cacciari, Pour Gramsci, Le Seuil, 1974, p. 129.

auquel une réserve plus soupçonneuse à l'égard de manifestations propres à d'autres notions latino-américaines, a fortiori à l'égard de généralisations sur la division élites/masses. Un nationalisme se cherche, une forme se montre en effet — sous une forme religieuse — s'annonce à tous ce qui n'a pour personne encore une effectivité politique.

3. Le reflux des cadres ecclésiastiques sur la religion populaire est lié chez eux à un échec qui aura le double effet d'une trahison et d'une humiliation. Il est évidemment téméraire d'en parler ainsi. Pourtant, d'une part, les clercs (au Brésil, au Chili, etc.) ont majoritairement abandonné, au moment de l'épreuve, du danger et des conflits, les militants qu'ils avaient d'abord encouragés. D'autre part, leur alignement (lui aussi « prudent ») sur l'ordre établi ne leur a même pas valu un surcroît de puissance ; au contraire, il s'est traduit par une marginalisation et une dépendance par rapport aux instances réelles (économiques, militaires et technocratiques) du pouvoir. Trahison des clercs, humiliation des Eglises. Le lourd travail qui les ramène vers le peuple semble conduit à la fois par la volonté d'un service à l'échelle modeste des unités locales (celle des curés et des militants de base) et par le besoin de retrouver, dans une sorte de « misère » à moitié commune, les adhésions et les alliances devenues illusoire dans les lieux politiques où l'on contentait d'exploiter au profit du régime une fiabilité religieuse d'ailleurs de moins en moins nécessaire.

Dans cet ensemble, une disparité croissante se produit entre les deux termes d'une association : religion et populaire. L'intérêt des militants va du premier au second. L'élément religieux n'est pas pour eux un objet d'opérations conservatrices ou muséographiques visant à recueillir des restes précieux, et pas davantage un moyen de retrouver dans les masses des proximités qui compensent ou expriment la marginalisation des Eglises. Il est plutôt tributaire de deux composantes qui s'y combinent. L'une concerne la possibilité d'une identité de classe ; l'autre, la base rurale ou populaire de transformations socio-économiques nécessaires. L'une et l'autre désignent ce qui doit se trouver une forme révolutionnaire enracinée dans une tradition vivante.

A cette double pertinence des religions populaires dans les pratiques militantes, il faut ajouter tout ce qui, désigné comme syncrétisme, renvoie en fait à un transit ou un passage culturel, et tout ce qui, sous une figure religieuse, indique la relation d'une culture dominée avec un langage longtemps dominant, c'est-à-dire avec un langage imposé qui lui sort de masque. Ce dernier aspect surtout retient l'attention. La culture élite « populaire » se réapproprie subrepticement la culture dominante par la manière même dont elle s'en sert. C'est le cas de ce dire dans le langage de l'autre, — une façon de jouer-déjouer le pouvoir qui s'est imposé, et de reprendre la parole sans avoir (encore) une place propre. Le champ religieux est en champ privilégié pour ces stratégies de langage qui caractérisent, violence invisible, un réemploi ou une pratique de la langue reglée là où il n'y a pas encore l'instauration d'une expression autonome.

Les populations encore rurales et déjà sous-prolétaires du sertão ou des environs de Recife affectent ainsi aux manifestations « messianiques » un rôle particulier (16). Une

sorte de bilinguisme culturel s'y développe. Un premier discours constitue une organisation de pouvoirs connotés par leur fatalité (la raison du plus fort est toujours la meilleure), par leur message (le riche temps et vole toujours) et par le silence qu'ils créent (« les gens savent mais ne peuvent rien dire »). Il s'accorde aucune justification religieuse à ce monde mal fait avec lequel il faut bien ruser. A côté, les pratiques et les représentations religieuses constituent un autre espace, symbolique, où un espoir peut se dire. Ce deuxième discours énonce un quand même. Il dispose d'une poétique en grande partie installée par le colonisateur européen. Mais il s'en sert pour critiquer les tabous officiels de la mine sur le poème (encore atypique, sans lieu d'une société différente, égalitaire, où les pauvres triomphent et les corps malades guérissent. Ce qui n'est pas constatable s'énonce là comme possible, extraordinaire, miraculeux. Ce langage religieux, habité par l'expérience du malheur, croît dans la mesure même où décroît l'effectivité d'institutions démocratiques ; il faiblit quand elle grandit. Il est la figure de ce qui ne peut pas encore prendre forme socio-politique.

Une protestation « révolutionnaire » inverse l'ordre des faits et réinstalle dans un espace « sacré », en absence et en attente des moyens nécessaires à sa réalisation. Elle ouvre sous la métaphore sociale des mouvements religieux. Bien plus, tout se passe, souvent, comme si elle devenait l'indice d'une stratégie qui n'a pas de lieu propre (sa part, une force, une représentation), mais s'insère dans l'organisation dominatrice. Elle signale déjà le murmure et le lourd travail d'une érection qui, sous peine d'erreur, se nomme, manifeste la revendication du dominé dans le langage même du dominant. Alors même que l'ordre répressif est (semble) accepté faute de pouvoir à lui opposer, mille tactiques y infiltrent, sous la mosquée de l'adhésion, la possibilité pour une autre ambition de se le réapproprier. Une subversion s'insinue sous le mode de la participation. C'est la résistance compatible avec la faiblesse. Une patience armée se compromet.

Il n'est pas interdit de penser qu'aujourd'hui, délogées de leurs prétentions idéologiques, affaiblies et divisées, les Eglises pratiquent des compromis comparables à l'égard des pouvoirs établis. Elles ne s'identifient pas à ce qu'elles acceptent. Leur faiblesse n'est pas renoncement, même si elle n'est pas glorieuse. Peut-être se rapprochent-elles ainsi de pratiques populaires. A cet égard, les rares interventions ecclésiastiques officielles qui marquent une opposition (telle celle de Mgr Camus au Chili) (17), et dont les autorités s'empres- sent d'obtenir le porteur, prennent l'allure de « bruit » relatif aux gloires ecclésiastiques d'en-fer, et sont déjà secondaires par rapport aux résistances qui se cachent sous une humilité déclinée de « pauvres ».

#### Des laboratoires de prise en charge

Il est d'ailleurs frappant que, dans leurs conflits avec les pouvoirs, les évêques privilégient des méthodes non violentes. Ainsi, Mgr L.E. Proaño à Riobamba (Equateur) (18), Mgr A. Fragoso à Crato (Ceara, Brésil), Mgr P. Casaldaliga à São-Feliz (Mato-Grosso, Brésil) (19). Même tendance dans les instances sociales, comme à la cimenterie Peres à São-Paulo (deuxième année de grève puis de procès, 1962-1974) (20).

Un symptôme en est le mouvement qui coordonne les actions de « libération non violente ». Depuis la première rencontre latino-américaine de 1971 (Asajque, Costa-Rica), un séminaire général a été créé à Buenos-Aires (21) ; des réunions continentales régulières s'organisent (Medellin, février 1974 (22) ; Brésil, février 1976) ; et aussi des séminaires d'études (Buenos-Aires, mars 1975 ; São-Paulo, octobre 1975, etc.). Les actions rurales y jouent un rôle croissant, qui les oriente vers une révolution paysanne. Il s'agit surtout d'interventions qui se dégagent de références idéologiques précises (politiques ou religieuses) et leur préfèrent l'analyse de techniques d'action, alors même qu'on n'y parle pas de « non-violence ».

En un temps où (Mgr Fragoso le disait à Medellin en février 1974) « les forces de répression s'organisent de plus en plus » (23), les stratégies qui s'élaborent ainsi dans les collectifs (et aussi dans les mouvements de défense des droits de l'homme, des prisonniers politiques, etc.) (24) présentent des traits qui l'on peut sans doute déceler des orientations décisives dans un avenir proche (25). En retenir quelques-uns, ce sera en tout cas dessiner des issues et des questions du présent.

1. En laissant de côté les idéologies (indiscutables de l'élite militante qui les produit), on entend promouvoir des actions qui soient contrôlables par le groupe local concerné. Elles ne visent donc ni des objectifs qui lui échappent ni des forces qui le dépassent. Le but est d'éviter la division du travail entre rhétoriciens et exécutants, on s'écarterait consistait à des ordres impossibles dans la population de base peu toujours les fruits. Les conflits doivent être proportionnés aux moyens du groupe par un apprentissage gestionnaire des rapports de force. Ils constituent donc « une lutte autogérée », une expérience positive et présente du pouvoir, et par là une « participation permanente » de l'avenir (26). Cette pratique collective n'est pas moins circonscrite dans la micro-politique et, comme le constatent déjà la rencontre de Buenos-Aires, elle articule difficilement des actions dissimulées sur un projet global. Mais est-ce possible ?

2. La conscientisation ainsi définie prend la forme de techniques d'action et fournit des instruments d'analyse de la réalité. Le savoir ici est un agir et il en naît. Il crée, beaucoup plus lentement, il est vrai, un irréversible : l'acquisition de pratiques sociales.

3. Cette science expérimentale a pour caractéristique de faire apparaître des seuils. Dans les pratiques sociales existantes, elle découpe des impossibilités nouvelles. Dans la « normalité » se dessine l'arrêt d'un non-pouvoir. La non-coopération est l'action initiale, une rupture insurrectionnelle. Des paysans ne paient plus un impôt municipal (Panama) ; des Indiens Guandá ne fréquentent plus les écoles imposées (Paraguay) ; les paysans de La Vega ne vendent plus leurs haricots au prix qui a été fixé (République Dominicaine) ; l'évêque de Crato (Brésil) ou de Riobamba (Equateur) refuse de participer aux cérémonies gouvernementales, etc. Une tactique du non, qui correspond à la forme première de la prise de conscience, mobilise le groupe et déplace la géographie de la légitimité en lui substituant une référence plus fondamentale.

4. Par là s'introduit une distinction entre « autorité » et pouvoir. A « autorité » ce qui est crédible ; à pouvoir ce qui s'impose. Des pouvoirs aujourd'hui de plus en plus forts

mois de moins en moins crédibles sont ainsi atteints en leur point faible par la mise en cause de leur autorité, puisqu'une adhésion leur reste nécessaire pour fonctionner. Par l'action qui désale leur autorité en recouvrant le fait de leur pouvoir, ils perdent le « vraisemblance », qui est le décor nécessaire de la violence gouvernementale. Un ressort interne leur est enlevé, quand se dévoile la brutalité qui se cache derrière une autorité. Cette action-là démobilise et démoralise aussi les fonctionnaires trompés par ce que le pouvoir leur fait croire. Car les policiers et les militaires eux-mêmes ont besoin de croire, ou de croire qu'ils croient, ou sans l'ordre, la patrie, etc., de la répression qu'ils exercent au service d'un pouvoir. A toucher à ce point névralgique, les stratégies non violentes deviennent aussi, et c'est encore plus important, des laboratoires où s'expérimentent les moyens dont dispose un groupe pour contrôler les systèmes de pouvoir. A petite échelle, c'est la prise en charge, au titre d'une conscience collective, du problème qui se pose devant les pouvoirs scientifiques et technocratiques : un apprentissage politique de ce qui est normal, croyable ou justifiable. Nul doute que l'expérience religieuse, des longtemps « spécialisée » dans le croire, n'ait un rôle nouveau et important à jouer dans ce champ encore si peu exploré de la vie politique.

MICHEL DE CERTEAU.

(16) Sur les mouvements messianiques, le livre aux travaux bien connus de Maria Laura Pereira de Queiroz. Cf. aussi, très documenté, Ralph Della Cava, *Messianisme et justice*, Columbia University Press, New-York, 1970. Je me réfère ici à des séminaires de recherche sur le langage populaire et religieux auxquels je participe, à Recife, depuis 1974.

(17) Sur les propos de Mgr Camus (secrétaire de la Conférence épiscopale) lors d'une réunion de journalistes à Santiago et l'affaire qui a suivi, cf. *Messianisme* (Santiago), novembre 1975, pp. 480-490. Un communiqué de la Conférence épiscopale du Chili (10 octobre 1975) jugeait d'ailleurs ces propos conformes pour l'essentiel à la déclaration épiscopale « Eglise et paix » (septembre 1975) qui exhortait la lutte dans la défense des « droits » et manifestait sa « reconnaissance » aux forces armées pour « le service rendu au pays » et pour « nous avoir libérés d'une dictature marxiste » (cf. le texte intégral, document DIAL, n° 247).

(18) Cf. « L'engagement politique du chrétien », note radiodiffusée le 24 janvier 1975 ; DIAL, doc. 220.

(19) Menace d'expulsion (comme Espagnol) pour avoir pris la défense de populations rurales marginalisées et de petits cultivateurs expropriés. Mgr Casaldaliga a été défendu par l'assemblée de l'épiscopat, cf. le dossier 248 de DIAL.

(20) Cf. DIAL, doc. 183 et 203. (21) Le coordonnateur général, Adolfo Pérez Esquivel (« Servicio para la acción liberadora en América Latina. Orientación no violenta », Paris 680, P. D. 19, Buenos-Aires, Argentine), publie un bulletin, *Paz y Justicia* (España 880, San Isidro, prov. de Buenos-Aires, Argentine), donnant informations et réflexions théoriques.

(22) Cf. *Paz y Justicia*, n° 10-12 (janvier-mars 1974) et 15 juillet 1974.

(23) On a une bonne analyse de la répression dans *Sie* (revue du CEAS de Caracas, Venezuela), numéro de septembre 1975.

(24) Ainsi, créé en 1973 et théoriquement dissous par la Junta en novembre 1975, le « Comité de coopération pour la paix au Chili », ou Pro Paz qui, lui, clame des pratiques chrétiennes travaillant à la « libération » des prisonniers et a eu maille à partir avec la DINA (Direction de l'Intelligence Nationale), organe central de la police chilienne.

(25) Pour une analyse des techniques et des expériences de non-violence, cf. Jean-Marie Muller, *Stratégie de l'action non violente*, Paris 1972, surtout l'excellent livre *Alternatives non violentes* (3, rue Lemaitre, 92000 Levallois).

(26) *Alternatives non violentes*, n° 4, p. 12 ; n° 12, p. 38.



(Suite de la page 17.)

Le pouvoir hégémonique des États latino-américains manque de consistance parce que les classes dominantes, auparavant soumises aux oligarchies et aux bourgeoisies dirigeantes (dépendantes du capitalisme international), se rebellent

### Le mythe occidental

Si nous posons que les classes dominantes, et donc le capitalisme international, ont politiquement échoué en Amérique latine — même si certains pays comme le Brésil et l'Argentine ont atteint un degré très important de développement économique — il faut nous demander pourquoi d'autres pays, qui ont également subi, dans le passé, la pénétration capitaliste à partir de l'Europe, sont parvenus à avoir des régimes relativement stables, dans lesquels la domination idéologique est capable de parvenir à un consensus social qui légitime les institutions politiques bourgeoises. C'est le cas non seulement des États-Unis et du Canada, comme également de diverses anciennes colonies britanniques (Australie et Nouvelle-Zélande), mais aussi de pays à civilisation asiatique comme le Japon. Certaines explications ont été avancées : le capitalisme issu du féodalisme européen, il s'est implanté par simple colonisation territoriale dans des pays à faible population (les anciennes colonies britanniques) et il triomphe aussi sur certaines sociétés féodales pré-existantes, comme au Japon.

Pourtant, d'autres modes de production non occidentaux opposent une résistance au moins passive à cette pénétration capitaliste : « D'une façon générale, les pays non occidentaux », à l'exception du Japon, se sont révélés et se révèlent encore de piètres milieux pour le développement des rapports de production capitalistes. Le capitalisme ne s'est rapidement étendu que là où il a été protégé pendant sa jeunesse par le féodalisme (2).

En réalité, le féodalisme comme tel n'a jamais existé en Amérique latine (3). Cependant, on considère jusqu'à maintenant comme acquise l'appartenance de celle-ci au monde occidental : son origine coloniale, les traditions juridiques et religieuses européennes qui y ont été implantées, l'instauration ultérieure de l'indépendance des systèmes politiques inspirés de la démocratie nord-américaine, la langue et la littérature de type latin, tout cela a sans doute contribué à faire oublier l'existence de cultures natives ayant atteint un certain degré de développement dans les pays andins et en Mésopotamie, ainsi que l'histoire des échecs successifs de régimes démocratiques parlementaires et des interventions militaires qui font de

désormais contre elles. Les États sont incapables d'arriver à obtenir un consensus social, dans le mouvement ouvrier surtout, chez les paysans, les Indiens et les intellectuels, autour de leurs Constitutions et institutions juridiques, utilisées aujourd'hui plus que jamais pour réprimer le peuple.

la démocratie libérale l'exception qui confirme la règle.

Un fait politique qui secoue violemment la conscience latino-américaine nous permet de prendre la mesure de la fragilité et de l'inconsistance du libéralisme creole : il nous rapproche en même temps de la réalité culturelle cachée des peuples latino-américains. Il s'agit du coup d'État militaire qui, en 1973, fait tomber le président Allende au Chili et détruit par la violence les insti-

### Légitimation de la répression

CETTE culture liée à des rapports de production pré-capitalistes, communautaires indigènes aux empires inca et aztèque, plus tard dominés et organisés en fonction du capitalisme, essentiellement par le biais du régime foncier — continue aujourd'hui d'opposer une certaine résistance à la pénétration capitaliste multinationale et à l'idéologie dominante. Elle contribue ainsi à la crise de la domination du capitalisme, plus évidente aujourd'hui mais constamment présente depuis l'indépendance du début du dix-neuvième siècle. Le capitalisme devient plus aigu, au point de mettre en danger la reproduction du système de domination ; elle explique également pourquoi non seulement la répression s'étend d'une façon jamais vue jusqu'à ce jour, mais pourquoi aussi elle atteint, de façon systématique, les Églises, en particulier leurs éléments politiques.

En effet, les classes dominantes doivent avoir recours aux organes de répression (militaires et policiers) pour se maintenir au pouvoir ; elles doivent aussi compter sur l'importance de l'organisation idéologique capable de conférer une légitimité à la répression qu'elles exercent sur le peuple. L'Église, qui possède traditionnellement dans la plupart des pays latino-américains, est précisément un organisme légitimisateur. Très souvent, elle est le seul, ou du moins le principal, d'où l'importance de la contrainte dans des pays où la religion est vivante dans les masses qui n'ont pas connu le processus de déchristianisation, tellement accentué en Europe occidentale et dans plusieurs pays d'Europe orientale. Il faut remplacer l'idéologie libérale, qui jouait un rôle d'homogénéisation et d'agglutination grâce au contrôle

tions juridiques et sociales qui constituaient l'expression la plus élaborée, sur le continent, de la démocratie libérale telle qu'elle s'est imposée dans les pays industrialisés. La survivance du régime démocratique chilien, dans un pays en butte à de profonds changements sociaux, était sans doute l'ultime espoir qui alimentait encore le mythe « occidental » répandu par les classes dominantes du continent et imposé aux masses latino-américaines, y compris à leurs avant-gardes politiques de gauche, ainsi que l'affirmait récemment A. Uribe (4). Si, au Chili, le mythe démocratique libéral manifeste son caractère idéologique, à plus forte raison en est-il de même dans le reste du continent « normalement » soumis à des gouvernements totalitaires dont les élites intellectuelles, y compris révolutionnaires, commencent seulement à prendre à quel point elles sont loin des racines culturelles de leurs peuples.

direct, ou moins étroit, des moyens de production, par une idéologie légitimatrice de la répression. Le contrôle s'étend alors à l'appareil idéologique ecclésiastique, étant donné que les Églises peuvent être considérées comme « émissaires » d'un discours religieux et pouvant, de ce fait, légitimer les régimes totalitaires.

Il s'ensuit que les classes dominantes et leurs gouvernements totalitaires s'emploient aujourd'hui à diffuser un discours idéologique dont les thèmes principaux non seulement sont ceux d'un anticomunisme primaire et d'un nationalisme restreint à leur vision de classe, mais s'emploient également à réinterpréter le christianisme en termes politiques en professant un pseudo-magistère chrétien qui se charge de définir la foi dans ses implications politiques. Les gouvernements militaires se mettent à faire des classes dominantes et à se prêter au rôle d'appareil idéologique de légitimation qu'elles leur assignent. En fait, la réponse est complexe, car les Églises d'Amérique latine sont aujourd'hui le lieu de contradictions diverses : en leur sein coexistent des secteurs conservateurs (et intégristes), des secteurs sociaux-chrétiens (c'est-à-dire démocrates-chrétiens) et des secteurs de gauche. Il ne faut pas confondre les hiérarchies ecclésiastiques et leurs intellectuels que sont les théologiens (parmi lesquels peuvent

coexister plusieurs théologies plus ou moins élaborées), avec d'autres secteurs plus directement liés aux masses populaires, chez lesquelles subsiste une « religiosité populaire » moins intellectuelle, mais plus efficace et plus vitale. Croyantes dans leur grande majorité, les masses latino-américaines considèrent généralement les évêques et les prêtres comme les représentants de Dieu, mais elles professent une religion dont la pratique s'écarte notablement des normes et théologies officielles. Cette « religiosité populaire », malgré son ambiguïté, plonge profondément ses racines culturelles et religieuses dans le passé indien et ordonne, de façon synchrétique, les mythes précolombiens avec la doctrine apportée par les missionnaires ibériques (6).

L'analyse se complique par le fait que, surtout à partir de la conférence épiscopale de Medellin, en 1968, qui a parlé de la « libération » du monde latino-américain, existent au sein de l'Église des théologies critiques du capitalisme et de l'impérialisme, lesquelles abandonnent des positions fondées sur « la doctrine sociale » de l'Église, dont l'expression politique est la démocratie chrétienne, discréditée par l'expérience Frei et la complicité de la tendance majoritaire de ce parti avec le coup d'État militaire chilien. Ces théologies critiques — comme, par exemple, la « théologie de la libération » — sont à l'opposé de la doctrine sociale de l'Église, qui se sont politisées au contact direct des ouvriers et des paysans, et qui exercent une certaine pression à l'intérieur des Églises. Il est important de souligner que la force idéologique d'un tel courant, minoritaire dans l'Église, tend à augmenter à mesure que les classes dominantes se renforcent, par la répression et le « sauvagement » l'escalade policière conduit strictement à une polarisation des classes plus aiguë, et plus visible de tous, surtout dans les pays où il existait auparavant des régimes libéraux. C'est le cas du Brésil, de l'Uruguay et du Chili, pays dans lesquels les évêques, amenés à s'affronter au fait politique de la répression et du néo-fascisme déclaré contre le peuple puis contre l'Église elle-même, en viennent à assumer des attitudes de plus en plus éloignées des régimes militaires qu'ils avaient initialement appuyés ou du moins tolérés.

Il faut ajouter qu'entre les différences théologiques il existe des différences notables concernant la politique. La classe dominante trouve généralement un appui dans les positions théologiques de mouvement minoritaires intégristes comme « Tradition, famille et propriété », présent au Brésil, en Argentine et au Chili, mais surtout dans les positions théologiques plus élaborées et plus cohérentes, comme celles de l'Opus Dei, qui font davantage autorité que les autres. Ces positions

conservatrices, à la fois modernisantes et procapitalistes, qui sont le fait de chrétiens appartenant, pour la plupart, aux classes aisées, ne jouent cependant pas un rôle public de légitimation en raison du fait qu'elles ne sont pas prédominantes dans l'épiscopat. Celui-ci condamne généralement « les abus du capitalisme », et pas seulement le communisme athée et matérialiste. Ainsi donc, les théologies conservatrices (comme celle de l'Opus Dei) qui a joué un rôle légitimisateur d'une certaine importance dans les dernières années du fascisme franquiste jouent, surtout dans la plupart des peuples latino-américains un rôle idéologique dans les classes privilégiées, lesquelles trouvent ainsi une justification morale pour leurs actes de répression mais ne bénéficient pas d'une très grande influence dans le peuple.

Les chrétiens de gauche, quant à eux, ont des théologies critiques du capitalisme et de l'impérialisme. Ils mènent une action de « désidéologisation » des masses marquées par l'idéologie dominante, anticomuniste et « nationaliste », qui se camoufle indistinctement sous une légitimité chrétienne. Ces chrétiens jouent un rôle

(2) Pierre-Philippe Rey, *Les Altitudes de classes*, Maspéro, Paris 1973, p. 11.

(3) Une controverse s'est élevée à ce point en Amérique latine, entre divers auteurs, dont A. Gunter Frank, *Calo Prado Jr et K. G. Glausner*.

(4) Uribe, « Idéologie et mythe », dans *la revue chilienne de la culture*, t. 1, n° 1, 1974, p. 10.

(5) Il convient de noter que ce « socialisme » que l'Église oppose au principe normatif à des évêques, des prêtres et des religieux, suppose une absence de conscience sociale qui n'est pas toujours le cas pour la hiérarchie dans les pays où existe la démocratie chrétienne.

(6) L'Église, par exemple, perçoit une baisse de l'activité théologique des Églises qui laissent ainsi, en ce qui concerne l'action politique, le champ libre au processus correspondant d'activité théologique des classes dominantes. Cela est propre à l'Amérique latine, où la doctrine sociale chrétienne est l'utilisation politique de la récente instruction du Vatican sur la sexualité. Et Mercurio, principal quotidien chilien, explique que cette déclamation romaine fait la preuve de la corruption de la démocratie européenne et que la préservation des valeurs morales réaffirmées par l'Église ne peut être garantie que par des régimes autoritaires comme le régime militaire chilien.

(7) Sans l'Église, le destin des Indiens aurait été tout autre. Et ce ne pense pas seulement à la lutte entreprise pour adoucir les conditions de vie et pour les orienter de façon plus juste et plus chrétienne ; il y avait aussi la possibilité offerte par le baptême de participer, grâce à un sacrement, à un ordre et à une Église. Les Indiens, qui sont comme orphelins après la rupture des liens avec leurs anciennes cultures et la mort de leurs dieux et de leurs chefs, retrouvent, par la foi catholique, une place dans le monde. » Octavio Paz, *Le Labryrinthe de la solitude*, p. 96.

## De la bourgeoisie au fascisme

### LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE CHILIENNE ET LA JUNTE

Par JULIO SILVA SOLAR \*

La démocratie chrétienne chilienne était imprégnée d'un certain projet de changements révolutionnaires. Elle avait pu le mener à bien quand elle était au gouvernement. Elle aurait pu aussi, dans son opposition à Allende, contribuer à la transformation sociale. Cependant, si dans un cas si dans l'autre, elle n'est parvenue à le faire. Le gouvernement de M. Frei a été loin de constituer une rupture avec le capitalisme ; bien au contraire, son plan de développement a pris appui sur le capital multinational.

Ensuite, sous la présidence d'Allende, l'incapacité de la démocratie chrétienne à rompre avec les grands intérêts privés l'a finalement conduit à favoriser le coup d'État fasciste pour contenir le socialisme. Pendant quarante ans, la démocratie chrétienne chilienne avait observé une fidélité exemplaire à la démocratie. Et pourtant, au moment critique, elle justifia le coup d'État militaire.

### Gérer les intérêts de la bourgeoisie

La démocratie chrétienne a exercé le pouvoir en divers pays d'Europe et d'Amérique latine, et son rôle a toujours consisté à gérer les intérêts de la bourgeoisie. De la sorte, la contradiction avec son refus de principe du capitalisme arrive à un point dangereux pour sa cohésion interne, et montre que, pratiquement, dans le meilleur des cas, ce refus concerne les abus ou les excès du capitalisme mais non sa structure même. C'est à cela qu'il faut, en grande partie, attribuer les dissidences de gauche, devenues fréquentes au cours des dernières années. Certains secteurs catholiques, minoritaires mais significatifs, évoluent davantage vers la gauche et finissent par se séparer de la démocratie chrétienne.

Ses tentatives réformatrices modérées se situent donc à l'intérieur du capitalisme. Elles s'emploient à accorder une participation des travailleurs aux bénéfices et, parfois, à

la gestion du système, mais dans les limites acceptables par le pouvoir des entreprises. La démocratie chrétienne tend ainsi à donner au capitalisme une plus grande force sociale face à une éventuelle révolution. Le capitalisme qu'elle préconise est sans aucun doute un capitalisme démocratique (non fasciste), avec des partis, un Parlement, des syndicats, le pluralisme, ainsi que quelques réformes comme la réforme agraire, etc. On comprend que la démocratie chrétienne puisse ainsi entrer peu à peu en conflit avec des fractions de la bourgeoisie, les plus conservatrices et autoritaires, qui représentent le vieil ordre foncier. Dans des époques normales ou stables, en effet, ses perspectives démocratiques, ainsi que sa tentative de formuler une « troisième voie » (ni capitalisme ni communisme), l'entraînent à se heurter aux forces de droite. Mais sous le gouvernement d'Allende, devant le « péril marxiste », la démocratie chrétienne a bien vite serré les rangs autour de la droite, jusqu'à pratiquer une opposition qui aboutit au coup d'État fasciste du 11 septembre 1973. Une fois la junte établie au pouvoir, la démocratie chrétienne en arrive progressivement à une opposition chaque fois plus critique envers le dictateur.

La stratégie de décollage économique du gouvernement Frei s'était principalement basée sur le dynamisme du capital multinational et de sa technologie. Cela contribuait à renforcer la sujétion du pays à l'impérialisme. Le principal exécutif de cette politique du gouvernement Frei a été l'ingénieur Raúl Sáez, le même qui, aujourd'hui, occupe le poste de ministre de la coordination économique de la dictature de Pinochet.

M. Sáez est un homme dont l'option a été décisive pour ce qui concerne les lignes maîtresses de la politique de développement du gouvernement Frei, durant lequel il a exercé de hautes fonctions : chef de la Corporation de Fomento, la plus grande organisation chilienne d'État ; ministre des finances durant un court laps de temps ; principal négociateur des accords sur la cuivre avec les sociétés Anacondo et Kennecott, accords excellents pour ces entreprises et exécrables pour le Chili.

Le gouvernement d'Allende envisageait le développement sur la base d'un changement profond des structures de la société. Ce changement commençait par la constitution d'un secteur social, ou nationalisé, dominant par rapport à l'ensemble de l'économie, et par une forte redistribution des investissements en faveur des salariés. D'importantes entreprises nord-américaines — Anacondo, Kennecott, L.T.T. — ont été expropriées. L'État a transféré au secteur nationalisé le fer, l'acier, le pétrole, quelque 95 % du capital bancaire, les grands réseaux de distribution et un nombre important d'entreprises industrielles et commerciales. Pris de 50 % de la valeur productive sont ainsi passés au secteur nationalisé. En deux ans, la réforme agraire a exproprié plus de trois mille latifundia. C'était un véritable tremblement de terre pour la classe dominante — et pour l'impérialisme. L'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs sur une masse de biens plus ou moins gratuits a successivement provoqué des phénomènes de pénurie, de marché noir, etc.

Bien que le gouvernement d'Allende se soit toujours maintenu dans le cadre de la légalité et de la démocratie constitutionnelle, le bourgeois, horrifié, se sentait dépossédé de la base même de son statut social et de son pouvoir. Pour ceux qui voyaient dans la bourgeoisie le modèle de leurs aspirations, il en était de même. Ceux qui voyaient dans le Chili un très mauvais exemple pour l'Amérique latine et pour certains pays d'Europe occidentale voulaient, de toute façon, mettre un terme à cette aventure. Le gouvernement d'Unité populaire a commis des erreurs graves qui ont facilité le mouvement de travail de « déstabilisation » dont s'étaient chargés ses puissants ennemis intérieurs et extérieurs.

La réaction fasciste de la bourgeoisie a été plus profonde que prévu. Au Chili, avec une bourgeoisie relativement démocratique dans sa façon d'être habituelle, le fascisme proprement dit se trouvait réduit à quelques noyaux organisationnels faibles et dispersés. Cependant, devant les progrès du socialisme et du pouvoir ouvrier et populaire, il a rapidement acquis un dynamisme enveloppant et agressif qui, à partir de la bourgeoisie monopolistique, s'est étendu à de vastes secteurs des classes moyennes : propriétaires de commerces, commerçants, médecins, fonctionnaires, cadres, etc.

C'est ainsi que le parti démocrate-chrétien a été gagné par le dedans à l'alliance avec le fascisme. Les petits groupes notoires fascistes qui agissaient dans les forces armées, dans les organisations patronales, dans le journal *El Mercurio*, à l'Université catholique, à la direction du parti national ouvrier, les terroristes comme « Patria y Libertad » ont pu imposer leur ligne et pratiquement assumer la direction stratégique des forces opposées au gouvernement d'Allende.

### Le fascisme entraîne

#### la démocratie chrétienne

La majorité des dirigeants de la démocratie chrétienne ne se sont pas rendu compte du danger d'une dictature fasciste : ce qu'ils redoutaient, c'était une éventuelle dictature marxiste. À partir des élections municipales d'avril 1971, dans lesquelles l'Unité populaire gagna des voix, la démocratie chrétienne fait alliance avec la droite, le parti national. Les trois blocs politiques qui avaient concouru aux élections présidentielles de 1970 — Alesandri (droite), Tomic (démocratie chrétienne), et Allende (Unité populaire) — se réduisent ainsi à deux. Dans l'opposition, le parti national, dont la direction était déjà nettement fasciste et sécessionniste, conduisit la démocratie chrétienne à une surenchère de « dureté » et de « rage » envers le gouvernement constitutionnel. Celui qui cherchait à raisonner ou à dialoguer était traité de « faiblesse » à l'égard du marxisme. Très vite l'opposition soutient la thèse de l'illégitimité du gouvernement et accorde son soutien aux puissantes organisations professionnelles de la petite bourgeoisie qui cherchent pour la première fois, en octobre 1972, à pousser le pays à grève illimitée des chauffeurs routiers, des revendeurs de transport, des commerçants détaillants, des

médicins et d'autres catégories comme les fonctionnaires et les cadres.

Les secteurs de gauche de la démocratie chrétienne ont plusieurs fois essayé de recourir au dialogue, mais ils ont manqué de force et de capacité de décision. Bien qu'ils aient participé à la direction du parti démocrate-chrétien (avant l'élection de Patricio Aylwin comme président du parti en mai 1973), ils ont été l'objet de fortes pressions de la part de la « ligne Frei », hégémonique au sein du parti, qui représente la tête de la bourgeoisie pro-impérialiste, prédominante au sein de la démocratie chrétienne.

Dès août 1972, le parti démocrate-chrétien et le parti national annoncent au pays dans une déclaration conjointe : « Au Chili, il n'existe plus de démocratie véritable. » Deux sénateurs démocrates-chrétiens présentent un projet de réforme constitutionnelle destiné à créer un insurmontable conflit de pouvoirs. En plus d'un coup d'arrêt donné à la constitution du secteur nationalisé, ce projet visait, moyennant une subtile interprétation du texte constitutionnel, à supprimer le caractère présidentiel du régime pour le transformer en régime parlementaire, grâce auquel pourrait être imposée au président de la République la volonté de l'opposition, majoritaire au Congrès.

Jusqu'à la fin, la démocratie chrétienne et le parti national ont travaillé à créer les conditions favorables au coup d'État. Ils soutiennent la deuxième grande grève des organisations de la classe moyenne (août 1973) qui paralysa les hôpitaux, la commerce et, qui est plus grave, le transport chaque jour d'un million de tonnes de produits alimentaires, combustibles, matières premières, engrais, etc., provoquant ainsi un véritable chaos. Ils font approuver par la majorité de la Chambre des députés une motion qui déclare le gouvernement inconstitutionnel et illégal. Plus tard, la junte militaire invoquera plusieurs fois cette déclaration pour justifier le coup d'État. Le 9 août 1973, à la suite des conversations avec Aylwin, Allende constitue une équipe ministérielle incluant les quatre chefs des forces armées de l'époque. Mais la presse démocrate-chrétienne et M. Frei lui-même refusent toute autorité aux ministres militaires et soulignent l'inconvenance de leur présence au gouvernement.

### Après le coup d'État militaire

Le coup d'État ayant eu lieu (11 septembre 1973), la direction du parti démocrate-chrétien la justifie aussitôt et en rejette toute la responsabilité sur l'Unité populaire. De leur côté, la Chambre des députés et le Sénat, tous deux présidés par des personnalités de la démocratie chrétienne, ont, sans protestation, accepté leur dissolution par la junte le jour même du 11 septembre.

Le président du Sénat, M. Eduardo Frei, a laissé les militaires séditionnaires non seulement dissoudre le pouvoir législatif mais aussi usurper ses fonctions, sans avoir, ne fût-ce que par dignité, esquissé le moindre geste de réprobation. Il a eu contraire déclaré : « Les militaires ont sauvé le Chili » (ABC de Madrid

\* Ancien député de la Gauche chrétienne, membre du Centre d'études et de documentation du groupe Chile America à Rome.

مركز الأبحاث



interne de pression sur les hiérarchies pour qu'elles prennent des positions plus engagées du côté des pauvres et de leur libération.

Progressivement, surtout depuis que les gouvernements dictatoriaux et militaires ont, dans les années 70, pris le pouvoir en Amérique du Sud, les hiérarchies s'emploient à contrôler doctrinalement et disciplinairement ces chrétiens, mais sans y parvenir totalement (7). Cela tient au fait que leur engagement au service des plus pauvres et de ceux qui sont de plus en plus victimes du chômage, de la famine et de la répression policière, trouve sa légitimité dans l'évan-

gile, qui parle de la libération des pauvres, théologie officiellement acceptée par la Conférence de Medellín en 1968.

Ainsi, l'influence idéologique des chrétiens de gauche — principalement prêtres, pasteurs et religieux — qui représentent, dans une certaine mesure, la voix des hommes sans voix au sein de l'Eglise, est plus grande que celle des chrétiens du social-christianisme, ces derniers étant plus proches de la « doctrine sociale » soutenue par l'ensemble des évêques, sauf exception notable comme dans le cas de quelques évêques du Brésil ou d'ailleurs.

### Eglise et classes dominantes

Cela est d'autant plus fréquent que les sociétés latino-américaines sont polarisées entre une classe dominante, dépendante du capitalisme international et chaque jour plus privilégiée, et les grandes masses opprimées auxquelles s'attachent souvent les classes moyennes ainsi que les sociaux-chrétiens qui en font partie. C'est dire, dans ces circonstances, que l'Eglise, surtout catholique et soutenue par certains secteurs de l'Eglise universelle, joue un rôle de suppléance politique, car ses œuvres et ses organisations ecclésiastiques offrent un espace de liberté, le seul où puisse s'exprimer une certaine opposition politique. Ce rôle de suppléance renforce, en quelque manière, le rôle ordinaire des Eglises, c'est-à-dire leur capacité de légitimation idéologique de l'ordre social.

Certains, de façon erronée, à notre avis, ne considèrent les Eglises que comme les alliées inconditionnelles des classes dirigeantes ou, pis encore, comme une réaction de celles-ci. Il est vrai qu'elles sont les alliées objectives du régime capitaliste du fait même de leur existence institutionnelle dans ce système et dans la mesure où elles dépendent matériellement et juridiquement. Il est vrai aussi qu'une grande partie de leur discours — religieux, éthique et même politique — et qu'un grand nombre de leurs pratiques sociales et culturelles (écoles, action en faveur du développement) ont véhiculé et véhiculent encore les traits essentiels d'une idéologie libérale issue du capitalisme. Mais il n'en reste pas moins que des chrétiens, laïcs, prêtres, évêques, ne s'identifient pas à la classe dominante. En effet, ils estiment que le message du Christ implique la libération des opprimés, qu'ils ont pour mission de proclamer et d'actualiser dans la mesure de leur capacité.

Pour une autre partie de l'Eglise, l'absence de projet politique s'oppose à l'absence de projet spirituel — fait qu'en général elles s'accroissent du projet de la classe dominante, dans la mesure où il garantit sa survie et l'accomplisse-

ment de sa mission de prédication évangélique. Mais les uns et les autres sont cependant capables d'une certaine autonomie au sein de la société capitaliste de développement. Si elles se voient menacées dans leur survie, elles réagissent en esprit de corps et même de caste, esprit qui se perpétue avec une certaine rigueur au niveau des hiérarchies ecclésiastiques.

Il faut donc écarter l'explication qui assimile les Eglises et surtout leurs hiérarchies, aux classes dominantes, bien que certaines personnalités ecclésiastiques soient notablement compromises avec elles. Si cette explication était correcte, il serait impossible de comprendre pourquoi, dans plusieurs pays latino-américains, il existe une répression spécifiquement dirigée contre les chrétiens et même contre les évêques.

Une réponse plus élaborée doit nous amener à envisager plusieurs moments dans la réaction des Eglises aux régimes dictatoriaux. Elle représente l'imposition de régimes dictatoriaux exigeant d'elles qu'elles remplissent un rôle idéologique de légitimation des gouvernements répressifs. En effet, l'Eglise catholique a joué un rôle idéologique de légitimation prépondérant, en raison de conditions historiques difficiles à préciser ici. L'une des explications possibles est que la religion chrétienne, importée à l'époque de la conquête ibérique, ne s'est pas seulement enracinée profondément dans la culture du peuple, mais qu'elle a également servi jusqu'à un certain point de moyen de préservation des rites, croyances et coutumes culturelles pré-ibériques insérées de façon synchrétique dans la religion populaire.

Une analyse concrète de la situation actuelle montre que, dans la majorité des cas, il n'existe pas chez les hiérarchies de volonté délibérée de s'opposer à l'oppression politique, militaire et répressive, surtout dans les pays où la dictature est une tradition. Dans les autres pays, elles font preuve, surtout au début, de grande faiblesse face aux régimes

dictatoriaux naissants et elles s'accroissent de la nouvelle situation de façon à assurer la permanence de l'institution considérée comme étant d'origine divine.

Il y a des raisons idéologiques à cela, en plus du lien institutionnel avec le système en place par le biais des œuvres et organisations ecclésiastiques qui, pour subsister, ont besoin du soutien des gouvernements répressifs. Le fait que les Eglises sont fortement hiérarchisées et que le pouvoir est centralisé ne favorise généralement pas la prise de conscience des problèmes sociaux et politiques. Cela est d'autant plus vrai que les hiérarchies qui s'autorenouvellent font généralement preuve d'un profond anticommunisme, hérité depuis le dix-neuvième siècle dans la doctrine et la pratique chrétiennes, et réaffirmé au temps du stalinisme par Pie XI et Pie XII. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, l'« apostolisme » de l'Eglise catholique permet aux classes dominantes de manipuler idéologiquement la foi et de neutraliser politiquement les chrétiens.

Dans un deuxième temps, les Eglises sont cependant capables de réaction, surtout celles des pays qui ont connu un certain degré de développement démocratique. L'attitude de faiblesse dans la résistance aux dictatures de droite au moment où elles luttent pour la prise du pouvoir en détruisant les démocraties libérales, et de plus grande faiblesse encore quand elles y parviennent effectivement, se transforme, dans certains cas, en attitude de résistance grandissante aux régimes dictatoriaux et répressifs qui cherchent à amener les Eglises à jouer uniquement un rôle de légitimation de la dictature. Pour y parvenir, ces régimes interviennent de l'extérieur pour augmenter leurs contradictions internes et éliminer les éléments révolutionnaires et progressistes du clergé (8).

C'est alors que se produit une certaine radicalisation de secteurs importants de la hiérarchie et du clergé qui sont à l'heure des souffrances et de la répression généralisée, aiguillonnés par leur conscience chrétienne et leur fidélité à l'Evangile. Ce processus est conforme non seulement aux traditions libérales et à la polarisation des classes, mais également à la réponse de l'Eglise comme institution qui n'accepte pas d'être détruite.

Ce processus, qui va d'un premier temps de soumission à un second d'opposition peut prendre plusieurs années, comme dans le cas du Brésil (de 1964 à 1970), ou peut aller plus rapidement aux moments de déstabilisation économique et politique accélérée, comme dans le cas du Chili (de 1973 à 1975). La Conférence nationale des évêques du Brésil (C.N.E.B.) et le Comité de coopération pour la paix au Chili ont joué

un rôle proprement politique, probablement bien au-delà de l'intention de la plupart des évêques d'opposition aux militaires (9). L'accélération de ce processus doit, bien entendu, se comprendre par rapport à la réaction du peuple, surtout de la classe ouvrière et des partis qui la représentent, ainsi qu'à la conjoncture économique, politique et sociale. L'opinion publique internationale, sensibilisée à ce qui touche à la violation des droits de l'homme, pèse également de son poids sur les Eglises latino-américaines, tout comme la pression exercée par les hiérarchies et évêques libéraux ou prophétiques d'autres pays.

Ainsi, la réponse à notre question n'est pas catégorique. La capacité de résistance des Eglises — et donc leur action comme organisme idéologique de contestation — face aux régimes dictatoriaux qui manipulent la foi, est dépendante de la lutte idéologique interne qui est menée en chaque pays. Dans la mesure où ses éléments d'avant-garde parviennent à s'identifier avec les masses populaires, dont la religiosité, bien qu'ambiguë et parfois aliénée, possède des racines culturelles distinctes de celles de l'Occident, leur position dans les Eglises se voit renforcée. En d'autres termes, il s'agit d'aller dans le sens — mais bien au-delà — où allait récemment Mgr Lopez Trujillo, secrétaire du CELAM, quand, dans son attaque contre les chrétiens pour le socialisme, il confirmait l'existence de deux « théologies de la libération » : l'une, qui serait d'origine européenne, utilisant l'analyse marxiste ; et l'autre, « latino-américaine », qui aurait été, selon Lopez Trujillo, élaborée par les évêques à Medellín. En réalité, toutes les sources d'une certaine manière d'origine européenne. La première s'identifie davantage avec l'orthodoxie révolutionnaire, et la seconde avec l'orthodoxie de l'Eglise de Rome, aujourd'hui identifiée de fait au capitalisme occidental et, auparavant, aux conquérants ; mais du moins la première s'en est-elle distinguée par le fait qu'elle est actuellement engagée dans la lutte politique des masses et de leurs dirigeants — et elle influence et dynamise la théologie en Europe.

A. Touraine a quelque raison de parler de la nécessité de « latino-américaniser les Latino-Américains ». Le reproche ne peut s'adresser uniquement aux chrétiens, mais d'abord et surtout aux dirigeants politiques trop appliqués à utiliser, de façon mécanique, des théories élaborées dans les luttes politiques du passé et dans d'autres continents, en oubliant que les conditions sociales, culturelles et politiques de leur pays ne prolifèrent pas, en Amérique latine, les Mariategui convertis à la réalité culturelle opaque de leurs propres peuples, il sera possible, aux Latino-Américains, de par-



(Photo G. Gerstein-Osmuna.)  
AVEC M. EDUARDO FREI LA DEMOCRATIE CHRÉTIENNE S'EST DISCRÉTÉE AU CHILI. Mais l'Eglise, en tant qu'institution, ne se laisse pas détruire.

venir à l'hégémonie nécessaire pour résister et s'opposer à la dépendance économique et politique actuelle.

GONZALO ARROYO.

(7) Alors qu'en 1968 il avait adopté des positions correctes face au nationalisme, le CELAM prend un virage à droite lors de la réunion de Sucre (1970) au cours de laquelle Mgr Marcos McGrath est remplacé, au secrétariat général, par Mgr Lopez Trujillo, évêque auxiliaire de Bogota. Ce dernier est, aujourd'hui, à la tête de la lutte contre les chrétiens d'avant-garde, et aide en cela par le biais de la revue *Verbum* de Mgr McGrath.

(8) Cf. Gonzalo Arroyo, la répression (article du *Monde diplomatique* du 11/12/75).  
(9) Rapport sur « la pénétration impérialiste dans les Eglises latino-américaines », présenté au C.R.I.A. à Rome, en janvier 1976.

du 10 octobre 1973). Tandis qu'Allende mourait en résistant comme il pouvait à l'offensive fasciste, M. Frei, pour sa part, lui avait les portes et l'applaudissait. Dans une lettre au président de la démocratie chrétienne mondiale, M. Mariano Rumor, il renouvelait sa justification du coup d'Etat.

So complicité politique avec les auteurs du coup d'Etat donne crédit à ce qui a été dit dans les papiers secrets d'I.T.T., portés à la connaissance du public par le journaliste Jack Anderson, à propos de sa contre-évidence : entre septembre et octobre 1970, avant que Allende prenne la tête du gouvernement, les agents d'I.T.T. à Santiago écrivent dans l'un de leurs rapports adressés à leurs supérieurs aux Etats-Unis : « Le président Frei veut barrer la route à Allende et il l'a déclaré à des intimes. Mais il veut le faire constitutionnellement, soit par un retournement des voix du Congrès, soit par une crise interne exigeant une intervention militaire. » La conjonction d'I.T.T. et du général Vaux, coordonnée par la C.I.A., a échoué à cette époque. Il faudra attendre jusqu'en septembre 1973...

Personnellement, ce que M. Frei craignait le plus, c'était de finir comme Kerensky. Ce complexe l'a gêné à l'extrême. Pour chasser ses phantasmes, il était prêt à payer le prix d'une dictature militaire. Dans un livre écrit peu avant le coup d'Etat (Un monde nouveau), il a présenté le faux dilemme selon lequel le pays était fatalement condamné à dériver vers une dictature communiste ou vers une dictature militaire. Ce qui était une façon de désorienter la démocratie et d'encourager la sédition.

Dans l'analyse de la situation de la démocratie chrétienne, il faut sans aucun doute tenir compte des erreurs de l'Unité populaire. Depuis le début, cette dernière n'a élaboré aucune politique en direction de la démocratie chrétienne. Certains membres de l'Unité populaire rejettent tout rapprochement avec la démocratie chrétienne comme une concession réformatrice. L'Unité populaire a, d'une certaine manière, sous-estimé le pouvoir de la bourgeoisie et l'impérialisme ; elle n'a pas saisi son action à la force réelle dont elle disposait. Elle a cru qu'il lui suffisait de mener sa politique pour que le peuple entier se mobilise pour la soutenir. Elle n'a pas prévu à temps l'ampleur de la contre-offensive réactionnaire. Cela explique, en partie, qu'elle n'ait pas eu le réel souci de rechercher un consensus plus large, même si cela signifiait qu'elle devrait aller plus lentement. Peut-être était-il possible de parvenir à une certaine convergence dans l'étape initiale du gouvernement d'Allende, alors que la démocratie chrétienne lui avait accordé son soutien au moment de l'élection par le Congrès national et que l'influence de Tomic était plus

grande. Mais l'Unité populaire n'avait pas compris qu'il fallait, au moins, neutraliser la démocratie chrétienne ; les faits ayant été abandonnés à leurs cours, l'affrontement n'en a été que plus fort.

La démocratie chrétienne chilienne, cependant, comporte aussi des forces progressistes. Ainsi en est-il advenu depuis sa naissance politique, à l'intérieur du parti de l'oligarchie catholique traditionnelle, le parti conservateur, dans lequel a surgi en 1935 un petit mouvement de jeunes issus des classes moyennes et entrés en lutte avec leur parti ainsi qu'avec les vieilles forces réactionnaires du catholicisme (1). C'est ensuite un conflit très dur avec la hiérarchie de l'Eglise parce que, conséquents avec le pluralisme démocratique, ils s'opposent à ce que la parti communiste soit déclaré illégal, sous le gouvernement de González Videla, au début de la « guerre froide » (1947-1948).

Une conflit permanent se déroule à l'intérieur de la démocratie chrétienne chilienne, entre tendances conservatrices et progressistes. Ces dernières cherchent à capotiner le parti ou, du moins, à ce qu'il est, en le changeant par l'intérieur. Ces efforts coïncident avec l'étude de certains concepts de base : « L'économie du travail », en 1946 ; « Une société communautaire », en 1950 ; « Voie non capitaliste de développement », en 1967 ; « L'Unité sociale et politique du peuple », en 1970. Mais ces idées, qui impliquent d'une manière ou d'une autre une ouverture vers la gauche, ne parviennent pas à prévaloir (sauf durant de brèves périodes) dans la pratique du parti ni dans son idéologie réelle.

C'est de cette tension interne qu'est sorti certains scissions. En mai 1969, quand la démocratie chrétienne repousse l'idée de travailler à un front élargi d'unité populaire avec les partis de gauche, naît le Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU) ; et en juillet 1971, quand la démocratie chrétienne fait alliance avec le parti national dirigé par le noxi Osorio Jorja, c'est la Gauche chrétienne qui se détache. Le MAPU et la Gauche chrétienne font partie de l'Unité populaire.

La dernière manifestation de ce heurt de tendances s'exprime à l'occasion du coup d'Etat de septembre 1973 : quinze dirigeants aux solides convictions démocratiques, à la suite de Bernardo Leighton, en contraste avec la position officielle du parti, publient une déclaration vigoureuse pour condamner catégoriquement le coup d'Etat et s'indignent respectueusement devant le sacrifice qu'Allende a fait de sa vie pour la défense de l'autorité constitutionnelle.

Leighton est sorti du Chili peu après le coup d'Etat et, en octobre 1974, par décret signé de Pinochet, il se voyait interdire de rentrer dans le pays. La presse de la « junte » est employée à le disqualifier en prétextant toutes sortes d'injustes et de dénonces, mais en vain. Le 6 octobre 1975, alors qu'il se trouvait à la porte de son domicile à Rome, des « inconnus » ont tiré sur lui et sa femme, le blessant d'une balle qui, à un centimètre près, aurait pu le tuer. Leighton et l'aile gauche de la démocratie chrétienne travaillent à une importante convergence de toutes les forces opposées à la dictature dans le but non seule-

ment d'y mettre fin mais aussi, par la suite, d'élaborer conjointement un programme progressiste et démocratique pour le Chili.

C'est à partir des masses humaines enchaînées par d'injustes structures d'exploitation, de misère et de dépendance à l'égard du pouvoir impérialiste, que surgit en Amérique latine une réflexion chrétienne de libération. Avec ses résonances théologiques, cette réflexion revêt un dynamisme certain et possède une cohérence propre, car elle est le reflet vivant de la réalité sociale de l'homme actuel. Ce mouvement fait déjà participer une part des masses catholiques aux luttes de leurs peuples, en les libérant de leur traditionnelle sujétion aux classes dominantes.

Des perspectives nouvelles s'ouvrent donc dans la mesure où ce mouvement, qui s'en est est qu'à ses débuts, étend son influence, fait pression sur les rudes résistances du secteur ecclésiastique le plus conservateur, et aide l'Eglise à découvrir la conscience et les intérêts bourgeois qui la dominent encore. Tout cela commence à peser aussi sur les masses et les intellectuels catholiques qui suivent la démocratie chrétienne, en les poussant à s'interroger et à chercher des chemins nouveaux.

JULIO SILVA SOLAR.

(1) Le noyau initial de la démocratie chrétienne est constitué par la jeunesse, ou phalange, conservatrice, au sein du parti conservateur dont l'existence va de 1857 à 1968. Le parti conservateur représente le traditionalisme catholique, avec une prédominance de propriétés foncières. En 1935, la jeunesse du parti rassemble un groupe de dirigeants constitué par Leighton, Garretón, Frei, Tomic, Guzmán, etc., qui soutiennent des positions sociales chrétiennes. En 1938, ils refusent d'appuyer le candidat à la présidence du parti, Gustavo Ross, magnat de la finance, homme d'extrême droite, ce qui amène le parti à réorganiser la jeunesse en lui retirant la relative autonomie dont elle bénéficiait. Ses membres abandonnent alors le parti conservateur et constituent un nouveau parti politique qui prend le nom de Phalange nationale, auquel s'intègrent les militants du parti corporatif populaire, un petit groupe de catholiques fondé en 1932 pour suivre les encycliques sociales de Léon XIII et de Pie XII. En 1938 et 1939, la Phalange est un parti aux faibles forces, avec seulement trois ou quatre députés. En 1945, est constituée la Fédération sociale-chrétienne qui rassemble la Phalange nationale et un groupe dissident du parti national chrétien.

Aux élections de 1957, la Phalange obtient quatre sièges de députés et un de sénateur. En juin de la même année, les membres de la Fédération sociale-chrétienne fusionnent pour fonder le parti démocrate-chrétien. En 1958, il présente la candidature d'Eduardo Frei à la présidence de la République, lequel obtient la troisième place après Jorge Alessandri qui est élu, et Salvador Allende. Aux élections parlementaires de 1961, le parti démocrate-chrétien obtient vingt-trois députés et quatre sénateurs. Peu après s'ajoutent cinq nouveaux députés de la nouvelle gauche démocratique, fraction dissidente du parti démocrate national. En 1963 et 1964, le parti démocrate-chrétien s'accroît de secteurs issus du Parti agraire du travail. En 1964, Eduardo Frei est élu président de la République, avec l'appui des partis de la droite traditionnelle des partis conservateur et libéral qui se reportent sur lui par crainte d'une victoire d'Allende. En 1965, le parti démocrate-chrétien obtient quatre-vingt-deux députés et douze sénateurs. En 1968, les partis conservateur et libéral, sérieusement réduits, fusionnent dans le parti national auquel s'ajoute le groupe Action nationale (fasciste). Aux élections présidentielles de 1970, le candidat du parti démocrate-chrétien est Rodolfo Tomic. Allende est élu, avant Jorge Alessandri au second tour, soutenu par le parti national et Tomic en troisième position.







هكذا من الأصل



## Les études africaines en Union soviétique

### UNE INTERPRÉTATION DU COLONIALISME DU RACISME ET DU DÉVELOPPEMENT

Par CLAUDE WAUTHIER

Avec la victoire du M.P.L.A. en Angola, toutes les anciennes colonies portugaises d'Afrique sont désormais dirigées par des partis politiques imprégnés de marxisme. Ainsi le nombre des régimes d'orientation socialiste s'est-il considérablement accru en Afrique. Les prédictions de Chou En-lai qui avait estimé lors de sa grande tournée en 1963 sur le continent noir que « la situation révolutionnaire » y était excellente, se sont donc peu ou prou réalisées. Mais plutôt en faveur de l'U.R.S.S. que de la Chine. Comment l'Union soviétique s'est-elle préparée à son rôle sur le continent noir ?

DEPUIS la création de l'Institut soviétique de l'Afrique, en 1959, la maison d'éditions Nauka (Science) a publié jusqu'en 1973, à elle seule, six cent vingt ouvrages sur l'Afrique. Pour la seule année 1970, les chercheurs soviétiques ont publié trois cent trente-huit livres, brochures et articles relatifs aux problèmes africains.

Ces quelques chiffres donnent une idée du développement des études africaines en Union soviétique, depuis « l'ère des indépendances africaines », sous l'égide de l'Institut, qui dépend de l'Académie des sciences. Un conseil scientifique sur les problèmes de l'Afrique, créé en 1968, coordonne les travaux des sections africaines des différents établissements de recherche de l'U.R.S.S. Il s'agit notamment de l'occurrence, des instituts soviétiques de linguistique, d'ethnologie, de géographie des pays en voie de développement, de littérature comparée, etc. (1).

L'intérêt accru de l'U.R.S.S. pour l'Afrique à partir des années qui suivirent la seconde guerre mondiale découla de raisons idéologiques précises. Les chercheurs soviétiques rappellent volontiers que l'U.R.S.S. a l'un des plus grands empires coloniaux d'Europe, n'aurait aucune colonie. Pour eux, la colonisation se trouve directement associée au système capitaliste. Aussi la lutte des mouvements nationalistes africains contre l'exploitation coloniale n'est-elle qu'un volet du combat du prolétariat contre le capitalisme.

Mais la recherche soviétique en

Afrique s'appuie aussi sur une tradition bien antérieure à la révolution d'octobre. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Académie des sciences s'intéressait à l'Afrique. Le premier texte sur l'Afrique conservé dans ses archives date de 1729. Il concernait les ports de Zanzibar et de Mombasa. Un peu plus tard paraissait un guide de la géographie ancienne du continent noir, retraçant les étapes de sa découverte depuis Hérodote.

À la fin du XVIII<sup>e</sup>, l'étude des langues africaines était assez avancée pour que, dans le dictionnaire comparé de toutes les langues et dialectes, l'une des grandes entreprises de l'Académie, figurent trente-trois langues d'Afrique, dont plusieurs idiomes bantous, ainsi que le malgache et le hottentot.

Cet intérêt pour l'Afrique allait de pair avec une certaine absence de

préjugés raciaux. Les armées de Pierre-le-Grand comprenaient un général noir, le fameux Abrahim Hannibal, esclave acheté par l'ambassadeur russe à Constantinople qui le présenta au tsar. Hannibal se maria en Russie, poursuivit sa carrière sous la grande Catherine, et Pouchkine se flattait d'être l'un de ses descendants directs. Les recherches africaines s'orientèrent dès le XVIII<sup>e</sup> siècle plus particulièrement dans deux directions, l'éthiopie et le monde arabe. L'engouement pour la civilisation éthiopienne provenait de la parenté entre les Églises orthodoxes cophte et russe. Des chercheurs comme B.A. Dorn et B.A. Tourkalev faisaient autorité en la matière au XIX<sup>e</sup> siècle. Pour le monde arabe, c'est le contact avec l'Islam qui impulsait la conquête de territoires russes d'Asie qui devait provoquer, au XIX<sup>e</sup> siècle, un développement remarquable des études dans ce domaine, notamment en Afrique du Nord et en Égypte. Puis les « questions coloniales et nationales », qui se posaient très concrètement au nouveau régime soviétique dans les territoires semi-coloniaux et musulmans de l'Asie, entraînaient un essor et une nouvelle orientation de la recherche. Dans le cadre des positions doctrinales prises par Lénine, les africanistes soviétiques s'intéressaient ainsi aux mouvements de résistance nationale à la colonisation et publiaient de nombreuses études sur des sujets tels que la lutte d'Abd el Krim dans le Rif marocain, les révoltes des tribus arabes du désert, le mouvement ouvrier d'Afrique du Sud et, à la veille du second conflit mondial, la conquête de l'Éthiopie par les armées de Mussolini.

aujourd'hui reprises en France dans l'ouvrage tout récent de Jean Copans, *Anthropologie et impérialisme*. Elle s'en prend plus particulièrement à la théorie du relativisme culturel de l'Américain Melville Herskovits. Celui-ci, selon Y. Petrova-Averkieva, entend se préserver contre tout reproche de racisme en affirmant que civilisations européennes et africaines ne sont pas comparables, de manière à éviter tout jugement de valeur qui considérerait comme inférieures les civilisations africaines ; mais, ce faisant, dit-elle, Herskovits considère chaque culture comme unique en son genre, spécifique et immuable, et en arrive à exclure de sa recherche tout processus de changement qualitatif, c'est-à-dire de progrès, et, bien plus encore, de toute loi générale d'évolution de l'humanité.

Dans le même ordre d'idées, l'ethnologie soviétique condamne les thèses de l'Américain J. Steward, qui, pour dépasser l'évolutionnisme de Darwin (taxé de marxisme aux États-Unis,

#### Anthropologie et impérialisme

Le même article aborde les études soviétiques dans le domaine des arts et des lettres, et Orlova et Charvatskaya s'y livrent à une critique serrée de la théorie de la négritude, ainsi que de deux ouvrages désormais classiques d'africanistes occidentaux, le premier sur la philosophie africaine, du R.P. Tempels, le second sur la littérature, de Janheinz Jahn.

Elles admettent qu'au départ l'exaltation d'une spécificité et d'un « être » des noirs avait une certaine justification dans la lutte contre l'assimilation forcée, mais estiment que, par la suite, la négritude a tendu à déboucher sur une sorte de « racisme rebours » (2) qui définit une Weltanschauung négro, dont il fait la pierre de touche de la négritude, est jugé comme un encouragement aux écrits noirs à s'écarter sur les « traditions africaines » au détriment des problèmes actuels.

La thèse du R.P. Tempels, missionnaire flamand qui estimait que la philosophie inhérente aux croyances ancestrales des Bantous de l'ex-Congo belge était, en fait, proche du christianisme, est rejetée pour des raisons analogues. Pour les auteurs de l'article, elle « est largement utilisée par l'Église dans l'intérêt du néo-colonialisme ».

Un autre article sur la littérature africaine, intitulé « le Haut des époques dans la prose de l'Afrique occidentale » (paru dans *Afrique dans les*

note-t-elle, parce qu'il suppose une loi générale de l'évolution des peuples), a conçu un néo-évolutionnisme selon lequel l'histoire de la société humaine est la somme de systèmes fermés subissant une évolution dite « multi-linéaire », excluant toute loi universelle de l'histoire.

Elle conclut par une citation de Claude Lévi-Strauss : « Faut-il s'étonner qu'aujourd'hui la doctrine du relativisme culturel soit inacceptable, même pour les peuples au nom desquels elle était soutenue, alors que les ethnologues, partisans de l'évolutionnisme unitaire, trouvent un appui inattendu parmi les peuples qui aspirent surtout à profiter des bienfaits de l'industrialisation et qui préfèrent se considérer temporairement arriérés plutôt qu'uniques de façon permanente ? »

D'une manière plus générale, ainsi que le soulignent A.S. Orlova et E.I. Charvatskaya, deux autres femmes dans un article du gros volume en français sur les *Études africaines en U.R.S.S.* (qui date de 1969), les ethnologues soviétiques récusent la distinction souvent faite en Occident entre peuples historiques et non historiques. Ils contestent, par ailleurs, le fonctionnalisme de Malinowski — qui dominait l'ethnologie anglo-saxonne entre les deux guerres — pour lequel « les races ont leurs particularités psychiques et ne peuvent être considérées comme égales ». Ce point de vue a été critiqué sévèrement par les deux grands sociologues soviétiques D.A. Oldorogue et I.I. Pokhokine, qui y ont vu « une tentative non dissimulée de fonder scientifiquement la politique coloniale ».

considérable. Une brochure intitulée *Cultural Exchanges between the U.S.S.R. and Africa*, de Maria Rait (qui est une spécialiste des langues hamitiques), mentionne ainsi la parution de quatre anthologies : *Contes des peuples d'Afrique*, tiré de la tradition orale, *Au rythme du tam-tam*, qui réunit des poèmes de Senghor, David Diop, Kelta Fodeba, Kobina Panke, Tchicaya U'Tamsi, Rabemmananjara, etc., *Folklore et littérature des peuples d'Afrique*, consacré à la littérature en langue vernaculaire, et un recueil de poètes africains d'expression portugaise. Elle signale aussi un ouvrage de critique d'auteurs africains et soviétiques, *Littérature des pays d'Afrique*, et une collection d'écrivains noirs dans laquelle ont paru, entre autres, des écrits de Benjamin Matip, Richard Rive, Mongo Beti, Ferdinand Oyono, Cyprien Kikandi, Peter Abrahams, etc.

A cet effort en direction du lecteur russe correspond, bien évidemment, un effort parallèle en direction des lecteurs africains. Les ouvrages, brochures et articles mentionnés précédemment et traduits du russe en français ou en anglais ne représentent bien sûr qu'une très faible partie des publications soviétiques dans les langues européennes utilisées en Afrique et dans les langues africaines. Les œuvres les plus importantes de Marx, Lénine, Engels, etc., ont été traduites notamment en swahili, en haoussa et en amharique. Les Éditions du Progrès publient régulièrement en langues étrangères, en français entre autres, des ouvrages de vulgarisation, tels que le *Mouvement de libération nationale en Afrique occidentale* de N. Gavrilov, *Problèmes économiques africains* de L. Alexandrovskaya, etc. Chaque année paraît, en anglais et en français, un annuaire recueillant une série d'articles d'africanistes sur des sujets divers. Chaque année également, un volume broché trilingue (français, anglais, russe) donne une bibliographie des livres, brochures et articles consacrés à l'Afrique publiés en U.R.S.S.

Ainsi, dans le domaine des sciences humaines, l'U.R.S.S. s'est-elle équipée, depuis la seconde guerre mondiale, pour acquiescer à une connaissance scientifique d'un continent avec lequel — sans parler de l'éloignement géographique — elle était moins familière que l'Europe occidentale en raison de son passé colonial, ou que les États-Unis à cause de leur population noire.

(1) L'Université de l'amitié entre les peuples, ou Université Patrice-Lumumba, créée en 1960, accueille pour sa part les étudiants du tiers-monde, et n'est pas spécialisée dans la recherche africaine. Elle comptait, dès 1968, environ quatre mille étudiants originaires de quarante-cinq pays répartis dans différentes disciplines qui vont de la physique à l'histoire, en passant par l'économie politique et la médecine.

(2) Les critiques africains de la « négritude » telle qu'elle est exprimée, en particulier, dans l'œuvre de Senghor — lui adressaient des reproches quelque peu distants : Senghor Touré y voit une dangereuse tentative de perpétuer un métissage culturel au profit de l'Europe, tandis que Papon regrette que la quête des traditions qu'elle implique se réduise à une banale recherche d'exotisme.

#### Le « saut à travers les siècles »

APRÈS la seconde guerre mondiale, alors que s'annonçait l'accession des territoires coloniaux à l'indépendance, les questions économiques prennent une importance accrue. Comment vont s'organiser les nouveaux États africains qui empruntent la voie socialiste ? A cet égard, les chercheurs soviétiques considèrent que l'expérience acquise par leur pays au Kazakhstan et dans ses républiques asiatiques — Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghistan, ainsi qu'en Mongolie — reste riche d'enseignements.

Ce point de vue est particulièrement mis en valeur dans un ouvrage récent de V. Solodovnikov, actuel directeur de l'Institut d'Afrique, et de V. Bogolovski, intitulé *L'expérience du développement non capitaliste*, traduit en français en 1975.

Effectivement, les problèmes queurent à résoudre ces républiques asiatiques s'apparentent étroitement à ceux des territoires d'Afrique sous tutelle européenne. Leur statut sous l'empire tsariste était, soulignent les auteurs, un statut colonial. Dès lors, le développement des républiques asiatiques devait s'axer sur des impératifs analogues à ceux que se sont fixés la plupart des pays du tiers-monde : élimination de la féodalité locale, industrialisation, lutte contre l'analphabétisme, émancipation des femmes.

Bien entendu, ce vaste programme se heurte à de considérables difficultés, et Solodovnikov et Bogolovski signalent les luttes qui précéderont sa réalisation.

Les deux auteurs consacrent la majeure partie d'un chapitre à la question religieuse, cruciale puisque la population de plusieurs des républiques soviétiques d'Asie est en large partie musulmane, et bonddiste à l'origine en Mongolie. Leur réflexion débouche tout naturellement sur l'Afrique et ils notent que les puissances coloniales après avoir considérées les religions autochtones comme autant de refuges du nationalisme, tentèrent ensuite de former une sainte alliance entre « musulmans, bouddhistes et néo-colonialistes » contre le communisme athée.

Le livre se poursuit par une étude des pays d'Afrique qui ont emprunté la voie socialiste : Algérie, Égypte (celle d'avant Sadate), Guinée, Congo, Somalie et Tanzanie. Cette analyse est pour eux l'occasion de réviser les thèses de divers auteurs, notamment Frantz Fanon, défini comme un socialiste populiste qui épousa la théorie chinoise selon laquelle seule la paysannerie est révolutionnaire dans les pays coloniaux. Ils récusent ainsi les accusations chinoises contre l'U.R.S.S., notamment les propos de Chou En-lai qui affirmait en 1967 que l'U.R.S.S. ne pouvait être prise pour modèle, car elle était, en fait, devenue un État capitaliste. Ils condam-

nent également les principes maoïstes selon lesquels la révolution ne peut aboutir que par la lutte armée.

Au passage, quelques jugements sont portés sur des expériences socialistes qui tournèrent court : Nicaragua, qui échoua parce qu'il n'a pas su constituer un parti de classe (allusion au maintien de la bourgeoisie des planteurs de cacao), et Modibo Keita parce qu'il avait désorienté les masses par des mesures antidémocratiques au sein de son propre parti.

Des critiques sont formulées aussi contre l'aide des puissances occidentales aux pays en voie de développement qui aboutit à un endettement au-dessus de leurs moyens, tout en favorisant le secteur privé et en accélérant la détérioration des termes de l'échange. Enfin, les auteurs concluent que la société consumériste africaine ne recèle aucun antagonisme de classe.

Ainsi, l'ouvrage de Solodovnikov et Bogolovski se présente-t-il comme un résumé de l'orthodoxie marxiste-léniniste à l'usage des pays en voie de développement, dont le leitmotiv est l'affirmation que le passage direct d'une société féodale à une société socialiste et à la prospérité est possible.

C'est dire que la voie d'un progrès rapide est ouverte aux gouvernements d'Afrique et d'Asie qui, s'appuyant sur l'étape capitaliste, choisissent la voie socialiste du développement. Ils font ainsi « un saut à travers les siècles », selon le titre d'un ouvrage soviétique traduit en anglais en 1968 sous le titre *A Leap Through the Centuries* — consacré lui aussi à l'expérience des républiques d'Asie centrale et du Kazakhstan. L'ouvrage s'ouvre par l'évocation du philosophe arabe El Farabi, né précisément au Turkménistan au X<sup>e</sup> siècle, qui rêvait « d'une cité vertueuse où l'entraide fraternelle conduirait au bonheur ».

Les études africaines dans les domaines de l'ethnologie et de la littérature ne sont pas moins imprégnées. En ethnologie, les prises de position théoriques des chercheurs soviétiques sont affirmées avec netteté, par opposition, le plus souvent, aux écoles de pensée occidentales.

Un ouvrage collectif de l'Académie des sciences, traduit en français et intitulé *Conte d'Asie*, qui comporte en particulier des monographies sur l'apartheid sud-africain et le problème noir aux États-Unis, débute ainsi par une étude critique des thèses du néo-évolutionnisme et du relativisme culturel. L'auteur, une femme, Y. Petrova-Averkieva, dénonce tout d'abord la collusion de l'ethnologie occidentale et de la colonisation en s'appuyant, entre autres, sur des citations de deux ethnologues de renom, E. B. Hallowell et D. M. P. Ford, et le Belge Jacques Maquet, qui soulignent l'utilisation des recherches de leurs collègues en Afrique par l'administration coloniale — accusation

#### CARNET DES AMBASSADES

● A l'occasion de leur départ, l'ambassadeur de la République populaire de Pologne et Mme Emil Wojtaszek ont donné une réception le 14 avril.

● L'ambassadeur de Grande-Bretagne et Lady Henderson ont offert une réception le 21 avril à l'occasion du départ du ministre plénipotentiaire et de Mme Christopher Ewart-Biggs.

● A l'occasion de leur départ, l'ambassadeur de l'Inde et Mme Dwarika Nath Chatterjee ont donné une réception le 21 avril.

● Le comité du Front uni national du Kampuchea a organisé une soirée commémorative le 24 avril, suivie d'une représentation artistique à l'occasion du premier anniversaire de l'indépendance nationale du Kampuchea démocratique.

● A l'occasion de leur départ, le premier secrétaire, adjoint au conseiller chargé de la presse près l'ambassade de Grande-Bretagne et Mme Andrew Palmer ont offert une réception le 28 avril.

● L'ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et Mme Radomir Radovic ont donné une réception le 28 avril, à l'occasion de la visite en France d'une délégation parlementaire yougoslave.

● M. K. Hironaka, ambassadeur du Japon chargé des affaires de l'UNESCO et M. C. Hironaka, délégué permanent du Japon près l'UNESCO,

ont présidé à l'inauguration des Journées japonaises (27 avril-7 mai) le 27 avril au siège de l'UNESCO.

● L'ambassadeur de la République togolaise et Mme Nono ont offert une réception le 27 avril à l'occasion de la fête nationale.

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Portugal et Mme Coimbra Martins ont donné une réception le 28 avril dans les salons de l'ambassade.

● Le comité central du parti communiste français a offert une réception

tion le 29 avril à l'occasion de la visite de membres du parti du Front de libération nationale d'Algérie.

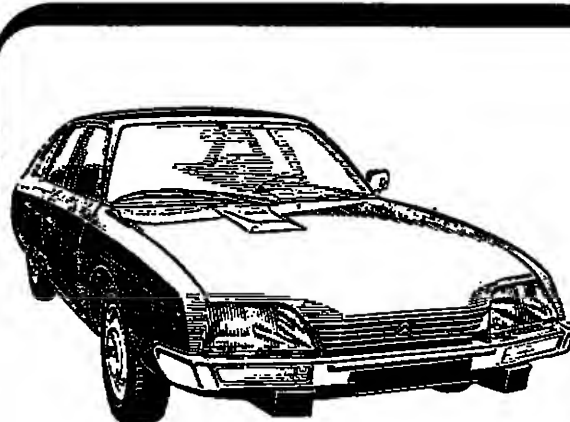
● A l'occasion de la sortie du livre de Hassan II, le Delfi et en présence de M. Bahni, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, M. Youssef Ben Abbas, ambassadeur du Maroc, a donné un cocktail le 29 avril.

#### Nécrologie

● M. Alberto Coloma Silva, ancien ambassadeur de l'Equateur, est décédé le 20 avril.

#### A DEUX HEURES DE PARIS PAR AUTOROUTE SUD PROPRIÉTÉ EXCEPTIONNELLE XII<sup>e</sup> SIÈCLE

(Classée M.H. - Subventions - Exonérations fiscales)  
Cour intérieure, 8 pièces principales, 2 boins, mazout, garage, garde.  
Ecrire : n° 32455 P.A. SVP  
37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

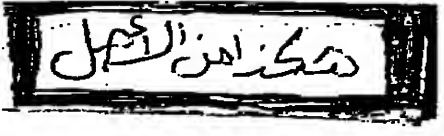


Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir.

**CITROËN CHAMP DE MARS**

FILIALE DE S.A. A-CITROËN 6-10, rue de la Cavalerie, Paris 17<sup>e</sup>, Tél. : CITRO 204-833 P, Tél. 687-99-20 - 783-52-78.

CITROËN CX





# Politique et littérature

## POURQUOI « ILS » ÉCRIVENT...

Par BERNARD CASSEN

Si de Harold Macmillan à Harold Wilson, les dirigeants britanniques ont toujours veillé à faire oublier leur caractère intellectuel et si l'actuel titulaire de la Maison Blanche se fait gloire de son homonymie avec un trust automobile (« *J'ai un garage du Michigan et mon nom est Ford* »), les hommes politiques français, au contraire, se font volontiers hommes de lettres. La « République des professeurs » a certes cédé le pas à celle des « énarques », mais les deux ont en commun un certain culte du diplôme et, malgré l'enrichissement de l'audio-visuel, un souci d'affirmer leur appartenance à l'intelligentsia, sinon à rester présents dans l'histoire par leurs ouvrages. Ce prurit de l'écriture transcende les frontières des partis : à un certain niveau de responsabilité, on se doit d'avoir un ou plusieurs livres à son actif pour ne pas déchoir. Leur qualité importe finalement peu. L'important c'est d'être imprimé.

De Charles de Gaulle à Georges Pompidou, « agrégé sachant écrire », puis à Valéry Giscard d'Estaing qui, lors de sa dernière conférence de presse, s'arrangea pour citer un personnage d'un roman de Pierre-Marc Ory datant de 1911, la fonction présidentielle n'échappe pas à la fascination littéraire.

Si le livre affermit le statut d'un homme politique, il répond aussi à d'autres motivations. Selon l'appartenance de son auteur et le moment où il est publié, il a des fonctions très différentes qui vont de l'avancement militant d'une idée au règlement de comptes, en passant par la confirmation d'une image de marque personnelle qui doit immédiatement, comme dans toute bonne publicité, être perceptible dans le titre. On n'est pas surpris que Michel Debré, « baron » intégriste du gaullisme, ait *Une certaine idée de la France* (1) que Jacques Chaban-Delmas, général, *regretman, témoin et spirituel*, nous apprenne qu'à chaque aurore renait son *Ardeur* (2), qu'un troisième « baron », Olivier Guichard, tout de calme et de mesure, s'accorde d'un *chemin tranquille* (3) et qu'après avoir mis *Cartes sur table* (4), comme un autre multiplait les *cahucs*, pour conquérir le pouvoir, Michel Poniatowski, vice-maire maintenant à *Conduire le changement* (5).

Dans l'opposition, les règles sont les mêmes. Il est dans l'ordre des choses que Pierre Mendès France ait légué comme leçon politique l'exigence de *Chôisir* (6), en rupture avec la grande tradition de la famille radicale selon laquelle, pour reprendre la célèbre formule du bon Dr. Queuille, « *il n'y a pas de problème que l'absence de solution ne finisse par résoudre* ». Robert Fabre avec *Quelques baies de genièvre* (7) nous restitue un peu de cette atmosphère d'école buissonnière et d'« accents d'Occitanie » que les radicaux de gauche ont

héritée des « radicaux du Sud-Ouest » de la IV<sup>e</sup> République. Etienne Fajon reprend un thème du combat actuel du parti communiste en rappelant, sur le fond rouge de la couverture de son livre : *Ma vie s'appelle liberté* (8). René Audrieu, rédacteur en chef de *l'Humanité*, confirme que son objectif est celui de ses camarades : « pour reprendre le vers d'Edmond de Launay, *rien d'autre* » (9). Pierre Juquin, membre du comité central, réaffirme que le communisme de notre temps c'est maintenant le *Sens du réel* (10). On notera que ces trois ouvrages sont publiés chez des éditeurs « bourgeois », ce qui va certes réduire à peu de choses leur diffusion militante (celle-ci étant réservée, sauf exception, à la production des Editions sociales), mais montrera que les dirigeants communistes ne s'entendent plus désormais dans aucun ghetto, fût-il éditorial.

Edouard Depreux qui, pour des raisons de principe, rompit avec la S.F.I.O. pendant la guerre d'Algérie pour se retrouver dans le quasi-désert politique du P.S.A. puis du P.S.U. a laissé tout simplement *Souvenirs d'un militant* (11). Michel Jobert, qui prétend se situer politiquement « ailleurs », ne peut bien entendu faire moins qu'avoir un *Autre regard* (12).

Pour un éditeur, c'est généralement une excellente opération que de publier un homme politique connu. Le public escompté est d'abord le « noyau dur » des militants, à qui l'ouvrage sera recommandé dans les salons intérieurs de son parti, à qui il sera offert à la vente dans les fêtes, réunions, congrès, etc. Au-delà, on s'adressera à tous les lecteurs friands de politique intérieure. Ils peuvent se chiffrer par milliers, voire par dizaines de milliers. C'est une façon de se remettre au premier plan d'apparition à la télévision, d'être interrogé à la radio, de faire l'objet de comptes rendus dans la presse écrite. Les milieux de l'information et ceux de la politique vivent en constante symbiose ; aussi un homme politique ou un journaliste bénéficient-ils à priori d'une « couverture » infiniment plus grande, même pour un premier ouvrage médiocre, qu'un romancier déjà chevronné ou un chercheur confirmé.

Il ne faut pas négliger non plus un certain aspect de « voyeurisme » : lire les souvenirs de M. X., c'est pénétrer dans l'intimité des grands de ce monde, connaître le dessous des affaires, s'intégrer au « cercle magique » de la politique. C'est en tenant compte de ces différents facteurs que l'on va s'efforcer de classer en quelques catégories la quinzaine d'ouvrages récemment parus et où des hommes politiques français parlent d'eux-mêmes (ou exhalent des thèses, essais historiques ou théoriques, d'ailleurs plutôt rares).

### Chroniqueurs et ci-devant

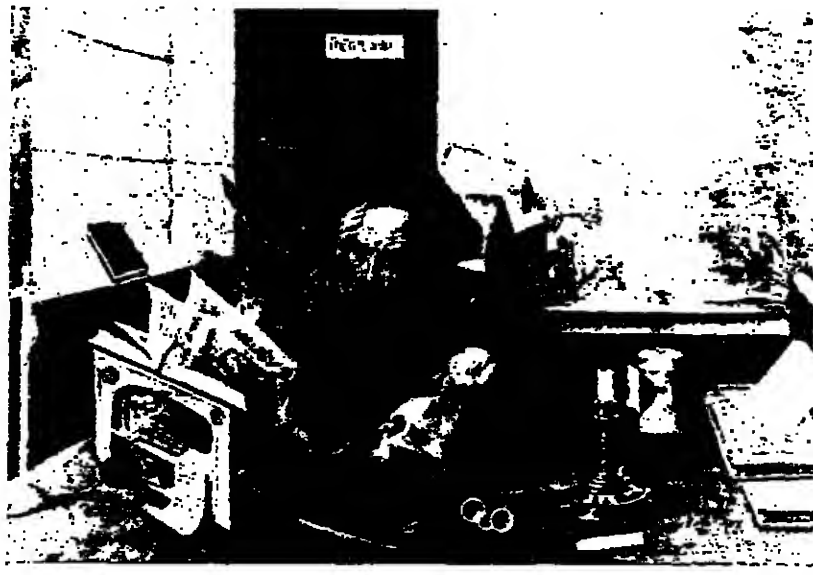
A L'AUTOMNE de leur carrière ou déjà à la retraite, ayant définitivement renoncé à l'exercice du pouvoir, certains peuvent prendre du recul avec sérénité. N'ayant plus de favoris, ils recroqueront leur franc parler et ne se privent pas d'égratigner les personnages en place. Ainsi dans la *République épinglée* (13), Roger Duchet, ancien secrétaire général du C.N.I. (Centre national des indépendants) et l'un des faiseurs de rois de la Quatrième République, trace-t-il quelques portraits au vitriol et évoque-t-il des épisodes décapitants des intrigues des années 50. Le « mythe Pinay » y est mis en pièces par celui-là même qui l'avait suscité.

André Cornu, secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts de 1951 à 1954, a attendu d'être octogénaire pour livrer, dans *Mes républiques indisciplinées* (14), quelques souvenirs. Sans doute s'illusionne-t-il quelque peu en croyant que les générations futures retiendront éternellement son nom comme restaurateur du château de Versailles. A côté de cette grande œuvre de sa vie politique, une grande déception : n'avoir pas été élu président de la République en 1953. Il disposait pourtant de tous les atouts au départ : l'appui d'un grand nombre de ses collègues sénateurs, de ses

amis députés et une jeune épouse dont il pensait que « sa prestance et son charme feraient merveille à l'Elysée ». Las ! Ayant découragé l'ardeur d'un séduisant dirigeant gaulliste, elle fit perdre à son mari les cent trois voix R.P.F. qui lui étaient nécessaires, et c'est René Coty qui, au troisième tour, accéda à la magistrature suprême.

Le général Bigeard ne songeait sans doute pas qu'il ferait plus tard une carrière ministérielle en écrivant en 1973 le manifeste *Pour une parcelle de gloire* (15). Évoquant en langage de chambrée sa carrière militaire bien remplie, il donne l'image d'un « petit gars d'chez nous » arrivé au sommet des honneurs, en restant proche du peuple. Est-il censé le représenter dans les conseils de gouvernement, comme un O.S. représente les travailleurs manuels au cabinet de M. Stoléru et les éboueurs le prolétariat matinal et immigré aux petits déjeuners de l'Elysée ?

Etienne Fajon se demande dans son livre (8) : « *La vie d'un homme, ma vie, est-ce vraiment intéressante ?* ». Et il constate : « *Je m'aperçois, relisant parfois ce qu'il m'a été donné d'écrire au long de ma vie, que je ne me suis presque jamais exprimé à la première personne du singulier.* » Sa vie s'est



LEÇONS D'UNE VIE OU MÉDITATION SUR LA MORTE ?

effectivement confondue avec celle de son parti, mais sa sensibilité affleure fréquemment, ne serait-ce que lorsqu'il évoque ses angoisses de père de famille sans nouvelles de son fils pendant quelques heures hors jeu en mai 1974. La politique est certes un sport, comme nous le rappelle l'ancien premier ministre, qui n'a pas de collaborateurs mais des « coéquipiers » et qui, lorsqu'on évoque devant lui la jeunesse de Valéry Giscard d'Estaing, lance : « *Sur l'état civil, je suis battu en effet. Mais, sur cent millions, ce serait peut-être autre chose.* » Et, dans ce sport, on se relève difficilement de la « fragilité », surtout lorsque la « rigueur est cachée, je le conçois, sous une vivacité, une ardeur de plaisir... »

Michel Jobert est bien modeste. Ne pressentant pas qu'il irait un jour « monter un haut-parleur sur [sa] toiture pour aller autour des places des villages vers ceux qui voulaient l'entendre » (12), il avait d'abord obstinément décliné le portefeuille de ministre des affaires étrangères que lui offrait le président Pompidou en 1973. « *Et hélas ! Il revenait à la charge, rompant le silence en me demandant instamment de « lui rendre le service d'accepter ce poste. » Voilà comment, en « rendant service », on se constitue peut-être un destin national et en tout cas un mouvement politique qui, lorsqu'il tient congrès, inscrit sur ses banderoles : « Souriez, vous entrez dans le monde merveilleux du Mouvement des démocrates. » Le monde « d'ailleurs » ou de l'Autre regard a effectivement ses règles (y compris grammaticales) propres et on n'y est pas chiche en fortes maximes que lecteurs et militants pourront méditer tout à loisir : « Un conseil pourtant : si vous le pouvez, ayez toujours un arbre dans votre vie. Il vous tiendra compagnie partout, même à Manhattan. »*

Olivier Guichard, lui, ne donne pas dans l'émphase. Il a trop fréquenté les cabinets pour être impatient ou agité. Il sait d'expérience que « la part du jeu, de la puissance, est si grande dans la vie politique qu'elle facilite le succès des hommes de jeu et de puissance : les calculateurs et les aréniers ». N'étant sans doute ni l'un ni l'autre, il poursuit paisiblement son *Chemin tranquille*, « où ne manquent pas les ornières et qui pourtant mène où l'homme doit aller ».

### Les oracles et les responsables

LES oracles incarnent aux yeux de leurs partisans comme de leurs adversaires une rigueur qui commande le respect. On ne les soupçonne pas d'ambitions vulgaires. Michel Debré reconnaît avoir exercé les fonctions de premier ministre « de façon assez autoritaire », mais l'avisité de l'Etat ne fait-elle pas partie d'une certaine idée de la France ? A lire ses entretiens avec Alain Duhamel, on découvre un homme véhément, pourfendeur de « l'immobilisme ou de la subversion, sans autre ambition que de demeurer un combattant ». Aux éternels inquisiteurs qui contestent notre société, il rappelle les progrès accomplis. Critique-t-on la « civilisation de la pollution », il clame : « *A-t-on oublié les épidémies de peste et de choléra, les famines ?* »

De Pierre Mendès France, il est généralement admis qu'il a toujours fait passer ses principes avant toutes choses, n'ayant « pas éprouvé au même degré que tel autre l'ambition impatiente, l'attente du pouvoir, le goût du pouvoir » (8). C'est ainsi que, souffrant, il refusa en mars 1973 une investiture qui lui eût sans nul doute rendu son siège de Grenoble conquis en 1967 et perdit pour une centaine de voix en 1968. Sa réflexion sur l'homme d'Etat et le pouvoir, qui préface la série de portraits politiques de *La vérité guidait leurs pas* (17), est un vibrant plaidoyer en faveur de la démocratie, de la parole donnée, jusque dans leurs extrêmes conséquences : « *Le suffrage universel a tous les droits, y compris le droit à l'ingratitude.* » Qui pourrait dire si, comme de Gaulle renvoyé à Colombey en 1969, Pierre Mendès France n'éprouve pas une morose délectation de cette « ingratitude » ?

Engagés dans l'action quotidienne, occupant le pouvoir ou le sentant à leur portée, les responsables ne souffrent d'aucun complexe, et leurs écrits ont une vigueur qui est le fait des hommes en prise

phoniques (Michel Jobert raconte qu'à un certain moment le bruit courait que — pour se protéger ! — Valéry Giscard d'Estaing et son fidèle lieutenant ne se parlaient qu'en anglais au téléphone...). Poser au défenseur des libertés individuelles menacées par l'ordinateur, se déclarer préoccupé par les incursions et internements abusifs, déplorer les services policiers et la multiplication des polices privées, n'était pas de nature à faciliter la tâche du ministre de l'Intérieur de l'époque. Comme il est bien connu que la société libérale avancée a mis fin à tous ces agissements, comme peuvent en témoigner les soldats et civils traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat, les promoteurs du projet SAFARI, les militants ouvriers agressés par les milices patronales et les travailleurs immigrés expulsés au petit matin, Michel Poniatowski peut maintenant philosopher sereinement sur la meilleure façon de *Conduire le changement*.

François Mitterrand n'a pas les mêmes soucis. Ses chroniques réunies dans *La Paule et le Grain* (18) s'arrêtent au lendemain du 19 mai 1974 où il aurait « voulu s'écarter des yeux de ceux qui n'en peuvent plus d'attendre et d'espérer ». Fort aujourd'hui de ses succès électoraux, il devançait en quelque sorte l'événement en annonçant : « *Notre peuple a autre chose à faire que s'attarder. Moi aussi.* »

Profondément chaleureux est le journal de l'année 1975 de Robert Fabre (7). On y découvre un homme resté simple, encore étonné de s'être trouvé placé sur l'avant-scène (même si son statut de troisième homme aux côtés de Georges Marchais et de François Mitterrand est un peu formel) et qui, le dimanche, tient le service des urgences dans sa pharmacie de Villefranche-du-Rouergue. C'est seulement dans les petites villes de province que la politique peut garder ce visage humain qu'il affectionne. Qui donc, parmi les hommes politiques, aurait la franchise un peu naïve d'écrire ce que tous ont dû ressentir, un jour de victoire, quand bien même ils ne prétendaient vibrer que pour la France ou pour le peuple : « *Comme mon père serait fier !* »

- (1) Michel Debré, *Une certaine idée de la France* (Payot, 1972).
- (2) Jacques Chaban-Delmas, *Ardeur* (Stock, 1975).
- (3) Olivier Guichard, *Un chemin tranquille* (Flammarion, 1975).
- (4) Michel Poniatowski, *Cartes sur table* (Payot, 1972).
- (5) Michel Poniatowski, *Conduire le changement* (Payot, 1975).
- (6) Pierre Mendès France, *Chôisir* (Stock, 1974).
- (7) Robert Fabre, *Quelques baies de genièvre* (J.-C. Lattès, 1975).
- (8) Etienne Fajon, *Ma vie s'appelle liberté* (B. Laffont, 1975).
- (9) René Audrieu, *Du bonheur et rien d'autre* (Stock, 1975).
- (10) Pierre Juquin, *Le Sens du réel* (Gressey, 1971).
- (11) Edouard Depreux, *Souvenirs d'un militant* (Payot, 1972).
- (12) Michel Jobert, *Autre regard* (Gressey, 1976).
- (13) Roger Duchet, *La République épinglée* (Alain Moreau, 1975).
- (14) André Cornu, *Mes républiques indisciplinées* (Jean Dulia, 1976).
- (15) Edmond de Launay, *Pour une parcelle de gloire* (Pion, 1975).
- (16) Edgar Pisani, *Le Général indiscipliné* (Albin Michel, 1974).
- (17) Pierre Mendès France, *La vérité guidait leurs pas* (Gallimard, 1975).
- (18) François Mitterrand, *La Paule et le Grain* (Flammarion, 1975).

### « Les Grands de ce monde »

QUAND elle procède d'un grand talent et d'une parfaite connaissance psychologique du milieu, la fiction politique est parfois plus instructive que la « vraie » réalité. A cet égard, le dernier roman de Bertrand Poirot-Delpech, *Les Grands de ce monde* (1), nous apprend beaucoup sur les ressorts et les rituels de l'ambition politique.

Le livre, partie monologue intérieur d'un garde républicain préposé à l'Elysée, partie séquences où interviennent une demi-douzaine d'autres personnages, pourrait s'appeler « *Sept jours en mai 1968* », de l'effondrement apparent du régime au redressement ponctué par les discours de de Gaulle et la manifestation des Champs-Élysées le 30.

Quelques personnages réels : de Gaulle, Mendès France. D'autres qui ne sont pas véritablement « à clés » tant ils correspondent à des figures classiques de la V<sup>e</sup> République : Monsieur Frank, qui, derrière la « couverture » d'un cabinet de gestion, la F.R.I.M.E., exerce ses activités de barbouze (il aurait soufflé à de Gaulle le « *Je vous ai compris* » d'Alger) ; Astrid György, l'aristocrate gauchiste du septième arrondissement, ce quartier où « les larès de droit divin et les bachoteurs de la compétence se retrouvent comme par hasard sur le même palier » ; André-Jacques Henri-Duval, normalien et arriviste, ancien condisciple de Monsieur Frank, qui l'a introduit auprès d'un de Gaulle à la recherche « d'autres Giscard pour la relève » mais « des Giscard sans Poniatowski pour leur monter à la tête ». Bob Saint Rut, le promoteur, qui ne revendique « pas un passe-droit, je vous dis, juste un coup de pouce ».

Témoin privilégié, en tant que chauffeur de voiture officielle, des petites gens des grands de ce monde, le garde Tonio Manuelli sera aussi le dépositaire d'un secret d'Etat : ce n'est pas à Baden-Baden que de Gaulle est allé le 29 mai 1968, mais au métro Balard, où Tonio lui a tenu compagnie.

Ecrit, on le sent, dans la joie, le roman de Poirot-Delpech est véritablement dévastateur : les lics, les modes, les impostures, les faux-semblants de la classe dirigeante et de ses amuseurs appointés y sont pourfendus avec entraînement. L'espion n'est pas non plus absent : « *Celui d'un village immense dont les cloches n'ont pas encore sonné, mais dont l'heure arrive, vous ne croyez pas ?* »

B. C.  
(1) Bertrand Poirot-Delpech, *Les Grands de ce monde* (Gallimard, 1976).



# Les livres de ce mois

## « Le Projet espérance », de Roger Garaudy

Par YVES FLORENNE

L'ESPÉRANCE de Roger Garaudy est, on le sait, une espérance en quelque sorte totale, qu'on peut regarder, selon sa pente, comme contradictoire, merveilleusement unifiée, utopique, réaliste transcendant, doublement impie et hérétique (à l'égard de deux religions inéconciliables) ou tout simplement évangélique : puisqu'il possède l'espérance chrétienne et nourrit celle d'un communisme pur. On sait aussi qu'après une longue marche sur une route traversée il a trouvé son cheminement égal et assuré entre Marx et Jésus.

C'est dans cette perspective que s'inscrit son « projet » : et comme il est donné pour un contre-projet, le seul salutaire, c'est que tous les autres élaborent aujourd'hui sont, plus ou moins, des projets d'espérance.

Qu'on ne s'y trompe pas : ce projet-là est résolument terrestre, comme d'ailleurs le christianisme même de Roger Garaudy. Ce sont donc les périls mortels courus par cette terre et l'humanité dont elle est le lieu que l'auteur considère à son tour avec angoisse. L'angoisse « la plus grave », celle qui n'avait « jamais pesé sur les hommes » : celle de la survie de la planète. Pourtant, on s'étonne toujours d'une telle affirmation. C'est, au contraire, la fin de la planète et de l'homme terrestre qui a toujours été annoncée et qui est, pour les chrétiens, article de foi et même d'espérance. Seulement, il en est de cette fin totale comme de la mort : nous ne concevons pas qu'elle puisse être pour aujourd'hui, ni même que cela nous concerne personnellement. Seulement les autres. Et, en l'espérance, les autres d'un lointain futur. Or nous pourrions bien y être.

Il faut sans doute une certaine force d'âme et d'imagination pour accepter la pensée, et peut-être y trouver quelque exaltation, d'être les défunts de cette fin, les derniers hommes. Avec cette différence essentielle, cette nouveauté étonnante, que, cette fois, elle serait le fait de l'homme, non de Dieu ou de la nature. Bref, comme tout le monde, Roger Garaudy ne prend en compte qu'un avenir quasi éternel, encore qu'il soit menacé de mort et serait en tout cas désastreux s'il s'inscrivait dans la trajectoire que le présent lui assigne.

D'ailleurs, la « bombe » supposée neutralisée, c'est encore plus qu'il n'en faut pour nous détruire que l'énergie nucléaire « pacifique ». Le réquisitoire, on l'a vu, la prophétie, vite encore des manœuvres fondroyantes mais lentement asphyxiantes, tels que l'atombomble, cette « vache sacrée », et tout ce qui fait de la société de croissance et de « stimulation systématique du désir » une « société criminogène » et suicidaire. Alors, la décroissance ? Non, certes, mais une autre croissance. Ce sont, Dieu me pardonne, les mots mêmes prononcés par M. Giscard d'Estaing, qui les avait empruntés, il est vrai, à Robert Lattès. Pour celui-ci comme pour Roger Garaudy, on imagine que ces mots-là ont un contenu un peu différent.

La critique porte sur les deux types actuels de société, dans la mesure où l'une et l'autre commencent dans le même « religion » de la même croissance, qui n'est que

croissance pour la croissance, avec des motivations et des critères exclusivement économiques, sans aucune « finalité humaine ». En outre, on plonge en conséquence, car tout est lié : dans ces deux sociétés apparemment opposées, toute décision vient d'en haut. L'échec est double et total : il n'y a pas plus de « libre entreprise » ici qu'il n'y a à la « socialisme ». Enfin, « il faut dire très clairement que dans un marxisme scientifique prétendant que tout problème humain peut être résolu « scientifiquement », dans un marxisme « unidimensionnel » faisant de l'athéisme un dogme, cet athéisme devient un « optimisme du peuple ». Or il rejoint Santiago Carrillo — dans le P.C. espagnol actuel, Roger Garaudy serait à l'aise — déclarant que le dogmatisme marxiste peut devenir un opium du peuple ».

Il faut donc revenir à la parité de l'évangile — socialiste. Sur cette pierre sera bâti le projet espérance. Il consiste d'abord à ramener l'inspiration et le fonctionnement de l'« en haut » à la base. Et d'abord le marché : soustrait aussi bien à l'anarchie libérale et au despotisme non éclairé du profit qu'au dirigisme de l'Etat.

Il s'agit donc d'un projet antestimonial, qui est décrit avec précision, à partir d'une note de Michel Rocard. Alors, l'entreprise ne sera plus une « société de capitaux » mais une « société de personnes ». On pourra enfin parler de libre entreprise. Mais l'antestimonial est le principe même de la démocratie, qui déborde donc l'économie, embrasse la politique et toute la vie sociale, institue partout la démocratie directe et authentique, substituée à la « démocratie » déguisée.

Roger Garaudy ne prétend pas écrire un traité ni formuler un programme : simplement tracer des pistes de réflexion. Mais la fin, et les moyens qu'elle implique, sont très clairement définis et ne tolèrent pas le compromis. Les « fondements objectifs de notre espérance » sont solidement posés. Le projet est essentiellement porté par un triple pilier : une certaine conception de l'homme, de l'histoire, de l'avenir. L'homme (le « sens de l'histoire » rejeté) étant le créateur de cette histoire — la sienne — et de cet avenir. Mais c'est ici qu'est mise en lumière l'idée forte qui sera répétée avec le plus de force aussi par les « dogmatiques » de transcendance. Elle est dans la trame du livre entier, et définie dans les dernières pages, « non pas seulement attribut de Dieu, mais dimension essentielle de l'homme ».

Telle est l'essence vigoureuse du nouveau modèle de civilisation qu'il est urgent d'inventer et de choisir. Demain peut-être, après-demain sûrement, il sera trop tard. Pour que l'avenir soit, il faut s'arracher à une conduite qui fait de lui une « extrapolation suicidaire du présent ». Savoir concevoir et construire un vrai socialisme, tel qu'il n'en existe pas même l'ombre, impliquant « la poursuite d'autres fins ». Autrement dit : des fins autres que la fin tout court.

• Robert Laffont, Paris, 1976, 226 pages, 30 F.

## AFRIQUE

### Rhodésie et Namibie, bastions menacés du pouvoir blanc

DEPUIS de longues années déjà, des guérilleros se battaient dans l'indifférence quasi générale contre le pouvoir blanc en Rhodésie et en Namibie (ex-Sud-Ouest africain). Il aura fallu l'indépendance du Mozambique et la guerre d'Angola pour que l'Occident prenne vraiment conscience de la situation explosive créée en Afrique australe en un siècle de colonisation. Pour le moment, l'Afrique du Sud — pièce maîtresse du système de domination blanche — gagne du temps en s'employant à régler le sort des deux derniers bastions du colonialisme subsistant au-delà de ses frontières, faisant pression sur son « ex-ally » de Salisbury, opposant une mise en scène constitutionnelle à Windhoek.

Dans le *Drame rhodésien* (1), Roland Pichon rappelle que l'amendement Byrd avait permis au gouvernement américain de reprendre ses achats de chrome à la Rhodésie, au mépris des sanctions économiques imposées par les Nations unies. L'amendement est toujours en vigueur, mais cela n'a pas empêché M. Kissinger, lors de sa récente tournée en Afrique, d'offrir ses bons offices pour aider à résoudre le problème rhodésien. Après les vaines tentatives de M. Wilson, puis de M.M. Vorster et Kaunda, a-t-il vraiment l'intention de porter le coup de grâce au régime de M. Smith en Rhodésie ? Toute l'histoire des rapports entre les colonies de Rhodésie et la Grande-Bretagne, la nature de leurs liens avec l'Occident, fondés avant tout sur des intérêts économiques, doivent maintenant les inciter à prendre ce risque au sérieux.

A cet égard, Roland Pichon cite des propos révélateurs tenus par Charles-A. James, suppléant du secrétaire d'Etat, adjoint aux affaires africaines, qui déclarait, l'an dernier, qu'il fallait abroger l'amendement Byrd car cela pouvait « jouer mainte-

nant un rôle vital pour assurer l'accès à long terme des entreprises américaines au chrome et aux autres minéraux de Rhodésie ». Juste retour du sort : les Européens de Rhodésie se voient aujourd'hui menacés par la logique de cette « politique de l'argent » qui n'avait jamais cessé de montrer le *Drame rhodésien*, de prévaloir sur la mission « civilisatrice » dont ils se réclamaient dès leur arrivée.

Mais s'ils doivent céder le pouvoir à la majorité noire, que sera alors le nouveau Zimbabwe ? C'est la grande interrogation à laquelle le livre exhaustif de Roland Pichon ne permet pas de répondre. Perpétuellement interdits et renoués sous d'autres formes, leurs chefs continuent à l'ind ou emprisonnés, les mouvements nationalistes de Rhodésie, aujourd'hui fondus dans un Congrès national africain lui-même divisé, ont adopté des positions plus ou moins radicales pour mener la lutte de libération ; mais, longtemps coupés des populations dont ils se réclament, ils n'ont jamais formulé de programme politique. L'expérience rhodésienne que la guérilla prolongée mène au déclin des positions anti-impérialistes et à des choix idéologiques souvent influencés par les alliances étrangères. C'est pourquoi le temps presse pour l'Occident en Rhodésie : si M. Kissinger a tiré les leçons de l'échec angolais, va-t-il se contenter de la nomination, dans le gouvernement de M. Smith, de quelques Africains acquis au régime ?

Le dossier de la Namibie, que présente Peter Frankel (2), fait apparaître une cause juridiquement perdue d'avance pour l'Afrique du Sud, qui se trouve néanmoins mieux armée pour la défendre que son voisin rhodésien. Cette fois c'est, en effet, le géant économique et militaire du continent africain qui administre un territoire qu'il a prudemment annexé contre la volonté de l'ONU. Là s'écrit l'apartheid, et Pretoria s'efforce de façonner un avenir à son avantage en préparant la mise en place de « bandes-toutens » selon le système mis au point pour l'Afrique du Sud elle-même et qui permettrait aux Blancs de conserver les régions les plus riches.

Dans son introduction, l'auteur ne pouvait mieux faire que céder la parole à M. Sean MacBride, commissaire des Nations unies pour la Namibie, qui mène une lutte diplomatique active pour la cause dont il est chargé. Dans ce territoire, dit-il, la situation est « bien pire » qu'en Afrique du Sud : « bien pire aussi que dans les anciennes colonies », et il cite, à titre d'exemple, l'extraordinaire déficience du système d'enseignement et de formation administrative. Peter Frankel complète cette précision par des données historiques, diplomatiques et économiques, par une description des lois répressives et de la politique raciale.

Avec l'installation du M.P.L.A. au pouvoir en Angola, les guérilleros peuvent espérer avoir les coudées plus franches de l'autre côté de la frontière namibienne. Mais le régime de M. Neto doit prendre garde d'aller trop loin dans le soutien qu'il leur accorde. L'Afrique du Sud de M. Vorster reste une pièce maîtresse pour l'Occident : ses atouts sont sans commune mesure avec ceux du régime rhodésien.

MICHELLE PAUNET.

(1) Roland Pichon, *Le Drame rhodésien*, Eyrolles du Zimbabwe, IDOC-FRANCE, Librairie-éditions L'Harmattan, Paris, 1976, 247 pages, 30 F.  
(2) Peter Frankel, *Les Namibiens*, éditions Eminent, coll. « Minorités », Paris, 1976, 147 pages, 20 F.

## CINEMA

### ANALYSE DE FILMS : ANALYSE DE SOCIÉTÉS.

— Marc Ferro

★ Hachette, coll. « Pédagogie pour notre temps », Paris, 1975, 136 pages, 28 F.

Premier historien à considérer le cinéma comme source fondamentale pour l'étude des sociétés du vingtième siècle, Marc Ferro part du postulat que « le film est histoire » : à la démonstration, il s'emploie régulièrement dans trois institutions : à l'École pratique des hautes études où il dirige un séminaire sur « Société - histoire - cinéma », dans la revue des *Annales* où il publie ses textes théoriques, et enfin au Pathé où il s'efforce de réaliser une série de films de montage. *Images d'histoire*, destinées en particulier aux enseignants, accueillent très favorablement par les professeurs d'histoire, ces films de court métrage demandant toutefois un support théorique qui permet de mieux en saisir toutes les significations, toutes les richesses. C'est dans cette perspective pratique que Ferro publie aujourd'hui cet ouvrage qui est à la fois une synthèse de ses positions théoriques et une démonstration pédagogique de celles-ci, en l'occurrence d'un catalogue raisonné des principaux films d'intervention historique étudiés en France et les moyens de se les procurer.

Dans la première partie, l'auteur revendique avec force argumentaire le statut historique du film (de fiction ou de documentaire) ; il explique l'importance que revêt le repérage exact de l'origine des documents filmiques et procure au lecteur quelques signes pertinents qui lui permettent de détecter les manipulations. Il rappelle la nécessité de lier tout film à l'époque et à la société qui l'a produit. Il insiste sur le besoin de révéler tous les aspects qui ont pu se glisser dans le cadre et de mesurer ainsi l'écart entre le projet du cinéaste et les démentis de l'histoire.

En analysant certains aspects de la Grande Illusion et de Tchékova, Marc Ferro montre que tout film, tout document filmé possède une richesse de connotations qui échappe à leur auteur et que, grâce aux mutations idéologiques et à de nouveaux concepts théoriques, nous pouvons facilement percevoir aujourd'hui. Ces connotations et témoignent qu'un film est toujours débordé par son contenu et que ce débordement autorise une autre lecture qui éclaire, mieux que bien des textes, les contours complexes d'une société.

I. R.

### LE CINEMA AMERICAIN D'AUJOURD'HUI.

— Théodore Louis et Jean Pigeon

★ Seizhe, coll. « Cinéma 2000 », Paris, 1975, 272 pages, 26 F.

Un livre nécessaire qui fait le point sur la production américaine depuis 1967 en analysant, sous un angle sociologique, trois aspects : les mécanismes économiques, les mutations esthétiques et les contenus fictionnels. La dernière partie propose un dictionnaire de nouveaux réalisateurs et cinéastes, ainsi qu'une filmographie très détaillée et presque exhaustive.

I. R.

### SOCIÉTÉ

★ CHANGER LA VILLE, par Paul Ormer (Grasset, Paris, 1975, 350 pages, 30 F.) ; Comment transformer une dimension humaine et faire cesser le scandale de la politique d'urbanisme actuellement en vigueur en France.

## EUROPE

### L'IRLANDE : IDEOLOGIE D'UNE REVOLUTION NATIONALE.

— Maurice Goldring

★ Editions sociales, Paris, 1975, 126 pages, 18 F.

Maurice Goldring, déjà auteur de l'excellent *Drame de l'Irlande* (Borras, 1973) s'attaque au cœur même de l'énigme qui tourmente tous les analystes de l'Irlande : la persistance, dans le dernier quart du vingtième siècle, de conflits où le poids de l'histoire, quant à elle, n'est pas celui de la mythologie, semble l'emporter sur l'importance des enjeux immédiats. Il examine le contenu social des revendications nationales et le rôle des nationalismes politiques et linguistiques, comment les intellectuels irlandais veulent donner de leur pays, en l'occurrence, une image d'une Irlande gaélique, rurale, dominée des poètes et cinéastes des héros. Maurice Goldring montre brillamment comment cette idéologie nationale anti-anglaise, rêvée plus que vécue, est en même temps un puissant facteur de cohésion sociale.

Il explique aussi, au passage, pourquoi l'insurrection de Dublin de Pâques 1916 a largement échoué : les positions anti-ouvrières des dirigeants nationalistes. Ce remarquable ouvrage (dont la conclusion et le style allègre de son auteur) est une œuvre de haute tenue, toujours le masque de la tradition, le pays avance à révolutions, les yeux liés en arrière.

B. C.

### LE PROBLEME NATIONAL CATALAN.

— Jaume Rosinyol

★ Mouton, Paris, 1975, 712 pages, 88 F.

Deuis la mort du général Franco, la Catalogne du Sud est devenue le théâtre d'un mouvement d'émancipation. L'ouvrage de Jaume Rosinyol, qui possède toute la rigueur d'une thèse universitaire et d'un doctorat de droit, explique les causes profondes et spirituelles des revendications catalanes. L'auteur décrit méthodiquement l'histoire nationale du fait national catalan ; il déroule avec minutie et sans cesse les tensions des nationalismes politiques et linguistiques, comment les intellectuels socio-économiques et religieux ont tous les jours voulu être catalans.

Il démontre définitivement qu'avec sept millions d'habitants parlant une langue particulièrement différenciée, créateurs d'une riche culture littéraire, architecturale, picturale, musicale, la Catalogne du Sud n'est pas une nation ; et même d'après le préface de l'ouvrage, M. Guy Bérard, « une nation plus homogène que la Finlande ou le Roumanie ».

Après avoir souligné toutes les oppressions politiques, culturelles, économiques et sociales subies par la Catalogne du Sud, l'auteur expose les motifs politiques qui permettraient la réunification de la Catalogne avec l'Espagne. Dans un but constructif et avec un souci de sérénité, l'auteur écarte la « souveraineté absolue » et se situe plus réaliste, dans un premier temps de lutte pour l'« indépendance dans le cadre d'une fédération hispanique ». Il propose toutefois une ligne fédérative autonome comme seule perspective politique qui garantirait définitivement les libertés catalanes et permettrait enfin la réunification de tous les Catalans. « Ceus de Perpignan et ceux de Barcelone ».

I. R.

### SOCIALISME

### LE SOCIALISME DU SILENCE.

— Pierre Dais

★ Seuil, Paris, 1975, 228 pages, 35 F.

Pierre Dais a constaté que le « socialisme soviétique » était un « problème maudit ». Maudit en ce sens que tout le monde s'en est détourné, et que la recherche historique sur le sujet est rare. Jusqu'en 1956, tout ce qui s'écrivait dans le mur du silence. De toute façon, la vérité a été refusée. Or il semble que les brèches ouvertes, secrètement, par le matérialisme ont permis une autre lecture du socialisme, sans que cela change rien.

Ce non-changement est, au fond, l'objet même du livre, portant sa conséquence : la nécessité du changement fondamental. Il s'agit, pour Pierre Dais, comme pour Medvedev, que les communistes soient les forces les plus transparentes de leur propre histoire. Dans la mesure où elle se confond avec celle de l'Union soviétique, Pierre Dais « ratraque » et expose ensemble toutes les affections au « mur » du pacte avec Hitler, aux « décomptes » édités par Staline, et que « nous nous obstinons à prendre pour l'avenir ». Reste la source, et elle s'a pas été épuisée : reste Marx, « s'il n'est pas mort à Pétrograd ».

Y. F.

### LE SOCIALISME SANS VISAGE.

— Thomas Molnar

★ P.U.F., Paris, 1976, 190 pages, 38 F.

Qu'il soit ou non dans le vrai, Thomas Molnar est, à coup sûr, à contre-courant. Alors qu'on a cru et continue d'espérer dans une évolution, à long terme convergente, des systèmes libéraux et marxistes vers un « socialisme à visage humain », l'auteur aperçoit, lui, l'avènement d'un « socialisme sans visage ». Impersonnel, peu soucieux de théorie et d'idéologie, imposant durement un certain fonctionnement. Et cette évolution déplorable serait le fruit non pas de la tyrannie de l'Etat, mais de son affaiblissement : même dans les régimes socialistes ou la confusion par le parti est analogue à la marginalisation des groupes de pression et des « totalités » dans les sociétés capitalistes, d'où la constitution réelle dans le tiers-monde — « du tiers modèle », qui n'est pas encourageant. Le livre non plus.

Y. F.

### L'EUROPE TECHNICIENNE - REVOLUTION TECHNIQUE ET LIBRE ESSOR INDUSTRIEL EN EUROPE.

— J. L. Laffont

★ Laffont, Paris, 1975, 175 pages, 135 F.

## PROCHE-ORIENT

### LES EMIRATS DU GOLFE ARABE.

— Jean Jacques Tur

★ P.U.F., « Que sais-je ? », Paris, 1976, 125 pages, 6,50 F.

Rien de commun dans ce « golfe arabe » (le que l'on appelle aussi « golfe Persique ») dit l'auteur, entre les monarchies et peuples émirs de Fulaïrah ou d'Umm-al-Qaiwain, dont les quelques milliers d'habitants vivent méprablement de la pêche, et le riche Koweït auquel l'accumulation des pétrodollars permet de spéculer sur le prix du pétrole, dans des entreprises occidentales. Et, pourtant, n'a-t-on pas tendance à les considérer sous comme les « nouveaux riches du pétrole » ?

L'un des mérites de ce petit livre, écrit par un professeur d'histoire et de géographie, est donc de nous montrer, après avoir émis des hypothèses, ce qu'il est ou n'est pas — utiliser la « révolution du pétrole » pour s'enrichir dans le « monde arabe », réduire la dépendance alimentaire à l'égard de l'étranger, lutter contre le chômage et l'alapahisme, et créer les équipements sociaux indispensables à l'amélioration du niveau de vie de leur population, que ce soit dans le cadre d'un Etat indépendant comme le Koweït, Qatar ou Bahrein, ou au sein de la Fédération des émirats arabes unis (F.E.A.U.) qui regroupe depuis 1971 les sept autres emirats du Golfe.

C. T.

## Deux siècles d'Amérique

Une Amérique inconnue, ambiguë, en proie à ses contradictions. De la première présidence de Georges Washington au scandale de Watergate, c'est le même drame qui continue à se jouer.









— Trinité-et-Tobago (1<sup>er</sup> avril) : 7 millions de dollars pour aider à financer un projet routier ;

— Bolivie (8 avril) : 25 millions de dollars pour le financement d'un projet destiné à développer la production et la distribution d'électricité ;

— Égypte (8 avril) : 45 millions de dollars, destinés à la reconstruction et à la modernisation du port d'Alexandrie ;

— Côte d'Ivoire (8 avril) : 30 millions de dollars (pour quinze ans et à 8,50 %) pour la réalisation d'un projet routier ;

— Indonésie (8 avril) : deux prêts d'un montant de 187 millions de dollars pour le développement du réseau routier (130 millions de dollars) et de l'enseignement (37 millions de dollars) ;

— Roumanie (15 avril) : 60 millions de dollars (pour vingt ans et à 8,50 %), qui financent en partie les dépenses en devises étrangères pour le projet de centrale hydraulique de Riu-Mare-Reiaza ;

— Syrie (15 avril) : 35 millions de dollars, qui seront affectés à l'amélioration du réseau d'adduction d'eau de Damas ;

— Cameroun (22 avril) : 17 millions de dollars, qui financent en partie un programme d'amélioration de l'enseignement ; ce prêt, accordé dans le cadre du « troisième guichet », porte intérêt à 4,50 % ;

— Thaïlande (22 avril) : 50 millions de dollars destinés au financement d'un projet de reconstruction d'une plantation de caoutchouc ;

— Nicaragua (22 avril) : 11 millions de dollars, qui aideront le pays à mettre en œuvre sa politique de développement de l'enseignement et de formation professionnelle dans les campagnes.

**CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT.** — Cinq crédits ont été accordés en avril par l'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale : 7 500 000 dollars au Bangladesh pour le financement d'un projet d'assistance technique (8 avril) ; 5 millions de dollars à la Somalie pour le développement des cultures sèches (15 avril) ; deux autres crédits d'un montant de 42 500 000 dollars à la Somalie (15 avril) pour l'amélioration des réseaux d'adduction d'eau de six grandes villes (21 500 000 dollars) et la réalisation d'un programme d'enseignement (21 millions de dollars) ; 7 millions de dollars au Burundi (22 avril) pour financer un projet de développement de la pêche.

**OPERATIONS DE LA S.P.I. EN REPUBLIQUE DE COREE.** — La Société financière internationale (S.F.I.) a consenti, le 21 avril, un prêt de 5 millions de dollars et souscrit une participation au capital d'un montant équivalent environ 430 000 dollars pour l'extension de la Société des papeteries de Chonju, principal producteur sud-coréen de papier journal.

## Banque africaine de développement

*Prêts au Cameroun, au Ghana, à la Guinée et au Zaïre*

La Banque africaine de développement a annoncé en avril quatre opérations de prêts :

— Au Cameroun (1<sup>er</sup> avril) : un prêt complémentaire de 600 000 francs C.F.A. (soit environ 180 millions 700 000 francs C.F.A.) pour aider à couvrir le coût additionnel de la nouvelle aérogare de Douala ;

— Au Ghana (1<sup>er</sup> avril) : 2 millions d'u.c. (soit environ 588 millions 800 000 francs C.F.A.) consentis à la Banque de développement agricole du Ghana et destinés à couvrir les coûts en devises afférents à la construction de plusieurs huileries ;

— A la Guinée (1<sup>er</sup> avril) : un prêt complémentaire de 1 million d'u.c. (soit environ 278 millions de francs C.F.A.) pour financer le coût en devises qui requiert la modernisation de l'extension du réseau de télécommunications ;

— Au Zaïre (1<sup>er</sup> avril) : un prêt supplémentaire de 1 million d'u.c. (soit 278 millions de francs C.F.A.), attribués au Conseil exécutif national pour couvrir partiellement le coût additionnel en devises relatif au projet de construction de quatre ponts sur la route Kinshasa-Kenge.

Tous ces prêts ont été accordés au taux de 7 % l'an, avec une commission statutaire de 1 % l'an et une commission d'engagement de 0,75 % sur les soldes non décaissés.

**FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT.** — Deux prêts ont été accordés le 3 avril à 5 millions d'u.c.F. (soit 1 280 000 000 francs C.F.A.) au Tchad pour financer la totalité des dépenses en devises et une partie des dépenses en monnaie locale d'un projet visant à améliorer l'éducation des deux principales des régions les plus désolées ; 5 millions d'u.c.F. (soit 1 280 000 000 francs C.F.A.) au Soudan pour contribuer à la réalisation des deux phases du projet d'extension du système d'adduction d'eau de Port-Soudan.

## Banque arabe de développement économique en Afrique

*Approbation de six prêts*

SIX opérations de financement ont été approuvées par le conseil d'administration de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADÉA) au cours de sa quatrième session, tenue le 21 mars dernier à Tunis. Elles intéressent les pays ci-dessous :

— Zambie : 10 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 4 %) pour la réalisation de la route Kibwe-Ndola ;

— Rwanda : 5 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 2 %), pour la réalisation d'un projet de développement rural intégré ;

— Kenya : 5 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 4 %) destinés à financer un programme de développement rural intégré ;

— Mali : 10 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 2 %), pour contribuer à la réalisation du barrage de Selingue ;

— Sierra-Leone : 5 millions de dollars (pour quinze ans et à 4 %), destinés à la construction d'une centrale électrique ;

— Gambie : 4 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 2 %), pour la réalisation d'un projet de développement rural intégré.

## Banque asiatique de développement

*Prêts aux Philippines, à la République de Corée et à la Thaïlande*

La Banque asiatique de développement a accordé, à l'aide de ses ressources ordinaires, plusieurs prêts en faveur des pays suivants :

— Philippines (35 mars) : 24,30 millions de dollars (durée de vingt ans et à 8,75 %), destinés à améliorer le réseau ferroviaire entre Manila et Legaspi ;

— République de Corée (30 mars) : 12 millions de dollars (durée de quinze ans et à 8,75 %), pour le financement d'un programme visant à exploiter les ressources nationales en charbon ; ce prêt a été accordé à la société gouvernementale Dai Han Coal Corporation ;

— Thaïlande (30 mars) : 19 millions de dollars (durée de vingt-quatre ans et à 8,75 %), pour contribuer à la réalisation d'un projet de construction de routes à grande circulation.

**TROIS EMISSIONS D'OBLIGATIONS.** — Le 2 avril, la Banque asiatique a annoncé une émission d'obligations liées dans vingt-quatre pays membres et non membres. Ces obligations, intitulées « obligations à deux ans de 1976 », venant à échéance le 1<sup>er</sup> avril 1978, portent intérêt à 7,34 % payable deux fois l'an le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année. L'émission a été achetée par dix-sept pays membres de la région et par sept pays non membres.

Auparavant, un accord portant sur une émission d'obligations d'un montant de 30 millions de dollars (équivalent d'environ 11,2 millions de dollars) avait été conclu (le 22 mars) entre la Banque asiatique et l'Agence monétaire d'Arabie Saoudite.

Une autre émission d'obligations de 75 millions de deutschemarks (équivalent d'environ 29,46 millions de dollars) avait aussi été prise terme, le 29 mars dernier, par le Dresdner Bank A.G. de Francfort. Ces obligations portent intérêt à 7,75 % et viendront à échéance en 1983.

## Banque européenne d'investissement

*Prêts à la Nouvelle-Calédonie et au Portugal*

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé le 25 mars à la Nouvelle-Calédonie un prêt d'un contre-valeur de 5 millions d'u.c. (environ 26,1 millions de francs français) pour financer l'extension des capacités de production de la Société métallurgique de la Nickel S.R.L. D'une durée de douze ans au taux de 9,50 %, ce prêt a été consenti à la Caisse de coopération économique, qui utilisera pour le financement partiel d'un prêt d'un montant de 180 millions de francs français accordé pour ce projet.

D'autre part, la Banque européenne d'investissement a accordé le 25 mars à la République de Portugal par la C.E.E. sous la forme de crédits à long terme, est devenue effective le 7 avril dernier : deux prêts, d'un montant total de 60 millions d'u.c., ont été octroyés pour renforcer l'approvisionnement en électricité du pays. Le premier de ces prêts, d'un montant de 35 millions de dollars (pour quinze ans), a été consenti à la Companhia Portuguesa de Electricidade pour le financement de la construction d'une nouvelle centrale thermique près de Setúbal. Le second prêt s'élève à 15 millions d'u.c. ; il a été accordé (pour onze ans) au Banco de Fomento Nacional, la Banque de développement portugaise, pour le financement de projets industriels et touristiques de petite et moyenne dimension.

Accordés sur les ressources propres de la Banque, ces prêts bénéficient d'une bonification de 3 % à charge du budget de la Communauté, ce qui en ramène l'intérêt à un taux net de 6,50 %, contre 9,50 % habituellement.

## Banque interaméricaine de développement

*Prêt à la Jamaïque*

La Banque interaméricaine de développement a annoncé, le 18 mars, l'octroi à la Jamaïque d'un prêt d'un montant de 5,9 millions de dollars destiné à financer le régime jamaïcain d'aides à l'exportation. Accordé à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, ce prêt, d'une durée de trente-cinq ans, porte intérêt à 2 % l'an.

**EMPRUNT AU JAPON.** — Le 9 avril, la Banque a emprunté au Japon 5 milliards de yens (équivalent d'environ 16,7 millions de dollars) pour financer ses opérations d'aide au développement des pays membres.

**PRECISION.** — La création du Fonds africain, Nigeria et de la Société africaine de réassurance, a été annoncée en page 25 du précédent numéro sous le titre « Banque interaméricaine d'intégration économique ». Il s'agit en fait d'organismes dépendant de la Banque africaine de développement.

zième session extraordinaire réunie à Lima du 28 février au 6 avril et qui a abouti à un accord sur la révision des objectifs du Groupe andin.

En six décisions, la commission recommande aux six gouvernements de soumettre au protocole additionnel portant révision de l'accord de Cartagena. On sait que cette révision porte sur : a) les produits réservés aux programmes de développement industriel ; b) le tarif extérieur commun ; c) le système de vote pour l'adoption des programmes de développement industriel.

Dans les deux premiers cas, le protocole prolonge de deux ans le délai initial pour la réalisation des objectifs de l'accord de Cartagena. Ainsi, l'entrée en vigueur des premiers dispositions du tarif extérieur commun est repoussée du 31 décembre 1976 au 31 décembre 1978. Par conséquent, il ne sera définitivement installé qu'en 1982 pour la Colombie, le Chili, le Pérou et le Venezuela, et seulement en 1987 pour l'Équateur et la Bolivie.

D'autre part, le système de dégrèvement appliqué à ces deux derniers pays est modifié. Quant au système de vote pour l'adoption des programmes de développement industriel, il a été convenu qu'un projet revu une seconde fois devant le Comité (la Junta), après le vote négatif d'une des parties, pourra être adopté avec l'adhésion d'au moins quatre pays.

**LA DIFFUSION DU PROGRAMME PETROCHIMIQUE.** — La deuxième session du comité pétrochimique du Groupe andin s'est tenue les 5 et 6 avril à Lima pour examiner les mesures à prendre en vue de réaliser les objectifs du programme de développement industriel du secteur pétrochimique approuvé en août 1975. Le secrétaire permanent du comité a aussi présenté un rapport sur la diffusion du programme pétrochimique auprès des grandes entreprises d'Amérique latine, au moyen, notamment, de séminaires organisés dans ces régions. Les séminaires ont été organisés à Lima les 5 et 6 avril, avec la participation de représentants de onze grandes entreprises des États-Unis, de l'Allemagne de l'Ouest, de la France et du Japon.

## Association latino-américaine de libre-commerce

*Le fonctionnement du système des paiements et des crédits réciproques en 1975*

REUNIS à Montevideo le 27 mars dernier, les représentants des banques centrales des onze pays membres du traité de Montevideo, ont examiné les résultats des opérations commerciales effectuées en 1975 dans le cadre du système de paiements et de crédits réciproques de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC).

Dépassant d'un montant équivalent à 108 018 000 dollars le volume de l'année dernière, ces opérations ont atteint en 1975 l'équivalent de 1 398 000 000 de dollars. La tendance à l'accroissement du volume des opérations de compensation multilatérale des soldes, enregistrée d'année en année depuis la mise en vigueur en 1968 de ce système, s'est à nouveau confirmée.

Le système de paiements et de crédits réciproques, né de l'accord général de Mexico de 1965, permet notamment de réduire l'emploi de devises dans le règlement des opérations

## COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

### Marché commun

*Échec du Conseil européen*

LES neuf chefs d'État ou de gouvernement de la C.E.E. réunis les 1<sup>er</sup> et 2 avril à Luxembourg, n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la répartition des sièges du futur Parlement européen qui doit être élu au suffrage universel en mai 1979.

M. Valéry Giscard d'Estaing avait proposé à ses huit collègues de reconduire le chiffre de cent quatre-vingt-dix-huit députés, c'est-à-dire la répartition actuelle des sièges du Parlement européen, tel qu'il est fixé par le traité de Rome. Le système de paiements et de crédits réciproques, né de l'accord général de Mexico de 1965, permet notamment de réduire l'emploi de devises dans le règlement des opérations

De même, la discussion sur les problèmes monétaires et économiques s'est terminée sans adoption d'un communiqué. Des experts avaient travaillé sur un texte rassemblant une déclaration d'ordre général d'origine française, une suggestion britannique portant plus spécialement sur le chômage structurel et le document de la Commission sur la nécessité d'une convergence plus poussée des politiques économiques, notamment budgétaires et monétaires, des États de la Communauté.

Ce document de la Commission, qui a servi de base de discussion, envisage d'ailleurs non des sanctions économiques et monétaires contre un pays qui ne respecterait pas les normes établies en commun mais la suspension des facilités et des aides prévues entre les États du Marché commun. Ce qui n'est pas loin des idées du chancelier Schmidt.

Ce dernier, qui a mené le débat au Conseil de Luxembourg, s'est opposé à l'adoption d'un texte qui ne traduirait pas dans les faits les mesures contraignantes dont il s'était fait l'avocat.

**Pas d'accord sur une politique énergétique commune**

Les ministres de l'énergie des Neuf n'ont pas réussi, le 25 mars à Bruxelles, à se mettre d'accord sur les grandes orientations d'une politique énergétique commune. Ils ont dû renvoyer à une session ultérieure au mois de juin, à Luxembourg, aussi bien la décision sur un programme de garantie aux investissements pour les sources d'énergie de remplacement produites dans la C.E.E. que sur la mise en œuvre d'un système de solidarité communautaire en cas de nouvelle crise de l'énergie.

La France et l'Italie, notamment, ont annoncé à leurs collègues qu'elles ne pouvaient donner leur approbation à la mise en place d'un minimum d'importation pour le pétrole destiné à rentabiliser les sources d'énergie produites dans la C.E.E. (énergie nucléaire, charbon, pétrole de la mer du Nord) et réduire ainsi la dépendance de la Communauté européenne à l'égard du pétrole importé, qui était encore de 55 % en 1975.

**La politique budgétaire de la C.E.E.**

Les ministres des affaires étrangères et des finances des Neuf ont assez facilement tombés d'accord le 5 avril à Luxembourg sur les grandes lignes d'une politique budgétaire pour les deux prochaines années.

Sans remettre en cause la politique agricole commune, les Neuf, indique-t-on de source communautaire, ont pris trois décisions importantes :

1) Ils ont pris l'engagement politique d'harmoniser d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1978 les assiettes de perception de la T.V.A. Cela permettrait de doter la C.E.E. de ressources propres constituées

commerciales et de limiter le recours aux équilibres bancaires d'origine étrangère pour le financement des opérations commerciales entre les pays membres.

**INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM.** — Ouvrant un nouveau cycle de réunions par secteur d'industrie, les représentants de l'industrie de l'aluminium ont siégé à Montevideo du 25 au 30 mars. Les experts ont présenté une production annuelle de 1 million de tonnes à partir de 1980. Un accord a été conclu en vue d'orienter la production en fonction des caractéristiques de la demande. Le comité exécutif de l'Alaïc en sera saisi avant le 30 septembre ; il devra mettre sur pied un mécanisme d'échange basé sur des conceptions à caractère temporaire et prenant effet à partir de 1977.

**O.C.D.E.** — Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), l'augmentation des prix à la consommation dans les pays membres a été de 0,7 % au mois de février, ce qui porte à 9,1 % la hausse des prix pour la période de douze mois se terminant en février. L'O.C.D.E. considère une nouvelle accélération pour la zone dans son ensemble, après l'accélération de l'année 1975, et relève une très nette distinction dans la baisse du prix de l'essence et des produits alimentaires et l'expérience européenne en matière d'ensemble, les prix des produits manufacturés et des produits alimentaires se sont à nouveau élevés en février.

En outre, parmi les récentes publications de l'O.C.D.E. : la Suède, dans la série « Études économiques » ; Questions d'ordre politique sous l'angle de la protection des données et des libertés individuelles (376 pages) ; Examens des politiques nationales d'éducation ; la Norvège et la Politique agricole en Autriche.

**COMMUNAUTÉ DE L'AFRIQUE DE L'EST.** — La commission de révision du traité de 1967 créant la Communauté de l'Afrique de l'Est entre le Kenya, le Tansanie et l'Ouganda, a tenu sa troisième session à Arusha au début du mois d'avril. Outre la révision des structures et du fonctionnement de la Communauté et de ses institutions, la commission s'est préoccupée de l'amélioration de la coopération à l'intérieur du marché commun existant entre les trois pays.

**CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE.** — Les perspectives concernant la production mondiale de blé pour l'année 1976 demeurent en général faibles. Les récoltes de l'année 1975 ont été de 1 500 millions de tonnes, contre 1 550 millions de tonnes en 1974. Les récoltes de l'année 1976 sont estimées à 1 500 millions de tonnes, contre 1 550 millions de tonnes en 1975 en raison de la sécheresse qui a affecté les champs de blé d'hiver.

Les récoltes de blé des cinq principaux exportateurs de blé (États-Unis, Canada, C.E.E., Argentine et Australie) à l'issue de leurs récoltes 1975-1976 sont évaluées à l'heure actuelle entre 22 et 24,5 millions de tonnes (les prévisions de janvier dernier ayant été révisées en hausse de 3,6 à 7 millions). L'accroissement par rapport à l'année précédente serait donc de l'ordre de 2 à 4,5 millions de tonnes, ce qui porterait les stocks bien au-dessus de leur niveau de crise des deux dernières saisons (27 millions de tonnes).

**CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ÉTAIN.** — Le Conseil international de l'étain indique que, au 31 décembre 1975, le montant des stocks réguliers était de l'ordre de 30 000 tonnes de métal, contre 11 942 tonnes au 30 septembre de la même année.

**CONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL.** — La trentième session du Conseil oléicole international (C.O.I.) s'est tenue du 25 au 29 mars à Izmir (Turquie). On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

**ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE.** — Les ministres du pétrole des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) se sont réunis les 21 et 22 avril à Genève. Cette conférence communautaire poursuivra l'étude de cette rencontre extraordinaire et informelle, convoquée à la demande de l'Iran.

par les droits de douane, par les prélèvements agricoles et un pourcentage de T.V.A. qui se situe autour de 1 %. L'ensemble de ce système de ressources propres permettrait alors de mettre fin aux contributions nationales calculées d'après le produit national brut de chacun des États membres.

2) Les Neuf semblent être également d'accord pour appliquer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978 l'unité de compte européenne, c'est-à-dire définie d'après un panier de monnaies des pays membres de la C.E.E. au budget de la C.E.E.

3) Les ministres ont également défini les bases des engagements financiers extérieurs de la Communauté européenne, c'est-à-dire en fait des aides financières accordées sur le budget de la C.E.E. aux pays du Maghreb, à la Turquie, à la Grèce, au Portugal, à Israël et au Maghreb (Égypte, Syrie, Jordanie, et Liban). Ils sont d'accord pour affecter, jusqu'en 1980, 500 à 600 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1,30 dollar) à cette fin.

**Fluctuations monétaires et politique agricole**

Les effets pervers des fluctuations monétaires sur la politique agricole européenne ont encore occupé le 6 avril les ministres de l'agriculture de la C.E.E.

Avant de se préparer, au terme d'une session de deux jours consacrée à plusieurs problèmes de gestion, les ministres ont en effet entendu la Commission européenne annoncer que le budget agricole de la C.E.E. risquait de devoir être augmenté de 3 milliards de francs si la livre sterling et la lire italienne pouvaient leur chute libre. Ce déficit proviendrait de la nécessité pour le Fonds agricole de verser des « montants compensatoires » qui subventionnent les importations britanniques et italiennes de produits agricoles afin de corriger l'affaiblissement du pouvoir d'achat de ces monnaies. Le budget agricole de la C.E.E. est d'environ 31 milliards de F.

Les ministres de l'agriculture s'étaient concentrés essentiellement, la veille, à des demandes d'aides particulières. Réunis pour compléter leurs décisions du 6 mars dernier sur les prix agricoles, ils ont examiné successivement une demande allemande d'extension des zones d'aide à la production de blé dur, une demande danoise concernant l'aide au lait écrémé liquide, des revendications italiennes pour le stockage du sucre, la prise en charge des alcools provenant de la distillation des excédents de vin, et une modulation des primes à l'arrachage des mauvaises vignes en fonction des rendements.

**NOUVELLE AIDE AU PORTUGAL.** — Réunis à Luxembourg le 8 avril, les ministres des affaires étrangères ont décidé d'accorder une nouvelle aide importante au Portugal qui vient s'ajouter à l'aide d'urgence déjà décaissée pour ce pays pour un montant de 150 millions d'unités de compte (180 millions de dollars).

Par ailleurs, les Neuf ont décidé d'accorder une aide exceptionnelle au Zaïre et à la Zambie, de l'ordre de 25 millions d'unités de compte (30 millions de dollars), en tant que pays associés au Marché commun par la convention de Lomé. Cette aide est destinée à permettre à ces pays de faire face aux difficultés causées par les événements d'Angola et le boycottage de la Rhodesie.

**LES D'ACCORD SUR LA CONTRIBUTION AU FOND INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE.** — Les ministres de l'agriculture des Neuf n'ont pu se mettre d'accord, le 8 avril, à Luxembourg, sur la participation financière de la C.E.E. au Fonds international pour le développement agricole dans la création d'une action internationale commune. Les vingt-six pays participants ont décidé de créer un groupe de travail chargé de mettre en chantier une réglementation destinée à stabiliser le marché et de rédiger un premier rapport avant l'automne 1976. Au cours de ces consultations, les participants ont pris connaissance d'une note préparée par le secrétariat de la CNUCED suggérant plusieurs possibilités pour la conclusion d'un accord international sur le cuivre.

مركز العمل







## L'AMÉNAGEMENT DES CONVENTIONS DE GENÈVE

### Guerre technologique et protection des populations civiles

Par MALVERN LUMSDEN \*

\* Attaché de recherche à l'Institut international de recherche pour la paix (SIPRI) à Stockholm, auteur d'un ouvrage publié sous les auspices du SIPRI, *Incendiary Weapons* (Les Armes incendiaires), Almqvist & Wiksell, Stockholm, 1975.

La troisième (et peut-être dernière) session de la conférence diplomatique sur le droit humanitaire international s'est ouverte à Genève le 21 avril. L'objet de cette conférence est de procéder à la remise à jour des quatre conventions de Genève de 1949, qui visaient à assurer un minimum de protection légale aux victimes de guerre, c'est-à-dire aux blessés, aux prisonniers et aux victimes civiles.

Les questions les plus controversées découlent du précepte bien connu disant qu'il vaut mieux prévenir que guérir : c'est pour protéger le plus grand nombre de gens possible contre les méfaits de la guerre que l'on propose de restreindre ou de prohiber l'usage de certains moyens de combat. Mais ces interdictions et ces restrictions imposant de sévères limites à la liberté d'action des militaires, ce qui pourrait remettre en cause la défense des intérêts nationaux par des moyens militaires.

Il est toujours aisé de voir que le droit humanitaire devait faire une part à peu près égale à ces intérêts contradictoires. Mais les aménagements qu'on se propose d'apporter aujourd'hui aux conventions de Genève sous prétexte de la modernisation tendent à faire une part beaucoup plus belle aux intérêts des militaires qu'à ceux des civils et des organisations humanitaires.

C'est ce qui ressort clairement des débats sur l'emploi d'armements particulièrement cruels et « non discriminants » sur lesquels était centrée la conférence spéciale d'experts gouvernementaux qui s'est tenue à Lugano (Suisse) du 28 janvier au 18 février sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge. Soixante des cent soixante-dix experts délégués par les gouvernements pour y participer étaient des militaires ou des fonctionnaires des services de défense.

Aucune organisation de protection civile n'était représentée. Aucun membre d'une organisation nationale de Croix-Rouge ne prit la parole pour décrire les ravages provoqués par les armements modernes parmi les populations civiles. Les organisations d'aide privée qui portent secours aux populations touchées par la guerre n'avaient pas non plus de représentant.

Cet état de choses n'est que le symptôme d'une situation beaucoup plus grave. L'objet de ces conférences est d'éliminer les méthodes et instruments de guerre « non discriminants », c'est-à-dire qui affectent indistinctement la population civile et les objectifs militaires.

Mais il est de fait qu'un général ni les militaires engagés dans des conflits ni les organisations internationales ne recueillent les données indispensables sur les effets « accidentels » des guerres sur les populations civiles. En conséquence, il leur est impossible de porter des jugements objectifs sur la portée « discriminatoire » de tel ou tel acte de guerre.

Ainsi, l'*Annuaire des Nations unies* pour 1953 indique que l'état des pertes américaines pendant la guerre de Corée excédait trois cents mille tués, blessés ou disparus, tandis que les forces des Nations unies avaient infligé à l'ennemi « des pertes infinitement supérieures, que l'on peut chiffrer entre un million et deux millions ». Mais combien de civils brûlés lors de raids incendiaires « non discriminants » sur des villes et des villages ? Les pertes civiles n'entrèrent-elles pas dans les calculs de l'ONU ? A en croire un article de M. Oberdorfer paru dans l'*International Herald Tribune* du 27 juin 1975, la guerre de Corée

aurait fait un total de deux millions sept cent mille victimes civiles, alors que les pertes militaires s'élevaient au total à sept cent cinquante-huit mille tués, blessés ou disparus. Cela fait 3,6 victimes civiles pour chaque combattant tué. Il serait temps que les Nations unies créent un organisme officiel chargé de recueillir et de tenir à jour les statistiques de ce genre.

Il y a un second exemple : la guerre du Vietnam. Bien que le Pentagone ait fait parvenir aux troupes américaines engagées sur le terrain des consignes particulières qui soulignaient la nécessité d'éviter les pertes civiles (Congressional Record du 6 juin 1975), aucun bilan d'origine militaire ne parvint jamais à Washington sur les dommages accidentellement causés aux civils et aux biens privés (New York Times, 9 octobre 1972). Le Pentagone publiait chaque semaine un état détaillé des pertes militaires, mais le chiffre des victimes civiles n'était consigné nulle part, quoiqu'une commission du Sénat américain ait évalué le nombre des civils tués à plus d'un demi-million pour le seul Vietnam du Sud.

Ce manque d'information a poussé certains participants à la conférence de Lugano à adopter des positions qui fissent le ridicule. Ainsi, certains pays soutinrent que les bombes au napalm (dont près de 400 000 tonnes ont été larguées en Indochine) sont tout à fait « discriminantes », mais la délégation américaine ne put (ou ne voulut) offrir d'autre illustration des effets « bénins » du napalm que les conclusions d'une étude sur le cas de cinquante et un soldats américains qui avaient été brûlés au napalm à la suite d'accidents divers. Les mêmes délégations prétendirent que les pleurs de bambou et autres armes primitives non seulement provoquaient des souffrances inutiles mais affectaient indistinctement les militaires et les civils. Il se peut très bien que cela soit vrai, mais aucun élément concret n'a été avancé à l'appui de cette thèse.

Le manque de données précises en la matière explique qu'il soit difficile d'aboutir à des conclusions scientifiques valables. Mais par ailleurs, la conférence a été étonnamment, s'agissant d'une conférence à laquelle était supposée participer l'élite des experts mondiaux et dont la préparation, étalée sur deux ans, avait coûté la somme rondelette de 750 000 francs suisses.

Le résultat aurait sans doute été tout autre si les organisations humanitaires (nationales ou internationales) avaient pu exposer leur point de vue, afin de compenser les réticences bien naturelles qui se manifestent chez les militaires lorsqu'il s'agit de fournir des informations sur les dommages provoqués par les opérations de guerre dont ils sont responsables.

Les précédentes sessions de la conférence diplomatique ont permis quelques progrès dans la redéfinition des limites imposées aux opérations militaires en temps de guerre. C'est ainsi, par exemple, qu'on y a décidé d'interdire les bombardements systématiques des zones de peuplement et la destruction des digues, des récoltes et des centrales nucléaires. Les attaques contre des objectifs militaires situés dans des zones de peuplement devront être accompagnées de certaines précautions afin d'occasionner le moins de pertes civiles possible.

Sur le papier, ces nouvelles réglementations paraissent très judicieuses. Mais rien ne dit quelle sera leur efficacité dans la pratique. En particulier, on peut se demander quelle

place leur sera faite dans les préoccupations tactiques des écoles militaires et des réunions d'état-major.

Le problème est plus grave qu'il n'y paraît au premier abord, pour plusieurs raisons. La première est que la planification militaire est principalement axée sur la défense du territoire, et non pas des populations. La seconde est que les responsables des opérations militaires ont tendance à partir du principe que les civils seront évacués des zones de combat et qu'il n'est donc pas nécessaire de les faire entrer en ligne de compte lors de la préparation d'une action de défense ou d'une offensive. Et lorsque des civils sont pris au milieu d'une bataille, ils sont considérés comme des poids morts, et il ne viendrait à l'idée d'aucun corps opérationnel d'organiser autour d'eux son action défensive.

Un exemple assez extrême de ce problème est apparu à Lugano lors de la discussion sur l'utilisation des mines terrestres larguées d'avion contre des blindés, mines qui peuvent aussi être à usage antipersonnel. Il s'agit d'armes nouvelles, mises au point pendant la guerre du Vietnam, afin de semer en quelques instants des champs de mines sous les pas d'une armée ennemie en marche ou derrière des lignes ennemies.

On fit remarquer que, si ces mines étaient répandues dans la campagne, l'ennemi avait toujours le loisir de se réfugier dans les villes. Il fallait donc, logiquement, autoriser leur usage dans les zones urbaines. Les seules précautions que l'on proposait de prendre étaient soit la signalisation des secteurs minés (qui ne serait qu'une bien piètre consolation pour les civils), soit la mise au point d'un dispositif qui détruirait automatiquement la mine au bout d'un temps déterminé. On expliqua que ces mines étaient tellement nouvelles que leur emploi tactique n'était pas encore tout à fait au point, et donc qu'il n'était pas acceptable de réglementer leur usage dans les zones civiles, les militaires n'ayant pas encore décidé s'il était ou non souhaitable.

Il n'est pas nécessaire de faire un bien grand effort d'imagination pour mesurer l'étendue des possibilités qu'ouvrent ces mines en ce qui concerne les opérations de harcèlement derrière les lignes ennemies, pour ne rien dire de leurs perspectives terrifiantes pour les populations civiles. La seule manière d'éviter qu'elles ne provoquent des dommages considérables et aveugles serait de prohiber totalement leur usage, ou du moins de le réglementer très sévèrement.

Et pourtant, le groupe d'étude qui discutait de ce problème à Lugano était à tel point dominé par les militaires que tout cela n'eut pratiquement pas de considération dans ses débats. Il est très possible que la conférence de Genève soit invitée à « légitimer » l'usage de ces mines dans les conditions décrites plus haut.

Le fait reste que cette tentative de remise à jour des conventions de Genève souffre d'une représentation disproportionnée des militaires, tandis que la défense civile en est pratiquement exclue. Dans ces conditions, ne peut-on craindre que les nouveaux protocoles ne favorisent davantage la protection des militaires contre de possibles réactions de panique des populations civiles que la protection des civils contre les militaires ?

### Dans ce numéro :

#### Pages 2 et 3

LA CLEF DE VOUTE DU SYSTEME AMERICAIN, par Moam Chamsky : un projet mûri de longue date, pour préserver les intérêts économiques des Etats-Unis dans le monde.

Union soviétique : Le bilan de la « détente » au cœur de nouvelles polémiques, par Bernard Féron.

#### Pages 4 et 5

« Crise » économique, « crise » des démocraties : LA NOUVELLE IDEOLOGIE (C.J.).

« Une Suisse au-dessus de tout soupçon », de Jean Ziegler : la forme la plus achevée de société capitaliste, par Jacques Attali.

« Croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre ? », par Christian Martin.

#### Page 6

Suite de l'article de Christian Martin sur les libertés en Grande-Bretagne. — Apollisme et collaboration : le film « Chantons sous l'occupation » (L.R.).

#### Page 7

Au Vietnam, les catholiques dialoguent avec le pouvoir révolutionnaire, par Hugues Terrail. Dans les revues...

#### Page 8

INCERTAIN PORTUGAL, suite de l'article de Jean-Pierre Clere. Festival à Perpignan : Les Amériques latines dans le miroir du cinéma (L.R.).

#### Page 9

L'Afrique du Sud doit s'efforcer de briser son encerclement par des régimes progressistes, par René Lefort. Une étude sur la littérature algérienne de langue française, par Jean Chevrier.

#### Pages 10 et 11

LE TCHAD, PAYS DIVISE : UNE « INDEPENDANCE » QUI SE CONQUIERT, reportage de Didier Baussy.

#### Pages 12 et 13

LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE ET LA CRISE LIBANAISE : La convergence syro-israélienne, par Selim Turki. — La levée palestinienne en Cisjordanie, par Arthur Rabab. — Suite de l'article de Georges Corm : Le boublier libanais.

#### Page 14

CINEMA POLITIQUE : Objectifs militants, par Ignacio Ramonet. Guy Hennebelle, Serge Toubiana et Alain Bergala.

#### Pages 15 à 20

EN AMERIQUE LATINE, LES CHRETIENS ENTRE LA DICTATURE ET LA REVOLUTION : Du conservatisme à la recherche d'une authentique libération, par Yves Materna. — Le rôle particulier des mouvements protestants populaires, par Christian Lalive d'Epina. — Mystiques violentes et stratégie non violente, par Michel de Certeau. — L'action idéologique et culturelle de l'Eglise, par Gonzalo Arroyo. — La démocratie chrétienne chilienne et la Junta, par Julio Silva Solaz. — Espoirs et déceptions des démocrates-chrétiens au Venezuela, par Luis Ugalde. — L'Addie aux armées, de Pierre Gallois, par le général Georges Buis.

#### Page 21

L'Inde et le Bangladesh relancent leurs campagnes de limitation des naissances, par Gérard Virahella. Festival à Royan : le cinéma du Sud-Est asiatique et de la Chine (L.R.).

#### Page 22

Les études africaines en Union soviétique, par Claude Wauthier.

#### Page 23

POLITIQUE ET LITTERATURE : Pourquoi « ils » écrivent, par Bernard Cassen.

#### Page 24

Les livres du mois.

#### Pages 25 à 27

L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » d'avril 1976 a été tiré à 119 500 exemplaires.

Mai 1976

**INTERNAT**  
avec ou sans correspondant

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

**Cours Jean-Jacques Rousseau**  
établissement privé du second degré  
DIRECTION : JEAN-MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande  
7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

**nice cote d'azur**

